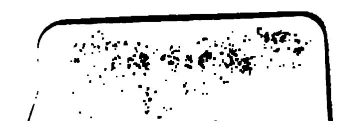



600040101C





HISTOIRE DES RÉVOLUTIONS

DE L'EMPIRE

D'AUTRICHE.

II

HISTOIRE

DES RÉVOLUTIONS

DE L'EMPIRE

D'AUTRICHE.

CHAPITRE PREMIER.

Congrès slave à Prague. — Sourde agitation. — Attitude imposante de l'armée. — Le prince de Windisch-Grætz. — Le jour de la Pentecôte. — Pourparlers. — Discours d'un étudiant. — Messe solennelle. — Insurrection. — Arrestation du comte Thun. — Combats de rues. — Mort de la princesse Windisch-Grætz. — Ultimatum des insurgés. — Assaut de l'Hôpital militaire. — Arrivée de trois commissaires ministériels. — Armistice. — Mauvaise foi des insurgés. — Prague est mis en état de siége. — Dernière sommation. — Bombardement. — Reddition de la ville. — Magnanimité du prince Windisch-Grætz. — Vaste conspiration. — Paraphrase de l'Oraison dominicale. — Nouveaux conflits entre les races de Hongrie. — Convocation à Neusatz. — Entrée triomphale de Jellachich à Agram. — Rescrits royaux. — Colères du peuple croate.

Le congrès slave, fixé au 31 mai, ne s'ouvrit que le 2 juin, en présence d'un nombreux concours de délégués : on remarquait parmi ceux qui avaient répondu à l'appel de la nationalité, plusieurs popes

le [illegible] de [illegible]. Plusieurs [illegible] la [illegible] entre autres le mystérieux [illegible] Bakunin. Le prince [illegible] en Serbie, dans les régiments, était [illegible] représenté par un de ses ministres. Sur la physionomie première de ces divers personnages, dont les figures mâles étaient encadrées par de longues barbes plus ou moins incultes, on découvrait le caractère de l'énergie et le sentiment de la résolution : ils étaient presque tous vêtus du costume pittoresque de leur nationalité.

Les rues de Prague présentaient ce jour-là l'aspect animé d'un corso italien. A neuf heures du matin, les membres du congrès se rendirent du Musée, point central de leur réunion, à l'église de Teyn, pour écouter un discours de circonstance prononcé par un prêtre au pied de l'autel des apôtres slaves Cyrille et Methode. De là, ils se dirigèrent vers l'île Sophie, où se trouvait la salle destinée à leurs séances.

Deux jeunes gens, dont l'un Bohème et l'autre Polonais, ouvraient la marche du cortége. Le Bohème portait la bannière slave, et le Polonais portait le drapeau bohême. Les députés marchaient deux à deux, au pas de procession ; les membres de la Swornoste, les étudiants de la Slavia, les élèves en philosophie et ceux de l'École polytech-

nique s'avançaient en ligne sur les deux ailes; une foule immense, mais silencieuse et calme, fermait le cortége. A leur entrée dans la salle, les députés saluent d'unanimes acclamations les armes et les drapeaux flottants des contrées slaves dépendantes de l'Autriche; tous les fronts se découvrent, toutes les voix entonnent le *Swaty Wàclawce,* cantique national des Tchèques. A travers les transports d'enthousiasme provoqués par ce beau chant, l'historiographe Palacky, nommé *starosta* de l'assemblée (président), monte à la tribune, escorté des présidents et secrétaires des trois sections polonaises-ruthènes, serbo-illyrico-croates et hobemi-moravienne; il prononce le discours d'ouverture et fait lire par les secrétaires les noms des trois cents députés présents. Sept orateurs, choisis dans les diverses races, prennent ensuite la parole chacun en son idiome: deux Tchèques, un Polonais, un Croate, un Serbien, un Ruthène et un Slovaque haranguent tour à tour l'assemblée et provoquent des applaudissements d'autant plus unanimes, qu'ils sont moins généralement compris. S'abandonnant à toute la fougue de l'enthousiasme patriotique, leurs yeux versent des larmes et leurs lèvres pleurent des sanglots sur le sort des nationalités slaves, leurs paroles sont tour à tour des élégies ou des fanfares, des lamentations ou des cris de combat, tous pro-

testent contre les tendances réactionnaires et contre le système russe ; le poëte Bakunin lui-même, oubliant qu'il est Moscovite, applaudit à ces déclarations.

Pour la première fois, on vit réunis fraternellement, ce jour-là, sous une même voûte, dans une pensée commune, des tribus qui, séparées par des intérêts opposés, avaient si longtemps marché sous des drapeaux divers. Cependant, malgré les bruits sonores de cette première réunion et les discours emphatiques des orateurs, la population de Prague resta froide et silencieuse : son concours sur le passage des représentants slaves était l'empressement de la curiosité, son silence fut le présage de conflits prochains.

Le 4 juin, les députés slaves, soit pour implorer les bénédictions célestes sur leurs travaux, soit pour prendre Dieu à témoin de la justice de leur cause, se réunirent sur la place du Marché-aux-Chevaux et assistèrent à une messe solennelle chantée d'après le rite slave, et en plein air, par le révérend Stamatowics, archiprêtre de Neusatz.

Le dimanche suivant, dans une séance générale, ils résolurent d'envoyer, sans retard, une députation à l'empereur, pour solliciter son adhésion à la nomination du colonel Supplikacz, en qualité de vaivode des Serbiens, et à celle de l'archevêque

Joseph Rajachich, en qualité de patriarche de Carlowitz ; les membres délégués devaient en outre réclamer l'exécution immédiate de la constitution, restée enfouie dans les cartons du ministère, relativement à la Gallicie.

Malgré le calme qui présidait aux délibérations et malgré les mystères dont s'entretenaient les membres du congrès, il était évident qu'on touchait à une crise imminente. Ce calme mystérieux, signe avant-coureur de la tempête, n'échappa point aux regards attentifs du général commandant en chef la Bohême : le prince de Windisch-Grätz, plein de foi en cet axiome qui cependant n'est pas toujours infaillible : *Si vis pacem para bellum*, voulut en imposer aux membres du congrès et à la populace qui se disposait à leur servir d'instrument, par le spectacle d'une revue militaire. L'air martial des troupes, leur attitude calme, mais décidée, la confiance qu'elles témoignèrent à leur chef par des acclamations réitérées, obtinrent momentanément l'effet que le général en chef espérait.

Digne héritier d'un des plus grands noms de l'Allemagne, Alfred-Candide-Ferdinand, prince de Windisch-Grätz, comte d'Égloffs et Siggen, baron de Waldstein, naquit à Bruxelles, le 11 avril 1787. Ainsi que tous les hommes voués à la profession des armes, il montra dès son enfance les plus heureuses

dispositions militaires. Lieutenant de lanciers en 1804, capitaine l'année suivante, chef d'escadron en 1808, major en 1809, lieutenant-colonel en 1813, il obtint ces différents grades et les croix qui déjà paraient sa poitrine, sur les champs de bataille où se rencontrèrent à cette époque les aigles impériales de France et d'Autriche. Colonel de cuirassiers en 1814, général de brigade en 1826, lieutenant-général en 1833, il n'avait plus qu'un pas à faire pour trouver, dans les insignes de la plus haute dignité militaire, la récompense des services rendus à sa patrie.

Taillé tout d'une pièce, d'un bloc de bronze et d'or, dans un moule antique, le prince de Windisch-Grätz est le type parfait du gentilhomme allemand; son courage dans le combat est au niveau de sa générosité dans la victoire. Esclave de sa parole, son affirmation équivaut à un serment. D'une taille élevée et majestueuse, son extérieur, froid en apparence, renferme une âme de feu. L'énergie de sa volonté n'exclut point la sensibilité de son cœur : dans ses veines il a du sang pour la gloire, dans ses yeux il a des larmes pour le malheur. Élevé à l'école de l'honneur dont ses aïeux ont été les maîtres, il est inflexible devant l'accomplissement d'un devoir, quelque rigoureux qu'il puisse être; à son point de vue, la transaction devant un principe est une lâcheté

quand elle ne devient pas une félonie; on pourrait le briser, mais le faire plier, jamais! « Avec les rebelles je ne traite qu'avec l'épée! » Ce mot, qu'il a prononcé dans un moment solennel, n'est-il pas un écho lointain des vertus chevaleresques du moyen âge? mais, en même temps, n'est-il pas aussi la condamnation du droit qui, depuis cinquante années, a si souvent sanctionné par sa faiblesse l'injustice du fait?

Que de larmes et de sang! que de crimes et de malheurs! que de ruines et de désespoirs auraient été épargnés à l'Europe, si les princes, à qui Dieu a confié son autorité sur la terre, avaient dit, dans les moments suprêmes où la majesté de leur couronne et le salut de leur tête étaient menacés : « Avec les rebelles nous ne traitons qu'avec l'épée! » Nous n'aurions pas eu, en 1791, le fatal voyage de Varennes; en 1793, les échafauds régicides du 21 janvier et du 16 octobre; en 1830, le déplorable départ de Rambouillet; en 1848, la fuite honteuse des Tuileries et tous les *chassés croisés* des princes d'Allemagne et d'Italie.

Avec les rebelles je ne traite qu'avec l'épée! Le prince Windisch-Grätz, aux exigences des rebelles, a fait mieux encore : il a répondu avec le canon. Ce jour-là, le prince Windisch-Grätz a sauvé l'empire d'Autriche, la royale maison des Habsbourg, et il a donné

un grand exemple à la faiblesse ou à la fausse générosité des souverains.

L'attitude expectative, mais résolue du prince de Windisch-Grätz, les dispositions militaires qu'il prit en prévision des événements, inquiétèrent les membres du club des bains Venceslas. Persuadés que le caractère énergique du général en chef serait un obstacle insurmontable à leurs projets, ils résolurent de le briser en envoyant à l'empereur une députation pour lui demander le remplacement du prince. Afin de donner à cette résolution une importance démentie par le petit nombre de membres qui l'avaient adoptée, ils convoquèrent à grand bruit une assemblée plus nombreuse dont la réunion fut fixée au mardi suivant.

En attendant, les étudiants de Prague, rassemblés le 11 juin, jour de la Pentecôte, dans la Aula, nommèrent une commission pour adresser au prince de Windisch-Grätz des remontrances qu'une affiche, placardée en caractères rouges sur les murs de la ville, avait déjà portées à sa connaissance. Rendu au palais du prince, le chef de cette commission lui demanda des explications catégoriques au sujet des préparatifs de défense qui se faisaient sur les points principaux de la ville et des batteries d'artillerie dressées pendant la nuit en des positions menaçantes pour la sécurité du peuple. Le général

commandant répondit qu'il ne devait compte de sa conduite qu'à l'empereur et à sa conscience.

— « Cette réponse est noble et fière ! répliqua l'orateur des étudiants ; néanmoins elle ne nous suffit pas. Les circonstances présentes nous imposent le devoir de prendre des mesures contre les tentatives de réaction dont le principal foyer se trouve au sein de l'armée ; nous en trouvons la preuve patente dans les organes de la presse, reproduisant chaque jour les correspondances militaires établies entre les garnisons de Prague et de Lemberg : en conséquence, et au nom du peuple, nous vous demandons, général :

« 1° Deux mille fusils et huit mille cartouches pour armer la légion académique ;

« 2° Une batterie montée pour la même destination ;

« 3° Le désarmement immédiat des pièces dressées en batteries contre la ville.

— « Votre demande au nom du peuple est nettement formulée, répliqua à son tour le prince commandant ; je vais y répondre de même au nom de l'empereur :

« 1° J'ai besoin des fusils pour mes troupes, je les garde ;

« 2° Les canons ne sont point faits pour les étudiants, je les conserve ;

« 3° Les positions de mes batteries me paraissent convenables, je les maintiens. »

Quelques heures plus tard, une nouvelle députation composée d'étudiants, de plusieurs membres considérables de l'Université, et présidée par le bourgmestre Wanka, se rend auprès du prince pour tenter une nouvelle démarche ; celui-ci fut inébranlable dans sa résolution. Vainement Wanka et le libraire Borrosch, membre du gouvernement provisoire, cherchèrent à l'ébranler par des prières d'abord, par la menace ensuite et la crainte des événements dont ils le rendirent responsables.

Le prince leur répondit : — « Je suis assez fort pour mépriser les menaces, assez patient pour attendre les événements, et assez consciencieux pour faire mon devoir. »

Pendant ce temps, le Slave Hurban enflammait, par d'ardentes paroles, le courage des étudiants rassemblés dans la Aula pour attendre le retour de leur seconde députation. Debout à la tribune, l'œil en feu, la voix éclatante et le geste provocateur, Hurban s'écriait : « Frères ! le moment est venu de prouver à l'Europe que le sang des vieux Tchèques coule dans nos veines ; le moment est venu de montrer que le cœur des Slaves invincibles bat dans nos poitrines ; le moment est venu de verser, s'il le faut, le sang que nous ont transmis nos pères héroïques pour la

défense de la patrie. Ce sang versé serait pour nous le gage infaillible de l'immortalité.

« Frères ! nous sommes dans la grande semaine de la Pentecôte ; prouvons à l'Europe que l'Esprit-Saint, en éclairant leurs âmes, a armé les citoyens de Prague pour combattre à outrance la réaction, soit qu'elle se cache sous les paroles d'hypocrites rhéteurs, soit qu'elle se présente sous la cuirasse de farouches soldats. »

Électrisés par ce discours, les étudiants se lèvent en masse, et, faisant de leurs épaules un pavoi à l'orateur, ils le promènent en triomphe dans la Aula. Sur ces entrefaites, les délégués rapportent la réponse définitive du commandant en chef ; elle est accueillie par des imprécations ; des cris de colère s'élèvent aussitôt : « Nous obtiendrons par la force ce que le sicaire de la réaction refuse à nos justes demandes, » s'écrie-t-on de tous les côtés. Les motions les plus violentes sont proposées ; un étudiant, venu de Vienne et revêtu de l'uniforme de la légion académique de cette ville, s'élance à la tribune et se recommande comme un professeur de barricades ; à sa voix, des étudiants armés se répandant dans les rues, placardent sur les murs de la ville, en face même du corps de garde, l'affiche rouge dont nous avons parlé ; des patrouilles de cavalerie sont sifflées et huées ; partout le peuple fait cause commune avec

les étudiants ; le prince Lobkowitz, commandant en chef de la garde nationale, fait battre le rappel dans le quartier d'Allstadt, mais les swornostes arrachent les caisses des mains des tambours ; des patrouilles refusent d'obéir au comte de Thun. En même temps, une assemblée populaire se réunit aux bains de Venceslas : le docteur Sladkowsky, l'un des signataires de l'affiche rouge, annonce d'abord le refus du général aux désirs du peuple qui, selon lui, possède seul le droit de commander et le pouvoir de dicter des lois ; puis il donne rendez-vous à l'assemblée sur la place du Marché-aux-Chevaux, où une messe solennelle doit être célébrée le lendemain à onze heures, pour unir aux yeux de Dieu, dans une seule et même pensée, le peuple, la garde nationale et les ouvriers ; l'assemblée se sépare en disant : A demain !

Le lendemain, les étudiants, après avoir fabriqué des cartouches et s'être procuré, pendant la nuit, des armes et des munitions, se réunirent dans la salle du palais Clementinum, qu'ils occupèrent militairement. De là, ils se rendirent à onze heures sur la place du Marché-aux-Chevaux, où la messe annoncée la veille fut célébrée au pied de la colonne de Venceslas, devant un grand concours de peuple. Singulier spectacle que celui de ce peuple prosterné, la haine au cœur, au pied de la croix et invoquant, la

colère aux lèvres, le Dieu de paix ! Après avoir reçu la bénédiction de l'*Ite missa est*, tous les assistants élevèrent leurs mains au ciel pour le prendre à témoin du serment qu'ils firent de rester éternellement unis et de verser leur sang pour la patrie ; puis, remplaçant les saints cantiques par des chants provocateurs, ils se dispersent dans les rues aux cris de : Vive la nation slave ! à bas les Allemands !

Ce mouvement insurrectionnel n'était point général ; il trouva même, dans les rangs de la bourgeoisie, une opposition qui se manifesta par la démarche qu'un certain nombre de bons citoyens firent au prince de Windisch-Grätz, pour lui offrir leur concours, l'engager à conserver son commandement et agir vigoureusement contre les perturbateurs.

Pendant ce temps, l'émeute, grossie par le débordement des égouts de la ville, jetait ses flots impurs contre le palais du commandant en chef et des cris de mort contre la personne du prince ; un instant même, voulant mettre la menace à exécution, on la vit se ruer sur la porte principale, mais elle se brisa sur les baïonnettes des grenadiers. A l'heure où l'on relevait la garde, un détachement de grenadiers, commandé par le lieutenant Jablonsky, parut au son du tambour et se rangea devant la façade du palais ; le lieutenant se disposait à donner des ordres, lorsqu'un étudiant, coiffé d'un bonnet vert orné d'une plume

blanche, s'approchant de lui par derrière, le renversa sans connaissance d'un coup de bâton asséné sur la tête; au même instant, deux ouvriers s'élancèrent sur le corps de la victime pour l'achever d'un coup de pistolet et de cimeterre; mais les grenadiers, croisant la baïonnette, repoussèrent la foule au moyen d'une charge vigoureuse et s'emparèrent du meurtrier.

Instruit de ce qui se passait à la porte de son palais, le prince Windisch-Grätz descend rapidement et tête nue sur la place, il arrive à temps pour sauver l'étudiant de la juste fureur des soldats, mais vainement pour apaiser l'émeute qui, se dispersant dans toutes les directions, répand la terreur et fait appel aux armes au cri de: « Mort aux soldats de Windisch-Grätz ! » Les grenadiers, isolés, sont désarmés et maltraités; un capitaine de cavalerie est assailli à coups de pierres; la grande garde elle-même se voit obligée de se replier; le bruit du tambour se mêle au tocsin des cloches; les magasins se ferment; les barricades s'élèvent sur tous les points; l'émeute se fortifie au palais Clementinum et se donne pour chef l'étudiant Fritsch; elle arbore le drapeau rouge, elle enfonce les portes des maisons et force, le pistolet au poing, les habitants d'élever eux-mêmes des barricades avec les meubles de leurs foyers domestiques; elle démonte les croisées et prépare une vigoureuse résistance: le comte de Thun accourt sur le théâtre

des événements, s'efforce en vain de faire entendre la voix de la raison; ses efforts sont impuissants, sa voix se perd dans les cris et les vociférations du peuple. Bientôt arrêté lui-même, il est entraîné au palais Clementinum, où il arrive abreuvé d'outrages et meurtri de coups.

Le prince de Windisch-Grätz, voyant que toutes les voies de conciliation étaient épuisées, et voulant conserver toute leur indépendance à ses mouvements d'action, résolut de conserver les principales artères de la ville. En conséquence, il donna l'ordre aux troupes d'enlever à l'assaut, et après les trois sommations légales, les barricades élevées jusqu'au pont de fer. Il fit prévenir en même temps, par un de ses aides de camp, nommé Fischhof, les insurgés que les troupes rentreraient dans leurs quartiers, s'ils consentaient à démolir eux-mêmes les barricades. Un coup de pistolet tiré sur cet officier fut le seul résultat de cette nouvelle avance.

Le moment d'agir était venu : les grenadiers s'élancent au pas de course sur la barricade du Musée défendue par les swornostes qui l'abandonnent pour se retrancher dans le Musée. Un officier somme les insurgés de se rendre; ceux-ci répondent par un coup de fusil auquel les troupes ripostent par une décharge : le sang coule de part et d'autre. Sur d'autres points, les barricades sont démolies à coups de

canon, l'élan des grenadiers est irrésistible; plusieurs officiers sont tués; malgré leurs blessures, le colonel Mainoni et le capitaine prince Alfred Windisch-Grätz animent de la voix et du geste leurs soldats. Le capitaine Lipka, aide de camp du commandant en chef, exécute, avec une précision égale à son courage, une forte reconnaissance appuyée par deux pièces de canon et un escadron de hussards. Après une lutte opiniâtre, l'émeute est écrasée à la Kleinseite et les communications sont rétablies jusqu'au pont de fer.

Une de ces scènes atroces qu'on voit rarement même pendant les guerres civiles, signala l'affaire de la Kleinseite. Un insurgé, jeune homme de quinze années, se jetant sur un malheureux grenadier blessé, lui avait arraché les deux yeux avec la pointe de son couteau. A la vue de cet acte de barbarie, les grenadiers, qui s'étaient retirés devant les masses rebelles, oubliant leur infériorité numérique, étaient revenus à la charge et avaient écharpé en mille pièces le meurtrier de leur camarade.

Le but du prince Windisch-Grätz était en partie atteint : cependant les insurgés tenaient encore au Carolinum; un bataillon de grenadiers s'en empare sans coup férir; tous les étudiants qui s'y trouvaient en armes sont faits prisonniers.

Des insurgés, cachés dans les maisons voisines du

palais, tiraient à coup sûr et décimaient les troupes rangées en bataille devant la façade principale, le général Schutte lui-même venait d'être blessé, lorsqu'une décharge, partie de ces maisons, frappa la princesse de Windisch-Grätz, assise près de sa belle-sœur dans son salon; mortellement atteinte au milieu du front, cette femme accomplie tomba sans proférer une parole. A toutes les révolutions il faut une noble victime; la princesse de Windisch-Grätz tenait à la terre par toutes les qualités de la femme, mais par les vertus de l'ange, elle appartenait au ciel. Dieu avait sans doute jeté les yeux sur elle pour en faire l'holocauste des barricades de Prague, comme quinze jours plus tard il choisit un saint prélat pour servir de martyr aux barricades de Paris.

Rappelé par des cris de désespoir dans l'intérieur du palais, le prince de Windisch-Grätz se trouva en face du cadavre de sa femme, qu'une minute avant il avait laissée pleine de vie. Sans proférer une parole, sans verser une larme, mais adressant au ciel un regard dans lequel se trouvait tout ce que la douleur peut avoir de désespoir, mais tout ce que le désespoir combattu par la pensée de Dieu, peut avoir de résignation, il prit dans ses bras le corps inanimé de la mère de ses enfants, le transporta sur son lit, puis, déposant un religieux baiser sur la

blessure de son front, il retourna à son poste.... l'époux s'effaçait devant le soldat, le soldat s'élevait à la taille du héros. Au moment même où la princesse était frappée, une main sanglante écrivait sur les murs de l'église Saint-Sauveur cette inscription : Mort aux aristocrates !

Tandis que, sur d'autres points moins importants, les étudiants élevaient de nouvelles barricades, pillaient les dépôts d'armes de l'Hôtel-de-Ville, du bureau de la police, la belle collection d'armes du prince Colloredo, et profanaient, d'une manière infâme, la bannière impériale, les chefs de l'insurrection faisaient imprimer en langue tchèque, avec les presses de l'archevêché, un manifeste qu'ils adressèrent au commandant en chef, en forme d'ultimatum : « Prêts à continuer la guerre, ils offraient cependant la paix, mais aux conditions suivantes :

1° Le départ instantané du prince Windisch-Grätz ;

2° La réduction de l'armée à sa plus simple expression ;

3° La création d'un ministère indépendant et responsable pour les affaires de Bohême. »

La nuit se passe en négociations.

Le lendemain matin 13, alors que les négociations suivaient leur cours, de nombreuses colonnes d'ouvriers, conduites par des étudiants, se portèrent au

Marché-des-Bestiaux, où le peuple, armé de fusils, de faux et de toutes sortes d'instruments meurtriers, attendait le mot d'ordre des meneurs ; ceux-ci ne le firent pas attendre. Oubliant que chez les peuples les moins civilisés, l'asile de la souffrance a des droits imprescriptibles, foulant aux pieds les lois sacrées de l'humanité, ils désignèrent à l'attaque des insurgés, l'Hôpital militaire, situé sur cette place. Ceux-ci répondant à cet appel de barbarie par des cris féroces, se précipitent sur les portes et les enfoncent malgré les prières du commandant, qui les supplie d'épargner de pauvres malades. Ils font main-basse sur tout ce qu'ils trouvent au rez-de-chaussée, pillent l'appartement du concierge et ravagent le magasin de lingerie ; mais pendant qu'ils se préparent par le vol à l'assassinat, les officiers et les soldats de garde improvisent, sur l'escalier du premier étage, une barricade contre laquelle viennent se briser les efforts des insurgés. Ceux-ci, furieux de l'obstacle qu'ils rencontrent, se replient sur la place et de là dirigent un feu bien nourri sur les grenadiers embusqués dans les embrasures des fenêtres ; les grenadiers ripostent à leur tour, plusieurs assaillants sont tués, un grand nombre est blessé, les autres prennent la fuite.

Malgré les échecs qu'ils subissent partout où ils se présentent pour combattre, les émeutiers entonnent

un chant triomphal et adressent au peuple cette emphatique affiche :

« Habitants de Prague,

« Nous avons glorieusement soutenu une lutte perfide et inégale ; nous pouvons même dire que la victoire nous appartient. N'abandonnons donc pas ce que nous avons si vaillamment entrepris : Vienne, la Bohême, la Moravie, l'Europe entière, ont les yeux fixés sur nous. Voici le lion de Bohême qui, après deux siècles de sommeil, se réveille menaçant !

« Ne nous laissons pas tromper par de perfides promesses ; toute la nation est avec nous.

. . . .

« Faisons nos conditions ! les voici :

« Qu'un Bohême soit commandant de Bohême ; par conséquent, un commandant indépendant de Vienne. . . . .

« Que notre peuple et nos régiments bohêmes ne soient affectés qu'au service de la patrie.

. . . .

« Que le commandant et les soldats prêtent serment à la constitution du gouvernement de Bohême !

. . . .

« Que Windisch-Grätz soit déclaré ennemi des peuples autrichiens et traduit devant un tribunal

national bohême, pour s'entendre déclarer responsable de tous les dommages, et tenu à indemniser les veuves et les enfants des victimes.

« Que, dans toute la Bohême et la Moravie, le ban et l'ancien ban des braves soient convoqués ; que tout homme de seize à soixante ans prenne les armes.

« Que le gouvernement provisoire décrète les dispositions nécessaires à cet effet ; s'il s'y refuse, nommons sur-le-champ un nouveau gouvernement : nous en avons le droit, car nous avons combattu. »

De son côté, le général prince Windisch-Grätz, se rappelant, en face du cadavre de sa vertueuse épouse, que la vengeance est un crime aux yeux de Dieu, oubliant ses propres douleurs pour ne songer qu'aux blessures de la patrie, offrait à la soumission des insurgés ces conditions généreuses :

1° Élargissement immédiat du comte Thun, pour la mise en liberté de tous les insurgés pris les armes à la main sur les barricades ou pendant le combat ; à l'exception des individus qui, pour d'autres délits, sont passibles des tribunaux civils ;

2° Démolition des barricades et retraite des troupes au fur et à mesure de leur destruction ;

3° Défense à l'armée de reprendre les hostilités, et obligation aux habitants de garder l'armistice et de s'abstenir de nouvelles barricades ;

4° La garde nationale et la légion auront le droit de conserver leurs armes. »

Ces conditions furent acceptées ; mais, malgré un commencement d'exécution, elles avortèrent devant la mauvaise foi des insurgés qui, non contents de fortifier les barricades déjà commencées, en élevèrent de nouvelles. Tel était l'état des choses à Prague, lorsque, dans la matinée du 14, le général Mensdorf et le conseiller aulique Kleczanshi, arrivés de Vienne en qualité de commissaires ministériels, se rendirent à l'Hôtel-de-Ville. Le bourgmestre et les notables de la ville les supplièrent de retirer, avant toute autre détermination, le commandement en chef au prince de Windisch-Grätz, pour le remettre aux mains du général Mensdorf, et de donner aux troupes, aux grenadiers principalement, l'ordre de quitter la ville. Les commissaires répondirent, qu'en raison de l'importance de la question, ils l'ajournaient quant au premier chef ; mais que, pour donner au peuple une preuve de leur condescendance, et surtout de leur désir de rétablir l'ordre, ils s'entendraient avec le prince de Windisch-Grätz, pour éloigner l'armée de la ville. En effet, les troupes reçurent, dans l'après-midi, l'ordre d'évacuer le Carolinum et les positions avantageuses qu'elles avaient acquises au prix des plus grands sacrifices.

Cette concession faite à l'émeute en armes était

une faute dont le prince de Windisch-Grätz sut tirer profit, en massant l'armée sur les hauteurs inexpugnables du Hradschin et de la Kleinseite. Maître de ces positions, il commandait la ville et se trouvait en mesure de repousser toutes les attaques. Les insurgés le comprirent le lendemain au point du jour, lorsqu'ils virent resplendir sur leurs têtes une forêt de baïonnettes. Toute résistance semblait impossible; néanmoins, au mépris de la foi jurée, ils osèrent commencer le feu sur les troupes impériales : celles-ci l'éteignirent bientôt à coups de canon.

Par la violation de l'armistice, les insurgés s'étaient mis eux-mêmes hors la loi ; en conséquence, le commandant en chef, et le gouverneur qui avait été mis en liberté, leur déclarèrent d'un commun accord, par une proclamation en date du 15, que les négociations étaient impossibles, et ils les sommèrent en même temps de se rendre à discrétion et de déposer les armes avant la douzième heure du lendemain. En outre, ils leur intimèrent l'ordre de livrer des ôtages dans la soirée même, sous peine de bombardement.

Effrayés, par ces menaces, le bourgmestre et plusieurs délégués de la ville sollicitèrent la médiation des commissaires ministériels, en suppliant le général comte Mensdorf de prendre le commandement en chef. Le prince Windisch-Grätz, inspiré par la plus généreuse abnégation, consentit à le lui

remettre en personne, malgré les murmures des soldats et les protestations des officiers, dont le dévouement absolu et sans limites lui était acquis. « Je ne veux pas que mon nom soit un obstacle, dit-il, à des accommodements que je crois impossibles ; cependant, pour éviter l'effusion du sang, je suis prêt à m'effacer, sauf à reprendre le commandement, si les circonstances l'exigent. »

Ainsi que l'avait prévu le prince, ces concessions ne firent qu'augmenter l'audace des insurgés qui dressèrent immédiatement de nouvelles barricades, affichèrent le texte d'une prétendue capitulation injurieuse à l'armée, à son commandant et aux commissaires eux-mêmes ; ils ouvrirent une seconde fois le feu sur les bords de la Moldau. Toute patience humaine a ses limites : autorisés par l'audace croissante des insurgés, le comte Thun déclara la ville en état de siége, et le prince de Windisch-Grätz, qui venait de reprendre le commandement en chef, adressa une nouvelle et dernière sommation aux révoltés.

Les troupes, fatiguées par ces lenteurs ; les canonniers, debout à leur pièce, mèche allumée, attendaient avec impatience le terme du délai fixé ; enfin, le prince Windisch-Grätz donna le signal ; aussitôt, de formidables décharges d'artillerie portèrent l'épouvante dans la ville : les grenades éclatant dans l'air, les bombes décrivant leurs majestueuses para-

boles, les obus incendiant les moulins de la Moldau où les révoltés s'étaient retranchés, finirent par éclairer ceux-ci sur leurs véritables intérêts. Ils se rendirent à discrétion.

Dans la soirée du 17, toutes les barricades étaient enlevées, les armes de l'insurrection déposées, et la ville avait retrouvé son aspect accoutumé.

Le commandant en chef avait payé sa dette à la patrie : il rendit les derniers devoirs à la plus noble victime de ces jours néfastes. Grand dans la lutte, héroïque dans la victoire, il a été sublime dans la miséricorde. Couvert encore du sang de sa femme morte, du sang de son fils blessé, il n'a pas écouté la voix du sang qui criait vengeance ; mais il a tendu une main généreuse aux coupables égarés, que d'un mot il pouvait envoyer à la mort. Il avait le droit de punir : il préféra celui de pardonner. Sa clémence, devant la tombe qui venait de se fermer sur ses plus chères affections, est la plus belle oraison funèbre de la princesse Windisch-Grätz : elle sera éternellement inscrite dans le livre de Dieu.

Quoique rapidement réprimée, la révolution de Prague eut son contre-coup dans les autres contrées de la Bohême, où, depuis longtemps, les émissaires des sociétés secrètes avaient organisé des éléments d'insurrection [illegible] le commencement de la lutte, des étudiants [illegible] répandus dans les campagnes,

pour soulever les paysans par le levier de la calomnie et le fanatisme de la vengeance. En effet, au moyen de bruits perfides, ils avaient si fortement agi sur l'imagination des masses, que des communes entières s'apprêtaient à marcher sur Prague. « Aux armes ! leur criaient des apôtres du mensonge et de la guerre civile ; aux armes ! et volez au secours de vos frères de Prague ; une soldatesque ivre de sang et de pillage égorge les hommes, viole les femmes, profane les églises, massacre les prêtres, comprime vos libertés et rétablit les corvées ; aux armes donc ! si vous ne voulez pas redevenir esclaves ; en avant sur Prague ! si vous ne voulez pas que les soldats de Windisch-Grätz, de plus en plus excités par les enivrements de la victoire, ne viennent enlever dans vos bras vos femmes et vos filles ; aux armes, et en avant sur Prague ! »

Sur d'autres points, les étudiants, procédant par la menace et la peur, avaient également soulevé les paysans, qui, armés de faux, de fusils, de sabres et de pertuisanes, s'étaient portés en colonnes et tambour en tête, sous les murs de Prague. Il fallut plusieurs semaines pour calmer l'agitation de cette race d'hommes forts, mais trop crédules.

Il résulte, d'après l'enquête que le Gouvernement fit faire sur ces événements, que les conjurés, opérant sur une vaste échelle, avaient relié à une pensée

commune les diverses provinces de l'Autriche. Cependant, tous ne connaissaient pas le but suprême de la volonté mystérieuse qui les faisait agir, et à laquelle ils étaient aveuglément soumis. Ils croyaient généralement que le but suprême était la fondation d'un empire slave, formé de la Croatie, l'Esclavonie, la Serbie, la Slovaquie, la Hongrie, la Bohême, la Moravie, la Silésie et la Gallicie. Le mode de gouvernement, encore inconnu, se balançait entre la forme monarchique et le régime républicain. Le plan des conjurés, habilement conçu, devait s'exécuter, seulement en 1850, par le soulèvement simultané d'Agram, Prague, Cracovie et Presbourg; mais la révolution imprévue de février avait précipité ces mouvements avant le terme. Pour rendre infaillible l'exécution de leurs projets subversifs, les chefs des sociétés secrètes avaient établi, dans les quatre villes précitées, des comités-directeurs correspondant avec le comité central de Paris. Cette correspondance occulte, ayant pour point de départ Vienne, et pour lignes intermédiaires Leipzig et Strasbourg, s'opérait de trois manières: au moyen d'une clef, par des chiffres de convention, et par les procédés d'une encre chimique.

En attendant, les conjurés ne laissaient échapper aucune occasion de préparer, moralement, la séparation des pays slaves d'avec l'empire d'Autriche; men-

diant chaque jour les sympathies des Russes, ils adoraient, matin et soir, l'autocrate de Saint-Pétersbourg et lui adressaient, en forme d'invocation, cette paraphrase parodiée de la plus belle prière du christianisme :

« Notre père russe, qui êtes au nord, que votre nom soit sanctifié, que votre règne nous arrive, que votre volonté soit faite au nord comme chez nous. Permettez-nous de manger notre pain quotidien sous votre protection. Pardonnez-nous nos hostilités contre vous, comme nous vous pardonnons les tourments auxquels vous avez livré nos frères, ne nous laissez pas succomber aux tentations qui conduisent en Sibérie ; mais délivrez-nous bientôt de l'Autriche. Ainsi-soit-il ! »

Chaque mot de cette prière, répandue alors dans toutes les provinces slaves, renfermait un arrière-pensée de panslavisme. Lorsqu'aux mois de mars et d'avril le trône des Habsbourg lorrains, ébranlé jusque dans ses fondements, eut accédé à toutes les exigences des Magyars, les Slaves des terres annexées commencèrent à trembler sérieusement pour leur nationalité. Nous avons vu les Croates protester les premiers contre un état de choses qui devait infailliblement, un jour ou l'autre, les absorber au profit de prétentions rivales. Les Raïzen n'avaient pas tardé à suivre leur exemple. Dès le 17 mars, ils avaient

rédigé, dans une assemblée convoquée à Pesth, une pétition par laquelle ils réclamaient des garanties pour leur nationalité. Les ministres hongrois, indépendants et responsables, qui tous appartenaient à la souche magyare, avaient déclaré aux délégués des Raïzen qu'ils ne pouvaient ni ne voulaient reconnaître, en Hongrie, une nationalité autre que celle du magyarisme. De leur côté, les jurats avaient répondu aux réclamations des Raïzen par la menace de la violence, et telle était l'irritation du peuple hongrois contre les pétitionnaires, que les commissaires de sûreté avaient nettement signifié à ceux-ci que leur vie en danger ne pouvait compter sur leur protection.

La nouvelle des dispositions magyares hostiles à la nationalité des Raïzen se répandit avec la rapidité de l'éclair dans les districts serbes de la Hongrie méridionale, et provoqua une grande irritation; les Tchèques coururent aux armes et peu s'en fallut qu'ils ne marchassent sur Pesth pour venger l'injure de leurs mandataires; ils se contentèrent, pour le moment, de rédiger à Neusatz une seconde pétition qu'ils adressèrent aux ministres. Ils ne sollicitaient plus, mais ils demandaient impérativement l'indépendance de leur culte, la nomination des évêques, la réintégration des couvents dans leurs propriétés, un consistoire indépendant, des garanties contre la

propagande de l'Église orientale, la liberté de synode, l'admission de son métropolitain à la diète, la participation aux emplois publics, etc., etc.

Le ministère Batthyany crut pouvoir paralyser ces symptômes d'indépendance en opposant aux prétentions des Raïzen les droits des Roumains, non moins fondés au point de vue de la justice; mais il se trompa dans son attente, car, loin de les diviser, il ne fit que resserrer les deux races dans une alliance basée sur des intérêts communs. Dès lors, le mouvement national se propagea rapidement dans tous les districts raïcz. Justement alarmé de la nouvelle attitude d'une race énergique qui menaçait leur omnipotence, les ministres profitèrent des événements déplorables de Kinkinda pour envoyer sur les lieux, en qualité de commissaire extraordinaire, un de leurs agents les plus dévoués, Pierre Czernovit. Dès son arrivée, celui-ci débuta par une énormité en publiant la loi martiale et déférant à des tribunaux militaires des actes qui remontaient à une date antérieure à celle du décret.

Exaspérés par ces mesures violentes, les Raïzen commirent de nombreux excès sur plusieurs points, entre autre à Vieux-Becsé, où, à la suite d'une assemblée populaire, ils chassèrent les employés du gouvernement, démolirent la mairie, pillèrent les caisses, détruisirent les archives et mirent en liberté trois

cents prisonniers non politiques détenus dans les prisons.

Sur la demande de la nation, l'archevêque de Carlowitz, le vénérable Rajacsics, avait convoqué, pour le 13 mai, à Neusatz, une assemblée générale où toutes les communes raïcz devaient se faire représenter. L'archiduc palatin et les ministres, consultés, avaient accordé leur autorisation; mais, pour neutraliser d'avance les résolutions hardies qui pouvaient surgir d'une réunion hostile, ils publièrent des ordonnances tellement rigoureuses que chaque ligne renfermait une menace de mort. L'assemblée ne pouvait se réunir sous de pareils auspices; en conséquence, les délégués arrivés le 12 mai à Neusatz se rendirent chez le commissaire extraordinaire, le suppliant de suspendre la loi martiale pendant la durée des délibérations; celui-ci ne voulut rien entendre, il repoussa même les garanties qui lui furent offertes pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité. Les députés raïzen déjouèrent cette manœuvre qui cachait un piége, en se réunissant le lendemain non point à Neusatz, mais à Carlowitz. La dignité de patriarche de Carlowitz et celle de vaivode de Serbie, conférées, la première à l'archevêque Rajacsics, la seconde au général Suplikacz de Vitez, furent les premiers actes qu'ils décrétèrent; ils déclarèrent en même temps la séparation administrative des districts

raïzen d'avec la Hongrie, et leur réunion au royaume Croate, Esclavon et Dalmate sans les détacher cependant de la couronne hongroise. Les députés se séparèrent après avoir nommé deux commissions, l'une chargée de rédiger les actes décrétés, l'autre investie des pouvoirs nécessaires pour les soumettre à la sanction de l'empereur et roi.

Les tendances de séparation qui se manifestaient dans les contrées raïzen, prenaient un caractère bien autrement grave en Croatie ; le baron Jellachich faisait, le 10 avril, son entrée triomphale à Agram et dénonçait, en attendant le jour de son installation comme ban, les intentions des Magyars résolus à proclamer, entre eux et la dynastie des Habsbourg, une séparation à laquelle lui, baron Jellachich et ses fidèles Croates, ne consentiraient jamais. A l'appui de cette déclaration il publia, le 19 avril, la loi martiale contre tous ceux qui oseraient se révolter contre le roi, la patrie et les protecteurs du mouvement national croate.

La nouvelle de ces résolutions fut à Pesth le signal d'une tempête qui éclata avec fureur, quand on apprit qu'un émissaire magyar avait été arrêté par les ordres du ban ; que, d'après les mêmes ordres, quatre bataillons des régiments frontières s'étaient rendus dans le district de Turopolya pour désarmer les alliés des Hongrois ; enfin que trente mille Bosniaques,

parfaitement armés, s'apprêtaient à pénétrer en Croatie pour donner la main à un nombre égal de combattants que le ban pouvait mettre sur pied. En présence de ces événements, les ministres hongrois comprirent qu'ils ne pouvaient s'opposer au choc dont ils étaient menacés, s'ils n'étaient soutenus par les baïonnettes impériales ; ils résolurent donc de l'obtenir en confiant au président du conseil la mission d'arrêter, avec le ministère autrichien, les mesures nécessaires pour étouffer dès son début le mouvement croate. Le président du conseil partit aussitôt pour Vienne. Le succès de son voyage dépassa ses espérances et il crut avoir tranché toutes les difficultés, quand, de retour à Pesth, il publia, coup sur coup, plusieurs rescrits royaux qu'il avait obtenus de l'empereur. Nous devons les citer textuellement pour bien faire apprécier la position. Par une première lettre adressée à l'archiduc Palatin, l'empereur jugeait ainsi la question :

« Mon cher cousin,

« Selon la rumeur publique, des tendances à une séparation se manifestent dans plusieurs contrées de la Croatie. Comme leur réalisation pourrait gravement compromettre la réunion légale de ces provinces à la Hongrie et à la totalité de mon empire, je vous charge, mon cousin, d'envoyer en Croatie un

agent muni de pleins pouvoirs, en qualité de commissaire royal, pour prendre toutes les dispositions nécessaires à la répression de semblables menées.

« Vienne, 6 mai. FERDINAND. »

Par une seconde lettre, l'empereur faisait connaître en ces termes sa résolution au ban Jellachich :

« Conformément à ma parole royale et au serment de mon couronnement, je suis fermement résolu de maintenir l'unité gouvernementale des pays réunis à la couronne de Hongrie, je ne permettrai jamais que le lien légal des pays unis à la couronne hongroise soit relâché par des dispositions arbitraires et des résolutions unilatérales. En conséquence, je vous ordonne de vous conformer exactement aux ordres de mon lieutenant royal et aux dispositions de mon ministère hongrois et responsable, auquel, en vertu de l'article 3 de 1848, j'ai confié légalement les rênes du gouvernement de la Hongrie et de ses annexes. Je vous ordonne en outre de surveiller, dans votre sphère d'action officielle, l'accomplissement exact de ma volonté royale.

« Vienne, 7 mai. FERDINAND. »

Une troisième lettre adressée au colonel Meszaros, qui combattait en Italie, sous les ordres du maréchal Radetzky, lui intimait l'ordre de remettre le com-

mandement de son régiment à son lieutenant-colonel et de se rendre immédiatement à Pesth pour y remplir ses fonctions de ministre de la guerre.

Par une quatrième lettre, l'empereur ordonnait au comte de Latour de s'abstenir de prendre des mesures au sujet des troupes établies en Hongrie avant de s'être concerté préalablement avec le ministère hongrois, qui, de son côté, devait informer le ministre de la guerre du cabinet autrichien de toutes les dispositions qu'il jugerait devoir prendre dans les limites de ses attributions, relativement aux troupes cantonnées en Hongrie.

Fort de ces déclarations royales qui faisaient pencher la balance du côté de la Hongrie, le palatin adressa, sous la date du 10 mai, l'ordonnance suivante au baron Jellachich :

« Considérant qu'en votre qualité de ban de Croatie, d'Esclavonie et de Dalmatie, vous avez adressé, à toutes les autorités et fonctionnaires desdits royaumes, une circulaire par laquelle vous déclarez altérés les rapports constitutionnels qui existent depuis des siècles entre la Hongrie et ses annexes (rapports qui par les lois les plus récentes n'ont pas subi d'altération), et par laquelle vous leur défendez d'obéir à d'autres ordres qu'aux vôtres ;

« Considérant qu'au mépris de la loi qui m'autorise exclusivement de publier ou de révoquer sous la

contre-signature d'un ministre responsable la loi martiale, vous avez non-seulement fait publier cette loi dans les pays annexes, et dans les juridictions où je l'avais déjà fait publier moi-même, mais vous l'avez encore appliquée à des délits qui, d'après les lois existantes, n'ont jamais été du ressort des conseils de guerre ;

« Considérant, qu'en agissant ainsi, vous avez exercé un droit souverain et outrepassé les attributions du banat avant d'avoir été installé dans vos fonctions et d'avoir prêté le serment prescrit ;

« Considérant que la volonté de S. M. notre roi couronné, et l'article 3 de 1848, m'ont conféré le droit illimité d'exercer, au moyen d'un ministère responsable, le pouvoir exécutif tant dans le pays que dans ses annexes ;

« Sur le rapport du ministre de l'intérieur, j'ordonne ce qui suit :

« 1° La circulaire que vous avez publiée, étant nommé, mais non installé, comme ban de Croatie, d'Esclavonie et de Dalmatie, est déclarée entièrement inconstitutionnelle et illégale ;

« 2° Le tribunal martial que vous avez institué illégalement et étendu contrairement aux lois existantes, ainsi que les enquêtes déjà faites, et les sentences prononcées en conséquence, sont déclarées nulles et sans valeur ;

« 3° Vous êtes chargé de révoquer sur-le-champ, par un contre-ordre, la susdite circulaire ainsi que la publication de la loi martiale, et de m'annoncer l'exécution de cette ordonnance trois jours après la réception de la présente ;

« 4° Par un ordre en date de ce jour, j'ai prescrit à toutes les juridictions de l'Esclavonie, ainsi qu'à celle de la ville d'Essek d'obéir, sous les peines les plus graves établies par la loi, à toutes les ordonnances que je publie sous la signature d'un ministre responsable ;

« 5° Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance. »

Le lendemain, 11 mai, l'archiduc palatin, par un nouveau rescrit conforme à celui de l'empereur Ferdinand, nomma le lieutenant général commandant en Hongrie, baron Jean Hrabovsky, commissaire royal, et l'investit de pleins pouvoirs pour rétablir l'ordre, comprimer les mouvements qui menaçaient de détacher les terres annexées à la Hongrie et d'en rechercher les instigateurs pour les punir suivant toute la rigueur des lois. Telle était la somme de pouvoirs qui lui était confiée, qu'il avait le droit de décréter, de modifier et d'étendre à son gré la loi martiale.

La lecture de ces ordonnances, publiées le 15 mai, à Agram, dans la salle de la municipalité, fut accueillie par des cris de fureur. Les Croates exas-

pérés arrachent, des mains du secrétaire, les minutes des rescrits et s'élancent hors de la salle pour les brûler sur la place publique; mais, pendant que le bûcher se dresse, et que l'on convoque la garde nationale pour donner plus de solennité à cet auto-da-fé populaire, un officier du ban se précipite au milieu de la foule pour la supplier, au nom du ban Jellachich, de s'abstenir d'une démonstration qui ne pourrait qu'attrister son âme; la foule se soumet à ses exhortations, mais, comme à toute colère du peuple il faut une victime, comme à toute flamme il faut un aliment, les Croates s'écrient : « Puisque notre ban le désire, épargnons les documents, mais brûlons en effigie le signataire; » le portrait de l'archiduc palatin devint aussitôt la proie du bûcher.

Tandis que le vent achevait d'apaiser la colère du peuple, en dispersant les cendres de l'auto-da-fé, la bourgeoisie confiait à un courrier extraordinaire la mission de supplier l'empereur de révoquer les pouvoirs accordés par le palatin au commissaire royal, et le soin de procurer, à tout prix et sans délai, dix mille fusils à la ville d'Agram. En même temps, la gazette de cette ville, commentant le contenu des rescrits, se faisait le champion de la politique du ban, et déclarait que les Croates ne reconnaîtraient jamais des actes qui lésaient les intérêts du roi et compromettaient le salut de la nationalité croate.

Telle était, à cette époque, la situation des Magyars vis-à-vis de la Croatie : ils étaient menacés par un mouvement de résistance qui, d'un moment à l'autre, pouvait prendre un caractère offensif. Le chaos se faisait de plus en plus dans l'empire d'Autriche ; car le vent de la révolution soufflait de toutes parts l'intrigue, le vertige et l'ambition.

CHAPITRE II.

Divers actes du ministère hongrois. — Mesures désorganisatrices. — Journée du 20 mai à Pesth. — Parade patriotique. — Serment de l'armée à la constitution. — Refus d'un régiment italien. — Réunion conditionnelle de la Transylvanie à la Hongrie. — Rescrits royaux. — Primes d'enrôlement. — Conflits militaires. — Installation du ban de Croatie. — Succès de la mission de Louis Batthyany. — Disgrâce du ban. — Premier coup de feu. — Armistice. — Levée de boucliers de Stratimirowich. — Commencements de la guerre civile. — Le ban à Inspruck. — Son retour triomphal à Agram. — Réjouissances populaires. — Ouverture de la congrégation à Agram et du parlement à Pesth. — Séance remarquable du parlement. — Kossuth propose une levée de cent mille hommes. — Coups de théâtre.

Pour ne pas s'égarer dans un dédale de faits complexes et d'intérêts opposés, afin de suivre dans un ordre chronologique la marche d'événements multiples, il importe de se reporter le 16 mai, à Pesth. Dans une de leurs séances, les ministres magyars avaient résolu de déléguer à la diète de Transylvanie quarante-un étudiants sous la présidence de Sigismond Perenyi, et d'accréditer en même temps, près le parlement de Francfort, Denis Pàzmàndy, député de Comorn, et le publiciste Ladislas Szalay. Le but de cette mission était de témoigner aux éléments

démocratiques du parlement allemand les sympathies du parti avancé magyar. Ces sympathies n'étaient un mystère pour personne, car les ministres eux-mêmes avaient pris soin de les énoncer clairement dans cette séance, en déclarant ouvertement qu'au besoin, la Hongrie s'allierait à l'Allemagne contre l'Autriche, plutôt qu'à l'Autriche contre l'Allemagne. Tout le secret de cette mission anti-nationale se trouvait dans cette imprudente déclaration. Ce fut dans ces circonstances que le ministère hongrois apprit le départ de l'empereur de Vienne. Son premier soin fut de calmer l'agitation que cet événement inattendu produisit au sein des masses ; le second, fut d'expédier en toute hâte le prince Estherazy à Inspruck, pour déposer, aux pieds de Sa Majesté, l'hommage de la fidélité hongroise, et supplier le monarque de venir chercher à Bude une résidence au sein de ses sujets les plus dévoués.

Tandis que le prince se rendait à Inspruck, les ministres, fatalement inspirés, adressèrent aux troupes hongroises, cantonnées dans les contrées magyares, une proclamation dont la traduction exacte était un appel à la désorganisation de l'armée et à l'anarchie. En effet, sous le prétexte que le danger de la patrie et de ses institutions nécessitait impérieusement une défense énergique, les ministres décrétaient, par cette proclamation, la création immédiate

d'une garde nationale mobile, composée par enrôlement volontaire de dix mille hommes, et divisée en dix bataillons sous le commandement spécial d'un major. Or, ainsi qu'il était facile de le prévoir, un grand nombre d'officiers, sous-officiers et soldats hongrois, séduits plutôt par les avantages pécuniaires de la position que par le danger imaginaire de la patrie, quittèrent leurs drapeaux pour s'enrôler dans un corps qui, mieux payé, devint le noyau des célèbres Honvèd, éléments constitutifs de l'armée révolutionnaire.

Chaque jour amenait une complication nouvelle. A cette époque, le journal *Marczius* publia, dans son numéro du soir, un article que bien des personnes considèrent encore comme un ballon d'essai lancé par le ministère; ce journal annonçait en grosses lettres que plusieurs comitats et les ministres avaient proclamé l'archiduc palatin roi de Hongrie.

La nouvelle de cet événement qui aurait constitué, d'une part, la séparation immédiate du royaume, et d'autre part, la trahison d'un membre de la famille impériale, jeta la population dans une telle épouvante que les ministres, accusés par l'opinion publique, se décidèrent tardivement à faire saisir le second tirage de ce numéro, et à publier le lendemain seulement cet avis en forme de protestation :

« Le numéro 56 du *Marczius* contient la nouvelle

que le ministère a proclamé l'archiduc Étienne palatin *roi provisoire* de la Hongrie ;

« Afin que la propagation de cette fausse nouvelle ne soit point une cause d'alarme, on a ordonné la saisie de ce numéro, et en même temps, le conseil des ministres a chargé le ministre de la justice d'informer. » Cette affaire n'a jamais eu de suite.

« Je connais un aristocrate que je vous défie de pendre, » dit un jour l'abbé Maury aux terroristes qui, *pour y voir plus clair*, voulaient l'attacher à une lanterne.

— « Quel est-il?

— « Le crédit! que vous avez déjà tué, » répondit le courageux abbé.

« Quand le crédit est mort, les écus sont bien malades, » disait à la même époque madame de Staël.

Les ministres hongrois commencèrent à s'en apercevoir à la sonorité des caisses publiques; ils songèrent donc à ressusciter le crédit, par un vigoureux appel au patriotisme magyar. A cet effet, et après avoir déclaré, par une proclamation, qu'ils feraient tous leurs efforts pour remplir leur mission, rendue plus difficile par les embarras des temps, ils terminaient ainsi :

« Citoyens, nous avons cru nécessaire de convoquer le parlement le plus tôt possible; et, à cet effet, nous en avons fixé l'ouverture au 1er juillet. Mais, dans

ces circonstances extraordinaires, il est du devoir sacré de chaque citoyen d'employer tous ses efforts pour prévenir le danger dont la patrie est menacée. C'est donc au saint nom de la patrie, que nous enga geons tous les citoyens hongrois de persévérer avec force dans leur amour pour la patrie, pour la liberté, et dans leur fidélité pour le prince légitime; nous les supplions d'être unis entre eux, et de coopérer au même but, qui doit être le salut de la patrie, en évitant avec soin toutes les dissidences qui pourraient paralyser leurs forces. Nous engageons les citoyens de favoriser, par tous les moyens qui seront en leur pouvoir, l'organisation rapide du corps de volontaires décrétée récemment; et, comme la patrie se trouve actuellement en danger, nous les engageons, enfin, à déposer sur l'autel de la patrie une partie de leurs fortunes, et de consacrer au salut de la patrie, à titre d'emprunt, sinon à un autre titre, de l'argent ou d'autres objets qu'on peut facilement convertir en espèces.

« Nous avons foi dans l'enthousiasme et dans le patriotisme de la nation qui a sauvé notre patrie, dans les circonstances les plus difficiles. Nous croyons que notre appel ne restera pas sans effet, et c'est pour cela que le ministre de l'intérieur fera connaître, dans une publication en date de ce jour, le lieu et le jour de la collecte qui sera faite à ce sujet. »

Le lieu fut la cour du Musée ; le jour fut le 20 mai. Or, on vit ce jour-là un spectacle étrange qui n'était, à bien dire, que la répétition d'une comédie représentée un mois auparavant dans les arènes de Rome. Les personnages, sous d'autres noms, le scenario, étaient les mêmes, les décors et les masques seuls étaient changés. Ainsi qu'à Rome, la scène se passa sous la voûte du ciel.... Mais ce n'était pas le ciel étincelant de l'Italie ; c'était un ciel sombre, car, ainsi que, dans le cœur des Hongrois, la tempête régnait au sein des nuages ; la tribune réservée aux acteurs, n'était pas le *pulpito* où, deux fois par semaine, un pauvre moine vient raconter, avec des larmes dans les yeux et des sanglots sur les lèvres, les douleurs de l'Homme-Dieu, c'étaient les degrés d'un escalier de granit usé, non par le temps, mais par le pied du voyageur ; ce n'était pas l'arène des martyrs et des gladiateurs, avec ses souvenirs et ses teintes poétiques, mais les murailles blanches d'un musée moderne, qui servaient de cadre à ce tableau, où, au lieu d'abbés coquets, de moines aux costumes bizarres, de jeunes hommes au teint bronzé, de matrones romaines, taillées dans le moule antique, se mouvaient des magnats éperonnés, des paysans gentilshommes, armés du glaive, des étudiants déguisés en soldats et de jeunes femmes travesties en héroïnes.

Dans la matinée, la musique de la garde nationale,

paradant dans les rues comme les musiciens nomades, chargés d'annoncer la représentation d'une troupe de saltimbanques, avait convoqué par une pluie d'orage, les habitants de Pesth dans la cour du Musée, et les habitants avaient répondu en masse à cet appel. Le bourgmestre ouvrit la séance par un discours dont le texte renfermait cette unique pensée : La première vertu du citoyen se trouve dans le sacrifice à la patrie.

Un grand jeune homme remplace le bourgmestre à la tribune. Sa taille est élégante, son visage fier, son geste et son regard harmonieux ; Vasvary, tel est son nom, commence par rappeler la proclamation des ministres et l'appel qu'ils adressent à la générosité des citoyens, puis il s'écrie d'une voix pleine d'indignation :

— « Qui oserait ici parler de mendicité? La patrie est assez riche pour ne point tendre la main à ses enfants, comme le pauvre aux passants des rues ; la patrie ne veut qu'un emprunt, mais point de dons. Si la patrie s'y trouvait obligée par les circonstances, elle ne demanderait pas, elle exigerait, car elle a le droit d'ordonner. Quand la patrie tend la main, ce n'est point pour mendier, c'est pour prendre.

. . . .

« L'autel de la patrie est le plus saint de tous les autels.

« Ce n'est point une profanation, mais une chose

agréable à Dieu que de sacrifier à cet autel les trésors et les ornements des églises. »

Après ce discours excentrique, invitation à la spoliation des temples saints, un troisième orateur, délégué des ministres, lut en allemand et en magyar, le texte de l'ordonnance qui devait régler la manière de percevoir les offrandes d'argent, de bijoux, d'objets précieux, de marchandises et de toutes sortes de produits. Cinq commissions étaient chargées de parcourir les maisons et de recevoir, contre quittance à domicile, les contributions en espèces métalliques; les donateurs devaient porter eux-mêmes, à l'Hôtel-de-Ville, leurs offrandes patriotiques.

Le bourgmestre, reprenant la parole, adresse aux dames une lamentable élégie, sur la situation générale du pays; il leur fait un tableau déchirant de la patrie, il leur représente, sous les plus sombres couleurs, et sa détresse et sa pauvreté, dont il rend responsable la politique de l'ancien gouvernement. Il leur démontre que le seul remède à cet état de choses, se trouve dans un impôt volontaire général, et auquel la plus belle moitié du genre humain doit d'autant plus concourir, qu'elle possède des ornements précieux et des bijoux dont la possession, dans les circonstances présentes, serait une insulte faite au deuil de la patrie.

— « Déjà, s'écrie-t-il, un grand nombre de per-

sonnes a pris l'initiative de ce généreux sacrifice; voulez-vous des noms? Je vous en donnerai. Le Casino national, indépendamment des offrandes de son argenterie, a déposé sur l'autel de la patrie, une somme de cinquante mille francs; le comte Étienne Széchényi a fait le sacrifice de toute sa vaisselle plate, etc., etc. » L'orateur lit une longue série de noms et termine par ce coup de théâtre : « Quant à moi, je dépose avec bonheur, sur l'autel de la patrie, cinq cents francs que voilà, ma montre d'or que voici et cette bague à mon chiffre. » En effet, le bourgmestre, joignant l'action à la parole, dépose ses trois objets sur une des tables qui se trouvent devant le péristyle du Musée, et il cède sa place au proto-notaire Kacskovics, revêtu de l'uniforme de la garde bourgeoise :

— « Quand la patrie est en danger, s'écrie celui-ci d'un son de voix lugubre comme la vibration d'un tam-tam, il faut peu de paroles, mais beaucoup de faits; je serai sobre des unes, en regrettant de ne pouvoir être prodigue des autres; j'engage donc, au nom de notre Hongrie bien-aimée, les membres de la garde bourgeoise à suivre mon exemple. » A ces mots, le proto-notaire défait le ceinturon de son sabre, arrache les galons, les brandebourgs, les macarons et les autres ornements de son uniforme, et les jette, avec un geste de Curtius, sur une table de

sapin qui représentait l'autel du magyarisme. Ensuite, il rappelle que dans sa dernière séance, l'assemblée des bourgeois avait décrété que le droit de maîtrise et le libre exercice des professions commerciales seraient accordés *gratis et pro deo*, le premier aux artisans, le second aux commis qui contracteraient un enrôlement de trois années dans l'armée nationale. L'assemblée se sépara aux cris de : Vive la Hongrie !

Un fait insignifiant en lui-même, mais qui prouve jusqu'à quel point l'anarchie était déjà infiltrée au sein de l'armée, vint faire diversion à cette fantasia patriotique.

Les ministres profitèrent de l'arrivée du colonel Mezzaros, leur collègue à la guerre, pour faire prêter le serment des troupes à la constitution. A cet effet, la garnison, la garde nationale et la garde bourgeoise des deux villes sœurs, se réunirent en grande tenue sur le Champ-de-Mars de Bude. Une foule immense assistait à ce spectacle favorisé par un temps superbe; mais, sur le visage des spectateurs, un regard attentif eût remarqué l'empreinte d'un autre sentiment que celui de la curiosité; l'inquiétude agitait ces masses mouvantes au sein desquelles s'était répandu le bruit que les troupes refuseraient de prêter serment à la constitution. Ce bruit paraissait fondé; cependant, à la surprise générale, la résistance ne se manifesta que

sur le point où l'on se serait attendu le moins à la rencontrer. Tous les régiments, rangés en bataille, venaient de prêter, par numéro d'ordre et sans difficulté, le serment demandé, lorsque le ministre de la guerre se présentant au front du régiment italien Ceccopieri, formant la dernière ligne, fut accueilli par un silence glacial qui se traduisit bientôt par un refus complet. — « Soldats, s'écrie le colonel ministre de la guerre, voulez-vous prêter serment à la constitution? »

— « Non, non, non! » répondent unanimement les Italiens.

Le ministre s'élance à cheval sur le front du régiment, et, d'une voix habituée à commander, il reprend en italien :

— « Soldats, écoutez. Les Italiens, apaisés par le son d'une voix qui, quoique magyare, leur rappelle le langage de leur patrie, se décident à l'écouter. Ce moment était décisif. Le colonel Mezzaros, par quelques paroles énergiques, leur rappelle leur serment au drapeau, leurs devoirs de soldats, l'honneur des armes italiennes souillé par une insubordination sans exemple dans l'histoire militaire de la monarchie; le régiment hésite; le colonel insiste; au nom de l'honneur militaire, il adjure, il ordonne, sa voix parvient enfin au cœur des soldats qui répètent après lui la formule du serment, et jurent de défendre, jusqu'à la

dernière goutte de leur sang, l'empereur et roi, la patrie et la constitution contre tous les ennemis, à l'intérieur et à l'étranger.

C'est ainsi que, par son sang-froid et par sa fermeté, le ministre de la guerre apaisa une émeute militaire dont les conséquences pouvaient être funestes au salut de la monarchie.

Une nouvelle d'une importance extrême, pour la nation magyare, effaça le jour même la fâcheuse impression qu'avait laissée, dans les esprits, l'attitude oblique du régiment Ceccopieri.

Le commissaire ministériel Charles Hajnik, de retour à six heures du soir de Clausenbourg, annonça que la diète de cette capitale avait définitivement décrété la réunion de la Transylvanie à la Hongrie. Cet acte, voté sur la motion du baron Wesselenyi, n'avait trouvé une opposition sérieuse que dans les réclamations des Saxons et des Valaques. Le député valaque de Hatzeg avait déclaré que ses commettants acceptaient l'union, à la condition que l'égalité des droits des Valaques serait proclamée par les trois nations légalement constituées de la Transylvanie. De leur côté, les députés saxons n'avaient accepté l'union qu'à la condition expresse que la pragmatique-sanction conserverait son inviolabilité, et que l'usage de la langue allemande dans les affaires, les immunités municipales, l'intégralité du territoire, et la conser-

vation des rapports immédiats des Saxons avec le roi, seraient maintenus.

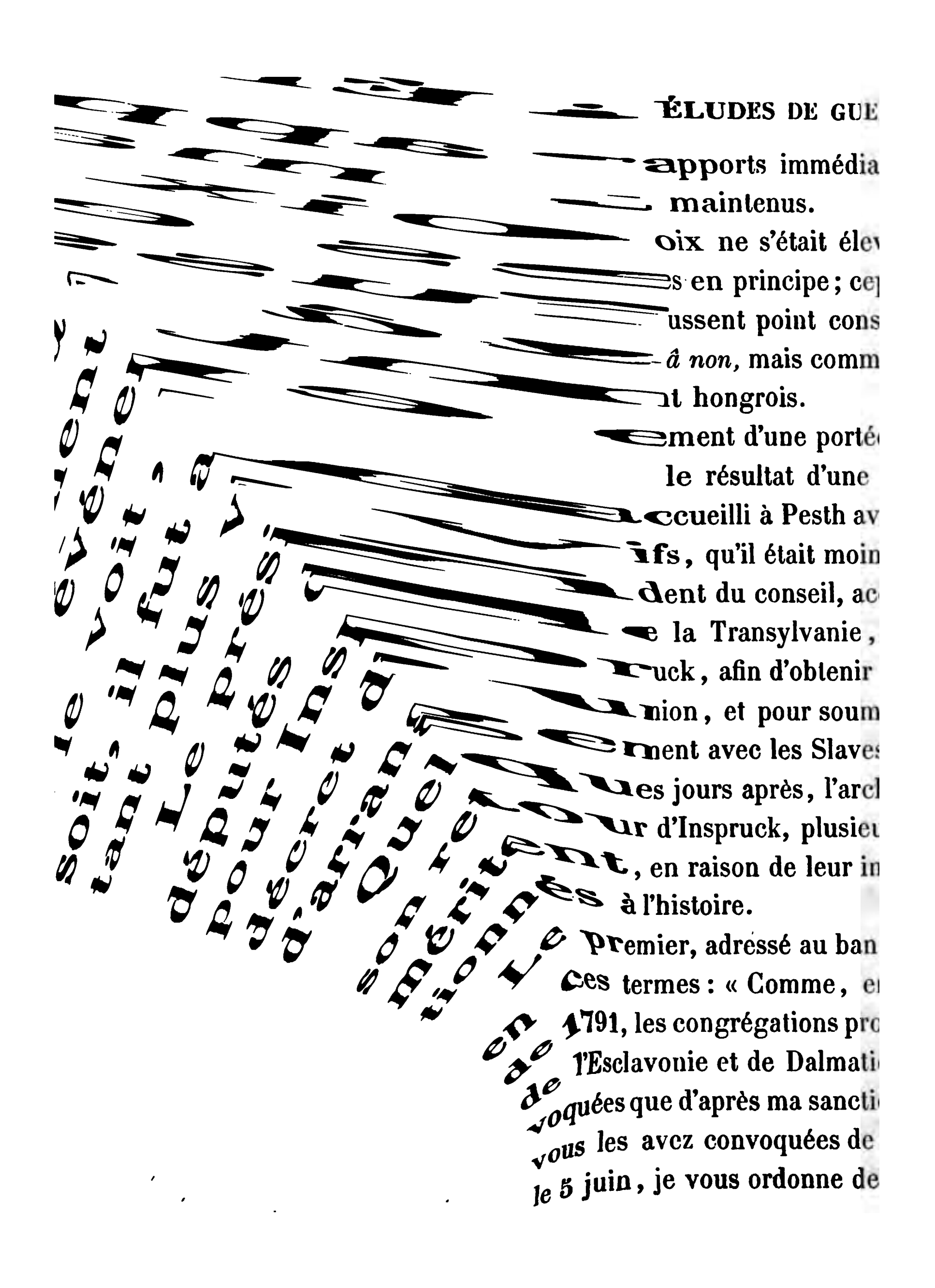
Aucune voix ne s'était élevée contre ces prétentions admises en principe; cependant, on avait exigé qu'elles ne fussent point considérées comme conditions *sine quâ non,* mais comme devant être soumises au parlement hongrois.

Cet événement d'une portée capitale était, comme on le voit, le résultat d'une surprise. Quoi qu'il en soit, il fut accueilli à Pesth avec des transports, d'autant plus vifs, qu'il était moins prévu.

Le président du conseil, accompagné de plusieurs députés de la Transylvanie, partit immédiatement pour Inspruck, afin d'obtenir la sanction royale à ce décret d'union, et pour soumettre au roi des projets d'arrangement avec les Slaves méridionaux.

Quelques jours après, l'archiduc palatin publia, à son retour d'Inspruck, plusieurs rescrits royaux qui méritent, en raison de leur importance, d'être mentionnés à l'histoire.

Le premier, adressé au ban de Croatie, était conçu en ces termes: « Comme, en vertu de l'article 58 de 1791, les congrégations provinciales de la Croatie, de l'Esclavonie et de Dalmatie ne peuvent être convoquées que d'après ma sanction préalable, et comme vous les avez convoquées de votre propre chef pour le 5 juin, je vous ordonne de contre-demander sur-



apports immédia
maintenus.
oix ne s'était éle
s en principe; ce
ussent point cons
à non, mais comm
t hongrois.
ment d'une porté
le résultat d'une
ccueilli à Pesth av
ifs, qu'il était moin
dent du conseil, ac
e la Transylvanie,
ruck, afin d'obtenir
nion, et pour soum
ment avec les Slave
es jours après, l'arc
ur d'Inspruck, plusieu
, en raison de leur in
à l'histoire.
Premier, adressé au ban
Ces termes: « Comme, e
1791, les congrégations pr
l'Esclavonie et de Dalmati
voquées que d'après ma sancti
vous les avez convoquées de
le 5 juin, je vous ordonne de

le-champ cette convocation, car, dans le cas contraire, je la regarderais comme une réunion illégale, et ses résolutions comme non avenues.

« En même temps, je vous ordonne de vous rendre, dans les vingt-quatre heures après la réception des présentes, à ma cour d'Inspruck, pour me faire des rapports détaillés, et pour arranger à l'amiable, s'il est possible, les différends qui se sont élevés actuellement en Croatie. »

Par un second rescrit adressé au gouvernement de Transylvanie, l'empereur approuvait les mesures que le ministère hongrois avait prises vis-à-vis d'elle, et étendait, à sa circonscription, les pouvoirs dont le palatin était investi pour la Hongrie.

Par un troisième rescrit adressé au baron Pulchner, commandant en chef les troupes de Transylvanie, celui-ci reçut l'ordre de mettre ses troupes à la disposition de l'archiduc palatin, pour être employées indistinctement dans les deux pays.

Pendant ce temps, la fatale proclamation adressée aux troupes hongroises, par le ministère magyar, avait eu celui de produire son effet. Un grand nombre d'officiers poussés, les uns par le désir d'un avancement plus rapide, les autres par l'appât de plus forts honoraires; ceux-là entraînés par un esprit d'aventure, ceux-ci par l'inspiration d'un faux patriotisme, avaient quitté les rangs de l'armée impériale,

pour s'enrôler sous les drapeaux de l'armée soi-disant nationale. Dès lors, les officiers allemands restés fidèles à leurs corps se trouvèrent exposés aux railleries de leurs camarades défectionnaires, et aux insultes du parti magyar; chaque jour, leur écharpe jaune et noire provoquait des scènes irritantes. La désunion qui régnait parmi les officiers se manifesta bientôt entre les sous-officiers et les soldats. Le drapeau impérial, qui flottait sur une tente dressée pour les enrôlements, avait été arraché, foulé aux pieds et remplacé par la bannière hongroise. En même temps, l'astuce se faisant l'auxiliaire de l'insulte, recrutait, dans les bas-fonds de la multitude, les champions du salut de la patrie. Les avoués et les jurats, transformés en raccoleurs, parcouraient les rues offrant aux volontaires, outre les 20 florins, prix de leur engagement, des primes de débauche. Pour agir plus sûrement sur l'imagination des malheureux qu'ils choisissaient pour défenseurs, ils les égaraient dans l'ivresse des sens et les enivrements du vin. En effet, des femmes, des bacchantes plutôt, escortaient en chantant des voitures chargées de tonneaux destinés à abreuver l'enthousiasme patriotique; alors, d'une main, ces bacchantes offraient la coupe qui versait l'ivresse, et de l'autre la plume qui devait signer l'engagement. Lorsque cette dernière formalité était remplie, les soi-disant volontaires, liés pour trois années,

étaient conduits ou transportés au palais des Invalides où le plus grand nombre resta consigné pendant trois semaines, faute de vêtements.

Ce palais, dont une partie était convertie en caserne, servait de quartier à un bataillon du régiment Ceccopieri. Les soldats qui l'occupaient fraternisaient peu avec les futurs héros de l'armée révolutionnaire, ceux-ci, de leur côté, ne laissaient échapper aucune occasion d'insulter les Italiens. La mésintelligence qui régnait entre eux s'était déjà manifestée plusieurs fois par des scènes plus ou moins violentes, lorsque le dimanche de la Pentecôte, une horrible lutte éclata sous le prétexte le plus futile. Du sang, plusieurs morts, un grand nombre de blessés des deux côtés, furent les tristes résultats de ce conflit qui dura dix-huit heures et répandit l'effroi dans la ville.

La presse radicale du magyarisme s'empara de cet événement pour le commenter avec sa mauvaise foi habituelle, elle en rendit responsable le parti réactionnaire opposé, selon elle, à l'arrivée de l'empereur à Pesth.

Dans cet intervalle la nouvelle de l'insurrection et de la soumission de Prague survint à Pesth ; elle eut pour conséquence l'occasion d'exciter davantage encore les prétentions dominatrices des Hongrois, qui trouvaient un antécédent et un point d'appui dans la victoire des troupes impériales ; ils résolurent d'être

moins traitables à l'avenir avec les Croates et d'agir envers eux comme le prince de Windisch-Grätz avait agi envers les Tchèques.

La joie que l'exemple heureux du vainqueur de Prague procura aux Magyars, fut contre-balancée par la douleur qu'ils éprouvèrent en apprenant l'installation solennelle et triomphale du ban de Croatie. Cette cérémonie avait eu lieu le 4, à Agram, avec une pompe extraordinaire. En effet, le baron Jellachich avait été reçu par une députation au pont de la Save et s'était mis en marche pour la ville dans l'ordre suivant : des cavaliers de la ville voisine de Krapila, tous revêtus du costume national, formaient la tête du cortége ; les fonctionnaires du gouvernement venaient ensuite et précédaient quatre-vingt-treize voitures de parade, suivies elles-mêmes par les Seresanes coiffés du bonnet rouge, drapés dans leurs manteaux de la même couleur, armés de pistolets et d'un long fusil posé sur l'épaule gauche ; les étendards des comitats et les insignes de la dignité du banat, portés sur des coussins de velours cramoisi, marchaient devant le ban qui, monté sur un cheval de race, était entouré d'un cortége moitié militaire, moitié civil. Des groupes de jeunes filles vêtues de blanc, portant des corbeilles pleines de fleurs et des guirlandes, jetaient des feuilles de roses sur les pas du triomphateur. Une députation de la municipalité

et de la cavalerie bandériale reçurent le baron Jellachich à la porte des Nones et le conduisirent à la maison des États. Là, une jeune fille, choisie parmi les plus belles, le harangua et lui offrit une couronne de lauriers. Toutes les gardes nationales de la Croatie, réunies ce jour-là à Agram, défilèrent ensuite devant le ban en poussant des zivio auxquels il répondait incessamment par le cri de : Vive la Croatie !

Pour la première fois peut-être, on vit une fête se prolonger jusqu'au lendemain sans relâche et sans transition, car toute la nuit les habitants d'Agram restèrent sur pied pour célébrer, par des illuminations, des chants nationaux, des libations patriotiques, des danses animées et la cuisson d'un bœuf entier, l'installation d'un homme qui représentait l'image vivante de la nationalité croate.

Dans la matinée du lendemain, la population d'Agram, alerte encore malgré les joyeuses fatigues d'une nuit sans sommeil, se pressait tout entière sur la place de Sainte-Catherine où la diète croate-slavone s'était réunie pour procéder, sous la voûte du ciel, à l'installation du ban. Trois députations avaient été nommées, l'une pour aller chercher le baron Jellachich à la maison des États, l'autre pour l'attendre à un endroit indiqué, la troisième pour le recevoir sur la place même.

Lorsque le ban parut, précédé du drapeau croate

et des insignes de sa dignité, tous les fronts se découvrirent, toutes les voix retentirent d'une seule acclamation d'amour et d'enthousiasme. La main sur sa poitrine, comme pour comprimer les battements de son cœur, le ban s'écriait : « J'ai toujours été fier d'être né d'une mère croate en Croatie, mais mon bonheur a été parfait lorsque la voix de mon peuple m'a rappelé en son sein en qualité de ban, et que notre auguste monarque, devançant les vœux de la nation, m'a conféré cette dignité.

. . . .

« Me voilà donc, peuple cher à mon âme, me voilà ton ban cœur et âme ; reçois-moi dans tes bras fraternels, et sois sûr que je ne veux vivre et mourir que pour la patrie et pour mon roi ! » Vive la patrie et vive le roi ! répond le peuple. Alors on fit, en langue croate, la lecture du rescrit royal qui contenait la nomination du ban. Le moment solennel était arrivé, Jellachich allait prononcer, sous la dictée de l'archevêque de Carlowitz, le serment du banat ; le bruit du canon se mêle au son des cloches, le ban élève ses mains au ciel comme pour le prendre à témoin de la sincérité de son âme, et, d'une voix retentissante, il dit :

« Moi Joseph Jellachich, ban des royaumes de Dalmatie, Croatie et Esclavonie, je jure par le Dieu vivant, par la sainte mère de Dieu, la vierge Marie

et par tous les saints, fidélité à très-auguste, très-puissant et invincible prince Ferdinand Ier, empereur d'Autriche, roi apostolique de Hongrie, etc., etc., ainsi qu'à ses successeurs. . . . .

« Je veux, conjointement à Sa Majesté, en vertu de mon devoir sacré comme enfant loyal du pays et comme ban des royaumes sus-nommés, défendre énergiquement, protéger et garantir ces royaumes, leurs peuples et la constitution. Ainsi, que Dieu me soit en aide, la très-sainte vierge Marie et tous les saints ! »

L'archevêque de Carlovitz prend à son tour la parole et prononce une harangue dont les extraits suivants feront connaître l'esprit et le caractère :

« Depuis longtemps le cœur de notre peuple n'a pas été réjoui par des sons aussi solennels que ceux que nous entendons en ce moment où l'élite de notre nation t'a proclamé son ban, son chef, et en ces temps orageux où notre auguste monarque t'a élu et confirmé notre chef et notre ban. Dans tous les pays Slaves, depuis l'Adria jusqu'aux Carpathes gigantesques, et au delà, ont retenti une seule voix, un seul cri de joie : Vive notre roi clément ! vive Ferdinand ! vive notre ban Jellachich ! Cet acte est grave et solennel, car il renferme le bonheur, l'avenir prospère de tous les peuples Slaves méridionaux. O toi, rejeton de glorieux ancêtres, de sang pur slave, allaité

et nourri par notre grand'mère Slava, toujours sous les armes depuis ton enfance, chef sage du guerrier comme du paysan, tu nous es le garant le plus sûr de l'accomplissement des devoirs de ta charge.

. . . .

« Protége vaillamment la vérité, le droit, protége l'auguste maison d'Autriche, protége nos biens communs, la douce liberté du peuple, notre chère nationalité, l'honneur et la gloire de notre royaume trinitaire ; protége, dis-je, vaillamment et énergiquement ces biens chéris et ne doute jamais du succès, car avec toi le droit, avec toi est un peuple héroïque, avec toi est Dieu tout-puissant. Vive notre ban, notre ornement, notre orgueil héroïque ! »

Le peuple répète ces derniers cris avec un enthousiasme impossible à décrire et le ban prononce un nouveau discours dont chaque parole, dans les circonstances présentes, avait une portée politique.

« Notre position vis-à-vis de la Hongrie, dit-il après un court préambule, se présente sous trois faces : ce qu'elle a été, ce qu'elle est, et ce qu'elle sera. Ce qu'elle a été appartient à l'histoire, ce qu'elle sera est le problème soumis à la diète, je ne puis et ne dois me prononcer plus ouvertement sur ce sujet ; mais je veux cependant constater que la conservation du lien qui nous unit à la Hongrie, dont la couronne est encore la couronne de notre patrie,

est le vœu du peuple comme le mien propre ; je me crois obligé de vous exhorter à suivre, dans nos rapports avec les Magyars, une ligne de conduite qui puisse maintenir intact le lien qui nous unit à la couronne hongroise et assurer la légalité des droits et le libre développement des nationalités de tous les peuples vivant sous la couronne hongroise.

« Mais, ô frères, nous ne voulons cependant pas être soumis à l'or inerte d'une couronne : le porteur de cette couronne doit être le symbole vivant de l'harmonie ; c'est pour cette raison que nous voulons pour toujours la conserver au front de notre auguste dynastie.

« L'arrangement de nos difficultés avec les Magyars formera l'objet de l'examen approfondi de notre congrégation, non-seulement relativement à notre législation, mais encore relativement à notre administration intérieure.

« Mais, frères, c'est sur la base de la liberté, de l'égalité et de la fraternité que les relations entre les gouvernements et les peuples, que les rapports d'États à États et de peuple à peuple doivent être réglés. Voilà ce qu'exige le puissant esprit du temps, qui dirige l'humanité en des voies de perfection. C'est sur cette base que nous aussi nous voulons établir nos rapports avec la Hongrie, puisque nous ne pouvons pas rester continuellement sous les armes et

sur le qui vive ? Les liens fraternels qui nous unissent depuis huit siècles conseillent l'arrangement amiable des différends qui nous divisent. Mais, s'il en était autrement, si les Magyars se montraient dorénavant envers nous, et envers nos co-nationaux en Hongrie, non comme des frères, mais comme des oppresseurs, qu'ils sachent alors que, fidèles à la devise de notre célèbre ban Jean Erdödi : *Regnum regno non præscribet leges*, nous sommes résolus de prendre les armes. Qu'ils sachent encore qu'ils sont bien loin de nous les temps où un peuple opprimait un autre peuple ; donc périsse la tyrannie magyare : nous ne l'avions pas reconnue avant le 15 mars ; mais après le 15 mars nous l'avons brisée pour nous faire une nouvelle position vis-à-vis d'elle.

« Comme nous ne saurions obéir qu'à un gouvernement qui nous régirait selon les principes fondamentaux de notre très-ancienne constitution, d'accord avec le pouvoir royal, nous ne pouvons ni ne voulons nous soumettre au gouvernement magyar actuel, puisque celui-ci, non-seulement ne se trouve dans aucun rapport légal avec le roi, mais en le réduisant à une indépendance entière, ébranle les liens fondamentaux de la monarchie.

« Je ne veux pas disséquer moralement la commission qui a été illégalement établie contre ma personne, et contre les autorités sous mes ordres ; je ne

veux pas examiner l'accusation qui nous représente comme les adversaires du roi et de la monarchie autrichienne, qui m'impute l'intention de vous livrer, vous et le roi, au colosse du nord. Cette accusation ne date pas d'aujourd'hui; n'importe, je la repousse comme un mensonge manifeste et notoire.... Nos actions parlent pour nous.

« Mais, quant à la dénonciation de nos tendances panslavistes, nous voulons déclarer ouvertement que nos sympathies et notre attachement à nos frères slaves s'adressent seulement aux nations, mais non à leurs gouvernements, puisque, dans cet amour général et réciproque, se trouve la garantie la plus sûre de notre vie nationale.

. . . .

« Une seule chose attriste mon cœur : c'est de ne point voir, dans notre sein, les Dalmates nos frères; mais je compte sur leur patriotisme, car c'est notre sang qui coule dans leurs veines; je compte, dis-je, qu'ils contribueront, de toute leur force, à rétablir le lien ancien qui n'existe actuellement que dans le titre. »

Après ce discours, qui produisit un effet immense, et sur la proposition du député Pisachich, qui se fit l'interprète du vœu général, on transporta sur une chaise, à la manière pontificale, le ban et le patriarche, jusqu'à l'église de Saint-Marc, où des chœurs

chantèrent en leur présence le *Te Deum*. De l'église catholique, le ban, le patriarche et tous les députés se rendirent à pied à l'église grecque, où l'on répéta la même cérémonie.

Pendant que les Croates encensaient leur idole et se préparaient à la guerre par des discours, les Magyars attendaient avec impatience le retour du comte Batthiany, que nous avons laissé à Inspruck; il revint seul dans la journée du 14, sur un bateau à vapeur frété exprès pour lui; cette circonstance, la joie triomphale qui rayonnait sur son visage, le cri de : Vive la Hongrie ! qu'il fit entendre en abordant le rivage, étaient l'indice certain du succès de sa mission. Ce succès était complet, aussi s'empressa-t-il de l'annoncer au peuple, par la publication des manifestes et rescrits royaux qu'il avait rapportés de la résidence royale.

Le premier chargeait le ministre de la guerre autrichien de se conformer à l'action du ministre de la guerre hongrois, pour toutes les dispositions relatives à la Hongrie, les terres annexes, la frontière militaire et la Transylvanie. En même temps, le ministre de la guerre hongrois recevait, comme gage de la sympathie royale, le brevet de général de brigade.

Par un second rescrit, le monarque donnant gain de cause au cabinet magyar, déclarait dénuées de

fondement, les craintes des Saxons et des Roumains de la Transylvanie, au sujet de leurs nationalités, et désavouait ainsi l'attitude de plus en plus belliqueuse que le ban de la Croatie prenait vis-à-vis de la Hongrie. Ce désaveu était accompagné d'un manifeste royal, adressé aux Croates et aux Esclavons. Après avoir rappelé que les Croates devaient, à leur union à la Hongrie, leur liberté constitutionnelle que seuls, parmi toutes les races slaves, ils avaient conservée pendant une longue série de siècles; l'empereur ajoutait que, non-seulement ils avaient partagé les libertés hongroises, mais qu'ils avaient même joui de priviléges exceptionnels. Ensuite, par un exposé rapide des faits, il démentait non-seulement les prétentions d'omnipotence dont les Hongrois étaient accusés par leurs adversaires, mais il accusait lui-même le ban Jellachich d'être l'instigateur des mouvements qui, de toutes parts, se manifestaient contre la Hongrie. Examinant ensuite les diverses infractions commises par le ban, il lui reprochait de s'être illégalement fait installer dans la dignité du banat, cérémonie dont l'initiative appartenait seule au roi ou au palatin. Après l'avoir menacé de la rigueur des lois, il lui mandait qu'il venait de donner l'ordre au baron Jean Hrabovsky, de se rendre à Agram, pour informer sur sa conduite ; en attendant, il le déclarait destitué de sa dignité de banat et de ses fonctions

militaires. Il terminait en rappelant aux Croates, la persévérance dans les sentiments de fidélité dus au souverain.

Nous reviendrons bientôt sur ce document surpris à la bonne foi de l'empereur Ferdinand. En attendant, le premier coup de feu venait de donner le signal de la guerre civile. Dans la nuit du 8 juin, une colonne de mille Raïcz avait fait une incursion à Titel, chef-lieu du district des Czaïkistes. Le bataillon qui, sous les ordres d'un officier nommé Joannovicz, occupait cette position, avait fraternisé avec les Raïcz. Ceux-ci, protégés alors par huit canons, s'étaient mis aussitôt en marche sur O-Becsé; six mille auxiliaires avaient grossi leurs rangs, lorsque le soir ils bivouaquèrent dans les lignes dites romaines. Averti de ce mouvement, le colonel Kiss, commandant les forces hongroises de Kinkinda, avait reçu l'ordre de le repousser par les armes; mais ses troupes, trop inférieures en nombre, s'étaient vues forcées de battre en retraite.

Quelques jours plus tard, le 11 juin, le lieutenant-général Hrabovsky avait dirigé une colonne mobile sur Carlovitz, pour chasser le comité central raïcz, qui, ainsi que nous l'avons dit, s'y était installé au mois de juin. Cette colonne détachée avait été reçue par une formidable mousqueterie; la lutte, engagée par un brûlant soleil, avait duré depuis six heures

du matin jusqu'au soir. Les Raïcz, ce jour-là, combattirent avec un courage de lion. Les Magyars, exaspérés par une résistance à laquelle ils ne s'attendaient pas, s'étaient retranchés sur les hauteurs et avaient brûlé une partie de la ville; les excès auxquels ils se livraient alors furent le prélude des représailles qui eurent lieu par la suite. Le lieutenant-général Hrabovsky s'était vu forcé de conclure un armistice de quinze jours, dont les Raïcz profitèrent pour s'organiser et se pourvoir d'armes et de munitions.

Ce fut à cette époque que débuta sur la scène un jeune chef, dont le courage et l'esprit aventureux devaient être funestes à la cause magyare; Stratimirovich, tel était son nom, parut le 15 juin devant Titel à la tête de deux cents Seressanes, qu'il développa en tirailleurs devant les lignes des troupes hongroises, en attendant l'expiration de l'armistice.

Le 22 juin, il se rendit au quartier-général autrichien de Weisskirschen, et somma le lieutenant-colonel Dreihann de lui livrer, avec trois pièces de canon et ses armes, le détachement de réserve qui se trouvait sous ses ordres; celui-ci accéda sans difficulté à cette demande. De leur côté, les Hongrois, renforcés par la cavalerie du général Ottinguer, concentrèrent leurs forces à Zombor et Zegedin. On vit alors les troupes autrichiennes s'apprêter à se combattre sous le même drapeau; c'était plus que le

début de la guerre civile, c'était le commencement de l'anarchie dans l'armée.

Dans la nuit du 20 juin, l'archiduc palatin, accompagné des ministres Széchényi et Eötvös, partirent pour Inspruck où, de son côté, le ban de Croatie s'était rendu avec une nombreuse députation chargée de soumettre à la sanction royale les résolutions qui venaient d'être adoptées à la congrégation d'Agram. Après s'être excusé du retard qu'il avait mis à se rendre aux ordres de l'empereur, le baron Jellachich avait présenté à Ferdinand les députés croates et leur pétition, composée des onze articles ainsi conçus :

« 1° Attendu que les fidèles Croates ne sauraient reconnaître le gouvernement actuel de la Hongrie, ils prient Sa Majesté d'annuler toutes les dispositions que le ministère magyar a prises relativement à leur patrie, et d'établir, sous la présidence du ban, un gouvernement qui sera responsable au parlement national;

« 2° Ils demandent que les affaires de finance, de guerre ou de commerce, soient rédigées par un ministère responsable, commun à toute la monarchie, et auquel sera adjoint un conseil d'État, également responsable au parlement croate;

« 3° Que la frontière militaire soit subordonnée au gouvernement de la Croatie;

« 4° Ils demandent reconnaissance de la langue slave comme langue officielle dans les affaires de la Croatie;

« 5° La compétence du parlement croate au sujet des affaires étrangères ; la compétence du parlement central autrichien pour les affaires étrangères;

« 6° La réunion définitive de la Dalmatie à la Croatie et à l'Esclavonie;

« 7° La conservation des rapports d'amitié qui ont existé entre les différentes races existantes en Hongrie, d'après le sens de la pragmatique-sanction, et sur la base de la liberté, de l'égalité et de la fraternité;

« 8° Le droit au ban de nommer tous les fonctionnaires politiques et législatifs, conformément à la sanction royale;

« 9° Les députés demandent en outre que, jusqu'au nouveau règlement de la procédure judiciaire, les procès déférés à la cour d'appel ne soient pas soumis aux tribunaux hongrois;

« 10° La revendication du territoire compris entre la Drave et l'Adriatique comme partie intégrale de la Croatie;

« 11° La reconnaissance du baron Külmer, en sa qualité de représentant de la nation croate près de Sa Majesté, pour appuyer les 10 articles précités de la pétition. »

Comme on le voit, les termes de cette pétition

n'étaient rien moins que parlementaires ; ils constituaient moins une supplique que des conditions ; aux exigences des Croates, parées pour la forme du titre de pétition, et aux députés eux-mêmes le roi répondit en ces termes :

« Comme j'ai déclaré illégale la congrégation qui, sans mon consentement, a été convoquée pour le 5 juin, je ne puis vous recevoir comme députés. Je dois en même temps vous exprimer tout le mécontentement que je ressens de vos menées contre la couronne hongroise, à laquelle la Croatie appartient depuis sept cents ans. Je suis fermement résolu de maintenir ce lien, et je désire d'autant plus rétablir la bonne harmonie entre les deux pays que la valeur de mes soldats des frontières mérite toute ma reconnaissance.

« L'archiduc Jean, mon oncle, a accepté la médiation ; vous prouverez la loyauté des sentiments que vous m'avez témoignés, en concourant résolûment au rétablissement de l'harmonie que je désire. »

Après avoir prononcé ces paroles avec une fermeté qui ne lui était point habituelle, l'empereur congédia les députés croates et remit au prince Estherazy la minute de leur pétition, pour en faire la base des arrangements à conclure entre les parties divergentes.

Aux députés de la Croatie succéda une députation de Raïcz, à la tête de laquelle s'étaient mis le patriarche, deux évêques et plusieurs prélats du rite grec pour soumettre à la sanction souveraine les résolutions adoptées à l'assemblée de Carlowitz ; l'empereur la reçut avec froideur; il blâma même sévèrement une démarche qu'il considérait comme illégale ; néanmoins il consentit à recevoir la pétition qui lui fut présentée, et il la fit joindre à celle des Croates comme document à consulter.

Au moment où le baron Jellachich s'apprêtait à quitter Inspruck, un général attaché à l'armée d'Italie y arrivait en toute hâte ; les nouvelles qu'il apportait du théâtre de la guerre n'étaient rien moins que rassurantes, l'irritation des régiments frontières, menaçant de quitter leurs aigles pour voler à la défense de leur nationalité, pouvait d'un instant à l'autre compromettre le sort de la campagne, et donner la victoire à la bannière de l'indépendance italienne ; le baron Jellachich le comprit. Lui seul pouvait empêcher les régiments frontières de donner suite à leurs menaces de désertion. Il le fit en adressant aux trente-cinq mille Croates qui combattaient sous les ordres de Radetzky, une proclamation énergique. Il les engageait, au nom de l'honneur militaire et du salut de la monarchie, à repousser le faux sentiment de patriotisme qui les porterait à quitter les aigles

impériales pour venir combattre les ennemis de leur nationalité.

« Chargez-vous des Italiens, leur disait-il en terminant, je me charge, moi, des Hongrois; quoi qu'il arrive, je serai assez fort pour les combattre et vous conserver intacte votre chère nationalité. »

Le 28 juin, le ban, de retour avec la députation croate, fit à Agram une entrée qui rappela les pompes triomphales des Césars ; cependant il ne traînait pas derrière son char les rois barbares; il ne secouait point la poussière de ses sandales au front des vaincus; il revenait seul, sans armes, sans dépouilles opimes; mais il représentait une idée !

La victoire ne guidait point ses pas au chemin du Capitole, mais l'image de la patrie le transfigurait en symbole ; la nationalité croate semblait s'incarner en lui.

Ce jour-là donc, la garde nationale avait formé une double haie depuis la place Sainte-Catherine jusqu'à la maison des États; chaque minute était marquée par un coup de canon, chaque coup de canon dominait le bruit des cloches et les zivios du peuple. De jeunes filles vêtues de blanc et portant, les unes des rameaux verts, les autres des drapeaux, précédaient le ban, un chœur de musique célébrait ses louanges; enfin, les notables de la ville l'attendaient à la maison des États; là, deux femmes, remarquables par leur

beauté, lui firent l'hommage, l'une d'un discours, l'autre d'une couronne de lauriers. Alors un député nommé Kukuljevich, réclamant le silence, s'écria que toute la nation croate, qui avait ressenti au plus profond de ses entrailles l'insulte qu'on avait faite au ban, allait se lever en masse pour le venger. Le ban répliqua que l'insulte ne l'avait point atteint comme individu, mais qu'il l'avait ressentie uniquement au point de vue de la nationalité croate. Après avoir vu défiler devant lui les gardes nationales et les troupes de ligne, il reçut les membres de la municipalité qui le supplièrent de remplacer par le nom de Jellachich celui d'une des principales places de la ville.

Le second acte de la fête devait avoir lieu dans la soirée. En effet, à dix heures, six cents députés ou bourgeois, officiers de la ligne ou de la garde nationale, tous armés d'une torche flamboyante; quatre cents dames revêtues du costume national et portant toutes une lanterne de couleur, parcoururent la ville au son d'une musique militaire et se rendirent sous les fenêtres du ban. Cette promenade aux flambeaux produisit un effet magique.

Le lendemain, le ban ouvrit la première séance de la congrégation par la déclaration suivante: « Vous êtes instruits de l'accueil qui m'a été fait par leurs Majestés et par les archiducs. Parti d'Inspruck, ce n'est qu'à Lintz que j'ai eu connaissance, pour la

première fois, du fatal manifeste; je me suis alors empressé de rejoindre l'archiduc Jean pour obtenir de lui, qu'en sa qualité de médiateur, il détournât les conséquences d'un acte qui compromettait notre nationalité. Son altesse impériale, appréciant la justesse de mes arguments, me promit d'envoyer sur-le-champ un courrier à Pesth pour ordonner aux ministres hongrois de s'abstenir de toutes résolutions ultérieures contre nous, et de maintenir, *in suspenso*, la question croate-esclavone. »

En réponse à cette explication, les membres de la congrégation déclarèrent qu'ils ne voulaient point approfondir les motifs qui avaient décidé le roi à prendre une mesure qui pouvait soulever le peuple croate et compromettre l'existence de la monarchie; mais qu'ils ne pouvaient s'empêcher de regarder le manifeste royal comme un document apocryphe sinon comme le fruit d'une extorquation. Cette appréciation ne paraissait, dirent-ils, que trop justifiée par l'accueil bienveillant que leur ban avait reçu de la cour impériale, par sa destitution antérieure et par le silence mystérieux gardé par leurs Majestés à ce sujet, lors de leur conférence avec le baron Jellachich; dans tous les cas, cet acte devait être considéré comme nul et non avenu puisqu'il n'avait été dénoncé, dans une forme légale, ni au ban ni aux autorités croates. Un message impérial, que le baron

Jellachich reçut alors, sembla confirmer en tous points cette appréciation ; il était signé par l'archiduc Jean et portait cette inscription :

A mon ban de Croatie,
lieutenant-général baron Jellachich.

Le ban était mandé à Vienne pour conférer, sous la médiation de l'archiduc Jean, avec des représentants du cabinet hongrois sur les questions en litige. Pour expliquer ces contradictions apparentes et pour sauvegarder ainsi la loyauté de la couronne impériale, l'histoire doit mentionner que le manifeste impérial n'était pas seulement le résultat d'un habile stratagème, mais qu'il n'avait été accordé que conditionnellement et ne devait être publié que dans un cas éventuel posé par le roi lui-même. Or, le comte Louis Batthyany livrant à la publicité, en dehors de l'éventualité prévue, un document jusqu'alors confidentiel, avait failli aux conditions convenues et à ses engagements.

Pendant que le baron Jellachich recevait à Agram l'encens d'un enthousiasme voisin de l'idolâtrie, l'archiduc palatin ouvrait, le 5 juillet, le parlement hongrois qui, pour la première fois, se réunissait à Pesth. Cette cérémonie se fit avec solennité et beaucoup d'apparat. Les troupes de ligne et la garde nationale formaient la haie dans les rues où les députés

devaient passer pour se rendre à la salle de la Redoute, consacrée à leurs séances. Les magnats, en grand costume, se pressaient dans cette salle, les dames élégamment vêtues transformaient la galerie en un parterre de fleurs et de diamants ; les députés magyars étaient au grand complet, cependant on remarquait avec un sentiment d'anxiété l'absence des députés croates et esclavoniens. A une heure et demie l'archiduc, annoncé par le canon, et accompagné des ministres, fit son entrée dans la salle au milieu d'unanimes acclamations ; il portait le costume magyar. Après avoir annoncé que Sa Majesté, n'ayant pu se rendre à Pesth, en raison d'une maladie sérieuse, l'avait chargé, par un rescrit royal, d'ouvrir le parlement en son nom, et l'avait nommé lieutenant du roi pour toute la durée de son indisposition ; il lut d'une voix émue le discours royal. Ce discours, émanation de la pensée ministérielle hongroise, indiquait, autant par ses déclarations que par ses réticences, les véritables projets du cabinet indépendant, et ses tendances d'émancipation radicale. Ainsi, il parlait du maintien de l'intégralité de la *sainte couronne* hongroise, de la protection de la *sainteté inviolable* des lois, de la sûreté et du salut de la *sainte patrie*, de l'unité et de l'inviolabilité de la couronne hongroise, des mesures que devait prendre le parlement hongrois, pour satisfaire aux intérêts insépara-

blement unis au trône royal ; de la liberté constitutionnelle et du salut de la patrie. Il assurait en outre que la dernière sanction des lois, adoptées à la dernière diète de Presbourg, avait été l'*émanation libre de la volonté royale* (?) et que le roi était fermement résolu de maintenir toujours intactes les lois qu'il avait sanctionnées, etc., etc.... Mais, d'autre part, le discours ne disait pas un mot de la couronne impériale, ni des relations de la Hongrie avec les autres pays qui lui étaient unis en vertu de la pragmatique-sanction : il ne disait pas un mot des dispositions des paragraphes II de l'art. 3, en vertu duquel le maintien de l'unité de la couronne et de la monarchie devait être toujours conservé intact ; il passait également sous silence le fait que la volonté royale n'avait sanctionné les arrêts de la diète de Presbourg que parce que les États hongrois avaient reconnu les dispositions de ce paragraphe comme conditions *sine quâ non*, etc.

Si l'on compare l'ouverture du parlement hongrois à l'ouverture de la congrégation croate, on remarque de prime abord la différence qui existe entre ces deux pouvoirs. D'un côté silence et mutisme au sujet de la couronne impériale ; de l'autre protestation de dévouement et de fidélité ; à Pesth, oubli complet de la maison d'Habsbourg et de l'Autriche ; à Agram, alliance absolue entre l'Autriche la maison d'Habsbourg et la Croatie. Dans la congrégation, unité,

harmonie, unanimité ; dans le parlement scission spontanée, catégories, divergence, violente opposition. En effet, à peine le président du conseil avait-il, à la sortie de l'archiduc palatin, déclaré la séance ouverte, que Nyàri avait ouvertement arboré le drapeau d'un radicalisme ultra. Désappointé de ne point se voir au banc des ministres, il se faisait une place à l'extrême gauche ; homme d'ordre hier, il devenait aujourd'hui chef d'un parti : son ambition déçue trouvait déjà dans la convoitise d'un portefeuille le secret d'une opposition tracassière et systématique.

Les séances qui suivirent celle d'ouverture furent consacrées uniquement à des travaux préparatoires, à des arrangements d'intérieur, à la reconnaissance des lieux.

Le 11 juillet, les tribunes de la salle du parlement étaient remplies ; tous les ministres se trouvaient à leur banc ; les députés, au grand complet, attendaient avec impatience l'heure fixée pour l'ouverture de la séance, car, ce jour-là, Kossuth devait prendre la parole pour faire, disait-on, une motion d'une importance énorme. La séance s'ouvrit à dix heures, Kossuth alors s'avança lentement vers la tribune, et débuta par ce cri d'alarme : *Frères, la patrie est en danger !....* Après avoir dit qu'il regardait cependant avec *une confiance sublime* cette assemblée, à laquelle il répétait de nouveau : *Frères, la patrie est*

en danger ! il s'appliqua à justifier cette assertion par un tableau rapide de la situation de la Hongrie.

Quant à la Croatie, il rappela que la Hongrie avait toujours traité favorablement ce pays, qu'elle avait toujours partagé avec lui ses libertés, qu'elle avait maintenu avec abnégation ses droits municipaux ; que, dans les derniers temps mêmes, le ministère avait outrepassé ses pouvoirs, en concédant aux Croates le droit de correspondre dans les deux langues, etc., etc....

« De toutes ces concessions, s'écrie-t-il, la Hongrie n'a trouvé pour récompense qu'ingratitude et trahison. Jellachich proteste de sa fidélité au roi, mais il ne veut reconnaître ni le palatin ni les ministres hongrois. Nous avons obtenu les rescrits royaux d'Inspruck, il a déclaré que nous les avions arrachés par la force, etc., etc. ! . . . .

« D'un autre côté, les Serbes et les Raîzen, renforcés de brigands accourus de Serbie se sont soulevés contre nous : quant à ces scélérats qui s'appellent *la nation Serbe,* il ne saurait être question de négociations : aux brigands il faut la loi martiale, aux coupables il faut la potence. etc., etc. !

. . . .

« Sur d'autres points, la Valachie est en pleine révolution. Une armée russe s'est établie sur les rives du Pruth, mais ne l'a point encore passé : la Russie a

justifié ce mouvement en déclarant qu'elle resterait en bons termes avec la Hongrie tant que la Hongrie ne permettrait pas aux rebelles d'établir en son sein le foyer des tendances anarchiques. Notre réponse a été digne de vous et de nous, frères, car, tout en maintenant le droit sacré de l'hospitalité, nous avons pris l'engagement de repousser de notre royaume tous les éléments qui pourraient troubler le repos des pays voisins. » . . . .

Quant aux rapports entretenus avec l'Autriche, Kossuth les explique en citant une note par laquelle le cabinet de Vienne menaçait de dénoncer sa neutralité... Il s'efforce, en même temps, de faire ressortir les contre-sens qu'il croyait voir dans cette note et les palinodies d'un ministère qui, victime de sa propre impuissance, touchait à sa dernière heure.

Telle était la situation de la Hongrie, qu'elle ne pouvait prendre un point d'appui sur personne : ni sur l'Angleterre, qui, malgré les sympathies qu'elle professait pour la cause magyare, se trouvait trop éloignée pour donner un secours efficace ; ni sur la France, trop occupée, à cette heure, de ses propres affaires ; ni sur l'Allemagne, qui n'était pas encore constituée, etc., etc. La Hongrie ne pouvait donc compter que sur elle-même ; en conséquence, il demandait que le parlement votât la levée de deux cent mille hommes et un subside de quarante-deux mil-

lions. Le budget, qu'il espérait pouvoir soumettre prochainement, prouverait que la Hongrie ne serait point grevée davantage qu'au temps de Marie-Thérèse....

« Voilà mes propositions, dit l'orateur; soyez sûrs, messieurs, que l'avenir de la Hongrie dépend, non-seulement de la résolution que le parlement va prendre, mais encore, en grande partie, de la manière dont elle la prendra. Quand un peuple est menacé de toutes parts, mais qu'il se sent la force et la volonté de repousser tout danger menaçant; alors, je le crois, le salut de la patrie ne doit pas être subordonné à d'autres questions. Aujourd'hui, nous sommes les ministres; d'autres, parmi nous le seront peut-être demain; n'importe, le ministère peut changer, mais toi, ô ma belle patrie, tu dois rester immuable, et la nation, soit avec le cabinet existant, soit avec un autre, doit sauver la patrie. Mais, pour que le ministère puisse sauver la patrie, la nation doit déployer la force que l'on doit au moment suprême. Afin donc d'éviter toute fausse interprétation, je déclare ouvertement que je demande deux cent mille hommes et les sommes nécessaires à leur levée.... » A ces mots, Kossuth, par un de ces mouvements oratoires qui lui sont habituels, s'arrête, sa respiration est saccadée, sa tête, penchée sur sa poitrine, est pâle; sa voix, brisée par la fatigue, semble se

refuser à son éloquence; un silence profond règne dans la salle; dans ce moment, Nyàri oubliant son rôle de chef d'opposition, se lève et donnant à son bras droit la pose solennelle du serment, il s'écrie : *Nous les donnons!* A ces mots, tous les représentants, soulevés de leurs siéges comme par un mouvement électrique, étendent les mains vides vers l'orateur et répètent : *Nous les donnons!* Kossuth alors élève les yeux au ciel, il croise ses bras sur la poitrine, il verse des larmes; par une pantomime habile, il remercie du geste et du regard les députés, puis tout à coup, se relevant avec une énergie nouvelle, il termine par ce coup de théâtre :

— « En vous adressant la motion d'une levée de deux cent mille hommes et de quarante-deux millions de francs, le ministère hongrois ne vous a point demandé un vote de confiance, il n'a voulu qu'un vote pour le salut de la patrie.... Pour réponse, vous vous êtes levés comme un seul homme; moi, je m'incline devant la grandeur de la nation.... Plus qu'un mot, montrez autant d'énergie dans l'exécution, que j'ai trouvé de patriotisme dans votre décision, et l'enfer lui-même ne pourra vaincre la Hongrie. »

L'orateur quitte la tribune au milieu des applaudissements; un dernier cri de : Vive la Hongrie! se fait entendre, et le président annonce que la motion du ministère est adoptée.

CHAPITRE III.

Clubs démocratiques. — Ambition et fièvre électorales. — Fêtes fraternelles. — Banquets patriotiques. — Mensonges et calomnies. — Protestation de l'armée. — L'archiduc Jean élu vicaire de l'empire. — Députation du parlement de Francfort. — Belle réception. — Séance du comité de sûreté. — Chute du ministre Pillersdorff. — Nouveau cabinet. — Son programme. — Ouverture de la constituante. — Composition et physionomie de la constituante. — Portrait du ministre Alexandre Bach. — Défaite de l'armée piémontaise. — Rescrit royal. — Adresse à l'empereur. — Allocution impériale.— Retour de l'empereur à Vienne.

Dans les premiers jours de juillet, une agitation extrême s'empara des esprits à Vienne, et se communiqua, avec la rapidité d'une étincelle électrique, à toutes les provinces de la monarchie. Le moment d'élire les députés pour la constituante était arrivé. On vit alors le mouvement révolutionnaire abandonner, momentanément, le pavé de la rue, pour se concentrer uniquement dans l'intérieur des clubs. Ces nids démocratiques avaient pris, à cette époque, une puissance de nombre et d'autorité incroyable. Ils pullulaient dans la ville impériale. Les principaux

étaient le club des Allemands, de Bohême, de Styrie, du Tyrol, de Basse-Autriche, de Moravie, auxquels cent cinquante succursales se reliaient; le club des Droits de l'Homme, fonctionnant dans l'intérêt républicain; le club des compositeurs et des imprimeurs, ouvertement socialiste; le club des gens de lettres, et le club des femmes démocrates, présidé par une femme qui, par sa naissance et son nom, appartenait aux régions élevées de la société, la baronne Perin, etc., etc.

Les clubs, s'emparant du mouvement électoral, le dirigeaient avec une habileté qui, mieux employée, aurait pu sauver le pays au lieu de le jeter dans les aventures. Chaque club eut sa liste de candidats et son drapeau; chaque candidat eut sa profession de foi et son programme; chaque profession de foi, chaque programme, eurent leur presse et leur affiche; la ville de Vienne, badigeonnée de placards de toutes formes, de toutes dimensions, de toutes couleurs, n'était plus qu'une enseigne de boutique, qu'une immense réclame électorale. Ainsi que Kossuth à Pesth, les clubs démocratiques avaient dit que la patrie était en danger; chaque démocrate, sachant lire dans *Mathieu Laensberg*, et compter sur ses doigts, se crut appelé à la sauver: les sauveurs furent si nombreux que, dès les premiers jours, six cents candidats se présentèrent aux suffrages de leurs con-

citoyens appelés à nommer quinze députés. L'ambition avait bouleversé toutes les têtes; plus d'un portier, rêvant les honneurs du parlement, aperçut la nuit, dans son sommeil, la silhouette d'un portefeuille de ministre; plus d'un épicier, vendant pour deux sous de cassonade à la femme du portier futur ministre, crut savourer, par anticipation, les amères douceurs du pouvoir souverain; plus d'un journaliste, écrivant un article *faits divers*, se surprit à faire un chef-d'œuvre d'économie politique. La maladie électorale avait atteint, à Vienne, les proportions d'une véritable épidémie. Nous en verrons bientôt les conséquences; constatons, en attendant, que les noms sortis des urnes électorales appartenaient tous au radicalisme le plus avancé.

A travers ce déchaînement d'intérêts privés et de passions ambitieuses, la physionomie de Vienne était grave et sombre; les ouvriers avaient été si bien instruits dans leurs droits politiques, par les étudiants, qu'ils avaient bientôt dépassé leurs maîtres. L'éducation révolutionnaire des peuples se fait rapidement lorsque les prestiges de l'intérêt individuel lui servent, sans exception, de règle et de mobile; aussi, les ouvriers, en vertu de leur dignité de souverain, se montraient-ils chaque jour plus exigeants. Ils ne se contentaient plus du travail facile que le gouvernement leur procurait, ils voulurent eux-mêmes fixer

le prix de leur salaire. Cette énormité ne leur suffit point ; ils demandèrent impérieusement, en outre, des rations de pain pour leurs femmes et leurs enfants; ils tarifaient même, après avoir limité les heures du travail, les loisirs des dimanches et des jours fériés : éprouvaient-ils un refus, ils menaçaient, et, presque toujours, ils obtenaient gain de cause; en un mot, ingénieux copistes, ils répétaient à Vienne les scènes que les ateliers nationaux représentaient à Paris.

Ainsi que Paris, Vienne avait eu ses démonstrations populaires, ses promenades démocratiques, ses illuminations forcées, ses parades de femmes, ses barricades; il avait ses ateliers nationaux, la paresse privilégiée, le vice gratifié ; il voulut avoir ses banquets patriotiques et ses fêtes fraternelles. Ce fut alors entre le peuple et la bourgeoisie, entre le prolétariat et le commerce, entre la magistrature et la finance, entre l'armée et la garde nationale, un assaut de démonstrations courtoises et sympathiques. Une ère de conciliation semblait régner à Vienne ; la fraternité paraissait avoir réuni les membres longtemps divisés de la grande famille. Les fêtes fraternelles se succédaient sans intervalle; mais, hélas! plus elles se renouvelaient, plus le sentiment qui les avait fait naître s'effaçait. Ainsi qu'à Paris, ce mot sublime apporté sur la terre par le divin Sauveur, la frater-

nité ! sonore sur les lèvres, n'existait point dans les cœurs ; ces démonstrations pacifiques étaient une halte dans la marche de la révolution : c'était l'armistice du mensonge et de l'hypocrisie.

Combien de fois, à la sortie d'un de ces banquets soi-disant fraternels, ne vit-on pas un étudiant, de la même main qui venait de serrer celle d'un grenadier, armer le fusil qui, quelques jours après, devait faire feu sur les troupes impériales ! Combien de fois ne vit-on pas des philanthropes acquitter, d'une main, la carte du banquet de la veille, et de l'autre, stipendier l'émeute du lendemain ! Combien de fois ne vit-on pas le rhéteur quitter la coupe du festin pour la plume du journaliste, et verser l'injure et la calomnie contre les braves dont il venait de maculer les lèvres par un baiser hypocrite ! Les bureaux des feuilles radicales étaient alors des arsenaux où, dans le mensonge et la haine, les folliculaires trouvaient chaque jour des armes agressives contre *les satellites du pouvoir*, contre *les séides de la tyrannie*, contre *les suppôts du despotisme*. Les choses en vinrent à ce point que les officiers de la garnison se crurent obligés de protester contre les injures et les provocations auxquelles ils étaient incessamment exposés ; ils le firent avec la dignité d'une conscience irréprochable, à la fin d'un banquet fraternel qui avait eu lieu dans le jardin impérial Augarten.

Voici le discours qu'ils prononcèrent d'abord et firent publier ensuite à cette occasion :

« Habitants de Vienne !

« Le bruit se répand que nous voulons frapper de mort la jeune liberté. Ces accusations malveillantes ont évidemment pour but d'exciter la défiance contre nous, et de porter la perturbation dans notre patrie. Concitoyens, nous ne croyons pouvoir mieux répondre à ces attaques impudentes qu'en vous exposant ouvertement, loyalement, nos sentiments.

« Nous conservons à notre empereur légitime et constitutionnel une fidélité inviolable ; nous saluons, avec transport et gratitude, les institutions libérales qu'il a sanctionnées et que nous maintiendrons énergiquement de toutes nos forces. Nous protestons donc solennellement contre la calomnie qui nous impute la pensée de tentatives liberticides.

« Ayez donc confiance en nous. Nous sommes prêts à affronter tous les ennemis de la patrie ; mais nous sommes douloureusement blessés et indignés de la licence infâme d'une presse effrénée qui, sans cesse, vomit contre nous les injures à la fois les plus injustes et les plus basses.

« Nous demandons satisfaction ; nous demandons justice à la loi : quiconque conserve en son cœur le sentiment de l'honneur nous approuvera.

« Habitants de Vienne, et vous surtout, gardes nationaux, dont la belle mission consiste à protéger la véritable liberté et l'ordre au sein de l'État, vous ne pouvez pas rester, vous ne resterez pas indifférents à la conduite de ces hommes déjà stigmatisés par l'opinion publique, de ces hommes qui insultent une armée dont les membres sacrifient, à cette heure, leur sang pour l'honneur et le salut de la patrie. »

On se trouvait à la veille de l'ouverture de la constituante ; le parti de l'ordre attendait avec impatience le retour de l'empereur, qui devait présider à cette cérémonie, lorsqu'on apprit, par une proclamation, que l'archiduc Jean remplacerait, à cette occasion, Ferdinand, retenu à Inspruck par le mauvais état de sa santé. En effet, l'archiduc Jean arriva à Vienne dans la soirée du 24 juin. Le lendemain, il reçut officiellement les ministres, la municipalité, les autorités civiles et militaires, et une députation du comité de sûreté. De retour au sein de l'assemblée, les membres de la députation la trouvèrent, pour la première fois, réunie en séance secrète, et délibérant sur la question de dissolution du comité. Deux orateurs, le docteur Fischhof, président, et le docteur Schiel, secrétaire, firent ressortir, avec une grande puissance de logique, les raisons qui motivaient l'urgence de cette dissolution ; ils basèrent leur argumentation sur ce point : l'existence du comité, en

présence de la constituante fonctionnant, ne peut être qu'inutile, sinon dangereuse. Leur opinion allait prévaloir, lorsque la minorité radicale, opposée à cette mesure et voulant gagner du temps, fit observer qu'une question de cette importance ne pouvait être mise à l'ordre du jour, et traitée qu'en présence de tous les membres prévenus *ad hoc*. Cette motion mise aux voix, fut adoptée, et la discussion fut remise à une séance ultérieure.

Ce jour-là même on apprit, par dépêche télégraphique, que l'archiduc Jean venait d'être élu vicaire de l'empire, par le parlement de Francfort. Cette nouvelle produisit des transports de joie, d'autant plus vifs, que cette élection était pour la Prusse un échec politique, et pour l'Autriche la continuation de son ancienne hégémonie en Allemagne. L'acceptation de l'archiduc n'était un doute pour personne, aussi la députation allemande, chargée par le parlement de Francfort de remettre à Son Altesse impériale les titres de sa nomination, fut-elle accueillie par de sympathiques démonstrations. Reçus au débarcadère du chemin de fer par le ministre Doblhoff, des membres de la municipalité et du comité de sûreté, par les députés et l'état-major de la garde nationale; les sept membres qui composaient la députation de Francfort, firent leur entrée à Vienne dans sept voitures de parade, traînées chacune par

six chevaux. Toutes les maisons pavoisées formaient sur leur passage un dôme de pavillons aux couleurs allemandes; de toutes les fenêtres, ornées de blonds visages, tombait une pluie de roses :

— « Il paraît que le ciel de Vienne est un jardin, dit un député de Francfort; un jardin dont l'orage en ce moment effeuille les fleurs.

— « Non pas, répondit un étudiant; ce sont les anges de la liberté qui vous envoient leurs bouquets. »

Le lendemain, les délégués se rendirent en grand apparat au palais impérial, pour annoncer officiellement à l'archiduc Jean, l'objet de leur mission. Les cloches sonnèrent à toutes volées; la garde nationale formait une double haie sur leur passage, et des corps de musique jouaient de joyeuses fanfares. Une salve de cent un coups de canon annonça l'arrivée de la députation au palais, et l'adhésion de l'archiduc. Son Altesse Impériale répondait à la confiance de l'Allemagne, en acceptant le vicariat de l'empire. Le reste de la journée fut consacré à des réjouissances publiques.

L'archiduc Jean devait partir le 8 juillet pour Francfort, avec la députation. En attendant, la défiance des esprits contre un ministère qui, si souvent, avait poussé la condescendance jusqu'à la faiblesse, et la faiblesse jusqu'à la lâcheté, avait tellement

changé la physionomie de la capitale, que l'on s'attendait à voir surgir, d'un instant à l'autre, quelque gros événement.

Le 19 juillet, tous les yeux étaient fixés avec anxiété sur le comité de sûreté qui, la veille, par extraordinaire, n'avait pas eu de séance. Il se réunit, ce jour-là, plus tôt que de coutume, et tous les membres, qui avaient été convoqués à domicile, se trouvaient au grand complet dans la salle des séances; le bureau seul se trouvait presque désert. Ses membres, disait-on, étaient en conférence chez le ministre de l'intérieur. En l'absence du président, le docteur Schiel ouvrit la séance.

Après une discussion insignifiante sur l'agitation causée dans la ville par le passage des troupes se rendant à l'armée d'Italie, on annonça une députation du club démocratique; les membres qui en faisaient partie supplièrent l'assemblée de ne point donner suite à la proposition qu'elle avait mise dernièrement à l'ordre du jour, au sujet de la dissolution du comité. Ils annoncèrent en outre qu'ils venaient d'adresser verbalement à l'archiduc Jean la demande du renvoi du ministre Pillersdorff qui, par ses actes, avait depuis longtemps perdu la confiance du peuple; ils ajoutèrent que l'archiduc les avait écoutés avec bienveillance et avait promis de prendre en considération le sujet de leur requête; en conséquence,

ils espéraient que le comité de sûreté se joindrait à eux pour appuyer de toute son influence une mesure devenue désormais inévitable. En ce moment, le docteur Fischhof et les autres membres entrèrent dans la salle. Leur arrivée produit une vive sensation, tous les regards cherchent à lire sur les plis de leur visage assombri le sujet et les résultats de leur conférence ministérielle. Le président Fischhof se dirige gravement à la tribune avec une lettre à la main :

— « Messieurs, dit-il au milieu d'un profond silence, j'ai reçu ce matin à la première heure du jour, un billet écrit et signé par le baron Pillersdorff; je vais vous en donner lecture :

« Monsieur,

« J'ai l'honneur de vous prier de passer dans la journée chez moi pour recevoir une communication importante ; si vous désirez vous faire accompagner par un ou plusieurs de vos collègues, ils seront les bienvenus. »

Fischhof ajoute qu'il s'était adjoint plusieurs de ses collègues, qu'il s'était rendu avec eux chez le baron Pillersdorff, et que le colloque suivant s'était aussitôt engagé entre eux :

— « Vous savez, messieurs, tous les sacrifices que j'ai faits aux exigences populaires?

— « Votre Excellence a très-bien dit : sacrifice est le mot qui s'adapte le mieux à celui de concession.

— « N'importe le mot, arrivons à la chose. Répondez franchement à la question que je vais vous adresser : quelle est l'opinion du comité de sûreté et de la population viennoise à mon égard ?

— « Défavorable, Excellence.

— « Dans ce cas, messieurs, *si le comité de sûreté l'exige,* je suis prêt à donner ma démission. »

Ce *si* conditionnel était sur les lèvres du ministre la branche d'arbre que rencontrent les mains d'un malheureux qui se noie ; le docteur Fischhof, qui est juif de religion et par habileté, en fit un pont de salut au désespoir de l'ambitieux ministre.

— « Excellence, reprit-il, la conservation de votre portefeuille dépend de votre acquiescement à un programme.

— « Quel est-il ?

— « Franchement, ouvertement libéral.

— « Formulez.

— « 1° Élection directe et sans condition de cens ;

« 2° Nulle chambre privilégiée ;

« 3° Destitution du comte Thun, gouverneur de Bohême.

— « J'adhère personnellement à ces conditions ; mais je me réserve le droit de les soumettre à l'approbation de mes collègues, et, en attendant, je vous

donne ma parole que ma démission immédiate sera la conséquence de leur refus. »

Après cet exposé, le docteur Fischhof termine en disant qu'en raison de la nature de sa démarche auprès du baron Pillersdorff, démarche purement privée, le comité ne se trouvait pas engagé et restait libre de prononcer en toute connaissance de cause; quant à lui, il votait pour la conservation d'un ministère qui, sans jamais refuser rien, avait tout accordé. Plusieurs orateurs, espérant de la faiblesse éprouvée du ministère, des concessions nouvelles, appuyaient la proposition Fischhof, lorsque l'arrivée des députés de Francfort, accompagnés d'un certain nombre de députés à la constituante autrichienne, suspendit une seconde fois la séance. Toute l'assemblée se lève et le président remercie les députés qui, dans ce moment, honorent de leur présence une des séances les plus solennelles du comité. Un député autrichien, répondant à ces avances, exprime, au nom de cent de ses collègues, la reconnaissance que la nation éprouve pour les immenses services que les Viennois ont rendus à la chose publique depuis les journées de mars; il ajoute que les membres de la constituante parlaient en bien des langues un seul langage, celui de la démocratie et de la liberté des peuples. « Voulez-vous connaître notre profession de foi? s'écrie-t-il en terminant; je vais vous la faire :

nous croyons fermement et religieusement dans les journées des 13, 14 et 15 mars.

« Nous croyons plus fermement et plus religieusement encore dans les journées du 15 et du 26 mai; nous croyons enfin que tous les peuples peuvent vivre en paix sous un même ciel, les uns près des autres, mais nous croyons avant toutes choses qu'ils doivent s'attacher à l'Allemagne une et puissante. »

Ces paroles absurdes provoquèrent un tonnerre d'applaudissements.

Le départ des députés de Francfort et d'Autriche rendirent à l'assemblée sa physionomie première; la discussion reprend son cours; les députés qui se succèdent, inspirant leurs consciences aux considérations du docteur Fischhof, appuient l'existence du cabinet Pillersdorff; dans ce moment, le docteur Schiel demande la parole.

« Le baron Pillersdorff, dit-il, doit son élection de député, vous le savez tous, messieurs, à la déclaration qu'il a faite qu'en son âme et conscience il soutiendrait la nécessité de deux chambres et celle des élections indirectes basées sur le cens; le lendemain même, vous le savez encore, trahissant ses convictions de la veille, le baron Pillersdorff s'est fait le partisan du système contraire : quelle confiance peut-on accorder à un homme d'État qui, dans vingt-

quatre heures, se montrant sous une double face, a le talent de traiter la politique *en Janus?* »

Une salve d'applaudissements mêlés d'éclats de rire, accueille la verve satirique de l'orateur.

Schiel reprend : « Je demande que la question soit ainsi nettement posée : Le ministre mérite-t-il le vote de confiance qu'il sollicite? oui ou non. » Le président formule plus nettement encore cette motion par ces deux termes : « Le ministre Pillersdorff doit-il donner sa démission, oui ou non? » Cent cinquante-six voix décidèrent contre cinq que le ministre Pillersdorff devait se retirer, et telle était la puissance de ce club pompeusement paré du titre de comité de sûreté, que, semblable aux gladiateurs qui disaient aux Césars : « *Morituri te salutant,* » le baron Pillersdorff déposa humblement, le jour même, son portefeuille aux pieds du peuple devenu César.

Telle fut la fin d'un ministère qui, de concessions en défaillances, tomba accompagné dans sa chute par le mépris et l'aversion publiques. L'arrêt de mort que le comité de sûreté venait de décréter contre le baron Pillersdorff dut lui paraître d'autant plus dur, que ce comité, son propre ouvrage, lui devait son initiation à la vie politique, et que, depuis son existence, il avait sacrifié, aux coquetteries de la popularité, sa réputation, sa dignité personnelle, la sûreté du trône, le salut de la monarchie.

Partisan des idées nouvelles et représentant sous l'ancien ordre de choses le parti libéral, le baron Pillersdorff n'était pas l'homme que la difficulté des temps exigeait pour s'opposer à la marche d'une révolution qu'il avait désirée lui-même. Sans caractère, sans initiative, sans but arrêté, son système politique consistait à se laisser flotter au cours du torrent démocratique, sauf à se briser, tôt ou tard, contre un écueil. Quelques cris dans la rue, un article de journal, la menace d'une députation, la moustache hérissée d'un étudiant, lui arrachaient des mesures dont il ne calculait jamais la portée. En un mot, le pouvoir semblait lui avoir été donné, non pour diriger le peuple, mais pour le flatter, pour travestir les rôles en courtisant ceux qu'il devait gouverner.

Chargé par l'archiduc Jean de composer un cabinet, le baron Dobblhoff se trouva en mesure de lui soumettre, lorsqu'il revint de Francfort, le 17, une liste ainsi composée :

Le baron Wessenberg, ministre des affaires étrangères et président du conseil;

Le baron Dobblhoff, ministre de l'intérieur;

Le docteur Bach, ministre de la justice;

Théodore Hornbostl, ministre du commerce;

Ernest Schwarzer, ministre des travaux publics;

Comte de Latour, ministre de la guerre;

Baron de Kraus, ministre des finances.

Ce ministère, considéré à un point de vue d'ensemble et pouvant d'un autre côté supporter l'analyse individuelle, était plutôt une garantie pour le parti de l'ordre qu'une espérance pour la révolution.

Le baron Wessenberg avait terminé sa carrière politique aux conférences de Londres. Depuis lors, retiré des affaires, il avait vécu à l'étranger jusqu'au jour où il trouva, dans son ancien antagonisme au prince de Metternich, le secret de sa nomination à la présidence du conseil des ministres.

Le baron Dobblhoff, ancien membre des États, était, quoique l'un des chefs les plus avancés du parti libéral, un parfait honnête homme.

Alexandre Bach, l'un des jurisconsultes les plus distingués de l'empire et l'un des orateurs les plus éloquents du barreau, était un travailleur infatigable, supérieurement organisé pour faire un homme d'État.

Hornbostl, fabricant en soierie, partisan du progrès limité et basé sur les principes immuables du droit, était d'une modestie égale à sa probité.

Ernest Schwarzer, après avoir commencé sa carrière dans la profession des armes, avait quitté l'épée pour la plume, jusqu'au jour où il quitta la plume du journaliste pour le portefeuille du ministre.

Kraus, homme intègre, était réputé pour son habileté dans les affaires. Le comte de Latour, bon général, organisateur habile, dévoué corps et âme à

la maison d'Autriche, était brave comme son épée, mais manquait de spontanéité.

Telle était la composition de ce cabinet, qui devait en grande partie son existence à l'intervention du comité de sûreté ; il ne pouvait donc, en vertu de son origine révolutionnaire, rendre au monarque le pouvoir dont on l'avait dépouillé ; il ne pouvait qu'empêcher beaucoup de mal et produire tout le bien que la position critique des circonstances lui permettrait.

Le jour même de la formation du cabinet, les ministres qui en faisaient partie publièrent leur profession de foi, espèce de programme dont voici le texte :

« C'est dans les temps les plus difficiles de notre jeune vie politique libre, que le ministère se met à la tête de l'administration. Il croit que son premier devoir est d'indiquer, ouvertement et résolûment, les principes qui doivent servir de guide à son action.

« Il veut la fondation durable de la monarchie constitutionnelle, populaire, sur la base de la volonté générale, loyalement prononcée ; car il est persuadé qu'un gouvernement n'est fort que lorsqu'il a sa racine dans le peuple : c'est de cette manière seulement qu'il est possible de maintenir l'État dans un développement progressif.

« Dans la conviction que les vœux et les besoins de la patrie doivent se concentrer, avant tout, dans le raffermissement de la liberté déjà acquise, le

ministère espère qu'appuyé par la confiance et par le concours de tous les amis du progrès légal, il sera en mesure de garantir contre toute attaque les droits du peuple et ceux du trône.

« Mais pour rendre la liberté forte, il faut aussi que le gouvernement soit fort. Le ministère épousera tous les désirs et accordera toutes les demandes justes du peuple; mais il déclare qu'il ne se laissera rien extorquer de ce qui, selon sa conviction, serait incompatible avec la liberté et le bien-être de toute la nation.

« En même temps qu'il considère comme un devoir de prendre toujours en juste considération la disposition de l'opinion publique, il reconnaît parfaitement la nécesité de faire fructifier les bienfaits de la liberté constitutionnelle simultanément dans toutes les provinces: un de ses premiers soins sera donc de prendre énergiquement toutes les mesures nécessaires à cet effet.

« Le ministère est également entièrement convaincu que l'Autriche, sentinelle de la civilisation européenne à l'Est, doit rester grande, forte et unie; mais pour réaliser l'idée de la grandeur et de l'unité de l'Autriche, jointe aux garanties les plus complètes de liberté politique et nationale, le ministère ne doit pas être seulement un ministère de réforme politique, mais il doit être un ministère de la réforme administrative la plus radicale.

« Intimement convaincu que pour éviter tout symptôme de défiance entre le peuple et le gouvernement il est nécessaire de la sincérité la plus loyale, le gouvernement agira de telle sorte que dans toutes les affaires nationales des provinces il y ait publicité complète et impartiale.

« Le ministère croit que le grand but vers lequel la nation entière tend depuis son soulèvement, ainsi que la liaison intime entre l'Autriche et l'Allemagne, ne peuvent être atteints ni garantis qu'en reconnaissant l'égalité complète des droits de toutes les nationalités dans l'empire. En fonctionnant d'après ces principes, le ministère espère pouvoir compter sur l'approbation du parlement. »

Le comité de sûreté avait ajourné au 16 juillet, ainsi qu'on se le rappelle, la discussion qui devait être son brevet de vie ou son arrêt de mort. Or, ce jour-là, tous les membres du comité se trouvèrent, longtemps avant l'ouverture de la séance, dans la salle des délibérations. Le docteur Fischhof ouvrit la séance en posant carrément ainsi la question :

« Le comité doit-il continuer d'exister, oui ou non ? » Les chefs du parti radical, intéressés à l'existence d'un pouvoir essentiellement révolutionnaire, combattent cette question ainsi posée, et contestent au comité lui-même le droit de se prononcer d'une ma-

nière catégorique à ce sujet ;« Nous déclinons, disent-ils, la compétence du comité ; attendu que le comité ne s'est pas établi et constitué de lui-même, il n'est pas uniquement le mandataire de la garde nationale et de la légion académique, mais il est l'agent de toutes les personnes qui ont combattu dans les journées de Mai. » Cette argumentation était le triomphe de l'absurdité, aussi le docteur Schiel ne peut-il s'empêcher de s'écrier : « Vous usurpez, messieurs, les priviléges de la divinité, en vous donnant un brevet de longévité éternelle. » Après une discussion de onze heures, le comité décida à l'unanimité qu'il ne se dissoudrait pas.

Le 22 juillet, l'archiduc Jean, revenu de Francfort, le 17, ainsi que nous l'avons déjà dit, ouvrit la constituante dans l'ancien manége impérial, par le discours suivant :

« Messieurs les représentants,

« Chargé par Sa Majesté notre très-gracieux souverain constitutionnel, d'ouvrir la constituante, j'accomplis ce devoir avec bonheur ; je vous salue du plus profond de mon âme, vous qui êtes appelés à remplir la grande œuvre de la régénération de la patrie.

« A la consolidation future des conquêtes de la liberté, à l'établissement de la constitution, il faut votre concours sincère et indépendant.

« Toutes les nationalités de l'empire autrichien sont également chères au cœur de Sa Majesté. C'est dans leur libre fraternité, dans la complète égalité des droits de tous, ainsi que dans leur union intime avec l'Allemagne, que tous les intérêts trouveront une base solide.

« Le cœur de Sa Majesté est douloureusement affecté de voir que tous ses peuples n'aient pas encore perçu les bénéfices que le sage usage des institutions libérales procure aux nations. La vive sympathie de Sa Majesté partage les angoisses de ses peuples. On peut espérer un arrangement satisfaisant des questions en litige soulevées entre la Hongrie et ses terres annexes, en pensant à la rectitude des sentiments qui animent ces populations généreuses.

« La guerre en Italie n'est pas dirigée contre les tendances libérales des peuples italiens, mais elle a pour but de maintenir l'honneur des armes autrichiennes et de garantir, vis-à-vis des puissances italiennes, les intérêts les plus importants de l'État, tout en reconnaissant les nationalités. Comme les intentions bienveillantes d'arranger paisiblement les différends existants n'ont pas été couronnées de succès, il appartiendra à notre vaillante armée d'obtenir une paix honorable.

« Les relations amicales de l'Autriche avec les

autres puissances n'ont pas été altérées. Les bons rapports, si longtemps interrompus avec l'Espagne, ont été rétablis.

« Par suite d'opérations financières extérieures et par un concours d'événements insolites, les ressources financières de l'empire se trouvent dans une situation qui exige des mesures extraordinaires et déterminera les ministres à vous soumettre, dans le plus bref délai, tous les projets nécessaires accompagnés des pièces à l'appui.

« La garantie la plus sûre du développement moral et matériel de l'Autriche repose dans la réunion des représentants du peuple chargés de pourvoir eux-mêmes aux intérêts généraux.

« Dans cette confiance, l'empereur vous envoie, ainsi qu'à toute la nation, son salut impérial et l'assurance de son affection cordiale. La constituante est ouverte. »

L'ouverture de cette assemblée, formée des éléments représentatifs de toute la monarchie autrichienne, semblait devoir fermer à jamais les portes de la révolution. Une nouvelle phase révolutionnaire ne paraissait admissible que dans la double hypothèse d'un pas en avant par le peuple vers la république, ou d'un pas en arrière par le pouvoir : mais il n'entrait pas plus dans la pensée du peuple de créer un état de choses impossibles, que dans la vo-

lonté du pouvoir de remonter le courant d'une idée qui venait d'emporter l'autorité suprême à laquelle l'Autriche avait dû si longtemps sa gloire, sa puissance, sa fortune et sa splendeur.

L'assemblée constituante était composée de trois cent quatre-vingt-trois députés, parmi lesquels se trouvaient un prince, sept comtes, sept barons, six chevaliers, six nobles non titrés, plusieurs évêques, des prêtres, des docteurs, quelques employés, des bourgeois, des prolétaires et un très-grand nombre de paysans. La physionomie générale de ce corps constituant présentait un ensemble fantastique; on eût dit, à voir la variété des costumes, à entendre la diversité des langues, que l'orgueil humain avait convoqué à Vienne un congrès de travailleurs européens pour préparer les bases d'une tour de Babel politique. Les contrastes des physionomies et des costumes produisaient un effet pittoresque et sans analogie dans aucune espèce d'assemblée parlementaire. Le chapeau à grands bords des Slovaques; le kalpak en fourrure rouge des Galliciens; le manteau blanc des Slaves jeté sur l'épaule gauche; le large pantalon en toile des Magyars, retenu à la taille par une ceinture de cuir noir renfermant toute leur fortune; la chemise à larges manches des Croates, leur servant à la fois de gilet et de veste; le chapeau vert des Tyroliens; le costume pittoresque des Styriens;

le frac noir des députés viennois; les vêtements de fantaisie adoptés par la mode révolutionnaire, formaient une mosaïque vivante qui, vue de loin, paraissait artistiquement cimentée dans toutes ses parties, mais qui, vue de près, montrait le peu d'homogénéité qui régnait dans tous ses détails.

La confusion des langues surpassait encore celle des costumes; cinquante députés au moins ne connaissaient pas un mot allemand; ce fut pour parer aux inconvénients qui devaient résulter de cette ignorance que la constituante décida que toute motion devait être traduite préalablement en italien, tchèque, polonais et ruthène. La confusion des idées était au niveau de celle des costumes et des langages : sur la demande d'un représentant désireux de connaître le nom du gouverneur de la Gallicie, nul ministre, soit de l'ancien, soit du nouveau cabinet, ne put lui répondre.

Quoi qu'il en soit, le plus grand nombre de ces représentants appelés à Vienne pour régler, à raison de six florins par jour et par tête, les intérêts de l'empire, commencèrent à s'occuper des leurs. Presque tous les paysans trouvèrent dans leur mandat le moyen de thésauriser de gros bénéfices en se réunissant en phalanstère. Vingt Galliciens, parqués dans une vaste chambre de l'hôtel de l'*Agneau d'or*, au Wieden, étaient logés et nourris à

raison de quinze sous par jour (20 kreuser); quelques-uns même payèrent en nature, en mettant leur force musculaire à la disposition des domestiques; le matin en montant le bois dans les chambres, en décrottant la chaussure des voyageurs, et le soir en préparant le travail du lendemain. Une trentaine d'entre eux, plus économes encore, obtinrent, en leur qualité de représentants, l'autorisation d'élire domicile dans une vaste salle de la caserne occupée par le régiment du général Nugent (1); là, ces députés, choisis entre trente-huit millions d'hommes pour régler les destinées d'un grand empire, couchèrent, pèndant plus d'un mois, sur une paille infecte que les chevaux les moins difficiles n'auraient pas voulu pour litière.

Presque tous baisaient la main des valets qui leur remettaient périodiquement le montant de leurs honoraires..... Auprès de la majesté de ces souverains revêtus des suffrages d'un grand peuple, nos Nadaud et nos Greppo auraient été de véritables tâlons rouges.

Dès les premiers jours, les différents membres de la constituante tombés d'accord sur les principes démocratiques qui devaient servir de base à leurs travaux constitutifs, se divisèrent sur les questions

(1) Alster-caserne.

d'un intérêt spécial. Le terrain brûlant des nationalités était pour eux l'écueil où elles devaient se briser, le précipice où devaient s'engloutir les intérêts généraux de la patrie. Sur les bancs de la droite, du centre ou de la gauche, il y avait des Tchèques, des Galliciens, des Allemands, des Moraviens, mais il y avait fort peu d'Autrichiens. Les Slaves, voulant capter la bienveillance du gouvernement, formèrent la droite et tendirent la main aux fonctionnaires publics et aux membres du clergé, qui siégèrent au centre ; les Allemands constituèrent la gauche. Ces trois partis, divisés en trois camps bien distincts, avaient leurs chefs, leurs drapeaux, et leurs orateurs. Sur les bancs de la droite, on voyait, en première ligne Borrosch, député de Prague, et l'un des hommes les plus vigoureusement trempés de la constituante : monarchiste par raison, libéral par sympathie, démocrate par nécessité, il joignait à beaucoup de connaissances, effleurées plutôt qu'approfondies, une dialectique incisive et pénétrante.

Lubiomiersky, représentant de la Gallicie, prince de nom, aristocrate de naissance, et *dilettante* de démocratie ; aussi bon politique par théorie que politique par système, il courtisait la popularité et recherchait les faveurs de cette maîtresse infidèle avec une constance digne d'un meilleur sort : il avait une

belle figure, une forte voix et une éloquence persuasive.

Kraus, ministre des finances, administrateur habile autant qu'intègre ; orateur moins jaloux de la forme que du fond, préférant la pensée à l'image, toujours clair, précis, et maître de son sujet comme de l'attention de ses auditeurs.

Riéger, député de Bohême, et l'un des principaux coryphées de la démocratie slave, malgré son origine et son éducation allemandes, n'avait d'autre éloquence que celle d'un regard sympathique, d'un geste impérieux et d'un extérieur fort beau ; quand il parlait à la tribune, les dames de la galerie ne l'écoutaient point, elles le regardaient. Son amour passionné du slavisme se traduit par cette phrase, qu'il laissa tomber un jour de ses lèvres : « Les Slaves nourrissent l'Autriche de leur sang et de leur or. l'Autriche, comme État, n'existe que par la volonté des Slaves. »

Claudy, député de Bohême et digne émule de Riéger en Slavisme ; orateur diffus et caustique, discourant comme jadis combattaient les Parthes ; il n'abordait jamais carrément une question. Le trait était son arme.

Dulewsky, député de Gallicie, doué de beaucoup de sens, honnête homme, bon orateur, voyant et jugeant bien les choses à son point de vue, ne se trom-

pant que lorsqu'il prenait sa droite pour sa gauche, ce qu'il fit à la constituante en siégeant sous un drapeau qui n'était pas le sien.

Sierakowski, député de Gallicie et l'homme le plus *considérable* de la constituante. Par sa taille colossale, ses épaules carrées, ses cheveux roux et durs, son visage rouge nuancé de bleu, ses yeux et sa voix de taureau, il semblait destiné plutôt à un emploi de garçon boucher qu'au rôle de représentant de l'empire autrichien.

Léopold Neumann, député de Vienne, et l'un des hommes les plus énergiques du parti de l'ordre : orateur consciencieux, il trouvait dans son âme honnête l'art de se faire applaudir sur un terrain hostile, et le secret de vaincre les préventions les plus contraires.

Brauner, député de Bohême, l'un des membres les plus intelligents de la constituante. et l'un des chefs les plus habiles du parti national Tchèque, avait trouvé dans les prisons politiques de Prague, le mandat qui, lui rendant la liberté, l'avait porté d'un seul bond à un des bancs de la droite. Excellent orateur, toujours logique, rarement passionné,, quelquefois un éclair animait son éloquence majestueuse et calme comme les eaux d'un fleuve qui ne déborde jamais.

Trojan, député de Bohême, l'orateur le plus verbeux et le plus violent de l'assemblée. Sa voix,

infatigable comme ses poumons, grondait toujours. Quand il fronçait ses sourcis épais et noirs, et que son geste plein de colère semblait jeter la foudre aux bâillements de ses interrupteurs, on l'eût pris pour le Jupiter tonnant de la constituante.

Sur le premier plan du centre, auprès de l'ex-ministre Pillersdorff et de son successeur Doblhoff, on voyait Strohbach, député de Prague, savant jurisconsulte, joignant à une grande pénétration d'esprit beaucoup de modestie ; sa nature calme, conciliante, énergique au besoin, le rendait digne de la présidence que ses collègues lui offrirent.

Le comte Stadion, député de Gallicie, connaissant à fond les secrets de l'administration, dont il avait parcouru toutes les gammes, jouissant d'un ascendant énorme sur l'esprit des Ruthènes en Gallicie. Sous les allures froides et flegmatiques d'un gentlemen anglais, il possédait un cœur chaud et généreux.

Sur les bancs de la gauche, se groupaient, autour des docteurs Fischhof, Goldmark, et plusieurs chefs démocrates, qui ont déjà figuré sur la scène des événements que nous venons de décrire, le prêtre Füster, député de Vienne, aumônier et professeur de religion à l'université. Sa figure boursouflée, apoplectique, lui donnait avec celle de Luther une ressemblance dont il était fier. Républicain par ambi-

tion, vicieux par nature, dissolu par habitude, crapuleux par goût, hypocrite par instinct, il cachait sous le verre de ses lunettes le regard de ses yeux faux et scrutateurs : parleur monotone, emphatique, ignorant, il se préparait, par les débauches de son esprit et de son cœur, à l'apostasie qui devait compléter sa ressemblance avec le moine défroqué de saint Augustin. Tel était déjà le cynisme de cet homme que, mendiant les suffrages des Viennois, à son élection à la constituante, il proféra un jour ces horribles paroles : « Il faut abolir le célibat des prêtres ; le célibat des prêtres est une absurdité, réprouvée par tous, et auquel nul prêtre n'a jamais été fidèle ; quant à moi qui vous parle, je me glorifie de l'avoir violé plus de cinq cents fois.... »

Le malheureux ! il l'avait même violé, non point dans les ténèbres de l'alcôve, mais sous les yeux même de la jeunesse qu'il était chargé de conduire dans les sentiers de la morale et de la vertu. Sous la direction anti-religieuse de cet homme, la *aula* n'était plus le sanctuaire de la science, ce n'était plus qu'un vaste *lupanar*.

Mayer, député de Brünn, sous-secrétaire d'État au ministère de l'intérieur, savant administrateur, habile dialecticien, éloquent orateur, avait le talent de subjuguer les masses.

Löhner, député de Bohême, incarnation du parti

même temps les véritables intérêts du pays, deux termes complétement identiques.

Alexandre Bach, né le 4 janvier 1813, à Loosdorf (Basse-Autriche), de parents distingués dans l'ordre judiciaire, montra, dès sa plus tendre enfance, une intelligence qui, fortifiée par une éducation d'élite, présageait déjà les services qu'un jour il serait appelé à rendre à son pays.

Docteur en droit à l'âge de vingt ans, il entra dans l'administration, et acquit rapidement les connaissances pratiques indispensables aux hommes voués à de hautes destinées. Appelé plus tard, par la mort de son père, à recueillir l'immense clientèle de son cabinet, il devint bientôt l'un des premiers avocats d'Allemagne. Son cabinet était un ministère où les personnages les plus haut placés venaient, du matin au soir, solliciter ses conseils et courtiser son talent. Doué d'une richesse d'imagination égale à l'ardeur ét à la générosité de son âme, le futur ministre appartenait à cette pléiade de jeunes hommes qui, lisant dans l'avenir, de prochaines commotions, désiraient des réformes plutôt qu'un changement de forme gouvernementale.

Lors des événements qui éclatèrent à Vienne, en mars 1848, Alexandre Bach comprit de suite que, dans les mouvements populaires dont il venait d'être témoin, il y avait plus qu'un changement de système,

tion. Ne pou-
a sagesse d'un
ait pu prévenir,
r le dominer en-
était en feu; les
e, d'Italie et d'Al-
dence; M. Bach fit
incendie; mais il était
maine n'aurait pu arrê-
révolutionnaire. Le pres-
té des lois, l'inviolabilité
t emporté par la tourmente
ment de système avait été si
n'était debout.
enthousiasme réel ou simulé, la
bâtarde des journées de mars, fut
hommes qui avaient dépensé toute
ice d'une idée contraire. M. Bach,
pendante et vierge encore aux choses
était liée à aucun antécédent, crut de
e cette forme nouvelle pouvait satisfaire
de tous; mais, du jour où il aperçut,
a constitution, l'ombre de la république
t son heure, et, derrière le manteau de la
ique, l'image du communisme, de ce jour-là
Bach, se rappelant Barnave et Mirabeau, résolut
rrêter la révolution, dût-il se jeter sous les roues

même temps les véritables intérêts du pays, deux termes complétement identiques.

Alexandre Bach, né le 4 janvier 1813, à Loosdorf (Basse-Autriche), de parents distingués dans l'ordre judiciaire, montra, dès sa plus tendre enfance, une intelligence qui, fortifiée par une éducation d'élite, présageait déjà les services qu'un jour il serait appelé à rendre à son pays.

Docteur en droit à l'âge de vingt ans, il entra dans l'administration, et acquit rapidement les connaissances pratiques indispensables aux hommes voués à de hautes destinées. Appelé plus tard, par la mort de son père, à recueillir l'immense clientèle de son cabinet, il devint bientôt l'un des premiers avocats d'Allemagne. Son cabinet était un ministère où les personnages les plus haut placés venaient, du matin au soir, solliciter ses conseils et courtiser son talent. Doué d'une richesse d'imagination égale à l'ardeur et à la générosité de son âme, le futur ministre appartenait à cette pléiade de jeunes hommes qui, lisant dans l'avenir, de prochaines commotions, désiraient des réformes plutôt qu'un changement de forme gouvernementale.

Lors des événements qui éclatèrent à Vienne, en mars 1848, Alexandre Bach comprit de suite que, dans les mouvements populaires dont il venait d'être témoin, il y avait plus qu'un changement de système,

mais qu'il s'y trouvait toute une révolution. Ne pouvant arrêter un ordre de choses que la sagesse d'un homme vieilli dans les affaires n'avait pu prévenir, il songea à le diriger d'abord, pour le dominer ensuite. La monarchie autrichienne était en feu; les vents révolutionnaires de France, d'Italie et d'Allemagne soufflaient avec violence; M. Bach fit ce qu'on appelle la part de l'incendie; mais il était trop tard : nulle puissance humaine n'aurait pu arrêter les laves de l'éruption révolutionnaire. Le prestige de l'autorité, la majesté des lois, l'inviolabilité de la couronne : tout fut emporté par la tourmente populaire. Le changement de système avait été si complet que plus rien n'était debout.

On sait avec quel enthousiasme réel ou simulé, la constitution, fille bâtarde des journées de mars, fut accueillie par des hommes qui avaient dépensé toute leur vie au service d'une idée contraire. M. Bach, dont l'âme, indépendante et vierge encore aux choses politiques, n'était liée à aucun antécédent, crut de bonne foi que cette forme nouvelle pouvait satisfaire les intérêts de tous; mais, du jour où il aperçut, derrière la constitution, l'ombre de la république attendant son heure, et, derrière le manteau de la république, l'image du communisme, de ce jour-là M. Bach, se rappelant Barnave et Mirabeau, résolut d'arrêter la révolution, dût-il se jeter sous les roues

de son char; de ce jour-là, il se dévoua, tête et cœur, corps et âme, au salut de la société et de la monarchie.

Dès sa première apparition sur la scène politique, Alexandre Bach annonça ses tendances vers les opinions et le système que le futur ministre s'efforcera bientôt de faire prévaloir.

Partisan sincère de l'autorité souveraine et de la centralisation de la monarchie autrichienne, il s'est montré constamment le plus énergique adversaire de la domination magyare. Les idées politiques qu'il eut souvent l'occasion d'émettre, au sujet des affaires de Hongrie, n'eurent jamais d'autre base que la nécessité de l'unité gouvernementale et politique de la monarchie; enfin il s'opposa, avec autant d'énergie que de talent, à la suppression absolue des corvées, mesure injuste au point de vue du droit, et qui, selon lui, ne pouvait être légitimée que par une indemnité acquittable par les paysans eux-mêmes.

Homme d'état habile, orateur parfait, travailleur infatigable, M. Bach, quoique jeune encore, a trouvé, dans l'estime et la juste appréciation du parti conservateur, la récompense des nombreux services qu'il a rendus à l'ordre social; de plus, il a rencontré, dans la haine des démagogues, les honneurs que l'erreur accorde toujours à la vérité. Du haut de la position hors ligne où son talent et ses mérites l'ont élevé, il regarde passer à ses pieds le mensonge et la calom-

nie ; il se réjouit même des attaques auxquelles il est en but, car il sait que la haine des agents du mal est toujours un titre à l'amour des gens de bien.

Dans les premières séances de la constituante, qui devait à peine se constituer elle-même, le parti tchèque avait remporté un avantage marqué, sur l'élément rival, par la nomination du bureau : le président Schmitt, et le vice-président Strohbach, appartenaient tous deux à l'élément slave.

Le 29 juillet, le ministre de la guerre et le ministre de l'intérieur se rendirent à l'assemblée constituante, pour faire l'un et l'autre deux communications importantes : le premier annonça, au milieu d'un tonnerre d'applaudissements, et aux cris de : « Vive l'armée autrichienne ! » que les troupes du roi Charles-Albert avaient été mises en pleine déroute à Curtozza ; le second fit part à l'assemblée d'une démarche que le cabinet avait cru devoir faire auprès de l'empereur, pour l'engager à revenir à Vienne, et qui n'avait abouti qu'à obtenir un rescrit impérial dont il était chargé de donner lecture aux représentants ; il était ainsi conçu :

« J'ai chargé mon oncle, l'archiduc Jean, de me remplacer à l'ouverture de la constituante. Dès ce moment, le parlement est parfaitement autorisé à s'occuper de son organisation définitive et à exercer son mandat législatif. Les ministres responsables qui

tous se trouvent à Vienne, sont munis des pleins pouvoirs nécessaires.

« Tant que le parlement n'aura pas établi ses lois, ma présence et celle de mon *alter ego* ne seront pas nécessaires ; mais, avant tout, je dois acquérir la conviction que l'action libre de l'assemblée législative est assurée sous tous les rapports ; je crois devoir donner à mes bien-aimés sujets cette preuve d'amour et de sollicitude, pour la conservation de leurs droits.

« Si mon attente est accomplie, j'enverrai sur-le-champ à Vienne mon frère affectionné, l'archiduc François-Charles, pour être mon *alter ego,* et pour remplacer l'archiduc Jean, mon oncle ; j'exaucerai, de cette manière, ses vœux les plus ardents, quoiqu'il me soit très-douloureux de me priver des services qu'il me rend avec tant de fidélité.

« Je charge mon ministère de communiquer au parlement, dans toute sa teneur, le rescrit présent. »

La lecture de ce document provoqua un mécontentement général sur les bancs de l'assemblée ; le ministre lui-même, déplorant la résolution de Ferdinand Ier, déclara que le cabinet se verrait dans l'impossibilité de remplir sa mission, si ses rapports réguliers et immédiats avec le chef constitutionnel de l'État n'étaient rétablis au centre de l'empire. Il

termina en engageant l'assemblée à prendre, séance tenante, une mesure décisive, proportionnée à la gravité de la circonstance. L'assemblée ayant résolu à l'unanimité d'envoyer une adresse à l'empereur, pour le déterminer à revenir en sa capitale, une discussion très-vive s'engagea sur les termes de cette adresse :

— « Le temps des prières est passé, s'écria le représentant Klaudy ; nous ne devons plus solliciter, nous devons exiger ; oui nous devons exiger, au nom de la loi, au nom du peuple et au nom des représentants du peuple. »

Le baron Pillersdorff se prononce énergiquement contre les conseils du préopinant ; il fait observer à ses collègues que la constituante n'a que des avis à donner à l'empereur, et non point des ordres :

— « L'empereur est le chef de l'État, dit-il, lui seul a le droit d'ordonner, et il ne possède ce droit que dans les limites de la loi elle-même. »

Le député Füster s'élance à la tribune et prononce, en un langage inintelligible, quelques paroles que nous produisons littéralement mot pour mot :

— « En m'associant aux vues des honorables préopinants, je dois déclarer, au nom du peuple autrichien, je l'espère.... le peuple autrichien a montré, à l'occasion des intrigues, qui, on peut les appeler ainsi, lorsqu'on lui a enlevé son empereur, une patience comme peut-être elle n'a jamais été montrée

dans l'histoire (*sic*).... Le peuple autrichien a montré un amour, comme peut-être il a été rarement montré (*sic*). Le peuple autrichien à montré une patience ; on a envoyé à Inspruck députation sur députation (*sic*). Le peuple autrichien était déjà souverain, la révolution était déjà là et consommée! le peuple autrichien était placé sur le terrain révolutionnaire, et il mendiait encore, qu'on me pardonne l'expression, il y a des limites où le peuple ne doit plus mendier (*sic*). Une, deux députations suffisent; le peuple déroge en envoyant beaucoup de députations. Je veux admettre que, si d'abord on avait parlé plus énergiquement, aujourd'hui peut-être l'on n'aurait pas besoin de tenir ce langage (*sic*). Messieurs, nous sommes ici au nom de ce peuple; je vis dans le peuple, je le connais; le peuple est profondément mortifié de l'insulte qui lui a été faite. Si cela eût été fait à une autre nation, sa dynastie serait dans une situation pire que celle où se trouve la nôtre. Qu'on lise seulement l'histoire de Charles Ier, de Jacques II, de Louis XVI.... » Ces mots détestables, accompagnés d'un geste féroce, soulèvent, sur tous les bancs de la constituante, un long murmure d'improbation ; les députés protestent avec indignation contre ces allusions régicides. L'orateur reprend :

« Le peuple autrichien est généreux ; il peut patienter, peut aimer, peut être reconnaissant.

« Il y a des limites, et je crois que ce qui a été prononcé dans la matinée d'aujourd'hui est conforme à l'esprit qui a fait une impression profonde (*sic*). Or, à l'exception d'un seul mot, cette adresse est tout à fait contraire à cet esprit. Dans tout le reste, elle est trop modérée : cet esprit dépasse les limites du respect qu'on doit au trône. Nous devons à nous-mêmes de poser sérieusement, et avec la plus grande énergie, une alternative qui nous garantisse, qui garantisse le peuple et qui, en même temps, garantisse la monarchie. »

L'adresse que Füster trouvait trop modérée était conçue en ces termes :

« Sire :

« Au moment où le parlement que Votre Majesté a convoqué pour constituer la patrie, s'apprêtait à s'occuper de ses travaux les plus urgents, il a reçu, par l'entremise du ministère, la communication, très-affligeante, que, tant que le parlement n'aurait pas établi des lois, et que Votre Majesté n'aurait pas acquis la conviction que l'action libre de l'assemblée législative est assurée, Votre Majesté ne jugerait pas sa présence et celle de son *alter ego* nécessaires à Vienne, parce que Votre Majesté croit devoir à ses peuples cette preuve de sollicitude et d'amour paternel.

« Une semblable réponse, dans la bouche du mo-

narque constitutionnel, au moment où tous les regards des peuples autrichiens sont fixés avec anxiété sur cette capitale, doit donner aux représentants de l'Autriche les plus graves soucis, pour le salut de la patrie, et même pour l'existence de l'empire. Ils croient donc remplir un devoir indispensable, en déclarant que la personne sacrée du chef de l'État ne peut rester plus longtemps éloignée du centre de gravitation de la monarchie constitutionnelle, du siége de la constituante, et de la tête des affaires. Quel que soit le motif qui ait porté Votre Majesté à s'éloigner de sa capitale, le moment est venu, où tous les intérêts de l'empire et de la couronne se concentrent dans une seule nécessité, celle de votre retour aux lieux où les représentants du peuple uni, que Votre Majesté elle-même a convoqués, vont édifier le nouvel empire constitutionnel autrichien, aux lieux où les seuls conseillers légitimes de Votre Majesté coopèrent utilement à la construction de cet édifice. Puisse l'harmonie de ce concours offrir à Votre Majesté la garantie de sa liberté ! Les hommes que la confiance du peuple a envoyés ici, considéreraient comme une trahison de ses droits, s'ils siégeaient en des lieux où la liberté de leurs délibérations et de leur action ne serait pas assurée. Le fait même que la constituante siége à Vienne, et que, de son sein, elle envoie à Votre Majesté ses députés de toutes les

provinces, afin d'obtenir que l'empereur constitutionnel daigne accorder à l'œuvre constitutionnelle, glorieusement commencée, cette sanction que la piété loyale du peuple est prête à trouver dans sa présence à Vienne, est la plus sûre preuve, sire, la plus grande garantie que l'action libre de l'assemblée est assurée sous tous les rapports. Elle en est redevable d'abord à l'admirable modération, à l'amour pour l'ordre et à la loyauté de la population de Vienne, ensuite au dévouement et à l'abnégation de la garde nationale.

« C'est en donnant ces garanties, les plus sûres de toutes, que les peuples d'Autriche demandent, par l'entremise de leurs représentants, assemblés à Vienne, comme la preuve promise de sollicitude et d'amour paternel, le retour immédiat de Votre Majesté au sein de sa fidèle capitale, et qu'ils s'attendent à voir enfin se réaliser les promesses que Votre Majesté a faites en tant d'occasions.

« C'est à la condition unique que Votre Majesté se rendra, en personne, au siége du parlement et au milieu de son ministère responsable, que l'on pourra prévenir les dangers de la défiance, de la sédition, et de l'anarchie qui pourraient compromettre la couronne et la dynastie de Votre Majesté. Uniquement alors, les bienfaits que le cœur paternel de Votre Majesté a l'intention d'accorder à ses peuples, pourront

mûrir sous les rayonnements de la paix et de la liberté.

« Nous conjurons Votre Majesté de ne pas écouter l'avis de perfides conseillers, mais d'entendre la voix et les exigences de ses peuples fidèles. »

En réponse à cette adresse, qui lui fut remise le 5 août, par une députation de la constituante, l'empereur prononça cette courte allocution.

« Je reçois avec plaisir MM. les députés : ne voulant jamais autre chose que le bien-être de mes Etats, je répondrai volontiers au désir de vos commettants, et je me rendrai au milieu d'eux. Quoique l'état de ma santé ne soit pas encore consolidé, je pense me mettre en route le 8 du mois courant pour me rendre à petite journée, ainsi que ma santé l'exige, à Vienne, parmi mes fidèles Autrichiens. Je reçois avec plaisir l'expression de vos sentiments loyaux. »

Cette réponse, comparée à celle que le chef de l'Etat avait adressée quelques jours auparavant à ses ministres ne prouvait que trop la fluctuation des idées qui régnait dans toutes les décisions d'une cour exposée à mille courants divers. Quoi qu'il en soit, l'empereur partit le 8 d'Inspruck, et arriva le 12 à Stein, ville frontière de la basse Autriche. Il y fut reçu par le ministre Doblhoff, qui, de son côté, s'y était rendu à la tête d'une nombreuse députation, représentant tous les corps constitués du gouverne-

ment. Le même jour, Leurs Majestés débarquèrent à Nussdorf, au milieu des acclamations enthousiastes d'une foule innombrable ; il était cinq heures du soir, tous les ministres reçurent la famille impériale qui, précédée par des groupes de jeunes filles vêtues de blanc et jetant des fleurs sur son passage se rendit à ses calèches. Quatre arcs de triomphe, ornés des couleurs allemandes et de celles des diverses provinces de l'empire, avaient été dressés sur la route de Vienne. Toutes les gardes nationales de la capitale et de ses environs formaient une double haie depuis Nussdorf jusqu'à Schœnbrunn ; des guirlandes étaient attachées aux cravates des drapeaux ; les baïonnettes des fusils disparaissaient sous des bouquets ; toutes les maisons étaient pavoisées de tentures ; de toutes les fenêtres, une pluie de fleurs tombait sur le cortége qui s'avançait dans cet ordre :

Deux aides-de-camp à cheval.

Un escadron de la garde nationale.

Un escadron de la garde bourgeoise.

La calèche de l'empereur et de l'impératrice.

Celle de l'archiduc François, de l'archiduchesse Sophie et des archiducs leurs fils.

La suite de Leurs Majestés, les généraux, leurs états-majors et deux escadrons de cavalerie. De distance en distance, de nombreux groupes de jeunes filles brandissaient, en signe de réjouissance, les

rameaux d'oliviers qu'elles tenaient à la main. Des salves d'artillerie annoncèrent l'arrivée du cortége à la cathédrale de Saint-Étienne, où Leurs Majestés se rendirent pour assister au *Te Deum*. Après cette cérémonie religieuse, le cortége, grossi par les gardes nobles, allemande, hongroise et lombarde, se remit en route pour Schœnbrunn. Les députés de la constituante, ainsi que de nombreuses députations, s'y étaient rendus pour recevoir la famille impériale et lui adresser des discours de félicitations. Lorsque le soir vint, la vieille capitale de l'empire fut plongée dans un vaste océan de feu.

CHAPITRE IV.

Situation de la capitale. — Parodie funèbre. — Emeute des ouvriers. — Répression. — Dissolution volontaire du comité de sûreté. — Hostilités en Hongrie. — Marche triomphale du ban Jellachich. — Singulière garde d'honneur. — Le ban mandé à Vienne. — Ovation. — Contre-partie. — Conférence solennelle. — Création d'un papier monnaie hongrois. — Echec de la cause impériale. — Manifeste du ban. — Réplique du ministère hongrois. — Enthousiasme magyar. — Excès déplorables. — Défection d'un bataillon transylvanien. — Représailles. — Assaut de Weisskirchen. — Députation hongroise à Vienne. — Réparation impériale au ban. — Réception de la députation à Schœnnbrunn. — Rupture. — Démission du cabinet magyar. — Comédie jouée par Kossuth. — Passage de la Drave. — Manifestes du ban. — Enthousiasme des Hongrois. — Nouveau cabinet hongrois. — Manifestation viennoise en faveur de Kossuth. — Conférence du lac Balaton. — Mission du général comte Lambert.

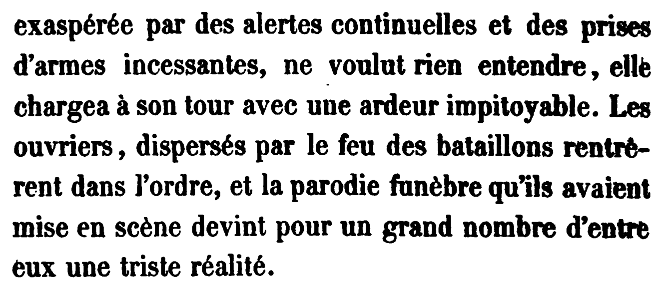
La joie que le peuple de Vienne avait manifestée à l'occasion du retour de son empereur, devait être un gage de paix et d'union ; présage trompeur ! La position de la capitale devint bientôt plus grave que jamais. Les meneurs, habiles à exploiter l'inquiétude générale, jetaient au sein des masses, comme autant de germes d'agitation, les bruits les plus alarmants. ...taient les troupes préparant, dans l'ombre, ... devaient bientôt river la révolution au



despotisme; ils dénonçaient les ministres à la vindicte publique, en reprochant au général Latour son opposition à la ligue allemande; à Alexandre Bach, le courage intelligent avec lequel il défendait, pied à pied, les prérogatives du pouvoir souverain, unies aux véritables intérêts du pays; au cabinet entier, son attitude, franchement opposée aux manœuvres anti-autrichiennes du parti magyar, et la menace qu'il avait faite de donner sa démission, dans le cas où la constituante se prononcerait pour l'abolition absolue des corvées, etc., etc. D'autres causes d'inquiétude plus réelles et mieux fondées compliquaient, en outre, la situation; la plus grande détresse régnait au sein des masses laborieuses; le crédit faisant faillite, avait tué le commerce et l'industrie; les manufactures désertes, les boutiques sans clients, les ateliers réduits à l'état de solitude, avaient versé trente mille bouches affamées sur le pavé de la rue : trente mille francs par jour suffisaient à peine à balancer les mauvais conseils de la paresse et de la faim; le vide se faisait chaque jour davantage dans les caisses du gouvernement et dans celles de la ville; le budget de la commune était obéré. Pour peu que cet état de choses durât, il était facile de prévoir que le jour n'était pas éloigné où la misère, servant de prétexte à l'émeute, le sang coulerait dans les rues de la capitale. Le gouvernement crut pouvoir prévenir ce

moment fatal, en réduisant de vingt-deux centimes l'aumône quotidienne que percevaient les femmes et celle qu'on allouait aux enfants au-dessous de quinze années. Le ministre des travaux publics, M. Schwarzer, après avoir pris des précautions pour réprimer toute tentative d'insurrection, rendit le 19 une ordonnance qui opérait cette réduction. Le lendemain était un dimanche, les ouvriers se contentèrent d'exprimer leur mécontentement par la menace d'une démonstration plus burlesque que sérieusement hostile. En effet, le 21 dans la matinée, ils affublèrent de vêtements noirs un mannequin figurant le ministre Schwarzer, et simulant une marche funèbre, ils se rendirent processionnellement au Prater, où une fosse, creusée d'avance, avait été préparée. La plupart étaient sans armes, mais presque tous portaient les instruments plus ou moins meurtriers de leurs professions.

Cette farce, innocente si elle n'eût été une insulte au principe de l'autorité, devint le signal d'une lutte acharnée. Sommés de se disperser, les ouvriers refusèrent; chargés par la garde municipale, ils soutinrent le choc avec une telle vigueur, que celle-ci, repoussée, dut faire appel à l'intervention de la garde nationale. Vainement la légion académique voulut, de son côté, intervenir entre les deux partis et plaider la cause des ouvriers, la garde nationale,



exaspérée par des alertes continuelles et des prises d'armes incessantes, ne voulut rien entendre, elle chargea à son tour avec une ardeur impitoyable. Les ouvriers, dispersés par le feu des bataillons rentrèrent dans l'ordre, et la parodie funèbre qu'ils avaient mise en scène devint pour un grand nombre d'entre eux une triste réalité.

Cet événement, qui, pour la première fois à Vienne depuis le 13 mars, prouvait au gouvernement que toujours la force reste à la loi, lorsque la loi veut sérieusement être forte, provoqua la dissolution volontaire d'un pouvoir qui, pendant plusieurs mois, avait régné souverainement.

Le comité de sûreté, non prévenu des mesures que, volontairement ou par oubli, l'autorité avait prises en dehors de lui pour réprimer la manifestation du 21, ne voulut pas en assumer la responsabilité, il offrit sa démission au ministère, qui s'empressa de l'accepter par le rescrit suivant en date du 23 :

« Le ministère, convaincu que les circonstances actuelles exigent la concentration du pouvoir exécutif dans les mains du ministère, à qui appartient le soin de l'ordre et de la tranquillité publique, déclare, sur la propre demande du comité de la garde nationale, des bourgeois et des étudiants, que la mission qu'il a remplie avec tant de courage, tant de dévouement et tant de succès, est terminée. Le ministère

croit de son devoir sacré de remercier chaleureusement tous les membres du comité qui, dans les moments les plus difficiles, ont agi avec tant de prudence, dans l'intérêt de la ville et de l'État ; il croit devoir, en outre, leur exprimer l'assurance de sa plus haute considération.

« Rentrez donc dans la vie privée, avec la conscience d'avoir loyalement rempli vos devoirs de citoyens, et avec l'assurance du ministère que, fidèle aux principes qu'il professe, il maintiendra toujours la liberté civile la plus entière, en même temps que la légalité. »

Ce certificat de civisme, délivré par le ministère, fut l'épitaphe du comité de sûreté.

Retournons en Hongrie. Tandis que, à Pesth, la diète perdait un temps utile à d'oiseuses discussions sur l'adresse en réponse au discours du roi, le sang continuait à couler dans les plaines du Banat et en Syrmie. De part et d'autre, les préparatifs de guerre étaient poussés avec vigueur. Le baron Lopresti, suivant l'exemple qu'avait donné Lutzow, à l'époque des grandes guerres contre la France, organisa à Pesth un corps franc de cavalerie ; en même temps, toute la garde nationale fut mobilisée. Cette mesure fut provoquée par la sanglante bataille de Werschetz remportée, par les troupes magyares, sur les Serbes ; ceux-ci ne tardèrent pas à prendre leur revanche, en

occupant les minières de Moldava, le gros village de Turczky et celui de Saint-Thomas. La position importante de Saint-Thomas devait devenir, par la suite, un boulevard inexpugnable pour l'Autriche.

Les magyars reçurent l'ordre de s'en emparer à tout prix ; en conséquence, ils l'attaquèrent vigoureusement dans la nuit du 13 au 14 juillet. Plusieurs fois, ils s'élançèrent à l'assaut avec le courage du désespoir ; mais, chaque fois, ils furent repoussés par les assiégés qui ne comptaient cependant que trois mille hommes des régiments frontières et deux mille combattants Serbes. Le 18 juillet, ils attaquèrent simultanément Saint-Thomas, Turia et Foldoar ; ils furent également repoussés sur tous les points, après avoir éprouvé des pertes sensibles. Les Raïcz combattirent ce jour-là avec une valeur homérique ; en effet, on en vit plus d'un, transpercé d'un coup de baïonnette, fendre, avant d'expirer, la tête de son adversaire. Les Serbes et les Raïcz, campés alors dans les lignes romaines, formaient un effectif de vingt mille hommes, appuyé par cent pièces de canon.

Sur ces entrefaites, le baron Jellachich, décidé à jeter son épée au plus épais de la lutte, parcourait les principales contrées de la Croatie, pour y soulever les populations. Ce fut un dramatique spectacle que celui de ces hommes au bras et à la foi robustes, quittant leurs foyers, leurs femmes, leurs enfants,

pour se ranger en masse sous la bannière du ban : les uns, intrépides soldats des régiments frontières, imprégnés encore de la poudre qu'ils venaient de brûler sur les champs de bataille de l'Italie; les autres, paysans, simples volontaires en haillons, n'ayant en apparence du soldat que le cœur; ceux-ci, avec leur *surka* de grosse toile et leur chapeau à larges bords; ceux-là, avec leur bonnet et leur vaste manteau rouge, tous subjugués par la puissance du sentiment national qui, dans les moments suprêmes, de chaque homme fait un héros. Ce n'était pas seulement la guerre qu'ils allaient porter en Hongrie, c'était la protestation des vaincus, longtemps courbés sous le joug de leurs conquérants ; c'était le cri de la délivrance, opposé au cri de l'oppression ; c'était le drapeau de la résurrection d'un peuple d'un autre siècle qui se relevait majestueusement dans son indépendance et dans sa liberté.

La marche du ban ne fut partout qu'un long et perpétuel triomphe : un tressaillement général, des transports inouïs, éclataient partout sur son passage; partout, les gardes nationales accouraient en foule sur ses pas ; partout, le son des cloches et le bruit des canons saluaient sa présence; c'était plus qu'un homme, plus qu'un souverain couronné que les Croates fêtaient ainsi; c'était le génie de leur nationalité.

On vit alors à Kreutz, chose incroyable et pourtant

vraie ! l'on vit douze jeunes vierges, dont le cœur n'avait encore battu d'amour que pour la patrie ; on vit douze jeunes filles resplendissantes de beauté et appartenant à l'élite de la société, échanger la ceinture de leurs robes d'innocence contre le ceinturon du soldat, et, l'épée nue à la main, monter pendant toute la nuit la garde à la porte du baron Jellachich. Jamais l'amour de la patrie ne porta si loin l'exagération du civisme. Cette nuit-là, Jellachich fut douze fois plus vertueux que Scipion l'Africain.

De retour à Agram le 24 juillet, le ban reçut un message de l'archiduc Jean qui le mandait à Vienne, où l'archiduc palatin et le président du conseil des ministres hongrois devaient se rendre de leur côté. Il se mit aussitôt en route et fut reçu par l'archiduc, le jour même de son arrivée, qui eut lieu le 27. Dans la matinée du jour suivant les officiers des troupes allemandes, slaves et italiennes, qui se trouvaient en garnison dans la capitale, allèrent en corps à son hôtel pour lui offrir l'hommage de leurs sympathies.

Le ban profita de cette occasion pour manifester, en quelques courtes, mais chaleureuses paroles, les sentiments d'amour, de dévouement et d'inviolable fidélité, que lui et tous les Croates professaient pour la personne de l'empereur et pour la monarchie autrichienne ; à la suite de ce discours, accueilli avec transport, le ban eut avec l'archiduc palatin une

conférence qui, dès le début, révéla l'abîme profond creusé, par la rivalité des races, entre la Hongrie et ses terres annexes ; il était évident que l'épée seule pouvait désormais trancher la question. Une nouvelle manifestation, plus importante encore que celle de la matinée, eut lieu dans la soirée en l'honneur de celui que l'opinion publique baptisait déjà du nom de héros croate.

Une promenade aux flambeaux, à laquelle prirent part, eux-mêmes, les officiers de l'armée et ceux de la garde nationale, se prolongea jusqu'à minuit dans les rues de la ville. En même temps, une ovation rivale fut décernée par les Magyars et leurs partisans au président des ministres hongrois, le comte Louis Batthyany.

Ces deux manifestations opposées provoquèrent, sur quelques points, des rixes graves. Le café français faillit même devenir un champ de bataille où l'élément croate en serait venu aux mains avec l'élément magyar, sans la présence d'esprit du propriétaire du café qui, éteignant tout à coup le gazomètre de son établissement, plongea dans l'obscurité les adversaires prêts à engager la lutte.

Une dernière conférence eut lieu, le 29, au ministère de l'intérieur, entre M. de Bach, ministre de la justice, le baron Jellachich, d'une part ; le prince Estherazy et le comte Louis Batthyany, d'autre part

Elle fut grave et solennelle. Les ministres magyars s'y posèrent ouvertement en vainqueurs qui dictent des conditions; cependant, ils auraient dû s'estimer heureux d'accepter celles qu'on leur proposait.

L'Autriche, soutenue par l'épée slave, reconnaissant la validité des conquêtes que la Hongrie avait faites depuis le 13 mars, ne revendiquait pour elle, dans ses rapports politiques avec le royaume magyar, que le droit de s'immiscer dans la gestion de trois portefeuilles : ceux de la guerre, des finances et des affaires étrangères. Elle abandonnait aux autres départements ministériels une complète liberté d'action. Vainement, pendant deux heures, le ministre Bach démontra, par une argumentation brillante autant que logique, la légitimité des prétentions de l'Autriche, et le peu de fondement des exigences magyares; vainement il s'efforça de prouver, l'histoire et la géographie à la main, que, par ses traditions et sa situation topographique, la Hongrie devait rester invariablement unie à l'Autriche, non-seulement au point de vue du droit, mais encore au point de vue de son intérêt personnel; vainement il fit ressortir les dangers d'une lutte dont les résultats, quoique terribles, ne pouvaient être douteux; les deux chefs magyars restèrent sourds à la voix de la raison. Plusieurs fois même, oubliant que la modération est d'ordinaire une preuve affirmative du droit, le comte

Batthyany s'abandonna à des éclats d'une violence déplorable : « Entre les cabinets de Pesth et de Vienne, s'écria-t-il, il y a une barrière infranchissable.

— « Que vous avez élevée vous-mêmes, » répondit avec calme le ministre Bach, et il ajouta, en pesant avec intention sur chaque parole : « Prenez garde, comte, il y a derrière cette barrière de votre côté, un abîme qui s'appelle la révolution.

— « Et qui l'a creusé, cet abîme ?

— « Vous le savez mieux que nous, demandez à Kossuth. En attendant, je vous dirai ce qui le comblera : des flots de sang, des milliers de cadavres, le votre peut-être, comte. » Lorsque ces personnages qui tenaient entre leurs mains le sort de l'empire se séparèrent, le comte Batthyany s'approcha du baron Jellachich, et, prenant sa main, lui dit : « Encore une fois, voulez-vous la paix ou la guerre ?

— « Nous voulons la paix, répondit le chevaleresque ban de Croatie, si, mieux inspirés, les Magyars rendent à César ce qui est à César, et à l'Autriche ce qui est à l'Autriche ; mais s'ils persistent à vouloir briser le pacte fondamental de l'empire, oh ! alors, nous voulons la guerre.

— « A la garde de Dieu, répliqua Bathyany, le sabre décidera entre vous et nous ; adieu, baron, je vous donne rendez-vous sur les bords de la Drave.

— « Nous nous reverrons avant sur les bords du

Danube, riposta vivement le baron Jellachich, qui bientôt devait tenir parole. »

Tous les honneurs de cette conférence mémorable restèrent au ministre autrichien et au chef croate.

Le 5 août, le gouvernement hongrois fit, en billets de 5 florins, une première émission du papier monnaie national : la Hongrie accueillit avec enthousiasme ces billets qui n'étaient, en dernière analyse, que des traites tirées sur elle-même, et qui devaient avant une année révolue grever le pays d'une dette de 225 millions de francs. A la même époque, la cause impériale reçut un échec dont les conséquences désastreuses devaient se faire sentir jusqu'à la fin des guerres de la révolution : le général Blagoevich accepta, du cabinet hongrois, le commandement de la forteresse de Peterwardein. Courageux soldat, excellent officier, dévoué même à la maison de Habsbourg, mais étroit politique, ce général repoussa les ouvertures du ban, et embrassant une cause qu'il devait servir, jusqu'au dernier moment avec un dévouement aveugle, il arbora résolument la bannière tricolore hongroise.

Dès son retour à Agram, le ban publia, à la date du 6 août, le manifeste suivant :

« Conformément aux ordres de l'archiduc Jean, lieutenant de l'empereur, je me suis rendu, pour la troisième fois, au siége du gouvernement central de

la monarchie pour accorder, s'il était possible, les besoins de notre chère patrie avec les vœux de nos voisins, les Hongrois, ainsi qu'avec les intérêts de la maison impériale et royale. . . . .

. . . .

Ni les dangers personnels, ni la mortification, ni l'insulte, qui m'ont été infligées par le manifeste, non publiquement encore révoqué, du 10 juillet, n'ont pu m'empêcher de me charger de cette nouvelle mission épineuse. Il s'agissait, en effet, de conserver à mes chers compatriotes en Croatie, Esclavonie, Dalmatie et dans le Vaivoda servien, les premiers biens du monde : la liberté et la paix ! il s'agissait, en outre, d'assurer aux deux partis leurs droits naturels, leurs prétentions raisonnables, et de conserver intacte l'union des pays et des peuples appartenant à la couronne apostolique, ainsi que le lien qui les attache à l'empire. . . . .

« En ma qualité de représentant de la nation, j'ai dû prendre, pour base de la médiation dont l'archiduc s'était chargé, les résolutions de la dernière congrégation, c'est-à-dire :

« 1° La réunion des ministères de la guerre, des finances et des affaires étrangères, à l'administration de la monarchie entière.

« 2° La pleine garantie et la complète égalité des droits de notre nationalité et de notre langue, tant

dans l'administration intérieure, qu'au parlement de la Hongrie.

« 3° L'accomplissement des vœux et des demandes de la nation Raïcz. « Ni ma conviction, ni la volonté prononcée de la nation, ne m'ont permis de m'écarter de cette base. Mais ni l'archiduc palatin, qui m'a accueilli avec les plus gracieuses protestations et la plus cordiale sympathie pour le succès d'un arrangement paisible, ni le président du cabinet hongrois, avec lesquels j'ai traité les conditions *sine quâ non* n'ont pu, vis-à-vis du parlement et de leur parti, s'entendre d'une manière satisfaisante. Le départ du médiateur sérénissime qui eut lieu le 30 juillet a terminé la dernière tentative d'arrangement amiable de notre question nationale sans qu'il m'ait été départi le grand bonheur d'entrevoir, en perspective, un heureux succès. . . . .

« En conséquence, il nous reste à attendre la résolution que prendra le parlement, qui, dans ce moment, délibère à Pesth sur notre dernier mot de paix ; et de confier, ensuite, à notre force et à notre union la justice de notre cause, à laquelle ne failliront ni les sympathies prononcées des peuples libres de l'Autriche et de l'Europe, ni l'approbation de Sa Majesté l'empereur et roi, ni enfin les secours du Tout-Puissant dans lequel nous nous confions fermement. »

A ce manifeste belliqueux, le président du ministère magyar répondit par une ordonnance non moins altière qu'il s'empressa d'adresser aux autorités des pays situés entre le Danube et la Drave ; elle était conçue en ces termes : « Le danger s'accroît de plus en plus sur les frontières de notre patrie. Un parti infâme, auquel Jellachich sert d'instrument aveugle, relève la tête. En présence de l'archiduc Jean, le baron Jellachich m'a fait la promesse de retirer ses forces de la frontière croate, à la condition que le gouvernement hongrois retirerait les siennes : malgré la parole donnée, il concentre à cette heure une armée considérable en Croatie, et notamment dans les environs de Varasdin, quoique conformément à notre engagement, nous ayons retiré une partie considérable de notre armée de la frontière croate pour l'établir sur le Danube.

« Or, comme nous devons redouter à chaque instant de voir attaquer nos frontières, j'engage en ce moment décisif pour l'avenir de notre patrie, les autorités limitrophes du Danube et de la Drave à employer l'enthousiasme patriotique, dont elles ont donné tant de preuves, pour organiser, le plus rapidement possible, des corps de volontaires mobiles. Les gardes nationaux sédentaires doivent employer tous les moyens qui sont en leur pouvoir pour maintenir le calme et l'ordre ; quant aux fonctionnaires supé-

rieurs, ils doivent agir avec la plus grande sévérité contre les perturbateurs et prendre toutes les dispositions nécessaires pour repousser, s'il le faut, par une levée en masse, toute invasion croate. Les réactionnaires doivent être surveillés avec vigueur ; nous n'attaquerons personne, mais nous serons tous prêts jusqu'au dernier homme, à protéger notre liberté, notre indépendance et nos droits. »

En réponse à cette proclamation, les volontaires magyars surgissent de toutes parts et se rendent en armes sur les points menacés ; un enthousiasme difficile à rendre anime tous les cœurs magyars. Leurs chefs organisent le mouvement avec une activité incroyable, mais peu scrupuleux sur le choix des moyens, ils recrutent dans les bas-fonds de la société des auxiliaires peu dignes de combattre et de mourir sous le drapeau même de la rébellion ; ils grossissent leurs cohortes de tous les éléments impurs qui se présentent ; à Szegedin, ils ouvrent les portes des prisons à un ramassis considérable d'hommes compromis avec la justice : des voleurs et des assassins, cachant les taches de l'infamie sous l'uniforme du soldat, deviennent les frères d'armes de braves gens égarés par un faux amour de leur patrie : Kossuth traite d'égal à pair avec un chef de brigands condamné à la potence ; en échange de sa grâce, le fameux Roza-Sandor apporte à l'armée nationale un

appoint de deux cents hommes déterminés, suant le crime à pleins pores, prêts à tout faire, hormis le bien. Cest à ces hommes, morts à l'honneur, à tout sentiment humain, et non point à la nation hongroise entière que l'histoire doit imputer les monstruosités qui signalèrent les commencements et le cours de la guerre civile. Les excès auxquels ils se livrèrent, avec toute la fougue de leurs instincts pervertis, dépassent en atrocités peut-être les plus mauvais jours des migrations des peuples..... Nous voudrions jeter un voile sur le sinistre tableau de ces scènes terribles; mais à quoi servirait l'histoire si le sentiment d'une trop généreuse pitié ensevelissait ses enseignements dans l'oubli?

Ivres de sang et de pillage, ces hommes, le blasphème aux lèvres, le poignard et la torche aux mains, semaient partout le meurtre, l'incendie et le sacrilége. Sans distinction d'âge et de sexe, ils égorgeaient les enfants et les vieillards, ils ouvraient le ventre des femmes enceintes pour arracher et jeter à la voracité des animaux immondes le fruit de leurs entrailles; ils crevaient les yeux et mutilaient d'une manière infâme les corps de leurs victimes; ils n'épargnaient même pas l'innocence et la beauté qu'ils avaient flétries; on vit plus d'une jeune fille bénir la même main qui lui ravissait la vie après lui avoir enlevé l'honneur. Mais on vit aussi plus d'un

vieillard, glacé par l'âge, retrouver dans le désespoir la force de l'âge mûr, et venger, en mourant lui-même, la mort d'une fille adorée ou d'un fils chéri.

Ces scènes de brigandage prirent de telles proportions que le patriarche de Carlowitz adressa au commissaire général Hrabovski, une lettre énergique par laquelle il le rendait responsable de toutes les atrocités dont il lui fit un exposé rapide et saisissant. Mais que pouvaient les protestations d'un homme revêtu d'un caractère sacré, sur le cœur de gens qui ne respectant pas plus la divinité dans ses temples, que l'humanité dans ses sentiments, pillaient les sanctuaires, profanaient les tabernacles, souillaient les autels, mutilaient à coups de sabres les statues des saints et faisaient de l'image de la Vierge une cible sacrilége. Une cause qui, dès le début, se rendait coupable ou complice de pareilles monstruosités, devait être abandonnée des hommes et de Dieu.

Des échecs réitérés, subis par les troupes magyares, suscitèrent, au sein du parlement, des discussions violentes, auxquelles le ministre de la guerre, meilleur soldat que bon politique, ne sut point tenir tête. Plus habile à manier le sabre que la parole, et préférant le champ de bataille à celui des discussions, il voulut se rendre sur le théâtre de la guerre, mais il

rencontra sur sa route une embuscade où, sans le courageux dévouement de douze hussards composant toute son escorte, il serait infailliblement resté malgré sa valeur personnelle.

Sur ces entrefaites, les officiers et les soldats qui, ainsi que nous l'avons dit, avaient été mis sous les ordres du cabinet hongrois, commencèrent à murmurer hautement contre un état de choses qui les forçait de combattre leurs frères d'armes des régiments frontières, les mêmes qui avaient si vaillamment défendu l'honneur et les droits de la patrie, menacés par l'insurrection italienne. Un bataillon transylvanien composé de Valaques, donna le premier exemple de défection à la cause magyare, en se dirigeant sur Krasso après avoir refusé de se rendre sur un bateau à vapeur qui devait le conduire à Vieux-Becsé.

Le 19 août, les Magyars tentèrent une attaque infructueuse contre les positions de Thuria et de Saint-Thomas; ils perdirent un nombre considérable de morts et de blessés. Plus heureux dans leurs opérations, mais non moins cruels dans leurs représailles, les Raïcz détruisirent de fond en comble les deux communes de Tamerin et de Jarek, après avoir passé au fil de l'épée leurs habitants. Ils livrèrent également aux flammes la ville de Moldava. Dans toutes les guerres civiles, la torche, pour consommer plus

rapidement l'œuvre de la destruction, s'est faite l'auxiliaire de l'épée.

Le 30 août, les troupes impériales de Nugent donnèrent l'assaut à Weisskirchen, mais elles furent repoussées par le 9e bataillon des Honvèds, appuyé par un détachement de soldats impériaux; là, comme sur tous les points où la lutte était engagée, les aigles d'Autriche planant sur les deux camps ennemis, se déchiraient de leurs propres serres. Pendant ce temps, le ban de la Croatie avait terminé ses préparatifs belliqueux, et l'attitude imposante qu'il avait prise indiquait clairement qu'il attendait pour frapper un coup décisif que les derniers moyens de conciliation épuisés se traduisissent par ce mot : la guerre!

Le parlement magyar adoptant un système de temporisation, crut pouvoir encore opposer efficacement aux baïonnettes croates du ban les paroles emphatiques de ses rhéteurs; en conséquence, il résolut d'adresser un manifeste à l'Europe et d'envoyer une députation au roi. L'œuvre de la commission nommée pour rédiger ce document avortant dès le principe, ne devait jamais voir le jour. La députation composée de vingt membres de la chambre des magnats et de cent membres de la chambre des représentants arriva dans la soirée du 6 septembre à Vienne. D'après les instructions qu'elle avait reçues, elle ne devait rester que quarante-huit heures au

plus dans la capitale de la monarchie, car il lui avait été expressément enjoint de considérer comme un refus tout délai de réception. En outre, elle était spécialement chargée d'exiger de Sa Majesté le rappel immédiat en Hongrie de tous les régiments hongrois, l'intervention des troupes impériales cantonnées en Hongrie contre quiconque ferait de l'opposition aux ordres du ministère magyar, l'abrogation des pouvoirs accordés au ban sur les Croates, la punition des réactionnaires et le voyage du roi à Pesth pour sanctionner en personne les résolutions prises par le parlement. Le lendemain de son arrivée, la députation se réunit pour arrêter le discours qu'elle devait adresser au roi ; il fut traduit en allemand et expédié par le président du conseil des ministres à l'empereur, qui le renvoya presque aussitôt en exigeant la modification préalable de plusieurs passages inconvenants.

Les lenteurs de la cour justifiées par des répugnances légitimes, excitèrent d'autant plus les susceptibilités des membres de la députation, qu'elles contrastaient avec les sympathies calculées dont les entouraient les étudiants et les éléments démocratiques de la population. Néanmoins, les délégués consentirent à retirer de leur adresse les passages mis à l'index ; ils espéraient de cette concession, qu'ils considéraient cependant comme un sacrifice, les

meilleurs résultats, lorsqu'ils eurent connaissance d'un rescrit royal adressé le 4 septembre par l'empereur lui-même au ban de la Croatie; il était ainsi conçu :

« Mon cher baron Jellachich,

« Les preuves incontestables de fidélité et d'attachement à ma dynastie et aux intérêts de la monarchie entière que vous m'avez données consécutivement depuis votre élévation au banat de la Croatie, l'empressement que vous avez mis d'obéir à mes ordres qui tendaient à rétablir une entente amiable avec mon ministère hongrois, m'ont donné la conviction que vous ne pouvez jamais avoir eu l'intention de vous opposer traîtreusement à mes ordres souverains ou de rompre le lien qui depuis des siècles attache les terres annexes de la Hongrie à ma couronne hongroise, lien qui dorénavant encore doit servir à consolider et à augmenter le bien-être commun.

C'est donc avec la satisfaction particulière de mon cœur paternel que je puis révoquer l'arrêt, *que l'on m'a porté* à lancer contre vous, dans mon manifeste du 10 juillet, par lequel j'ai ordonné une enquête contre vous en vous destituant, provisoirement, de votre dignité de ban et de vos grades militaires. Cet arrêt était basé sur des suppositions qui, par le dé-

vouement loyal dont vous avez fourni des preuves, ont été pleinement démenties.

« En adressant à mon neveu, l'archiduc palatin, les instructions nécessaires à cet effet, j'attends, par la suite, de la droiture, de la rectitude et de la loyauté de vos sentiments, que dans la position à laquelle ma confiance vous a élevé vous agirez toujours pour le salut de la monarchie entière, pour le maintien de l'intégralité de la couronne hongroise, et pour le développement utile des relations des terres annexes. »

Ce rescrit, qui changeait complétement la situation politique des partis en Hongrie, fut un coup de foudre pour les membres de la députation magyare. Les magnats et les représentants le déclarèrent sans aucune espèce de valeur officielle, puisque, selon eux, il aurait dû être revêtu de la contre-signature d'un ministre : malgré cette appréciation, leur irritation était extrême, lorsque le 9, au matin, ils se rendirent dans quatre-vingts voitures au palais de Schœnbrunn, où le comte Louis Batthyany les attendait. La vue des chasseurs et des gardes nationaux, rangés en haies dans les appartements qu'ils durent traverser pour se rendre au salon royal, leur paraissant un indice de défiance, augmenta les dispositions hostiles dans lesquelles ils se trouvaient ; ils ne cherchèrent même pas à les déguiser, car ils se présentèrent devant le souverain en

s'abstenant de clamer les trois ellyen, exigés par l'étiquette chaque fois que des magnats ou des députés hongrois étaient admis en présence du roi. Nullement atteint par ce grave oubli des convenances, l'empereur les reçut avec bonté, mais il écouta dans une attitude froide l'adresse modifiée dont Pàzmàndy, le président de la chambre, lui fit lecture.

Il répondit ensuite à ce discours, « qu'en raison du mauvais état de sa santé, il ne se rendrait pas à Pesth, qu'il examinerait les lois adoptées par le parlement, qu'il ne pensait pas revenir sur les concessions faites depuis les journées de Mars, qu'il désirait enfin maintenir l'intégrité des pays attachés à la couronne hongroise.» Furieux, les membres de la députation quittèrent la salle avec des sentiments qui se manifestèrent instantanément par l'adoption de plumes rouges arborées à leurs chapeaux, et par des menaces dont l'expression, franchement républicaine, était le prélude d'une rupture inévitable.

Étrange aberration de l'esprit révolutionnaire ! cette rupture, dont la supposition seule était une insulte faite à l'esprit national de l'Autriche, rencontra à Vienne même de zélés prônateurs. Les délégués magyars en eurent, ce jour-là, en se rendant à Schœnbrunn, un exemple frappant sous les yeux : en effet, ils purent voir, sur leur passage, des groupes

d'étudiants et d'ouvriers se précipiter sur une bannière impériale, l'arracher violemment de la fenêtre d'un journal conservateur qui l'avait arborée, la traîner dans les boues des rues, jusqu'à l'Université, pour la précipiter en des lieux ignobles. L'insurrection hongroise, à son début, trouvait au centre même de la monarchie autrichienne des Autrichiens pour complices.

De retour à Pesth, Pàzmàndy prenant la parole, dans la séance du 17, rendit compte, au nom de ses collègues, du résultat de la mission qu'on leur avait confiée. Cet exposé, quoique fait avec modération, fut accueilli par des murmures, qui se renouvelèrent avec plus de violence encore, lorsque l'orateur fit lecture d'un rescrit par lequel le palatin, annonçant la démission volontaire du cabinet magyar, déclarait son intention de prendre les rênes du gouvernement jusqu'à ce que le roi eût confirmé le cabinet qu'il allait former.

Kossuth, retenu quelque temps chez lui par une légère maladie, était rentré ce jour-là à la chambre, et, ministre démissionnaire, avait repris sa place à l'extrême gauche; de cette place élevée il attaque la validité du rescrit, qui n'est contre-signé par aucun ministre. Son front pâli devient rouge de colère; sa voix, faible d'abord, retentit éclatante; l'habile comédien remplit seul la scène, tous les regards sont fixés

sur lui, car tous les esprits s'attendent à un coup de théâtre : en effet, s'élevant au-dessus des lois de la nature, le tribun, depuis si longtemps rebelle aux lois de son pays, s'écrie : « *De ce moment je ne veux plus être malade,* de ce moment je veux être fort, » et d'une main rendue convulsive par une fureur froidement calculée, il saisit sa chaise et la jette au loin, devant le banc désert des ministres. La chambre applaudit avec transport ce mouvement plus *acrobatique* qu'oratoire, et Kossuth, la main tendue en avant, ouverte comme pour saisir un portefeuille, ajoute : « De ce moment je redeviens ministre. »

La chambre sanctionne cette déclaration par de chaleureux applaudissements. Kossuth triomphait, mais sa victoire reçut bientôt un échec, par la mission que le palatin confia au comte Louis Batthyany en le chargeant de composer un nouveau ministère.

Dans cet état de choses, un cri frappa la ville de Pesth comme un coup de foudre ; *Le ban, à la tête de son armée, a passé la Drave.* La première impression des habitants fut un sentiment de stupeur, la seconde celui d'un mâle courage relevé par la résignation du désespoir. En cette circonstance critique, les Hongrois, sans distinction de classes, déployèrent la plus active énergie. La population entière se leva comme un seul homme pour faire face aux dangers qui surgis-

saient de toutes parts; la ville présentait l'image d'un camp à la veille d'une bataille. C'était le 14 septembre; dans la soirée de ce jour-là, douze cents gardes nationaux de Borsod, remarquables par leur taille et parfaitement armés, firent leur entrée dans la ville; quelques heures plus tard, un bateau à vapeur débarqua sur le rivage quatre cents volontaires viennois; les jours suivants, de nombreux détachements arrivèrent de tous les côtés. Les Hongrois accueillirent avec enthousiasme l'arrivée d'un nombreux corps d'arquebusiers parés faussement du nom de Tyroliens.

Les chefs magyars, organisant rapidement la défense, envoyèrent sur les points sérieusement menacés, quatre batteries de l'artillerie honvèd et le corps franc dit Hunyady. Ce corps, ainsi que celui formé plus tard par Maurice Perczel, sous le nom de Szrinyi, était composé en grande partie des grenadiers hongrois casernés à Bude, instruments faciles qu'on avait enivrés dans les tavernes avec du vin et corrompus avec des promesses.

En traversant la Drave, le ban Jellachich avait répandu à profusion trois manifestes à peu près identiques qu'il adressait l'un à la nation hongroise, l'autre à l'Autriche, le troisième à l'armée. Dans chacun de ses manifestes, il exprimait son intention de rester invariablement attaché à la grande monar-

chie autrichienne et à son souverain légitime; mais en même temps il déclarait vouloir défendre les justes prétentions des peuples contre les envahissements d'un parti insolent; il ajoutait, en outre, qu'il entrait sur le sol magyar non pas en ennemi, mais comme allié et ami des loyaux Hongrois qu'il venait délivrer du joug des chefs incapables qui les poussaient vers un abîme. Ces proclamations, habilement conçues, produisirent partout le meilleur effet. Plusieurs généraux autrichiens qui commandaient dans les provinces méridionales de la Hongrie, donnèrent les uns leur démission pour ne point combattre leurs frères d'armes; les autres se mirent immédiatement sous les ordres du ban; le vaillant général de cavalerie, Ottinger, fut de ce nombre.

Le 14, les troupes du ban avaient poussé leur avant-garde jusqu'à Kanisa; le lendemain, poursuivant sa marche, le chevaleresque Jellachich vit accourir sous sa bannière un régiment de cuirassiers, une division de chevau-légers, une partie du régiment de cavalerie Wrbna, et il apprit que le régiment de dragons de l'archiduc Jean marchait, en toute hâte, pour le rejoindre.

Pendant ce temps la plus grande confusion régnait à Pesth, où l'on venait de répandre le bruit, que l'armée du général, comte Teleki, refusait de combattre les Croates; mais un rapport du commissaire

royal Csànyi, rétablissant la vérité de cette nouvelle, annonçait que le corps d'officiers de l'armée en question indécis sur le parti qu'ils devaient prendre, venaient d'envoyer un chef d'escadron au ban, pour lui demander si sa pointe sur Pesth, était le résultat d'un ordre signé par l'empereur; dans le cas contraire, le chef d'escadron devait déclarer que l'armée du général Teleki se croirait obligée de s'opposer, les armes à la main, à sa marche. En effet, un chef d'escadron s'était présenté au quartier-général du ban, mais celui-ci ne pouvant répondre d'une manière satisfaisante aux explications demandées, avait expédié immédiatement, à Schœnbrunn, le capitaine baron Jellachich, pour demander à l'empereur l'ordre qui devait décider, en sa faveur, l'attitude de l'armée du général Teleki. En attendant, il transporta son camp sur les rives du lac Balaton.

Dans la séance du 16, le parlement et le comte Louis Batthyany, sollicitèrent le palatin de prendre en personne, le commandement des troupes contre le ban; l'archiduc Étienne n'osant décliner cette mission en raison des périls dont elle était hérissée, partit le jour même pour le camp. Kossuth qui se défiait de toutes les ombres qui ne reflétaient pas sa propre image, décida le parlement à nommer trois de ses membres les plus radicaux, pour seconder en apparence le palatin, mais en réalité, pour surveiller

sa conduite; à cet effet, le parlement désigna Maurice Perczel, Astalos et Bonis.

Ces diverses dispositions procurèrent aux insurgés magyars une lueur d'espérance qui s'éteignit bientôt, lorsqu'ils reçurent un rescrit royal, par lequel Sa Majesté désapprouvait et blâmait hautement les résolutions adoptées le 11 dans la séance du parlement; il chargeait la constituante autrichienne de l'arrangement des affaires croates, et déclarait ne pouvoir accorder sa sanction au nouveau ministère, avant que la liste des noms appelés à en faire partie ne lui eût été soumise.

Par un second rescrit plus explicite encore et adressé directement au palatin, sous la date du 15, le roi, tout en acceptant la démission des ministres hongrois et tout en confirmant la nomination du comte Louis Batthyany à la présidence du conseil, repoussait les prétentions de celui-ci, exigeant, comme on se le rappelle, un ordre royal qui forçât le ban d'évacuer le territoire hongrois; par ce même rescrit, Ferdinand refusait sa sanction à diverses mesures arrêtées par les membres du cabinet démissionnaire telles que, l'émission de billets de cinq florins, la levée des troupes, et les moyens de séduction exercés sur l'armée. Le comte Louis Batthyany donna sa démission, motivée sur l'approbation souveraine accordée aux envahissements du baron Jellachich, mais

après de longues discussions qui se terminèrent au sein du parlement, par de violentes invectives contre la cour impériale et par un vote de confiance en faveur du comte Batthyany, celui-ci consentit à reprendre le pouvoir, à la condition expresse qu'on disputerait au ban chaque pouce de terrain, et qu'on défendrait à outrance la ville de Pesth.

Impatient de partager la responsabilité qui pesait sur lui seul, le comte Louis Batthyany s'empressa de former le cabinet et de soumettre au parlement les noms des ministres qu'il s'adjoignait pour collègues. C'étaient MM. Ghyezy, Szentkyràlyi, le comte Alexandre Erdödy, le baron Nicolas Vay, le baron Denys Kemeny, le baron Eötvös et Meszaros. L'élément libéral, mais conservateur, dominait dans ce nouveau cabinet, comme on le voit, d'après l'exclusion des chefs démocrates qui reprirent leurs places sur les bancs extrêmes de l'opposition.

Kossuth ne tarda pas à s'y faire remarquer : prenant selon son habitude l'initiative des mesures illégales, il arracha, à la chambre des représentants, une décision qui jetait définitivement le pays sur le terrain de la révolution. Sur la proposition de ce tribun, le parlement résolut d'envoyer une dernière députation, non point à Schœnbrunn, pour négocier avec le roi, mais à Vienne même, pour traiter de puissance à puissance avec la constituante autri-

chienne; mais celle-ci, dont la majorité était composée de représentants slaves, refusa de recevoir cette députation, malgré les efforts inouïs de la gauche qui, depuis longtemps, étayait les menées des Magyars.

En revanche, les clubs démocratiques masculins et féminins, le comité des étudiants et les démagogues, dont la capitale débordait, organisèrent en l'honneur des délégués désappointés, une ovation aux flambeaux, ridicule démonstration, dont Kossuth fut le principal héros. On vit, ce jour-là, des Autrichiens, en grand nombre, foulant aux pieds le sentiment de leur nationalité, couronner de fleurs et de lauriers le buste du plus violent antagoniste de l'Autriche: on les vit transporter et déposer dans une niche de l'hôtel de Francfort l'image de l'agitateur hongrois; on les vit, enfin, plier le genou devant le symbole de la trahison, et accorder à l'ennemi de leur patrie des hommages et l'encens qu'on ne doit qu'à la divinité.

De cette manifestation impie, surgit sur la scène de la révolution un homme qui se fit remarquer entre tous par la violence de son esprit, la fougue de son langage et surtout par une ressemblance qui rappelait le plus grand homme des temps modernes. Le docteur Tausenau, juif de religion, professeur de langues par métier, orateur par instinct, semblait avoir été coulé

dans le moule de l'empereur Napoléon. Il avait la taille du vainqueur d'Austerlitz, ses poses familières, ses allures brusques et décidées, son geste, soit que sa main se dérobât dans l'ouverture de son frac, soit qu'elle se posât derrière son dos; la coupe de sa figure était la même; cependant, il manquait à son large front ainsi qu'à ses yeux le sillon de la pensée et l'éclair du regard, qui constituent le génie chez les natures météoriques.

Quoi qu'il en soit, le docteur Tausenau apparaissant tout à coup sur le premier plan de l'ovation décernée aux Magyars et profitant de l'avantage que lui donnait sur les masses la ressemblance d'un homme dont le nom est l'objet d'un culte européen, fit entendre d'incroyables paroles en faveur des révoltés de la Hongrie. De sa propre autorité, s'érigeant en représentant de l'empire, il prit la parole au nom de l'Autriche entière pour offrir aux Magyars les *sympathies inaltérables* des peuples autrichiens. « Frères, s'écria-t-il dans un de ses mouvements oratoires : qu'est-ce que la pragmatique sanction? rien, absolument rien, plus rien : la pragmatique sanction a cessé d'exister, car je la déchire au nom du peuple autrichien. »

Ce fut au milieu de ces scènes, déplorables indemnités offertes à l'échec de la députation magyare que celle-ci, exaspérée contre la cour de Schœnbrunn

et contre la constituante de Vienne, repartit pour Pesth. Son arrivée provoqua une grande agitation tant parmi le peuple qu'au sein du parlement. Le parlement, sanctuaire réservé à l'examen et à la discussion des lois, devint bientôt un forum où les passions les plus aveugles enfantèrent les motions les plus révolutionnaires. Les députés transylvaniens de la nation saxonne, mieux inspirés, protestèrent d'abord hautement contre ces violences et contre l'illégalité des mesures adoptées par le parlement, puis, déclinant une responsabilité qu'ils abandonnèrent à leurs collègues, ils donnèrent leur démission. Cette résolution leur mérita les honneurs de la colère des démocrates, qui, se trompant de moyens, leur décernèrent un brevet de véritable civisme en les déclarant traîtres à la patrie.

Tandis que Kossuth entretenait à coup de proclamations l'enthousiasme magyar, pendant que les Raïcz continuaient à obtenir des succès marqués dans les contrées méridionales et qu'un corps de partisans slaves, sous la conduite du prédicateur évangélique Hurban, envahissait les comitats slaves de la haute Hongrie pour soulever les populations contre l'élément magyar, l'archiduc palatin s'embarquait à bord d'un bateau à vapeur pour avoir une conférence suprême avec le ban, qui, nous l'avons dit, avait transporté son quartier général sur les rives du lac

Balaton. C'était le 21 septembre; le ban, prévenu de cette démarche, qu'il considérait comme inutile, attendait cependant avec impatience l'arrivée du palatin. Il se promenait à grands pas au milieu de son état-major, grossi par une soixantaine d'officiers déterminés; ses yeux se reportaient à chaque instant de sa montre sur la surface unie du lac; rien ne paraissait à l'horizon. Les hussards du banat bivouaquant à une portée de fusil, les Seressanes couchés près de leurs longs fusils dans leurs vastes manteaux rouges; de grands bœufs noirs paissant en de gras pâturages, au pied de coteaux parsemés de vignobles réputés; le chant des vendangeurs heureux de la richesse de la récolte; des cuirassiers en vedettes sur le second plan formaient un beau tableau militaire encadré par une pittoresque bordure de roseaux.

«Enfin, le voilà, » s'écria le ban en montrant de la main à l'horizon un point blanc au milieu d'un nuage de fumée; en effet, c'était le bateau *Kisfaludy*, sur le pont duquel on aperçut, au moyen d'un télescope, le palatin se promenant avec deux individus vêtus de noir. Tous les regards étaient fixés sur le bateau qui marchait à grande vapeur, sous les plis de quatre pavillons magyars, arborés à l'exclusion de la bannière impériale. « Serait-ce une bravade ou les préludes d'une trahison? » s'écrièrent les officiers du

chef croate, contenant à peine l'explosion de leur colère. — « Nous le saurons bientôt, messieurs, » répondit le ban en les apaisant d'un geste. Dans ce moment, *le Kisfaludy* jeta l'ancre au milieu du lac, vis-à-vis du camp du baron Jellachich, et une embarcation montée par un officier se dirigea rapidement vers le rivage. Admis en présence du ban, l'officier l'invite au nom du palatin à se rendre à bord du *Kisfaludy*, mais les officiers croates conjurent leur général de ne point s'exposer au péril d'un guet-apens. Le ban se décide alors à envoyer deux aides-de-camp au palatin pour l'engager à venir conférer sous sa tente et sous la sauvegarde de son honneur. Le palatin refuse et les deux aides-de-camp reviennent accompagnés du comte Zichy, major de hussards hongrois. Celui-ci insiste auprès du ban et le supplie de se rendre à bord. Le ban hésite, son cœur généreux repousse une pensée de trahison ; cependant, la vue des pavillons magyars ébranle sa résolution.

« Messieurs, dit-il en se tournant vers ses officiers, si je n'étais le chef d'une armée qui représente plus que la force matérielle, mais la puissance d'une idée, je ne balancerais point, je me rendrais à bord de ce vapeur, dussé-je traverser le Balaton à la nage ; j'en appelle à vous, messieurs, dois-je répondre à l'invitation du palatin ? dois-je quitter ce rivage ? Non, non,

répondent d'un seul cri les officiers, en agitant, les uns leurs casques, les autres leurs épées ; non, non, vous n'irez pas, général, car la perfidie vous attend là-bas. » Puis, entourant le major comte Zichy, ils lui montrent le bateau à vapeur : « Pourquoi, demandent-ils, ce bateau ne porte-t-il point le pavillon impérial ? A moins d'être un infâme, il est impossible qu'un prince de Habsbourg soit à bord d'un bâtiment pavoisé des couleurs de l'insurrection... » « Si le palatin n'est pas suffisamment libre, ajoute le ban, qu'il vienne dans nos rangs, il trouvera sous les aigles de mon armée la place, les honneurs et l'indépendance que mérite un membre de la famille impériale. » Le comte Zichy écoute en silence ces nobles paroles ; son front est pâle, ses yeux versent des larmes : homme d'honneur, il comprend le langage de l'honneur : « Votre Excellence a raison, dit-il en serrant la main du ban, » et il regagne brusquement le vapeur qui, virant de bord, disparaît bientôt après à l'horizon.

Le 24 septembre, le comte Mensdorf apporta de Schœnbrunn, et remit au ban le rescrit royal qui avait formé l'objet de la mission du capitaine Jellachich. L'empereur approuvait non-seulement la politique du ban, mais il lui annonçait encore qu'il venait d'adresser à toutes les troupes cantonnées en Hongrie la défense formelle de combattre l'armée croate, entrée en Hongrie, non comme ennemie de la nation

hongroise, mais comme amie et défenseur de la monarchie autrichienne. En outre, Ferdinand déclarait traître et rebelle quiconque s'opposerait les armes à la main à l'armée croate. Ce rescrit arrivait malheureusement un peu tard, car les divisions croates de Kempen et de Schmidl s'étaient déjà heurtées avec un corps d'armée magyar, composé de 17,000 hommes, et au nombre desquels se trouvaient deux régiments d'infanterie et deux régiments de hussards impériaux.

Le même jour, le ban, faisant un mouvement en avant, transporta son quartier-général à Sio-Fok. Le général Roth avait déjà dépassé la ville de Funfkirchen avec les troupes esclavonnes pour former l'aile droite de l'armée. L'avant-garde, commandée par le colonel de Grammont, était composée des meilleures troupes frontières, notamment de deux bataillons réguliers qui, après la capitulation de Pischierra, avaient été transportés à Zengg. L'aile gauche marchait sous le commandement du général Neustädter, l'arrière-garde sous celui du général Kempen, le ban dirigeait le centre. Le 27, ce chef intelligent se porte, par une marche rapide, sur Stuhlweissenburg, et plante fièrement son drapeau à quelques étapes de Pesth.

Le feu de la guerre civile éclate de toutes parts, le cri de guerre retentit des Carpathes à la Drave,

les échos de la Transylvanie le répètent aux frontières de la Gallicie : d'un côté, Kossuth, frappant du pied la terre, en fait jaillir des bataillons armés ; de l'autre Jellachich, frappant d'un mot le cœur des Croates, enfante des légions belliqueuses ; de part et d'autre, les combattants courent aux armes et s'enivrent du bruit du fer ; l'Autriche est à la veille d'une de ces crises qui décident du sort des nations : que faire pour la prévenir s'il en est temps encore ? Jeter un médiateur entre les deux camps ennemis ? Mais tous lesmoyens de conciliation ne sont-ils pas épuisés, le dernier n'a-t-il pas avorté sur les rives du lac Balaton ? N'importe, le cabinet autrichien veut tenter un dernier et suprême effort, l'empereur adresse un manifeste au peuple hongrois, un rescrit au parlement, qu'il proroge au 1er décembre ; il nomme le lieutenant-général comte Lamberg commissaire impérial, il l'investit de pleins pouvoirs, et l'envoie sur le théâtre des événements pour opposer le nom et l'autorité de l'empereur aux mouvements des armées belligérantes.

Cette mission était difficile, le comte Lamberg l'accepta par dévouement, en raison même des périls qu'elle présentait. Cependant son âme, quoique vigoureusement trempée, ne put se défendre de secrets pressentiments ; soldat, il était prêt de paraître sans peur devant l'ennemi, chrétien, il voulut se mettre

en mesure de paraitre sans reproches devant Dieu. Le tribunal de la pénitence fut la première station de son calvaire. « Mon Père, dit-il en se relevant sous la main du prêtre qui venait de l'absoudre en le bénissant, à toute révolution il faut une victime, je serai celle de la révolution hongroise. Je ne crains pas la mort, ajouta-t-il, je l'ai bravée souvent sur les champs de bataille, mais je redoute la fureur du peuple qui s'acharne sur un cadavre ; cependant, Dieu qui lit dans mon cœur, sait que je mourrais avec joie, si mon sang pouvait servir de ciment à la réconciliation des peuples de la monarchie. » Il employa le reste de la journée à mettre ordre à ses affaires particulières, puis à onze heures, il se rendit au ministère pour recevoir les dernières instructions et prendre congé du ministre Bach. Il était en tenue de voyage.

— « Vous partez ce soir? lui demanda le ministre.

— « Dans un instant.

— « J'espère, comte, que le succès de votre mission sera pour vous un titre de plus à la reconnaissance de la patrie.

— « Je n'ai plus qu'une espérance, Excellence, c'est que le pays me tiendra compte de mon dévouement.

— « Votre dévouement est connu, général, vous en avez souvent donné des preuves.

— « Il m'en reste une à donner, je la fournirai bientôt. Adieu, monsieur le ministre.

— « Au revoir, général.

— « Au revoir, avez-vous dit? non! car mes jours sont comptés, nous ne nous reverrons jamais, adieu! je vous recommande mes enfants. »

Minuit sonnait à l'église de Saint-Etienne, lorsque le général comte Lamberg partit pour Pesth.

CHAPITRE V.

Belliqueuse physionomie de Pesth. — Activité de Kossuth. — Colères du parlement. — Violents discours. — Arrivée du général comte Lamberg à Pesth. — Son assassinat. — Son portrait. — Kossuth président du comité de défense du pays. — Bataille de Velenczé. — Marche de flanc de Jellachich. — Assassinat juridique du comte Eugène Zichy. — Son portrait. — Manifeste royal. — La Hongrie mise en état de siége. — Contre-manifeste du parlement magyar. — Le corps d'armée du général Roth fait prisonnier.

Au milieu de la confusion générale qui régnait à Pesth, une idée seule dominait les esprits : la résolution de défendre jusqu'à la dernière extrémité la capitale de la Hongrie contre l'armée du général Jellachich. A la voix de Kossuth, qui déploie en ces circonstances une activité surhumaine, les gentilshommes de race ou de campagne, les magnats et les cultivateurs chaussent leurs éperons d'acier, détachent de la muraille leurs sabres de bataille et secouent la poussière de leurs vieux uniformes. Les étudiants désertent les écoles, les ouvriers abandonnent leurs ateliers ; la population des deux villes,

stimulée par l'exemple des magistrats, se forme en cohortes de travailleurs pour organiser sur tous les points de vigoureux moyens de résistance : de formidables retranchements s'élèvent au Blocksberg; d'imposantes fortifications s'improvisent comme par enchantement sous la main des femmes, des vieillards et des enfants. Les distinctions de l'âge, du sexe et de la position s'effacent devant le salut commun ; les chants nationaux, les airs patriotiques, le son des tambours, les fanfares des trompettes animent le courage et entretiennent l'enthousiasme des travailleurs. Kossuth est partout, il se multiplie ; le matin sa main travaille aux fortifications, le soir sa voix retentit au parlement; orateur et manœuvre tour à tour, il communique à tous l'irrésistible impulsion de son cœur : « Frères, s'écrie-t-il le 25, je quitte Pesth, je vais soulever les populations magyares pour les jeter sur l'ennemi, adieu, frères, ou au revoir, car vous ne me verrez plus si je ne reviens à la tête de cent mille hommes; » il part et trois jours lui suffisent pour tenir parole. Les seules villes de Czegled, Szolnok, Grosswardein et Debreczin lui fournissent une imposante armée ; sa voix, inspirée par l'ambition cachée sous le masque de la patrie, enfante des bataillons.

Les événements se pressent en foule sur tous les points ; si d'une part les Magyars se lèvent en masse,

leurs adversaires se présentent partout en armes; pendant ce temps, le comte Louis Batthyany, informé par ses agents de la mission confiée au comte Lamberg, se rend, d'après l'avis du parti conservateur, à l'armée opposée aux troupes du ban, pour lui exposer l'état des choses et sonder ses dispositions. Il venait à peine de quitter Pesth, lorsqu'une affiche placardée sur tous les murs de la ville annonça en ces termes la situation de la capitale.

« Dernières nouvelles.

« Dernier espoir d'un accommodement paisible, le ministre Batthyany a disparu; le baron Vay a été chargé de la formation d'un nouveau ministère.

« Le comte Lamberg est nommé commandant en chef en Hongrie.

« Le palatin, nous l'écrivons la mort dans le cœur, a donné par écrit sa démission à la suite des tentatives infructueuses de médiation qu'il a faites à Vienne.

« Jellachich, qui s'était approché de Stuhlweissenburg, s'est retiré sans combat sur Siö-Fok.

« Notre armée a pris une position formidable à Velencze pour couvrir la capitale. Le parlement a envoyé des commissaires dans le camp; il a envoyé des courriers à Kossuth et à Meszaros pour les rappeler. »

Malgré le bruit des armes qui faisait un camp de la ville de Pesth, le parlement poursuivait le cours de ses délibérations; convoqués dans la nuit du 27 sur la demande expresse de plusieurs de leurs collègues, les représentants se trouvèrent presque tous à leur poste. Le député Madaràss ouvrit la séance par ces paroles : « Je suis un des représentants qui ont engagé le président à réunir le parlement cette nuit; les événements qui se succèdent sont tellement graves, que nous ne devons pas perdre une minute....

« Je possède entre les mains deux manifestes portant la signature du roi.

« Par le premier, le lieutenant général comte Lamberg, nommé commissaire royal et commandant en chef de toutes les troupes régulières et irrégulières en Hongrie, a reçu l'ordre de se porter rapidement et sans délai dans les camps, afin d'arranger les différends entre les troupes royales; en outre, toutes les autorités ont été sommées de se conformer en tout à la volonté royale; enfin, les troupes de la Moravie doivent comprimer à tout prix les troubles qui ont éclaté dans cette province. Par le second manifeste, le roi ordonne aux troupes de se rallier sans délai au drapeau qui a reçu leurs serments et de cesser tout acte d'hostilité contre le drapeau qui doit flotter pacifiquement sur les enfants de la même patrie. »

Après avoir examiné en détail les diverses parties

de ces deux manifestes dont nous venons de citer l'ensemble, l'orateur s'enivrant de ses propres paroles, et arrivant par gradation au paroxisme de la colère, s'écrie : « Messieurs, ces deux manifestes émanés de la volonté suprême, sont d'un bout à l'autre imprégnés d'illégalités, par conséquent nuls, car il leur manque la contre-signature d'un ministre hongrois : connaissez-vous, messieurs, le dernier mot de ces deux manifestes? Je vais vous le dire, j'en ai le droit, j'en aurai le courage; le dernier mot de ces deux manifestes, le voici : violation de la constitution. » Les dernières paroles de cette harangue acerbe expiraient dans les applaudissements frénétiques de l'assemblée, lorsqu'un bruit de sabre résonnant à l'entrée de la salle attira l'attention des représentants; au même instant, Kossuth, déguisé en guerrier, se dirigea rapidement vers la tribune et d'un geste habitué à calmer l'agitation des masses, rétablissant le silence, il dit :

« Mon voyage est terminé; il a été fertile, car partout où le son de ma voix a résonné dans un cœur magyar, partout j'ai vu se lever un peuple de héros.

« Dans la seule ville de Czegled, douze mille braves jaloux de mourir pour la défense de la patrie ont pris les armes; ils sont en marche, vous les verrez bientôt au sein de notre capitale. . . . . . .

« Quant aux manifestes que vient de vous dénoncer Madaràss, je les considère comme illégaux et comme une violation de la constitution. « La Hongrie « appartient à l'Autriche, » dit le roi ! C'est une question à vider ? en attendant, notre conscience nous fait un devoir de déclarer nuls et sans valeur les deux derniers manifestes du souverain. » A ces mots, les représentants se lèvent en masse en signe d'assentiment. Kossuth continue : « je ne me suis pas contenté de chercher des défenseurs à la patrie, je lui ai trouvé des arguments, car la pensée qui dirige ne doit jamais abandonner la main qui exécute ; or, j'ai rédigé une proclamation au peuple et à l'armée de Hongrie : Voulez-vous la connaître ? » La lecture, la lecture, répondent les représentants. Cette proclamation contenait en dernière analyse une protestation contre les manifestes royaux, et la défense formelle au général comte Lamberg de prendre le commandement en chef : elle défendait en même temps aux troupes de reconnaître l'autorité de ce général, et de lui prêter une obéissance qui les rendait coupables du crime de lèse-constitution, et d'attentat à la liberté nationale. Ce document, improvisé dans le tumulte des camps, portait le titre de :

Les représentants du peuple à la nation,
et spécialement à l'armée nationale et aux autres corps armés.

Il fut adopté à l'unanimité et répandu à profusion par des émissaires.

En même temps, le parlement expédia un commissaire au comte Louis Batthyany, pour l'engager à faire adopter à l'armée ses dernières résolutions ; mais le comte, déclinant la responsabilité de ces actes révolutionnaires, leur refusa nettement son adhésion ; il fit plus, car afin d'en faire ressortir clairement les conséquences dangereuses, il les communiqua aux officiers qu'il réunit à cet effet chez lui : ceux-ci se prononcèrent tous en faveur des manifestes royaux.

Le 28, la ville de Pesth présenta l'image d'une agitation fiévreuse ; la population éparse dans les rues marchait sans direction, sombre et silencieuse : des figures sinistres, semblables à ces oiseaux de proie dont la présence présage la tempête, glissaient rapidement parmi la foule, semant sur leur passage des bruits absurdes et des nouvelles provoquantes. Récoltées par la crédulité publique, ces nouvelles, dont quelques-unes, portant le caractère de la vérité, rendaient vraisemblable le peu de fondement des autres, se répandaient dans un courant d'optique et prenaient à chaque instant des proportions effrayantes : des femmes à la démarche avinée, au teint flétri comme le cœur, vestales de lupanar, chargées d'entretenir le feu de la révolution, attisaient l'effer-

vescence de la multitude en se faisant partout les complaisants échos des rumeurs populaires.

Le colonel Urban, du 2e régiment d'infanterie frontière, avait soulevé, disait-on, la Valachie tout entière contre les Magyars ; le sang coulait à flots dans les cantonnements militaires de la Transylvanie ; la couronne de saint Etienne avait disparu. Le ban, à la tête de cent mille guerriers, arrivait sur Pesth l'épée d'une main et la torche de l'autre ; enfin, affirmait-on encore, les portes de Bude allaient être fermées et les canons établis sur les bastions tournés contre la ville..... A travers tous ces bruits, colportés par la malveillance et recueillis par une aveugle crédulité, on entendait des imprécations contre le cabinet de Vienne et contre la cour impériale, des cris de mort même se mêlaient à ces imprécations, la multitude errante et vagabonde, en attente de quelque grave événement, ne demandait qu'un prétexte pour se livrer à ses mauvais instincts. Ce fut au milieu de cette effervescence populaire que le lieutenant-général comte Lamberg, sans escorte, accompagné seulement de son chasseur, arriva à Bude et descendit à l'hôtel de la Fortune. Un domestique de l'hôtel, courant aussitôt au principal corps de garde, occupé par la garde nationale, annonce l'arrivée du comte ; cette nouvelle se répand simultanément dans les deux villes ; alors tandis que de nombreux groupes

d'hommes armés de faux se forment sous les fenêtres du parlement, une colonne de scélérats marche sur Bude pour s'emparer de la personne du commissaire royal. Le comte Lamberg, averti du danger qui le menace, et contre lequel, malgré ses pressentiments, il n'a pris aucune des précautions indiquées par la plus vulgaire prudence, se rend immédiatement chez le général commandant Hrabovski, pour se concerter avec lui sur les dispositions à prendre. Froidement accueilli par cet officier général, qui déguisant à peine son mauvais vouloir, se contente de mettre à sa disposition son aide de camp, le major Blasovich. Le comte Lamberg met sa tête entre ses mains et semble réfléchir. Mais le bruit confus des masses marchant sur Bude commençait à se faire entendre au loin. « Quel est ce bruit? » demanda le comte; le général Hrabovsky prête l'oreille et répond: « C'est le peuple qui vient vous rendre visite. « Eh bien! qu'il vienne! » s'écrie Lamberg en se redressant de toute sa hauteur, comme un soldat au premier coup de canon d'une bataille; un instant après, interpellé sur ce qu'il comptait faire en présence des événements qui se pressaient: « Mon devoir! » réplique-t-il vivement; puis s'adressant au major Blasovich, il lui dit : « Je vais me rendre à Pesth, d'abord chez le ministre président, pour lui faire contre-signer les rescrits royaux; ensuite au parlement pour communiquer

aux représentants l'objet de ma mission. Voulez-vous m'accompagner ?» — «Général, je suis à vos ordres, » répliqua le major ; mais au moment de se mettre en route, prétextant un oubli, celui-ci sortit précipitamment de voiture et promit au comte de le rejoindre à Pesth. Cinq minutes après, le commissaire royal traversa les flots de la multitude vociférant les cris de mort au traître Lamberg! . . . .

Pendant ce temps, l'irritation des esprits livrés à eux-mêmes, encouragés, pour ainsi dire, par l'inaction de l'autorité, grandissait de minute en minute; la foule se pressait compacte dans la grande rue et aux abords du pont de bateaux. Des agitateurs, hissés sur les épaules de leurs complices, haranguaient le peuple, ils l'abusaient par de perfides paroles, et le soulevaient contre le comte Lamberg, déclaré traître à la patrie. Parmi les plus exaltés, un jeune homme, pâle de colère, le geste menaçant, l'œil hagard, s'écrie :

« Citoyens, savez-vous pourquoi Lamberg est arrivé parmi nous? Il est venu pour étouffer nos libertés et absorber notre nationalité dans le despotisme autrichien, il est venu pour substituer les couleurs abhorrées de l'Autriche à nos glorieux drapeaux; il est venu pour éteindre dans le sang du peuple hongrois, le feu sacré du magyarisme; il est venu pour river nous et nos mains, aux chaînes du plus odieux

esclavage. Le temps presse, citoyens, l'heure d'agir a sonné, entre l'esclavage et l'indépendance, choisissez.

— « Mort au traître Lamberg ! répond le peuple, et aux armes !

— « Pourquoi des armes ! reprend le jeune homme d'une voix stridente, c'est sous le bâton que doit périr *le traître chien de Lamberg.* »

Cette scène sinistre, prologue d'un drame sanglant, avait lieu sous les regards de plusieurs représentants tranquillement appuyés sur les fenêtres du parlement.

Pendant que la multitude se dispersait de tous côtés pour aller, suivant son expression, à la chasse de l'homme désigné à sa vengeance sous le nom de traître, le comte Lamberg arrivait à l'hôtel du ministre président; malheureusement, celui-ci venait de se rendre à la chambre des représentants; le comte voulut l'y rejoindre, mais l'attitude menaçante du peuple le fit renoncer à ce projet, il donna l'ordre au cocher de retourner à Bude; le cocher ignorait le nom du personnage qu'il conduisait; impatienté par les cris sanguinaires qui s'élevaient de toutes parts, embarrassé dans sa marche par les flux du peuple qui encombraient les chemins, une fois même, obligé de s'arrêter, il demanda au comte s'il connaissait ce Lamberg dont le peuple demandait la tête?

— « Oui, mon ami, répondit le commissaire royal, je le connais.

— « Il faut que ce soit un bien méchant homme pour avoir excité, à ce point, la colère du peuple.

— « Ou bien, répliqua le comte sans manifester la moindre émotion, il faut que le peuple soit bien aveugle pour s'être laissé exciter ainsi contre un homme qu'il ne connaît pas.

— « Vous avez peut-être raison, monsieur, » ajouta le cocher, et fouettant ses chevaux il arriva, non sans peine, sur le pont de bateaux.

Le comte portait un chapeau rond, une redingote brune sans aucun signe distinctif; la sérénité de son visage reflétait la quiétude de sa conscience; tranquillement assis au fond de la voiture, il regardait sans crainte, mais sans fanfaronnade, les malheureux qui mêlaient son nom à des cris de mort. Sa voiture avait parcouru la plus grande partie du pont, quelques pas encore et il était sauvé, lorsque tout à coup, un homme perçant la foule, se précipite le poing fermé vers la portière, et s'écrie : « Je le reconnais, voici Lamberg, à mort le traître ! » Vainement, le cocher, qui était un brave homme, veut avancer, des hommes furieux se jettent à la bride des chevaux ; le comte est arraché de la voiture, entouré, saisi, et entraîné par la populace répétant : « Mort à Lamberg ! » Dans ce moment, quelques gardes nationaux

volent à son secours, en imposent aux assaillants par une attitude énergique, le délivrent des mains qui s'apprêtaient à le déchirer, et le conduisent au corps de garde pour le défendre ou le sauver. Mais la multitude exaspérée redemande la proie qui vient de lui échapper, elle menace de démolir le corps de garde; des groupes nombreux, et en armes, se forment devant la porte et se préparent à l'enfoncer; alors, le comte voyant lui-même que sa position devenait de plus en plus critique, remercie les gardes nationaux qui lui font un rempart de leurs corps. « Votre dévouement, messieurs, leur dit-il d'une voix parfaitement calme, ne me sauvera pas; mais je mourrai sans crainte, car ma conscience ne me reproche rien... cependant, ajouta-t-il, il est triste pour un soldat de mourir dans une émeute; j'aurais préféré être emporté par un boulet sur un champ de bataille! »

La populace hurlait toujours à la porte du corps de garde, il n'y avait pas un instant à perdre, il fallait prendre un parti, car les gardes nationaux étaient en trop petit nombre pour essayer même l'ombre d'une résistance : « La seule chance de salut qui me reste se trouve au sein des représentants de la nation, dit le comte Lamberg, conduisez-moi au parlement, messieurs. »

Alors, le capitaine Stern, commandant le détache-

ment de service au corps de garde, ne consultant que son courage et l'accomplissement d'un devoir d'humanité, place le comte Lamberg au milieu de sa petite troupe, et, lui faisant un bouclier de sa poitrine, il se dirige vers Pesth. Furieux, le peuple se presse sur les pas de cette frêle escorte; aux uns, les gardes opposent le fer de leurs baïonnettes; aux autres, le capitaine Stern adresse des paroles de paix et de conciliation, il cherche à remuer la fibre nationale par des mots d'honneur et de vertu :

« Frères, dit-il avec un son de voix inspiré, refoulez dans vos poitrines ces cris de mort, cachez dans vos ceintures ces poignards qui brillent, épargnez à notre chère patrie la vue du sang, ne souillez pas vos cœurs et vos mains par un assassinat inutile. Frères, souvenez-vous que dans tous les temps la générosité fut la vertu du peuple hongrois ! » Vains efforts ! ces nobles paroles ne trouvent pas un écho en des cœurs fanatisés par le crime; les cris de : Mort au traître ! redoublent, la générale bat, le tocsin sonne, les boutiques se ferment, le peuple se lève en masse, l'autorité se cache, quelques hommes seuls commandés par le brave Stern, défendent l'honneur hongrois en protégeant, au péril de leur vie, le comte Lamberg contre une armée d'assassins.

Cette poignée de braves gens, résistant, avec l'énergie de leurs nobles cœurs, contre les efforts des

assaillants, avait déjà dépassé le milieu du pont, elle se trouvait à la hauteur de la chapelle placée sous le vocable de Saint-Jean-Népomucène, lorsque, tout à coup, une forte colonne, armée de faux, de piques, de haches, et conduite par un étudiant nommé Kolossy, lui barra le passage; il était trois heures. Kolossy a reconnu le comte; alors, semblable au tigre mesurant du regard l'espace qui le sépare de sa proie, il s'élance d'un bond sur le comte et le perce d'un coup de sabre, au moment où celui-ci montrait au peuple des papiers et disait: « Mes enfants, je vous apporte la paix. »

Épuisé par le sang qui jaillit de sa blessure, le malheureux général s'affaisse sur lui-même, les gardes nationaux cherchent vainement à le couvrir de leurs corps, ils sont brusquement écartés et le comte percé au même instant par trente coups de faux, assommé à coups de bâtons, achève, sans proférer un mot, son sanglant sacrifice.

La vue du sang altère la soif du peuple; sans pitié devant la mort, sans repentir devant le crime, il se rue sur le cadavre de sa victime, il le dépouille de ses vêtements, se les partage et s'en pare comme de glorieux trophées; telle était l'exaspération de ce peuple fanatisé, qu'il criait encore: A mort Lamberg une heure après que le malheureux comte avait rendu son âme entre les mains de Dieu et son dernier

soupir entre les mains de ses meurtriers. A mort Lamberg, criait-il, et le cadavre mutilé de Lamberg gisait sous ses yeux. Plusieurs milliers de furieux l'entouraient, regrettant qu'il eût cessé sitôt de vivre, et leur eût ainsi enlevé la satisfaction de le mettre une seconde fois à mort.

Sur la proposition d'une femme, qui venait de plonger ses mains dans les blessures béantes du cadavre, on attache une corde aux pieds de la victime et l'on se dispute *l'honneur* de le traîner jusqu'à l'Hôtel-des-Invalides; la multitude grossit sur le passage de ce convoi; plus de quinze mille personnes accompagnent de cris de joie le bruit sourd que rend, en bondissant sur les pavés de la rue, la tête défigurée du comte; une longue trace de sang marque le chemin qui, du pont, conduit à l'Hôtel-des-Invalides. Arrivé là, le peuple se rue de nouveau sur le corps nu du commissaire royal: A la potence le traître! s'écrie-t-on de toutes parts; alors les assassins le soulevant avec le fer de leurs piques font une espèce de brancart avec le tranchant de leurs faux et le transportent aux pieds d'une lanterne, mais leur rage n'est point encore suffisamment assouvie : ils lui crèvent les yeux, lui arrachent la langue, lui coupent plusieurs membres, le mutilent d'une manière infâme, puis, quand ce cadavre passé au creuset de la plus sauvage férocité présente une masse noire informe,

sans nom, on cherche à le suspendre, au moyen d'une corde, au réverbère, mais la corde se rompt, cette masse informe se brise en retombant sur le sol, les entrailles jaillissent, et le peuple, épouvanté lui-même devant ce spectacle d'horreur, se retire en jetant un dernier cri de : Mort à Lamberg !

Sur un autre point de la ville une scène non moins horrible mais plus infamante encore, se passait, en plein soleil, sous les regards de la population qui applaudissait, sous les yeux de l'autorité qui laissait faire. Un jeune étudiant, porté sur les épaules de ses camarades, parcourait triomphalement les plus riches quartiers de Pesth ; d'une main il exposait à l'admiration publique un sabre nu, imprégné de sang ; de l'autre il envoyait des salutations à la foule stupide qui le proclamait le libérateur de Pesth. Ce jeune étudiant était le premier meurtrier du comte Lamberg, c'était Kolossy, recevant, pour récompense de son homicide, la monstrueuse ovation du crime.

L'attitude que prirent les membres du parlement et les autorités, en ces tristes circonstances, doit être flétrie par l'histoire ; les uns et les autres furent coupables, sinon de complicité, du moins de couardise et d'indifférence : instruits des projets des meneurs, ils auraient pu sauver, en même temps, la vie du comte Lamberg et leur honneur compromis par un assassinat ; ils ne l'ont point fait et ils ont

accepté la responsabilité du sang versé ; ils auraient dû faire arrêter l'assassin au milieu de son triomphe ; ils se sont contenté de charger la municipalité de dresser contre lui une enquête ; et l'assassin en attendant l'heure de l'expiation, qui devait sonner pour lui un an plus tard, put impunément troquer son froc maculé de sang contre l'uniforme militaire, et servir, en qualité de lieutenant, dans l'armée nationale.

D'une taille élancée, svelte, portant sur sa belle figure le cachet des races militaires et dans son âme les qualités qui rendent dignes du commandement, le comte Lamberg a parcouru depuis son entrée au service (1809) toute la gamme de la hiérarchie militaire avant d'arriver au grade de lieutenant général, qui pendant quatorze années lui a donné le commandement de Presbourg.

Ce commandement était d'une difficulté égale à son importance, car Presbourg, le siége des diètes consécutives commençant à bouillonner sous le levain révolutionnaire, devenait le point central des sociétés secrètes. Le comte Lamberg, par la nature de son esprit à la fois ferme et conciliant, par sa politique loyale et juste, sut constamment prévenir ou arrêter à temps les crises qui précèdent toujours les grandes catastrophes.

Excellent soldat, vertueux citoyen, modèle du père

de famille, aimé et estimé de tous les partis, il était adoré de ses compagnons d'armes au point que lorsqu'il quitta le commandement du régiment des lanciers Schwarzemberg, il reçut, témoignage flatteur de l'amitié de ses camarades ! un sabre d'honneur dont la lame illustrée par le nom de tous les officiers, devenait un souvenir historique.

Esclave de ses devoirs, soldat avant d'être époux et père, il ne transigeait jamais avec les affections de son cœur devant les exigences du drapeau, car le drapeau à ses yeux était le palladium de la grande famille autrichienne. Ces sentiments chez lui étaient traditionnels, car héritier d'un des plus grands noms de Hongrie, greffé souvent sur des noms allemands, il comptait pour ainsi dire autant de héros qu'il avait d'ancêtres. Nulle famille n'avait payé plus largement sa dette aux empereurs et à la patrie, nulle famille n'avait versé autant de sang sur les champs de bataille de l'Europe et de l'Asie. Quatre-vingt-onze de ses aïeux sont morts les armes à la main, dont onze dans les luttes de Hongrie.

En apprenant sa fin tragique, les officiers de son ancien régiment ont donné à sa mémoire un nouveau témoignage de sympathie en sollicitant et obtenant de l'empereur son jeune fils, âgé de seize ans, pour compagnon d'armes.

Bien jeune encore, l'héritier de l'illustre victime

montre qu'il sera digne de son père, car il est d'une race *où sang oblige.*

Le meurtre du lieutenant général comte Lamberg jeta la Hongrie dans une nouvelle phase politique. Privé de l'autorité suprême et légale que le monarque avait confiée à son commissaire royal, ce malheureux pays se trouva tout à coup sans gouvernement officiellement reconnu. Le comte Louis Batthyany, désillusionné trop tard peut-être, s'était retiré des affaires ; un homme qui, par son nom, son influence, sa fortune, sa considération personnelle eût pu le remplacer, le comte Étienne Széchényi venait d'être subitement frappé d'aliénation mentale ; le terrain se trouvait donc entièrement au pouvoir des démocrates ; Kossuth, arrivé enfin au terme de ses espérances, s'en empara au nom de la révolution. Proclamé président d'un comité que dès les premiers conflits avec les Raïcz le parlement avait organisé sous le titre de *Comité de défense du pays,* il concentra en lui seul toutes les attributions civiles et militaires du pays. Se faisant du cadavre du comte Lamberg un marchepied pour s'élever à la puissance suprême, nous le verrons bientôt bénéficier du meurtre et ramasser dans le sang une épée de dictateur.

Pendant que l'aigle impériale d'Autriche se voilait de deuil à Pesth, elle éprouvait un grave échec au camp de l'armée croate. Antoine Perczel, major de

la garde nationale de Mohàcs avait intercepté un convoi considérable de munitions destinées au ban Voulant réparer cette perte, le chef croate poussa en avant son armée dans la direction des boulets et se mit en marche sur Velenczé. Impatient de se mesurer avec l'ennemi, il promettait la victoire et communiquait son âme à ses soldats, lorsqu'à moitié chemin, il rencontra l'armée magyare établie sous le commandement du lieutenant général Moga, à Pakozd, dans une position presque inexpugnable. Malgré le désavantage du terrain, le ban n'hésita pas à donner le signal de l'attaque : les troupes croates se précipitent courageusement sur les retranchements de l'ennemi, elles s'en seraient emparées si l'aile droite, composée de la division Kempen, ne se fût pas trop engagée, et surtout si la division Hartlieb fût arrivée à temps pour prendre part à l'action ; de part et d'autre, on combattit avec acharnement et intrépidité. Commencé à neuf heures du matin, le feu s'éteignit à six heures sans résultat marqué pour les deux armées, qui s'arrogèrent simultanément une victoire incertaine.

Le jour suivant, 30 septembre, trois officiers hongrois se présentèrent au quartier-général du ban, et conclurent une armistice de trois jours. Sur ces entrefaites, le chef croate, instruit par des courriers que l'anarchie menaçait de nouveau la ville de Vienne,

profita de cette trève pour exécuter une marche de flanc, remarquable de promptitude et d'habileté. Le 1er octobre, il transporta son quartier-général à Mor; le 2, à Petit-Ber; le 3, à Raab; le 4, à Hochstrass; et le 5, à Altemburg; il se trouvait alors à une journée de marche de la frontière.

Tandis que le ban s'éloignait de Pesth, la plus vive agitation continuait à régner dans cette ville. Depuis l'assassinat du lieutenant-général comte Lamberg, la garde nationale, dont la neutralité ce jour-là fut plus qu'une faute, était consignée, une partie même avait été mobilisée à la suite de la bataille de Velenczé. L'inquiétude qu'entretenaient à Pesth les bruits de guerre et de meurtre se changeant en panique, l'émigration des classes aisées devint tellement générale, que Kossuth se vit obligé, pour l'entraver, de faire suspendre la navigation du Danube jusqu'à Presbourg. Cette mesure, loin d'apaiser la panique, la transforma en véritable terreur; les Hongrois qui avaient tout à perdre aux commotions incessantes qui bouleversaient le pays, commençaient à ouvrir les yeux à la lumière et à peser la valeur du levier populaire, que les révolutionnaires appellent la liberté.

Le 2 octobre, les taches de sang qui maculaient encore le pont de bateaux commençaient à s'effacer sous le pied des habitants de Pesth, lorsque le récit

d'une récente exécution, plongea la ville dans un nouvel émoi. Le comte Eugène Zichy, venait d'être pendu par ordre d'une commission militaire.

Cet assassinat juridique est un des épisodes les plus émouvants du drame dont nous écrivons l'histoire. Le comte Eugène Zichy, administrateur et comte suprême du comitat de Albe royale (Stuhlweissenburg), était depuis longtemps exposé aux colères d'un pays qui, berceau des éléments les plus démocratiques du Magyarisme, avait donné naissance aux hommes les plus tristement célèbres de la révolution hongroise (1). Le comte méritait les honneurs de leur haine, car son dévouement aux véritables intérêts de la patrie commune et sa fidélité au roi, était la condamnation de la ligne politique qu'ils avaient adoptée; il savait que sa vie était menacée, car plusieurs fois ses amis, le comte Antoine Szàpàry entre autres, l'avaient supplié de chercher à l'étranger une sécurité que lui refusaient ses propres foyers, mais trop fier pour devoir son salut à une apparence même de fuite, trop généreux pour abandonner les fidèles serviteurs de sa maison, le comte avait repoussé tous les avertissements. Le 29 septembre, dînant pour la dernière fois avec son frère, le comte

(1) Les deux frères Madarász, Kováschich, Candidus, les frères Batthyany, Mereny, Perczel, Meszleny, beau-frère de Kossuth, etc.

Edmond Zichy, il lui dit : « Tu ne devinerais jamais avec qui j'ai déjeuné ce matin... avec le comte Louis Batthyany, lui-même. Complétement découragé, il est décidé à abandonner le parti de la révolution qu'il considère comme une cause perdue, de plus, il a formé la résolution de s'expatrier en Suisse, pour laisser passer l'orage ; c'est ainsi qu'agissent toujours les misérables, fuyant l'incendie qu'ils ont allumé eux-mêmes. »

Le lendemain, le comte Eugène Zichy, revenant du quartier-général du baron Jellachich, où il s'était rendu dans un but d'humanité, fut arrêté sur ses terres, dans le village de Soponya, par le capitaine Frangus, et par un lieutenant nommé Czopf. Ce dernier devait aux bienfaits de la famille Zichy, non-seulement son éducation, mais encore l'existence de sa mère, vieille femme alimentée par une pension viagère dont Eugène Zichy faisait les frais. Le comte, reprochant à cet homme un tel excès d'ingratitude, essaya de se défendre, mais il est aussitôt entouré, saisi, garrotté, et conduit les mains liées sur le dos, comme un vil malfaiteur, à Abba. Là, on l'attache à un arbre, et pendant douze heures, il est exposé aux outrages d'une populace ivre, aux intempéries d'une nuit froide et pluvieuse.

Dans la matinée du 30, transi de froid, exténué de soif et de faim, il demande un verre d'eau, on le

lui refuse et on le conduit à sa terre d'Adony où il est accueilli par les plus infâmes traitements. Frappé de coups de pierres, de piques et de faux, il paraît insensible aux sentiments de la souffrance, et de son regard il domine la foule de ses bourreaux, une seule fois il parut se révolter devant l'accusation de trahison qu'on lui infligeait. « S'il y a des traîtres ici, dit-il, des traîtres à la Hongrie et au roi, cherchez-les parmi vous; » puis, d'une voix éclatante il ajouta: « Vous avez le pouvoir de m'assassiner, mais je vous refuse le droit de m'insulter. » D'Abba, il est dirigé à Loré, petit village, situé sur l'île de Csepel. Ce fut là qu'il comparut devant un conseil de guerre, présidé par Görgée et composé du capitaine Alexandre Hidassy; Louis Küti, premier lieutenant; Barnabas Hetényi, id.; Louis Janny, lieutenant; de deux sergents, de deux caporaux, de deux soldats.

L'attitude du comte devant ces hommes, qui s'érigeant en juges préparaient l'œuvre du bourreau, fut noble et digne; ses forces physiques, épuisées par la souffrance et la privation d'aliments, se retrempaient à la vigueur de son âme, il répondit d'une voix ferme à toutes les questions de l'interrogatoire que, pour la forme seulement, on lui fit subir.

— « Accusé, quel est votre nom?

— « Eugène, comte Zichy.

— « Votre religion?

— « Celle de mes Pères : catholique, apostolique, romain.

— « Votre âge ?

— « Je suis né le 25 septembre 1809.

— « Votre position sociale ?

— « Administrateur du comitat d'Albe royale.

— « Votre séjour ?

— « Mon château de Kàlos.

— « Par qui, et où, avez-vous été arrêté ?

— « Vous le savez aussi bien que moi.

— « Où ?

— « A Soponya.

— « Par qui ?

— « Par les émissaires que vous avez payés.

— « Quel était le but de votre voyage ?

— « Un but d'humanité ; je voulais employer mon influence auprès du ban, pour protéger les habitants de Kàlos contre les dévastations commises par les troupes croates.

— « De quelle manière avez-vous obtenu les proclamations signées Ferdinand, sans être revêtues de la contre-signature d'un ministre magyar, rédigées en langue allemande et adressées les unes, à l'armée, les autres, au peuple magyar ?

— « Ces proclamations ont été apportées par le comte Mensdorf, venu de Vienne en qualité de courrier de Sa Majesté.

— « Que vouliez-vous en faire?

— « Deux officiers logés dans la même maison que moi, à Stuhlweissenburg, en avaient laissé, à leur départ, un certain nombre d'exemplaires; par une inadvertence de mon domestique, ces exemplaires furent empaquetés dans mes malles, sans aucune intention, puisque je voulais revenir à Kàlos. »

Le lieutenant Jahny, ayant fait observer que le comte Zichy avait dû nécessairement établir des relations avec le ban, le comte répondit que le ban avait envoyé, la veille même de son arrestation, soixante Seressanes pour opérer une visite domiciliaire dans son domicile de Stuhlweissenburg. Le major Arthur Görgée, président du conseil, prenant à son tour la parole, et produisant la lettre de sauvegarde, signée *manu proprio* par Jellachich, expliqua le sens du mot sauvegarde et en déduisit la preuve que l'accusé devait être en intelligence avec le ban et les ennemis du pays. Le comte répliqua qu'il n'avait demandé une lettre de sauvegarde que pour protéger plus efficacement les habitants de Kàlos. Le président ajouta :

« Votre lettre de sauvegarde est datée du 27 septembre, vous avez été arrêté le 29, vous saviez donc parfaitement que l'armée croate s'avançait.

— « Je le savais.

— « Pourquoi n'avez-vous pas annoncé cette nou-

velle au camp magyar? pourquoi vous êtez-vous rendu parmi nos ennemis à Kàlos ?

— « Vous connaissiez aussi bien que moi l'approche de l'armée croate sous les ordres du général Rott. Enfin, je ne vous ai pas communiqué la nouvelle de la marche du corps croate parce que, je le répète, par votre position entre ce corps et les lieux où je me trouvais, vous deviez la connaître mieux que moi.

— « En quelle compagnie avez-vous été arrêté ?

— « En celle du comte Paul Zichy, officier démissionnaire depuis quelques jours.

— « Le comte Paul Zichy avait-il connaissance de votre lettre de sauvegarde ?

— « Je crois qu'il l'ignorait. »

A la suite de cet interrogatoire, le président reçut le serment des membres du conseil de guerre et l'auditeur prononça ainsi le *notum informativum :*

« D'après son *propre aveu* (1), le prisonnier est resté pendant quelque temps au camp ennemi (2), la lettre de sauvegarde, trouvée sur lui, prouve suffisamment qu'il jouissait particulièrement de la protection de Jellachich. Il est prouvé que l'accusé, ayant connaissance des mouvements du corps croate, n'en a fait aucune communication au camp magyar. En consé-

(1) Le comte avait désavoué tout ce qu'on lui imputait.

(2) Le camp ennemi! sa propre maison!

quence, le comte Eugène Zichy, déclaré complice des ennemis et traître au pays, a mérité la peine de mort par la corde. »

Après la lecture de cet acte inique, le major Görgée prononça la sentence capitale qui fut ratifiée par tous les membres du conseil et signée par le président Arthur Görgée et l'auditeur Charles Karcsay.

Pendant ce temps, un nommé Szalay, ex-employé du comte Eugène Zichy, chassé pour fraude et fait depuis colonel par Kossuth, surexcitait le peuple en répandant le bruit absurde que la famille Zichy était vendue à l'archiduchesse Sophie et allait rétablir la dîme et les corvées.

Le comte Eugène Zichy, qui depuis longtemps avait fait le sacrifice de sa vie à la noble cause dont il devait être martyr, avait écouté sans faiblesse l'arrêt fatal qui le condamnait à un odieux assassinat; en cet instant suprême, il ne manifesta qu'un seul désir, celui de recevoir un prêtre. Dieu l'avait prévenu en lui envoyant, avant le jugement, un de ces dignes ministres, le chapelain d'Adany. Ce brave jeune homme, à peine âgé de vingt-quatre ans, et nommé Juraszek, avait traversé, au péril de sa vie, par un temps d'orage et dans une frêle barque, le Danube pour apporter au comte les secours de la religion. Le noble condamné était à jeun depuis vingt-quatre heures. Görgée répondit à l'ecclésiasti-

que qui sollicitait l'autorisation de lui donner un peu d'aliments : « *A quoi bon lui donner une nourriture qu'il ne pourra digérer ?* » Ces paroles, prononcées avant l'interrogatoire, prouvent d'une manière incontestable que le sort du prisonnier était irrévocablement fixé.

Une nouvelle et cruelle épreuve avait été réservée au comte, il dut faire sa confession devant témoins et à haute voix; les derniers sacrements lui furent refusés avec une ironique impiété. Ces bêtises-là, lui dit un officier magyar, n'empêcheront pas ton âme d'aller tout droit au diable. L'œuvre du prêtre était achevée, l'office du bourreau allait commencer, mais telle avait été la précipitation des juges qu'ils avaient oublié de se pourvoir de ce personnage exécutif; un Bohémien, chanteur de profession, répondant au nom de Vig Ferko, sollicita l'infamie de terminer le dernier acte du drame et ne réclama pour salaire que les vêtements de la victime.

Il était sept heures et demi du soir. Le ciel était sombre, les astres semblaient s'être voilés pour ne point éclairer cette scène lugubre, le vent soufflait avec violence et menaçait à chaque instant d'éteindre les torches qui jetaient leurs clartés blafardes sur la potence qu'on avait dressée sous les yeux mêmes du condamné. Le comte, les mains liées derrière le dos, se prosterna une dernière fois sous la bénédiction

suprême et détachant avec ses lèvres l'anneau d'or qu'il portait à son doigt, il pria le prêtre de le remettre à son frère, le comte Edmond Zichy; il témoigna en même temps le désir d'être inhumé dans l'église de Kàlos. Le bourreau, impatient, attendait; il était pressé de recevoir le prix de son métier improvisé. « Cette corde est trop grosse, » dit le comte; et il en demanda une plus flexible, puis sollicitant comme une faveur l'autorisation de préparer lui-même le nœud coulant, il obtint la liberté de ses mains et se passa la corde au cou; alors, promenant un regard tranquille sur les personnes qui se réjouissaient le cœur et les yeux à la vue de ces apprêts sinistres, il prononça, d'une voix ferme, ces paroles sublimes : « Je meurs innocent, Dieu veuille que je sois la dernière victime...., qu'il protége ma patrie et la délivre de gens semblables à mes juges. Vive la Hongrie! vive le roi! »

Une minute après il remit son âme aux mains de Dieu. Le dernier soupir du comte fut le signal d'une scène de cannibales. La populace détacha le cadavre, le bourreau s'empara de ses vêtements, et au son d'une musique de bohémiens, la foule exécuta sous le gibet des danses magyares, auxquelles le cadavre nu, palpitant encore, et soutenu par les bras, dut prendre part jusqu'à l'heure où, s'échappant des mains fatiguées de profaner ainsi la mort, il retomba

avec un bruit sourd sur le sol. Le lendemain, à l'aube du jour, le jeune prêtre qui avait assisté dans ses derniers moments le comte Zichy, voulut abriter ses dépouilles dans un cercueil préparé pendant la nuit, mais la haine publique, dépassant les limites de la tombe, menaça de sa colère la piété du prêtre, qui dut se retirer. Alors, profanant de nouveau le corps glacé de la victime, la populace le traîne sur le bord du Danube et l'ensevelit à peine dans un monceau de fumier où, bientôt après, il devient la proie d'animaux immondes. Il avait déjà le bras droit et une partie de la poitrine dévorés, lorsqu'un prêtre grec de Loré, assisté d'un paysan, le couvrirent entièrement de terre après l'avoir garanti avec des planches (1).

Ainsi mourut, à trente-neuf ans, le chef d'une des plus illustres familles de Hongrie. Le comte Eugène Zichy, remarquable par la beauté de sa taille et la distinction de ses traits, l'était plus encore par les qualités de son cœur; bon, généreux, loyal, chevaleresque, il était, en toutes circonstances, le type du parfait gentilhomme hongrois.

D'une complète indépendance d'esprit, d'une franchise à toute épreuve, ne déguisant jamais son front

(1) Une année après, le jour anniversaire même de sa mort, la famille du comte Eugène Zichy eut la triste consolation de satisfaire aux dernières volontés de la victime dont les cendres reposent aujourd'hui dans l'église de Kàlos.

car il avait le droit de le porter haut ; ne travestissant jamais sa pensée, car il pouvait sans crainte l'exprimer devant tous, il poussait parfois la sincérité jusqu'à l'audace. Peu fait aux subtilités de la rhétorique, aux ambiguïtés des précautions oratoires, il abordait carrément la question et disait crûment la vérité à ses amis comme à ses ennemis : ceux-ci étaient fort nombreux dans le parti révolutionnaire, car le comte Zichy, voué cœur et âme aux intérêts de la Hongrie et à la royale maison de Habsbourg, ne laissait échapper aucune occasion de démasquer les intrigants et les traîtres qui paraient du nom de patriotisme leur ambition particulière, et du nom de liberté leurs projets d'asservissement.

Maître à vingt ans d'une immense fortune, il en faisait un noble usage : il était la providence des pauvres et l'ami des malheureux ; il affectionnait, comprenait et protégeait les arts et les artistes. Artiste lui-même, il cultivait également avec succès les sciences, qu'il étudiait avec zèle pour les appliquer ensuite avec discernement aux besoins de son pays. Voyageur intrépide, il a laissé sur toutes les parties connues du globe le souvenir de son énergie et de sa munificence. De toutes, il a rapporté une connaissance utile, une idée d'amélioration pratique dont il a doté son comitat.

Sa voix, mûrie par l'expérience, s'est fait écouter

plus d'une fois au sein des commissions savantes, et souvent, ses conseils ont été suivis avec avantage pour la chose publique, notamment dans la grave question des systèmes pénitentiaires et du régime cellulaire.

Citoyen vertueux, il a poussé l'amour de la patrie jusqu'au sacrifice ; royaliste fidèle, il s'est élancé dans l'éternité au cri de *Vive le roi!* Chrétien résigné, il est mort suivant les saints préceptes, en pardonnant à ses ennemis ; mais homme fort, il a raillé le bourreau en l'aidant de son avis dans les apprêts du supplice, et de ses mains dans l'exécution. Ses dernières paroles, commençant par ces mots : *Je meurs innocent,* et terminant par ceux de *Vive le roi!* seront l'oraison funèbre et en même temps le panégyrique de sa vie. Sans peur et sans reproche, trompant les espérances de ses meurtriers ; le gibet de l'infamie est devenu pour lui le piédestal de l'honneur et l'autel du martyre.

Pendant ce temps, le comte Edmond Zichy, son frère, échappait, comme par miracle, à une mort à laquelle il était également condamné, et qui paraissait d'autant plus certaine que les conjurés avaient juré de l'immoler. Arrêté par un certain nombre d'entre eux, et conduit, le pistolet au front, à Moor, il parvint, par sa présence d'esprit, à les livrer lui-même aux autorités de cette ville.

Dans cet intervalle, Kossuth, qui, changeant de rôle selon les circonstances, se montrait tour à tour rhéteur, journaliste, tribun, commissaire de police ou racoleur, avait fait une nouvelle tournée dans les districts de la Theiss et, comme toujours, le souffle de sa parole enthousiaste avait suffi pour créer une armée ; ce fut en ces termes pompeux qu'il apprit au parlement le résultat de ses efforts: « Réjouissez-vous, frères, car le lion hongrois se réveille enfin de son long sommeil ! etc., etc. » Le parlement accueillit cette assurance avec des transports d'autant plus vifs qu'il se trouvait sous le coup d'un manifeste impérial arrivé la veille, et composé de six articles ainsi conçus :

1° Le parlement de Pesth est dissous ; il devra terminer sur-le-champ le cours de ses séances.

2° Toutes les résolutions et ordonnances du parlement qui n'ont pas été sanctionnées par le roi sont déclarées illégales, nulles et sans valeur.

3° Le ban de Croatie, baron Jellachich, est nommé commandant en chef de toutes les troupes, gardes nationales et volontaires, tant en Hongrie et ses terres annexées qu'en Transylvanie.

4° Toute la Hongrie est déclarée en état de siége.

5° Le ban de Croatie est nommé commissaire plénipotentiaire et *alter ego* du roi. Il est, en outre investi de pouvoirs illimités.

« 6° Le ban de Croatie est chargé de faire une enquête contre les auteurs et les complices de l'assassinat du lieutenant-général, comte Lamberg. »

Ce manifeste était contre-signé par le comte Adam Recsey, nommé par le roi ministre président de Hongrie.

Malgré la contre-signature dont ce manifeste était revêtu, Kossuth, l'analysant dans son ensemble, déclara, par une diatribe remplie de fiel contre l'impériale maison d'Autriche, que le manifeste en question était nul; attendu que, d'après un article de la constitution, le roi ne pouvait dissoudre le parlement avant que le budget n'eût été voté, et qu'indépendamment de cette illégalité, la signature d'un ministre, résidant à Pesth, était indispensable à la validité de tout rescrit royal.

Le parlement, qui ne demandait pas mieux que de se laisser convaincre, admira la logique de cette argumentation et abondant dans le sens du tribun rhéteur, il répondit au manifeste royal par un décret qui l'annulait complétement. Par le même décret, le baron Jellachich et tous ses partisans déclarés traîtres à la patrie, étaient mis hors la loi et un procès de haute trahison était intenté au comte Adam Recsey.

L'audace du parlement, se jetant ouvertement dans

la voie de la rébellion, dépassa toutes les bornes lorsqu'il apprit que le général Roth et son corps d'armée, composé de six mille hommes et de douze pièces de canon avaient été faits prisonniers par les colonels Maurice Perczel et Arthur Georgey.

CHAPITRE VI.

La révolution marche. — Projets criminels. — La nuit du 4 octobre. — Réunion des conjurés. — Service funèbre du général Lamberg. — Révolte d'un bataillon. Négociations. — Mesures du ministre de la guerre. — Belles paroles. — Dernière nuit du comte Latour. — Secrets avertissements. — Matinée du 6 octobre. — Combats au pont du Tabor. — Mort du général Bredy. — Un sacrilége. — Une cathédrale pour champ de bataille. — Insurrection. — Siége du ministère de la guerre. — Incidents dramatiques. — Courageuse énergie du ministre Bach. — Proposition hardie. — Dangers croissants. — Les révoltés envahissent le ministère de la guerre. — Fausse position des troupes. — Fraternisation. — Actes de vandalisme. — Pillage du ministère. — Mort du comte Latour. — Scènes atroces.

Nous sommes arrivés au mois d'octobre 1848, à travers les cris de l'émeute, le travail de la désorganisation et les excès de l'anarchie, nous avons passé par les journées du 13 mars, du 15 et du 26 mai, devant les désastres de l'autorité souveraine et les succès éphémères de la prétendue souveraineté populaire, nous touchons maintenant au dernier acte du drame de la révolution de Vienne.... Quelles en furent les causes ou plutôt le prétexte, voilà ce qu'il importe de préciser avant tout; nous verrons bientôt quelles en furent les conséquences.

14.

Ainsi que nous l'avons dit, le ban de Croatie et le comte Latour, ministre de la guerre du cabinet de Vienne étaient les deux personnages qui assumaient le plus sur eux les haines et les colères du parti magyar, représenté par Kossuth. La chevaleresque énergie de l'un, le fidèle dévouement de l'autre à la dynastie régnante paraissaient les principaux obstacles aux projets des utopistes, qui rêvaient l'indépendance et les triomphes de la Hongrie républicaine sur les ruines de la monarchie légitime. Le parti Kossuth, plein de confiance en l'avenir et en ses propres forces, croyant vaincre le ban par les baïonnettes magyares, résolut de se débarrasser à tout prix du ministre de la guerre, dût-il recourir à l'*ultima ratio* des révolutionnaires, le poignard! Ce moyen extrême semblait d'autant plus facile, que depuis longtemps le comte Latour, en opposition ouverte avec le parti extra-radical de la constituante autrichienne, était devenu l'objet de la haine des journalistes, des étudiants, des rhéteurs et des demi-savants de la Aula. Ces hommes, trop compromis ou trop fanatisés pour faire un heureux retour sur eux-mêmes et s'arrêter au bord de l'abîme qu'ils avaient creusé de leurs propres mains, ne pardonnaient point au ministre de la guerre le courage avec lequel, en maintes occasions, le 13 septembre entre autres, il avait dévoilé et contrecarré leurs menées coupables;

ils lui pardonnèrent encore moins la résistance qu'il opposait aux projets subversifs du magyarisme et les sympathies qu'il accordait au parti croate. La haine de ces fanatiques servait trop bien les intérêts de la cause révolutionnaire hongroise pour que les chefs magyars ne cherchassent point à en profiter : le succès de leur démarche, dépassant leurs espérances, resserra les liens de l'alliance qui rattachait à une idée commune les révolutionnaires de l'Autriche à ceux de la Hongrie. Dès lors, la mort du comte Latour fut décidée, et telle était l'audace des conjurés, que cette décision monstrueuse ne fut bientôt plus un mystère pour personne. Le meurtre, arrêté dans l'ombre, se préparait publiquement, en plein soleil; les orateurs patentés de la démagogie déclaraient hautement que la mort de *l'infâme Latour* était une *indispensable nécessité politique.* Les apologistes de l'assassinat faisaient appel au poignard, les émissaires magyars enrôlaient à prix d'argent des séides; ils payaient avec de l'or le fer qui devait servir à la perpétration du crime, ils enrégimentaient l'émeute qui devait servir de prologue à la vengeance du peuple.

Les membres du club démocratique à la Aula, les journalistes radicaux dans leurs conciliabules, les étudiants dans leurs réunions, considérant la mort du comte Latour comme un fait inévitable, disaient ou-

vertement *que la vie du ministre de la guerre pendait à un cheveu que le moindre souffle pouvait briser....*

Dans la nuit du 4 au 5 octobre, une vingtaine de conjurés, revêtus pour la plupart du costume hongrois et polonais, se réunirent mystérieusement à deux heures dans une salle de la Aula. Les plus grandes précautions avaient été prises pour éviter toute initiation étrangère. Un grand jeune homme à l'œil terne, à la voix brève, remarquable surtout par une figure à moitié cachée dans une barbe ardente et inculte, se trouvait debout près de la porte, pour échanger un signe de convention et interroger à voix basse chaque nouveau venu, qui lui donnait ainsi la réplique de l'épreuve :

— « Que viens-tu chercher ici ?

— « Justice.

— « Au nom de qui ?

— « Au nom du peuple.

— « Contre qui ?

— « Contre le traître.

— « Quel est-il ?

— « Latour.

— « C'est bien.... laissez passer. »

Le nom de Latour était le mot d'ordre, sa mort était le sujet de cette assemblée nocturne.

A deux heures et demie, les portes étaient closes et tous les conjurés groupés autour d'une table char-

gée de brocs de bière et de cigares ; le jeune homme qui venait de remplir les fonctions d'introducteur prit la parole en ces termes ;

« Frères ! le grand Kossuth a dit qu'il donnerait volontiers un million pour faire une révolution à Vienne : je dis, moi, que Kossuth est bien généreux, puisque nous sommes disposés à la faire pour rien : n'est-il pas vrai, frères ?

— « C'est la vérité.

— « N'importe, mes amis, par le temps qui court un million n'est pas chose à dédaigner, quand il s'agit surtout de prouver au peuple par des arguments sonores et concluants qu'il trouvera la fortune dans la révolution. Qu'en pensez-vous, frères ?

— « Il faut accepter tout l'or que Kossuth et nos amis de Hongrie peuvent nous envoyer.

— « Nous en avons un besoin d'autant plus pressant, qu'un de nos affiliés du ministère de la guerre nous a donné ce soir l'importante nouvelle que demain ou après-demain au plus tard, le traître Latour doit tenter un coup décisif, mais nous serons là. Qu'en dites-vous, frères ?

— « Nous serons prêts.

— « C'est bien !.... Une révolution est une belle chose, frères ; mais pour qu'elle soit bonne et profitable, il faut qu'elle soit véritablement une révolution et non point une caricature de révolution. Il nous

faut une révolution avec le peuple au bras nu, les cheveux au vent, la colère aux lèvres et le fusil à la main.

— « Et non point une émeute, répliqua un compère, dont la barbe noire et l'accent italien contrastaient avec la barbe rouge et l'accentuation germanique du préopinant, et non point une émeute en gants jaunes, bottes vernies et cheveux parfumés.

— « Il nous faut une révolution avec des barricades et la guerre des rues.

— « Et non pas une manifestation bourgeoise à l'eau de rose et au sucre candi.

— « Une révolution à la Danton et à la Robespierre.

— « Et non pas une parodie à la Louis Blanc et à la Lamartine.

— « Une révolution de Titans, d'hommes enfin.

— « Et non pas un caprice de pygmée ou une fantaisie de poëte!........ »

De grands éclats de rire et des applaudissements accueillirent ces allusions faites à la taille infime de l'orateur du Luxembourg, ainsi qu'à l'imagination fertile du héros de l'Hôtel-de-Ville.

« Il nous faut enfin, reprit le premier orateur en donnant à son éloquence une énergie sauvage et à sa main jouant avec un mouchoir, le simulacre d'un nœud coulant, il nous faut une révolution avec des

cadavres pour satisfaire la vengeance du peuple, et une victime *élevée* pour compromettre l'avenir en rendant impossible le retour au passé. Comprenez-vous, frères?

— « Nous avons compris.

— « Il suffit.... Maintenant, répondez encore : qu'êtes-vous venus chercher ici?

— « Justice.

— « Au nom de qui?

— « Au nom du peuple.

— « Contre qui?

— « Contre le traître.

— « Quel est-il?

— « Latour.

— « Eh bien! frères, que justice soit faite au nom du peuple : périsse Latour et vive l'indépendance de l'Allemagne! »

A ces mots, tous les conjurés debout, l'œil en feu, élèvent leurs verres et s'écrient : « Périsse Latour et vive l'indépendance de l'Allemagne! » De ce moment, la mort du ministre de la guerre fut résolue.

Cette réunion nocturne qui, par la longueur de sa durée, l'étrangeté de sa matière et la nature des personnages, représentait une scène appartenant au moyen âge plutôt qu'au XIXe siècle, se prolongea jusqu'à sept heures du matin.

Un mois plus tard, une scène analogue eut lieu à

Rome, également au sujet d'un ministre. Ainsi que le comte Latour, le comte Rossi devait être condamné à mort et assassiné par les sociétés secrètes.

Pendant que les conjurés, levant la séance, se félicitaient de la résolution qu'ils venaient de prendre, le comte Latour se rendait à l'église des jésuites où l'on devait célébrer un service funèbre pour le repos de l'âme du comte Lamberg. Malgré l'heure matinale, cette cérémonie avait attiré un assez grand concours de personnages, jaloux de rendre un dernier hommage à la mémoire d'un homme de bien. L'intérieur de l'église, tendu de draperies noires sablées de larmes d'argent, était somptueusement décoré. Autour d'un catafalque, élevé au milieu de la nef et orné des armes de l'illustre mort, se pressaient deux archiducs, des ministres, des princes, des généraux, des officiers supérieurs, des magistrats, des gardes nationaux et quelques vieillards, serviteurs fidèles, dont les larmes formaient l'éloquent panégyrique du maître qu'ils avaient perdu. Un bataillon de grenadiers était rangé en bataille devant la façade de l'église, deux compagnies formaient la haie le long des piliers de l'intérieur. L'harmonie des chants funèbres, la musique militaire accompagnant le *dies iræ,* la tristesse répandue sur le front des assistants, les appréhensions de l'avenir, la vue du ministre qu'on savait plus particulièrement exposé aux colères

de la révolution, le roulement des tambours voilés de deuil, les lamentations de l'orgue, tout donnait à cette cérémonie un caractère lugubre et sombre, qui saisissait au cœur et donnait le frisson de l'effroi. Le comte Latour, agenouillé pieusement au pied du catafalque, priait avec ferveur pour son compagnon d'armes et pour lui-même. A l'élévation, son front resta longtemps incliné sur sa poitrine; l'ombre du général Lamberg avait-elle passé devant sa prière? Au moment de l'absoute, il répondit à la voix de l'officiant qui psalmodiait le *De profundis*. Un instant après, la croix voilée de deuil disparut, les cierges de l'autel s'éteignirent, le comte Latour fit une dernière prière et, suivi de ses aides de camp, rentra à l'hôtel du ministère.

Pendant ce temps, les meneurs plaçant à de sanglants intérêts l'or magyar, caressaient par les mots d'indépendance et de liberté l'ardeur de leurs complices. Les conjurés étaient prêts, ils n'attendaient plus qu'une occasion et un signal; l'occasion ne tarda pas à se présenter, le signal ne se fit pas attendre. Après la publication des derniers manifestes royaux, le ministre de la guerre avait résolu d'envoyer des troupes en Hongrie, pour appuyer les opérations du ban. En conséquence, il donna l'ordre au bataillon de grenadiers de Richter de se tenir prêt à partir le 6 octobre. Ce bataillon, composé en grande partie

d'Allemands, se trouvait en garnison à Vienne depuis quatorze années; travaillé par l'action occulte des révolutionnaires, il accueillit par des murmures un ordre qui devait changer ses paisibles habitudes de garnison, contre les fatigues et les hasards de la guerre. Vainement les officiers voulurent interposer leur autorité et rappeler aux grenadiers les lois de la discipline et la fidélité au drapeau, leur voix et leur autorité furent méconnues; les grenadiers, égarés par de perfides conseils, se livrèrent à des actes graves d'insubordination. L'anarchie de la rue avait forcé les portes de la caserne; ces scènes avaient lieu dans la soirée du 5 octobre.

Les gardes nationaux des faubourgs voisins, Gumpendorf, Gaudenzdorf et Wieden, furent aussitôt convoqués pour dissiper les attroupements qui s'étaient formés devant la caserne; mais, loin de rétablir l'ordre, soit par une répression énergique, soit par des conseils conciliants, ils patronnèrent l'insubordination militaire en fraternisant avec elle. Les grenadiers, décidés à ne point se soumettre à l'ordre ministériel, envoyèrent une députation à l'Université pour s'assurer des dispositions de la légion académique; pendant ce temps, les gardes nationaux des faubourgs précités voulant éviter un conflit, considéré comme inévitable, adressèrent une pétition au ministre de la guerre, pour le supplier de révoquer

un ordre qui pouvait mettre le feu aux quatre coins de la ville. Le ministre, malgré l'heure avancée de la nuit, reçut dans son cabinet les délégués de la garde nationale.

« Messieurs, leur dit-il, soldat, j'ai toujours considéré la discipline comme la force des armées, et les armées disciplinées comme la force des nations ; ministre de la guerre, et à la fin de ma carrière, je ne trahirai pas les convictions de toute ma vie; la révocation de l'ordre que j'ai donné hier ne serait pas seulement une lâcheté, elle serait un crime... »

Ébranlés d'abord par ces nobles paroles, les délégués insistent de nouveau et cherchent à fléchir la volonté du ministre, en parant du nom de conciliation, celui de lâcheté, et d'humanité, celui de crime; mais le ministre persiste dans sa résolution. « Je ne me fais point d'illusion, messieurs, ajouta-t-il, je connais le but et les projets des chefs qui se cachent derrière vous pour agir; je sais que l'ordre donné aux grenadiers de Richter n'est qu'un prétexte; je sais que l'insubordination de ces grenadiers sera l'occasion d'une émeute, d'une révolution peut-être.

— « Que d'un mot vous pouvez éviter, s'écria un délégué.

— « Erreur, reprit le ministre, l'occasion perdue aujourd'hui se retrouverait demain sous une autre forme.... Je sais, continua-t-il en montrant du doigt

un paquet de lettres posées sur son bureau, je sais que ma vie est menacée, *qu'elle pend à un cheveu que le moindre souffle peut briser.* Je sais que le sort du général Lamberg est celui qu'on me destine; je sais tout cela et cependant je persiste. Adieu, messieurs, je vois à votre uniforme que vous êtes les soldats de l'ordre, faites votre devoir, je ferai le mien. »

Les délégués voulurent tenter un dernier effort en se rendant chez le comte Auersperg, commandant en chef les troupes de la garnison, mais celui-ci, ainsi que le comte Latour, repoussa leur demande comme inadmissible. Il ne voulut pas même jeter les yeux sur leur pétition, dont le principal argument en faveur de la révocation de l'ordre ministériel reposait sur la bonne intelligence qui régnait entre la population viennoise et des grenadiers appartenant à la confédération germanique.

A minuit, le ministre comte Latour, fatigué par les labeurs de la journée, se jeta tout habillé dans un fauteuil où il s'endormit profondément jusqu'à trois heures. « Je suis heureux de me réveiller, dit-il, j'ai fait un vilain rêve, j'ai eu constamment sous les yeux le cadavre du malheureux comte Lamberg. Triste mort, ajouta-t-il, mais pourquoi *n'a-t-il pris aucune précaution?* » A trois heures un quart, il envoya son aide de camp, le major baron Boxberg, au général comte Auersperg, afin de l'informer des dispositions

qu'il avait prises pour assurer le départ du bataillon insubordonné et lui donna l'ordre d'employer au besoin deux divisions de cavalerie sur la fidélité desquelles on pût compter.

A trois heures et demi, il envoya un officier d'état-major pour recommander au ministre de l'intérieur toutes les mesures nécessaires à la répression de l'émeute qui devait infailliblement éclater le lendemain. Le baron Dobblhoff fit répondre au ministre de la guerre qu'il ne pensait pas que la garde nationale consentît à descendre dans la rue avant l'explosion des troubles; que dans tous les cas il allait donner ses ordres au commandant en chef.

A quatre heures, le ministre, saisi par le froid de la nuit, se promenait à grands pas dans son cabinet, quand un sous-officier de service lui remit une lettre, dont l'enveloppe portait écrit au crayon rouge cette recommandation : très-pressée. Le comte Latour en rompit aussitôt le sceau. « Encore un avertissement! s'écrie-t-il, après avoir parcouru les premiers lignes; je ne croyais pas avoir mérité l'honneur de tant de haines. »

La lettre était ainsi conçue :

« Excellence,

« Il en est temps encore, révoquez un ordre qui vous sera fatal; si vous persistez vous êtes un homme

perdu : trois victimes sont offertes à la révolution de demain, vous, le ministre Bach et l'archiduchesse Sophie, serez tous les trois pendus au même réverbère, face contre face; les cordes sont prêtes et les mains, qui doivent serrer les nœuds coulants, n'attendent que le signal. Encore une fois, excellence, prévenez par une concession facile le sort inévitable qui vous attend; mais si vous fermez l'oreille à la voix qui veut vous sauver, n'oubliez pas de prendre les précautions exigées par la prudence; entourez-vous de troupes et de canons; abandonnez même l'hôtel du ministère, si vous ne voulez pas y trouver un tombeau. Que Dieu vous garde ! »

« Quitter l'hôtel du ministère, murmura le comte Latour. Ce n'est pas un soldat qui m'a écrit ce billet anonyme, car un soldat aurait su qu'à l'heure du danger un homme de cœur reste à son poste, dût-il être relevé par la mort. »

A cinq heures et demi, il reçut un nouvel avertissement tellement significatif qu'il semblait providentiel. Un étudiant lui rendait compte, par écrit, de la réunion qui avait eu lieu à la Aula dans la nuit du 4 au 5 octobre. Il n'avait omis aucun détail; *rien n'avait été oublié :* ni le mot d'ordre du laisser passer, ni le discours dialogué des deux principaux orateurs, ni la résolution adoptée à l'unanimité à la fin de la séance.

« Si nous étions au mois d'avril, dit le ministre en

souriant et jetant au feu le billet qu'il venait de parcourir, je croirais, en vérité, que l'on veut me mystifier.

— « Nous sommes au mois d'octobre, général, lui répondit un de ses officiers; c'est pour cela que votre excellence doit ajouter quelque croyance à l'avertissement qu'elle reçoit.

— « On calomnie le peuple, répliqua le ministre : le peuple crie, mais il n'assassine pas.

— « Rappelez-vous, excellence, le général Bréa à Paris et le général Lamberg à Pesth. »

Le comte Latour garda le silence, puis s'approchant d'une fenêtre, il se mit à tambouriner sur la vitre une marche militaire avec ses doigts.

Pendant ce temps, les grenadiers de Richter, sommés de se rendre au chemin de fer, avaient quitté leur caserne dans le plus grand désordre. Exaltés par de perfides conseils, échauffés par de copieuses libations, ils se livraient à des imprécations contre le comte Latour et contre leurs propres officiers. Une partie de la garde nationale leur servait d'escorte d'honneur, tandis que l'autre partie s'était portée au pas de course à l'embarcadère du chemin de fer pour organiser la résistance. Un fort détachement de cavalerie, le sabre au poing, marchait sur les ailes.

Sur la gauche de la barrière du Tabor, baignée par les eaux du Danube, dont les flots limpides, prolon-

geant les contours du rivage, fertilisent de vastes prairies et coupées de haies d'aubépines, s'étendent au loin des bouquets de bois qui servent d'avenues aux jardins dits Augarten. Dans ces jardins, toujours verts, on voit de distance en distance des établissements fashionables ou populaires pour recevoir, selon l'importance de la bourse et la valeur du nom, les diverses classes de la société viennoise. Ici c'est un café, somptueusement décoré, au milieu duquel s'élève en amphithéâtre un orchestre garni de musiciens; là, c'est une école de natation; plus loin ce sont des guinguettes, au toit rustique, encombrées de bonnes et joyeuses figures, chantant, buvant et riant; plus loin encore sur la droite, on aperçoit des plaines arides, couvertes de chantiers de bois; çà et là des arbres séculaires soutiennent un toit de chaume, puis c'est la ligne du chemin de fer avec son pont jeté sur le Danube, puis le grand pont du Tabor, liant l'une à l'autre les deux rives du fleuve, enfin la gare du chemin de fer et tout auprès la barrière de l'octroi; tel était le charmant paysage qui devait servir de théâtre aux scènes que nous allons décrire.

La cavalerie qui avait escorté le bataillon rebelle s'était rangée en bataille; à l'intérieur de la barrière de l'octroi, plusieurs pièces de canons avaient été établies; en dehors de cette barrière, à l'extrémité de la tête gauche du pont du Tabor, le bataillon de

Nassau, parfaitement disposé, n'attendait que le signal pour donner; un détachement de pionniers devait au besoin soutenir ses mouvements et dégager le pont s'il était obstrué.

De leur côté la garde nationale et les grenadiers rebelles, soutenus par la populace et une partie de la légion académique, avaient pris de formidables positions. La garde nationale, qui d'avance s'était portée rapidement sur le chemin de fer, l'avait coupé, tandis que les étudiants et le peuple, enlevant le plancher du pont de fer qui le desservait l'avait hérissé de barricades. Des gardes nationaux, des étudiants et des prolétaires occupaient en armes les rivages du Danube endigué. Une compagnie de la légion académique, composée en partie des étudiants en droit et conduite par leur commandant en chef Aigner, penchait pour les troupes fidèles, tout en se maintenant dans une prudente neutralité.

Les deux partis se trouvaient ainsi en présence lorsque le général Bredy somma les grenadiers rebelles de se rendre à la station prochaine où le train les attendait; quelques-uns, retrouvant tout à coup le sentiment du devoir, s'avancent résolûment sur le pont du Tabor pour obéir à l'ordre qu'ils venaient de recevoir; mais les autres, et c'était le plus grand nombre, se précipitant dans les rangs de la garde nationale s'écrient: Nous ne partirons pas,

les Hongrois sont nos frères, vivent les Hongrois! — Vivent les Hongrois! répète la foule, et du sein de ces masses, toujours prêtes à se ranger du parti du désordre contre l'autorité, s'élèvent des imprécations contre les ministres et des menaces de mort contre le comte Latour. Devant ces dispositions, les commandants des troupes fidèles et les généraux qui s'étaient rendus sur le terrain pour diriger les opérations étaient indécis; ils comprenaient que le départ du bataillon de Richter ne pouvait s'exécuter sans un conflit sanglant, dont, privés d'ordre positif, ils redoutaient d'assumer la responsabilité; les députations qui, de minute en minute, allaient, se croisaient et revenaient du ministère de la guerre, avaient trouvé le comte Latour inflexible; aux prières, aux menaces mêmes, il avait répondu froidement: « Le bataillon partira. »

Dans cet état de choses, et désireux d'éviter à tout prix une collision, l'on résolut d'un commun accord, en désespoir de cause, d'envoyer deux députations mixtes: l'une à la constituante, pour lui demander si des troupes allemandes devaient obéir à l'ordre qui les éloignait de Vienne pour les diriger sur le théâtre de la guerre hongroise; l'autre au comte Latour, pour lui demander son dernier mot. La première ne trouva pas un seul constituant à son poste, et la seconde n'était pas encore de retour que la multitude impa-

tiente se précipita sur un caisson d'artillerie qui, faiblement escorté, arrivait de la ville au grand trot. En cinq minutes les munitions de guerre qu'il contenait furent pillées et partagées. Les meneurs profitèrent de cet incident pour exaspérer davantage, encore, le peuple : « Voyez-vous, disaient-ils en parcourant les groupes armés, et en leur montrant les boulets et les paquets de mitraille volés, voyez-vous les présents d'amitié que le ministre envoie à nos frères de Hongrie ; le comte Latour est vraiment un excellent père. » Excitées par ces paroles, les masses révoltées s'ébranlent, les grenadiers de Richter, les gardes nationaux et les étudiants chargent leurs armes ; de leur côté les troupes fidèles sont prêtes à donner. Le général Bredy, craignant d'être débordé, fait mettre les trois pièces de canon en batterie, et d'une voix ferme s'écrie : Feu ! mais au même instant, atteint d'une balle au cou, il tombe roide mort ; l'officier supérieur qui le remplace tombe, également frappé mortellement, au moment où il répète le commandement donné par le général. Les insurgés, arrêtés un instant par des volées de mitraille, se précipitent avec résolution sur les pièces et s'en emparent successivement après avoir désarmé ou tué les artilleurs. Le combat s'engage sur tous les points ; le bataillon de Nassau et les pionniers dirigent des feux de peloton sur les insurgés ; les

grenadiers rebelles et leurs auxiliaires y répondent par un feu nourri. Deux escadrons de cavalerie exécutent une charge vigoureuse ; mais, attaqués de front et à la baïonnette par la légion académique, ils sont repoussés. Le sang coule de part et d'autre, et des deux côtés le courage est au niveau de l'acharnement. Malgré les pertes sensibles qu'elles éprouvent, en officiers surtout, car l'uniforme des chefs sert de cible à l'adresse des insurgés, les troupes fidèles suppléent à l'infériorité du nombre par le sang-froid et la discipline ; les insurgés, acculés sur les bords du Danube et craignant d'être jetés dans le fleuve, opèrent un mouvement de retraite, le bataillon de Nassau s'élance à leur poursuite et la lutte, changeant de théâtre, continue dans la rue du Tabor et ses environs jusqu'à ce que les rebelles garantis par de fortes barricades et renforcés par des masses considérables, venues des faubourgs, forcent les troupes à se replier à leur tour. Libres alors de leurs mouvements, les insurgés exécutent de toutes parts des travaux de défense, ils occupent les principales artères du faubourg Léopolstadt, la rue Jàegerseile, élèvent partout des barricades, fortifient la tête du pont François, et placent des canons sur le bastion de la Tour rouge.

A neuf heures, le comte Latour apprit la mort du général Bredy : « Il n'est pas à plaindre, dit-il avec une

émotion qui trahissait une espérance, un désir, peut-être, il est mort en soldat! » Ces nobles paroles étaient malheureusement en contradiction avec le caractère irrésolu du ministre. Dans ce moment décisif, le comte Latour, oubliant que l'épée tirée ne doit rentrer au fourreau qu'après la victoire, et qu'un temps d'arrêt dans la lutte est un signe de faiblesse ou d'impuissance fit porter l'ordre au général baron Csorich, commandant les troupes établies au Tabor, d'éviter toute effusion de sang et de ne faire tirer qu'en cas de légitime défense. Les insurgés profitèrent de ce répit pour se fortifier dans leurs positions et pour élever de nouvelles barricades aux abords mêmes de la place Saint-Etienne.

Le bataillon de la garde nationale du quartier de Carinthie, surnommé jaune et noir, en raison de son dévouement à la maison d'Autriche, était rangé en bataille sur cette place, et y gardait la porte de la tour pour empêcher qu'on sonnât le tocsin. A midi, un détachement de la légion académique débouche par le Graben, traînant deux pièces de canon, pour renforcer la batterie établie sur la porte Rouge. Mal accueillis par la garde nationale, les étudiants s'apprêtent à la charger; la populace, attirée par l'espérance d'un conflit, se joint aux étudiants, et crie : *A bas les jaunes et les noirs!* Mais ceux-ci, sur l'ordre du commandant, chargent leurs armes et s'apprêtent

à repousser la force par la force ; dans ce moment, trois bataillons du faubourg Wieden arrivent au pas de charge et le feu s'engage aussitôt. Malgré le courage des gardes de la ville, la lutte devint bientôt pour eux inégale : trop inférieurs en nombre pour tenir tête aux masses croissantes des insurgés, serrés de près, ils se précipitent dans la cathédrale. La lutte, alors plus concentrée, change d'aspect et improvise des scènes horribles : de sourdes détonations résonnent sous les voûtes gothiques, la fumée de la poudre remplace les nuages d'encens ; des cris de rage et de désespoir retentissent là où les cantiques d'amour et de paix s'élevaient au ciel, pour exalter le Dieu des miséricordes ; la prière épouvantée s'enfuit et se glace aux lèvres de quelques fidèles surpris agenouillés aux angles des piliers, le sang coule et rougit les dalles de la basilique ; de malheureux blessés cherchent en vain un abri devant l'image du Christ : un sacristain est frappé à mort dans le confessionnal où il avait cru trouver un refuge ; ainsi une balle l'envoie du tribunal de la pénitence au tribunal de Dieu ; un de ses collègues tombe frappé d'un coup de hache à la tête. Un jeune lieutenant, le docteur Joseph Drexler, avocat d'un grand mérite, est grièvement blessé sur la dernière marche de l'autel de la chapelle de Saint-Léopold ; un coup de fusil, tiré à bout portant, lui brise le bras droit au moment

où il adressait des paroles de paix à ses meurtriers. Le temple du Seigneur présente partout l'image d'un champ de bataille ; les torches de la guerre civile ont remplacé les cierges du sanctuaire. Pendant que les débris du bataillon jaune et noir se retranchent au fond du sanctuaire, de nombreuses députations assiégent le ministère de la guerre, pour conjurer le comte Latour de mettre fin à cette lutte impie et fratricide ; mais deux proclamations adressées au peuple, l'une par le conseil des ministres, l'autre par le docteur Fischhof, ne font que l'irriter davantage. D'un autre côté, les rapports qui se succédaient sans intervalle au ministère étaient des plus alarmants, ils représentaient la position sinon comme désespérée du moins comme fort compromise ; partout le peuple se levait en masse et s'apprêtait à combattre. Du Tabor, la lutte s'était engagée au centre même de la ville. Les insurgés, vainqueurs sur la place Saint-Étienne, parlaient déjà d'attaquer le ministère de la guerre ; il n'y avait donc pas un instant à perdre : alors le comte Latour, cédant aux instances du ministre Dobblhoff, et oubliant le soin de sa sûreté personnelle, donne l'ordre au colonel Schœn de se porter rapidement avec ses trois compagnies de pionniers, et quelques pièces de canon, sur la place Saint-Etienne : « Allez, colonel, lui dit-il, dégagez le bataillon traqué dans la cathédrale, balayez de

vive force la place Saint-Etienne, et revenez ensuite prendre position devant le ministère. » Le ministère n'avait pour force unique que ces trois compagnies de pionniers, une compagnie de grenadiers, quelques artilleurs, une dizaine d'ordonnances, un certain nombre de grenadiers détachés et quatre pièces de canon.

Arrivé sur la place, le colonel Schœn harangue les insurgés, il les supplie, au nom de la patrie, de terminer le combat impie qui arme la main contre le cœur d'un frère; mais que pouvait le langage de la raison sur l'esprit d'hommes enivrés par le sang et la poudre. Point de transaction, s'écrient les chefs, il est trop tard. Mort à Latour et vive la Hongrie!

Une vive fusillade s'engage; les pionniers, un contre vingt, assaillis, cernés de toutes parts, ne peuvent se servir de leurs canons; forcés de battre en retraite, ils se replient en toute hâte sur le Graben, mais là, pris entre deux feux, sans un pli de terrain, sans un angle de maison pour se couvrir, ils sont fusillés par des ennemis invisibles, cachés dans les embrasures des fenêtres, derrière les portes des maisons, derrière les tuyaux des cheminées; enfin ils sont obligés de déposer les armes. D'énormes barricades, élevées sous la direction d'émissaires étrangers, leur avaient fermé les chemins du ministère de la guerre. Sur un autre point de la ville, le bataillon de Nassau se trouvait aux prises avec les insurgés. Informé au

moment où il rentrait en ville, par la porte des Écossais, de la situation critique des pionniers, il marchait à leur secours, lorsque, parvenu sur la place du Hof, il se vit forcé, par le feu surplombant des fenêtres et le choc des assaillants, de se replier sur le Freiung.

A trois heures, les efforts des troupes semblaient paralysés, et l'insurrection triomphante s'apprêtait à marcher sur l'hôtel du ministère de la guerre. Les troupes, chargées de défendre cette position, se composaient alors de cent vingt-six hommes de la deuxième compagnie du régiment Deutschmeister, sous le commandement du capitaine Brandmayer et du premier lieutenant baron Grainger; de trente-et-un grenadiers du régiment de l'empereur, commandés par le capitaine baron Geusau; de six artilleurs, un caporal (1) et une pièce de canon, trois soldats du train, neuf ordonnances de chevau-légers avec un caporal et douze ordonnances de la garde bourgeoise avec leur sergent. Réunis en conseil de guerre sous la présidence du major-général Frank, commandant l'hôtel du ministère sous les ordres immédiats du comte Latour, les chefs de cette petite troupe prirent les dispositions

(1) Dans l'armée autrichienne, les grades de caporal et de sergent s'appliquent indistinctement à la cavalerie et à l'infanterie.

indiquées par l'imminence du péril. D'abord ils retirèrent les hommes de la grande garde, située en dehors de l'hôtel dont ils firent fermer toutes les portes, ensuite ils rangèrent en bataille des deux côtés de la cour principale une partie des grenadiers du capitaine Brandmayer, auxquels se joignirent spontanément deux braves officiers qui se trouvaient accidentellement au ministère, l'histoire doit conserver leurs noms : c'était le capitaine Adolphe Muth et le lieutenant Basile Branowaszky ; l'autre partie des grenadiers de Deutschmeister, dirigée par le premier lieutenant baron Grainger, reçut l'ordre d'occuper les fenêtres du premier étage et de protéger les trois portes de derrière qu'on avait barricadées ; les trente-et-un grenadiers du régiment de l'empereur, sous le commandement du capitaine baron Geusau, devaient défendre pied à pied les marches de l'escalier principal ; l'unique pièce de canon qui pouvait appuyer ces moyens de défense, fut chargée à mitraille et placée, bouche béante, dans la direction du Hof, enfin, prévoyant le cas où la porte principale serait forcée, les chefs décidèrent qu'on exécuterait une sortie à la baïonnette.

A peine ces dispositions venaient d'être prises qu'un lieutenant de la légion académique, le nommé Rauch, élève de l'école polytechnique, se présenta devant les ministres, réunis en conseil dans le cabinet du

comte Latour. Dans ce moment, le ministre Bach rédigeait la minute de la mise en état de siége, mesure que, malgré l'opposition de plusieurs de ses collègues, il était parvenu à faire adopter comme la seule chance de salut qui restât aux mains de l'autorité. Rauch s'approche du comte Latour et l'œil en feu, le geste menaçant, il l'accable des plus violentes invectives.

« Au nom du peuple, lui dit-il, je vous rends responsable du sang que vos ordres impitoyables ont fait répandre. »

Au lieu de faire arrêter cet énergumène, le ministre lui répond :

— « Que voulez-vous, monsieur ?

— « Sauver la monarchie, la capitale, votre existence peut-être.

— « Mon existence appartient à Dieu, le salut de la monarchie et de la capitale appartient à la fidélité et à la force de mes baïonnettes.

— « Vous ne pouvez plus compter sur votre armée, la fidélité de ses baïonnettes est douteuse, leur force s'est émoussée sur la poitrine du peuple.

— « Vous calomniez l'armée, jeune homme.

— « Oui, comte, si toutefois la vérité est une calomnie.

— « Enfin, monsieur, pour sauver la capitale et la monarchie compromises, selon vous, que faut-il ?

— « De votre part, un ordre écrit qui mette fin à la guerre civile.

— « Et de la vôtre?

— « L'engagement, sur l'honneur, de calmer l'effervescence du peuple. »

A ces mots, les ministres se retirent dans une pièce voisine pour délibérer sur ces nouvelles propositions. Une vive discussion s'engage entre eux: les uns, et c'est la majorité, inclinent pour les concessions; les autres, et Alexandre Bach est de ce nombre, sont d'un avis opposé; le comte Latour hésite. « La concession à cette heure, s'écrie Bach, serait plus qu'une lâcheté, ce serait la consécration de l'émeute; d'ailleurs, il est trop tard, elle ne vous sauverait pas. Entendez-vous ces cris, messieurs? » ajoute le jeune ministre. Et ouvrant une fenêtre qui donnait sur la place du Hof : « Écoutez-les! c'est la voix du peuple qui demande qu'on jette les martyrs aux bêtes féroces, ou plutôt ce sont les hurlements des bêtes féroces qui demandent leur proie: non, point de concessions, messieurs, reprend-il avec une énergie croissante, les bonnes causes ne se perdent jamais que par la faiblesse, elles se sauvent toujours par la résistance. Ce qu'il faut pour le salut de la monarchie et celui de la capitale, c'est la mise en état de siége, c'est une répression instantanée, vigoureuse, c'est l'ordre donné au général commandant Auesperg

de prendre l'offensive sur toute la ligne et d'opposer aux poignards des sicaires de la révolution, l'épée de la fidèle Autriche. Telle est mon opinion, messieurs.»

C'était la bonne ; l'opinion contraire prévalut. Rentrés dans le cabinet du comte Latour où, se promenant à grands pas, Rauch les attendait avec impatience, les ministres reprirent leurs places et le comte Latour dicta lui-même cet ordre concis : *Le feu doit cesser partout....*

Vainement le ministre Bach, protestant contre la teneur de ce document, prédit à ses collègues que loin d'arrêter la crise il précipiterait le dénouement, ses collègues passèrent outre et le comte Latour prenant la plume, apposa d'une main ferme sa signature au bas de l'acte fatal qui livrait la ville aux mains de l'insurrection. Alors, le ministre Bach le prenant par le bras, lui dit : « Je vois du sang au bout de votre plume ; comte, vous venez de signer votre arrêt de mort, le nôtre peut-être. »

Le comte Latour remit l'ordre signé à l'étudiant Rauch, en lui disant : « A vous, maintenant, de tenir votre promesse. »

Rauch, accompagné du major général Frank et de plusieurs assistants, se rendit aussitôt dans un des bureaux du premier étage et montant sur le support d'une fenêtre, il harangue le peuple. « Frères, s'écrie-t-il, les hostilités sont suspendues ; écoutez

l'ordre du ministre de la guerre : *Le feu doit cesser partout ;* le voilà signé de sa main et des ordonnances vont le transmettre à tous les chefs de corps ; frères, au nom de la patrie, rentrez dans l'ordre. »

Des éclats de rire, des insultes mêmes accueillent ces exhortations. « Il est trop tard, répondent les meneurs répandus parmi la foule, il nous faut autre chose que ce chiffon de papier.

« — Que voulez-vous donc ? »

Les uns répondent : L'ouverture des portes de l'hôtel ; les autres exigent le renvoi des troupes qui les gardent ; ceux-ci demandent la démission du ministre de la guerre ; ceux-là réclament son arrestation ; quelques-uns même s'écrient : « Nous voulons sa tête. »

« Frères, réplique Rauch, au nom du peuple, ne souillez pas votre victoire par de coupables excès ; » mais violemment interpellé à son tour, menacé, couché en joue même, l'étudiant confus, se rend chez le ministre de la guerre pour lui annoncer l'insuccès de ses démarches et l'attitude menaçante du peuple.

Quelques généraux et le ministre Bach, dont les conseils antérieurs ne se trouvaient que trop justifiés par les événements proposèrent au comte Latour de se faire jour, le sabre à la main, à travers la foule et de gagner, sous la protection des grenadiers, le glacis où les troupes du général Auesperg, rangées en

bataille, attendaient vainement des ordres. Le comte, craignant d'exposer la vie des ministres ses collègues, repoussa ce moyen extrême dont l'audace même assurait le succès, pour en prendre un plus extrême et diamétralement opposé. Il résolut de faire ouvrir les portes de l'hôtel au moment où de nouveaux messages, annonçant l'impossibilité de traiter avec les insurgés, les grenadiers serraient leurs rangs et s'apprêtaient à faire une vigoureuse sortie. Il était quatre heures; le comte, entouré de ses aides de camp, dit au major général Frank : « Faites ouvrir les portes, laissez entrer le peuple et parlez-lui. » En même temps, s'approchant d'une fenêtre qui donnait sur la cour, il s'écria : « Soldats, ne tirez pas. » Le canon, prêt à vomir la mitraille, fut aussitôt détourné. Cette résolution, inspirée par un fatal sentiment de confiance, découragea d'autant plus les troupes, qu'elle était moins prévue; les grenadiers en furent paralysés.

Pendant ce temps, le général Frank, descendu dans la cour, donnait aux grenadiers l'ordre de défendre l'escalier, et fit ouvrir la porte principale; c'était rompre la digue d'un torrent et vouloir, en même temps, empêcher l'envahissement des flots. Ainsi qu'il était facile de le prévoir, les flots du peuple se précipitèrent dans la cour, entraînant avec eux les grenadiers débordés de toutes parts; la cour fut

remplie, en un instant, d'hommes armés dont un certain nombre était ivre. Les soldats consternés restaient l'arme au bras, mais bientôt les insurgés se mêlant à eux et les caressant du nom de frères, les engagent, par des prières et des menaces, à leur remettre leurs armes et leurs munitions; les uns restent fidèles au drapeau; les autres, séduits par des promesses, se laissent entraîner dans les cabarets voisins. Sous ces influences dissolvantes et faute d'ordres supérieurs, la plus complète indécision régnait parmi la troupe et ses officiers. Plusieurs de ces braves gens, forcés de se voir condamner à l'inaction, versaient des larmes de désespoir.

Malgré les avis pressants qu'ils avaient reçus de tous côtés pour les engager à se mettre en sûreté, les ministres attendaient à leur poste l'issue des événements, lorsque, tout à coup, le docteur Fischhoff, se précipitant sans se faire annoncer dans leur cabinet, s'écrie : « Vous n'avez pas une minute à perdre, vous êtes en danger de mort; épargnez, en vous sauvant, un grand crime au peuple... Hâtez-vous, hâtez-vous, le peuple est là qui monte. » En effet, le peuple montait, opérant, en sens inverse, l'action de l'avalanche qui brise et détruit, en descendant, tout ce qui se trouve sur son passage. Les officiers supérieurs qui étaient présents joignirent leurs instances à celles du docteur Fischhoff, et les ministres, qui n'avaient

point cédé aux menaces, se rendirent aux prières.

Alors le comte Latour congédia les généraux, serra la main de ses collègues, et se retira dans sa chambre à coucher. De là, après avoir revêtu le surtout bourgeois de son aide de camp, le capitaine Niewiadomski, et le chapeau rond de son valet de chambre, il se rendit, accompagné de son second aide de camp, le lieutenant Walz, du major baron Smola, et du capitaine comte de Gondrecourt, dans l'appartement de Niewiadomski situé au quatrième étage. Dans cet appartement se trouvait une porte qui conduisait directement aux combles de l'église des jésuites enclavée dans l'hôtel du ministère de la guerre; mais, par une fatalité déplorable, par une prévision criminelle peut-être, cette porte était murée depuis quelques jours; il fallut chercher une autre chance de salut. Le capitaine Smola crut la trouver dans un cabinet obscur destiné à chauffer plusieurs cheminées et fermé par une porte basse. Ce fut là que le ministre de la guerre, traqué par le peuple, dut se réfugier et attendre, sur un escabeau de bois, l'heure du sacrifice.

Pour dérober aux perquisitions de la populace la porte de ce cabinet, situé sur la droite de l'escalier principal à l'extrémité de deux vastes pièces servant de bureaux, on la masqua par une table encombrée de dossiers superposés; puis, pour faire supposer

que cette partie de l'hôtel avait été déjà explorée, on répandit sur les planches une grande quantité de dossiers froissés ou mis en pièces. Le major Boxberg et le capitaine Gondrecourt restèrent dans le voisinage, pour apprendre au ministre les diverses phases du drame dont il était le principal personnage; le capitaine Niewiadomski et le lieutenant Walz se mirent en observation, l'un, au troisième, l'autre, au deuxième étage, et le major baron Smola partit pour le quartier-général du commandant en chef d'Auesperg, afin de l'avertir de la position critique du ministre et le supplier d'envoyer des troupes à sa défense.

Arrêté à chaque pas par les barricades, dont les rues aboutissantes aux glacis étaient hérissées, retardé par d'incessants obstacles, le major, malgré sa diligence, mit plus d'une heure à rejoindre l'armée campée entre les faubourgs et la ville. Il trouva le général Auesperg dans une grande perplexité réduit, pour ainsi dire, à l'état d'impuissance, par cet ordre fatal : *Le feu doit cesser partout;* d'un autre côté, dans l'état désespéré où se trouvaient les choses, ne serait-ce point exposer l'armée que de la jeter sur les barricades au milieu de cent mille insurgés fanatisés par les enivrements du succès; d'ailleurs, et cet argument était péremptoire, la prudence permettait-elle qu'on exposât la fidélité douteuse, chancelante même,

d'une partie des troupes, au contact d'ennemis qui avaient en leur pouvoir tous les moyens de séductions? Ces diverses considérations, auxquelles le major Smola répondit avec émotion en regardant sa montre : « A l'heure qu'il est, le sort du ministre de la guerre est décidé, » déterminèrent le général Auesperg à rester sur l'expectative.

Pendant ce temps, les insurgés avaient envahi les bureaux du ministère se livrant partout aux perquisitions les plus minutieuses : la partie affectée au génie fixa particulièrement leur attention, mais furieux de ne trouver autre chose que le vide et la solitude, ils commirent des actes du plus odieux vandalisme, surtout dans les appartements du ministre. A coups de crosses de fusils ils enfoncèrent les armoires fermées, brisèrent les glaces et les meubles, souillèrent le lit du comte, déchirèrent ses livres, ses cartes, ses dossiers, ils en jetèrent les fragments sur la place du Hof et dans la cour de l'hôtel, ils ne respectèrent même pas l'image vénérée de l'empereur. Ils auraient ainsi dévasté l'hôtel de fond en comble, si leur fureur n'eût été bientôt détournée et dirigée contre la personne du major-général Frank, revêtu du costume civil, et arrêté à l'entrée de la première pièce qui conduisait à la retraite du ministre. Après avoir délibéré quelques instants sur son sort, les insurgés se décidèrent à

l'incarcérer à l'arsenal des bourgeois, en qualité d'ôtage; dans le même moment, le major du génie, Schindler, était également arrêté dans la cour de l'hôtel. « Où est Latour? lui demandent les rebelles lui appuyant la pointe de leurs sabres sur la poitrine.

— « J'ignore où il s'est réfugié, répond avec calme Schindler; au quartier-général du commandant en chef, sans doute.

— « Il a donc quitté l'hôtel?

— « Il y a longtemps.

— « Combien, à peu près?

— « Une heure.

— « Le misérable nous aurait donc échappé? » s'écrient les insurgés; et furieux, ils assouvissent leur colère sur la personne du malheureux officier qui tombe grièvement blessé.

Sur ces entrefaites, la plus grande partie des membres de la constituante s'étaient réunis en séance, elle discutait les événements du jour, lorsque tout à coup le ministre du commerce, Théodore Hornbostl, se précipite dans la salle; une sueur froide couvre son front pâli, ses yeux et sa parole révèlent une profonde émotion:

« Messieurs, dit-il, il faut que la Providence m'ait protégé pour que je me trouve en ce moment au milieu de vous; mais, il ne s'agit pas de moi, il s'agit

de mes collègues en danger de mort. Le peuple les assiége à l'hôtel du ministère de la guerre; vous ne les abandonnerez pas, messieurs, au nom de votre honneur, au nom de l'humanité, je vous en supplie, sauvez-les; vous les sauverez. »

— « Nous les sauverons! » répondent les députés; et ils chargent Borrosch, Goldmarck et Smolka de tenir leur parole; les députés Fischhof, Sierakowsky, Wienkowsky et Zöpfl se joignent spontanément à eux. Smolka, armé d'un drapeau blanc, se mit à leur tête; et, tous, ceints d'une écharpe de la même couleur, se mettent en marche sur l'hôtel du ministère Lorsqu'ils y arrivèrent, la plus grande fermentation régnait parmi les insurgés, au milieu desquels se débattaient l'étudiant Rausch et le capitaine Niewiadomsky; le premier annonçait au peuple une capitulation, par laquelle le ministre de la guerre autorisait les étudiants et la garde nationale à occuper l'hôtel évacué préalablement par les troupes de ligne. Mais, le peuple peu satisfait de cette concession, selon lui tardive, témoigne son mécontentement en adressant à l'étudiant Rausch les épithètes de traître et de *jaune et noir*. Parmi les groupes un officier démissionnaire, nommé Charles Unterschill, se faisait remarquer par son exaltation et répondait aux cris de mort proférés contre le comte Latour : « Il mourra, et c'est moi qui lui porterai le premier coup; je le lui

dois pour tout ce qu'il m'a fait souffrir quand j'étais au service. »

Le député Borrosch, monté sur un banc, profite d'un moment de calme pour haranguer le peuple; sa voix, inspirée par le désir de sauver le ministre, est retentissante, son regard et son geste dominent un instant la foule : « Gardes nationaux, étudiants, ouvriers, s'écrie-t-il, rappelez-vous que la générosité est la première vertu du peuple allemand; rappelez-vous que cette vertu devient un devoir devant un ennemi vaincu. » Un instant interrompu par des cris de : « Mort à Latour ! » il reprend : « Ce ne sont pas des voix d'Allemands qui ont proféré les cris que je viens d'entendre, ce sont des voix étrangères qui ont emprunté notre accent pour vous pousser au crime; arrière donc les étrangers qui vous trompent et à moi les Allemands mes frères! La constituante a promis de sauver le ministre de la guerre, je vous parle en son nom, vous l'aiderez à remplir cette mission d'honneur. Gardes nationaux, étudiants et ouvriers, la constituante et la patrie comptent sur vous; vous ne voudrez pas souiller notre révolution glorieuse par un forfait inutile, car le ministre, mis en accusation, sera soumis à une enquête sévère : en attendant, vous n'usurperez pas les droits de la justice en vous montrant à la fois accusateurs, juges et bourreaux. » Ces éloquentes et généreuses paroles

produisent sur les masses des impressions diverses : ébranlée un instant, la foule hésite ; mais les meneurs, reprenant en sous-œuvre le discours de Borrosch, détruisent bientôt l'effet qu'il a obtenu.

« L'orateur est généreux, disent les uns, mais Latour est un grand coupable. Le langage de Borrosch est éloquent, ajoutent les autres, mais son éloquence n'empêchera pas Latour d'être pendu. L'avocat a bien parlé, s'écrie un étudiant hissé sur les épaules d'un Polonais ivre, mais il a perdu son temps et sa cause.... »

Une voix rauque comme un cri d'hyène flairant une tombe fit entendre ces monstrueuses paroles : « Dis donc, Borrosch, combien Latour t'a-t-il payé pour ton plaidoyer ?.... Je serai plus désintéressé que toi, car tout à l'heure je le pendrai gratis. » A ces mots, accueillis nous devons le dire à la honte de l'humanité, par des applaudissements nombreux, le député Borrosch s'écrie : « Mais je ne vois donc ici que des assassins et des bourreaux ?.... » Dans ce moment, entraîné par une exaltation héroïque, il jette son chapeau au milieu de la foule, il découvre sa poitrine et ajoute : « Eh bien ! peuple, puisque tu veux du sang, frappe, ma poitrine est prête ; puisqu'il te faut une victime, prends ma tête, je te l'abandonne ; écoute, peuple : je suis, tu le sais, l'adversaire politique du comte Latour ; eh bien ! tu

n'arriveras à lui qu'en passant sur mon cadavre.»

De son côté, le docteur Goldmark s'était jeté au milieu d'un groupe qui demandait avec des menaces au majordome de l'hôtel ce que le ministre était devenu : « Je vous assure, mes amis, répondit le brave homme, que le ministre a quitté l'hôtel.

— « En êtes-vous bien sûr?

— « Je l'ai vu sortir moi-même, déguisé en grenadier (1).

— « N'écoutez pas cet homme, car il vous ment,» répliqua Goldmark, et ce député, chargé par la constituante de sauver le ministre, ajouta : « Le ministre est encore caché dans cet hôtel, nous le trouverons.» Dans le même moment, l'étudiant Rausch, changeant de rôle ainsi que Goldmark, descendait les escaliers en criant : « A moi, à moi les amis! Latour est là haut. » Un éclair de joie féroce brilla dans les yeux de Goldmark, et sa voix murmura: « Je l'avais bien dit ! »

A l'appel de Rausch, les insurgés se précipitent en foule sur les escaliers, les députés de la constituante font des efforts inouïs pour les calmer: « Si Latour est coupable, disent-ils, livrez-le vivant aux tribunaux, pour qu'il soit jugé, condamné et puni ; en attendant,

(1) Ce déguisement, inventé par un officieux mensonge, pouvait encore sauver le ministre ; personne n'y songea.

contentez-vous de sa démission. Oui ! s'écrie la foule, qu'il donne sa démission. » S'emparant de ce mot comme d'une espérance de salut, le capitaine Niewiadomsky, sommé par l'étudiant Rausch, qui s'était mis à la tête d'une bande d'ouvriers armés, de lui indiquer l'endroit où le ministre s'était caché, le conduisit à un oratoire aboutissant à l'appartement du comte Latour, et lui dit : « C'est ici que le ministre s'était réfugié, » puis précédant le député Smolka, armé du drapeau blanc, il monta rapidement au quatrième étage. Le major Boxberg se trouvait au haut de l'escalier : le capitaine lui dit que la démission du ministre, exigée par le peuple, pouvait seule sauver sa tête; alors échangeant un regard avec Boxberg qui se rendit immédiatement auprès du ministre, il entraîna Smolka d'un autre côté, dans un bureau fort éloigné. Peu de temps après, le comte Latour, accompagné du major, rejoignit Smolka et lui déclara que, bien qu'il craignît aussi peu le poignard des assassins qu'en vingt batailles il n'avait redouté les balles de l'ennemi, il était prêt, selon le désir du peuple, mais sauf l'assentiment de l'empereur, à [illegible]er sa démission, si d'elle dépendait le rétablis[illegible] de la tranquillité publique. Smolka, levant [illegible] jura sur son honneur et sa vie, qu'à cette [illegible] ses collègues de la constituante et lui, [illegible]t de la sûreté personnelle du ministre.

— « Eh bien ! dit le comte Latour, je suis prêt... Pensez-vous, monsieur, qu'il soit nécessaire de donner ma démission par écrit?

— « Je le pense, » réplique Smolka. Le comte écrivit aussitôt sur une feuille volante ces quelques mots qu'il signe et remet à Smolka : « *Avec le consentement de Sa Majesté, je me démets de mes fonctions de ministre.* »

Pendant ce temps, les insurgés envahissaient les étages supérieurs ; Smolka les rencontra au troisième : « Mes amis, leur dit-il, cherchant à les apprivoiser par l'accentuation de sa voix et l'expression de son regard, vos désirs sont satisfaits, le ministre a donné sa démission.

— « Elle ne nous suffit plus.

— « Qu'exigez-vous donc encore?

— « Son arrestation.

— « Il sera mis en état d'accusation.

— « Lisez-nous le texte de la démission du ministre.

— « Volontiers....; » mais une tempête de protestations coupa la lecture de Smolka, à ces mots : *avec le consentement de Sa Majesté.* « Cet acte est un subterfuge, disent les uns, car l'empereur ne donnera jamais ce consentement conditionnel, le ministre nous trompe jusqu'au dernier moment, faisons-nous justice nous-mêmes. Le traître est toujours ici,

disent les autres à la vue du sable qui couvre la signature fraîche encore du ministre. Dans ce moment, le docteur Fischhof rejoint son collègue et, sommés tous deux de découvrir la retraite du comte, Smolka s'engage de conduire un certain nombre d'hommes vers le ministre, si de leur côté ils prennent l'engagement sacré de protéger sa personne au péril même de leurs jours.

Vingt-cinq gardes nationaux ou ouvriers armés, ayant Rausch à leur tête, se détachent aussitôt des groupes et jurent, la main levée, de défendre jusqu'à la dernière goutte de leur sang la vie du ministre. Peu confiant en cette promesse, le capitaine Niewiadomsky, quoique gardé à vue par deux ouvriers armés de piques, s'élance à travers un escalier détourné et descend dans la cour pour rallier, s'il est possible, quelques hommes de bonne volonté et voler ensuite avec eux au secours du comte. La première personne qu'il rencontre est le capitaine Brandmayer, il le supplie d'abord et lui ordonne ensuite de monter avec ses grenadiers au quatrième étage pour défendre le ministre; le capitaine Brandmayer lui répond : « Tous mes grenadiers m'ont abandonné. »

Sur la proposition de Smolka, le comte Latour avait consenti à se constituer prisonnier et à se faire garder par les gardes nationaux dans le salon des aides de camp; à cet effet, il allait sortir de la retraite où il

s'était remis après avoir donné par écrit sa démission, lorsque les cris du peuple, qui venait d'envahir les pièces voisines, le contraignirent d'y rester ; cependant quelques instants après, craignant d'être découvert et désireux peut-être d'en finir, il se présente avec calme devant les insurgés et leur dit :

« Mes chers enfants, vous cherchez le ministre de la guerre ; me voilà : soldat toute ma vie, je n'ai jamais craint les balles et les baïonnettes, je ne redoute pas, à la fin de ma carrière, le poignard, car je suis honnête homme et ma conscience est en paix. Vous vous êtes offerts de me garder vous-mêmes, eh bien ! je me remets entre vos mains en toute confiance ; je veux être gardé par vous. »

La vue du ministre, vieilli sur le champ de bataille, ses cheveux blancs, son attitude fière quoique sans bravade, son sang-froid devant l'outrage, en avaient un instant imposé ; mais la fureur populaire, reprenant bientôt son cours, les cris de mort éclatent avec une nouvelle force ; de tous les côtés partent ces mots : « Souffletez le traître ; — crachez-lui au visage ; — le sang de nos frères, qu'il a fait tuer aujourd'hui, crie vengeance ; — jetez-le par la fenêtre, — non, non, cette mort serait trop douce, — il mérite le sort de Lamberg, — pendez-le, etc., etc.... » Calme, impassible, le front haut, mais sans arrogance, le ministre répond à ces menaces par ces seules pa-

roles : « Mes enfants, je vous plains et je vous pardonne. »

Cependant un cercle de baïonnettes l'entoure, Rausch et ses hommes paraissent disposés à tenir leur serment. Soutenu d'un côté par le docteur Fischhof, de l'autre par un garde national, suivi de près par Smolka et le major Boxberg, le ministre donne lui-même le signal du départ et son escorte le fait descendre par l'escalier étroit au bas duquel se trouve un puits.

Au premier étage de cet escalier, à deux pas de la dernière marche, on voit dans une niche grillée une statue fort ancienne en bois et représentant l'image vénérée de la mère de l'homme-Dieu. Arrivé vis-à-vis de ce petit oratoire, le comte, séparé d'une partie de ses défenseurs, se vit en but aux injures de la foule. D'un coup de poing, un ouvrier lui enfonce son chapeau sur les yeux et un étudiant lui crache au visage. Le premier mouvement du ministre, ainsi outragé, fut la colère du soldat qui veut se venger d'un sanglant affront, le second fut la résignation du chrétien qui pardonne à l'heure de la mort à ceux qui l'ont offensé.

« Sainte Vierge! s'écrie-t-il à la vue de la Mère des Sept-Douleurs, ayez pitié de mon âme.

— « Si tu en as une, chien, répond, en lui crachant au front, un ouvrier vêtu d'une blouse blanche.

— « Comme votre divin Fils, » ajoute le comte.... Il ne lui manquait plus que la croix et la couronne d'épines.

Dans ce moment, les cris de mort redoublent, la foule augmente, chaque pas devient pour la victime une station de calvaire.

Le major Boxberg fait des efforts inouïs pour rejoindre son chef : ne pouvant y parvenir, il descend par un escalier désert dans la cour; il y cherche des soldats et il n'y trouve que des grenadiers ivres ou fraternisant avec l'émeute; pendant ce temps, le comte, entouré, harcelé par une foule de plus en plus menaçante, était arrivé au bas de l'escalier; aussitôt les cris de : Le voilà! le voilà! se font entendre, le ministre alors est acculé, ainsi que sa suite, contre le mur.

Là, d'un coup d'œil sûr, mais ferme, il envisage toute la gravité de sa position : « Je suis perdu, dit-il aux quelques braves qui lui sont restés fidèles; adieu, mes amis, et vous, mon Dieu, ayez pitié de moi. »

L'heure de l'agonie venait de sonner pour lui. Un garde national des faubourgs lui fait sauter son chapeau en disant :« Tête nue devant la majesté du peuple, ton maître et ton juge. » Des prolétaires sortent de leurs poches des cordes préparées d'avance et les lui montrent.

« Voilà, disent-ils, l'instrument de ton supplice. » L'un d'eux même, lui fouettant le visage avec une de ces cordes, ajoute : « Embrasse la corde qui va te pendre ; » un ouvrier le soufflette et lui crache au front ; un garde national d'un bataillon des faubourgs le prend par les cheveux et le secoue avec une telle force, que le ministre eût été renversé sans la main d'un bourgeois qui lui prêta secours. Des gardes nationaux, des étudiants, quelques ouvriers mêmes font des efforts inouïs pour apaiser le peuple et sauver le comte ; le peuple est inflexible, le comte mourra.

Le docteur Fischhof se précipite au-devant d'un ouvrier et pare avec le bras un coup de marteau destiné au ministre ; le député Sierakowsky, doué d'une force athlétique, tient la foule à la distance de ses poings. « Si vous êtes un honnête homme, lui crie-t-on, ne prenez pas la défense d'un tel coquin. » — « Si vous êtes des honnêtes gens, répond-il, ne commettez pas une action d'assassins. » Dans ce moment, le capitaine Gondrecourt, perçant la foule, se jette au-devant du ministre et lui fait un rempart de son corps, un bouclier de sa poitrine. « Si je ne puis vous sauver, dit-il au comte, je mourrai du moins avec vous. » Ses yeux sont pleins d'éclairs, sa voix, inspirée par l'abnégation, cherche vainement un écho dans la poitrine des hommes sur le front desquels il lit en caractères de sang la sentence du ministre.

« Que dira l'Europe, s'écrie-t-il, quand elle apprendra qu'il s'est trouvé à Vienne quinze mille scélérats pour attaquer un seul homme et l'égorger? Que dira l'Europe.... » En ce moment, des gardes nationaux le saisissent au cou, l'entraînent de vive force et l'arrachent ainsi du poste d'honneur où il voulait mourir; le ministre se trouvait désormais livré sans ressource aux mains de ses bourreaux. Il demande comme une faveur, qu'on le fusille de suite. « C'est la mort du soldat,» dit-il. «Mais ce n'est pas celle d'un traître, » lui réplique-t-on; et un individu revêtu d'un vêtement magyar, lui applique un violent coup de marteau sur la tête; au même instant, il reçoit presque simultanément un coup de sabre de pionnier au visage, un coup de barre de fer sur le crâne et deux coups de baïonnette et de pique à la poitrine; il tombe en s'écriant : « Mon Dieu, je meurs innocent. » Alors c'est à qui, selon l'expression atroce d'un étudiant en médecine, fera de son corps une écumoire; on le frappe à coups de crosses de fusils, de sabres, de piques, de bâtons et de faux. Les assassins qui n'ont point d'armes lui brisent le crâne et la poitrine sous le talon de leurs bottes; son corps ne forme bientôt plus qu'une plaie, et cependant il respire encore, car sur un coup de baïonnette porté dans les flancs, il cherche d'une main convulsive à détourner l'arme meurtrière. Dans ce moment, l'horloge du palais sonna

quatre heures trois quarts ; un homme, enveloppé dans un long manteau bleu et les bras croisés sur sa poitrine, regardait de loin cette scène. « Ma foi, dit-il à son compagnon, la colère du peuple vue de près n'est pas belle à considérer. » Cet homme était Pulszky, le plus ardent émissaire de Kossuth. Sur un autre point de la cour, un jeune homme, qui s'était vainement efforcé de défendre le comte contre ses assassins, s'écria en écoutant sonner quatre heures trois quarts : « Cette horloge sonne à la fois l'agonie du comte Latour et la mort de la révolution de Vienne. »

Malgré la rage et les coups redoublés de ses bourreaux, le malheureux ministre respirait encore, car le hoquet de l'agonie râlait sur ses lèvres à travers une écume de sang; on vit alors des femmes le fouler aux pieds en disant : « Chien, tu ne crèveras donc pas? » Puis, aux cris de : « Pendez-le ! » on le traîne sous la seconde fenêtre qui se trouve dans la cour, près de la porte du concierge; là, on lui attache une corde au cou et deux chasseurs de la garde bourgeoise relevant le corps avec le fer de leurs baïonnettes, on le suspend à l'un des barreaux, mais la corde trop faible se brise et le corps retombe, inanimé cette fois, sur le pavé sanglant.

Bientôt après, une courroie de cuir noir remplace la corde brisée dont les fragments servent à nouer les

pieds du cadavre, que l'on traîne sur la place du Hof, dernière station de ce long calvaire. A l'exemple du divin Rédempteur, le comte Latour avait été souffleté au visage, il avait reçu au front la bave impure des juifs de la révolution ; à son exemple encore, il fut dépouillé de ses vêtements et ses bourreaux, après se les être partagés, achevèrent leur œuvre en suspendant, au moyen d'une seconde courroie fournie par un tambour, le cadavre nu de la victime à l'un des candélabres élevés vis-à-vis du corps de garde.

Cette dernière exécution n'avait point assouvi la rage des meurtriers : des gardes nationaux et des étudiants, se faisant de la mort un jeu d'adresse, tiraient à balle sur le cadavre comme sur une cible; des hommes, des enfants, des femmes, beaucoup de femmes, rassemblés devant la mare de sang qui bouillait encore sous la seconde fenêtre de la cour du palais, y trempaient leurs mouchoirs et leurs mains, non pour honorer la mémoire d'un martyr, mais pour se réjouir de son supplice. Sur plusieurs points de la ville et des faubourgs, des lambeaux de la chair et des vêtements du ministre étaient exposés aux regards des passants ; ces témoignages sanglants devinrent même pour les révolutionnaires l'objet d'un commerce infâme et sans nom. Un nommé Kupka, que nous verrons bientôt à la tête d'un corps révolutionnaire, distribuait dans la salle du café Français

les fragments de la ceinture du général : avides de ces dépouilles, les étudiants se les disputaient pour s'en faire de hideux trophées.

Lorsque la nuit eut jeté ses voiles sur ces scènes d'horreur, le candélabre auquel le malheureux comte Latour était suspendu présenta un spectacle plus affreux encore que pendant le jour : les trois becs de gaz allumés, les torches dont la populace s'était munie pour contempler les traits et compter les blessures de la victime, répandirent sur la place du Hof une lueur lugubre qui inspirait l'effroi ; les cris de joie féroce, les imprécations, les éclats de rire, le bruit des applaudissements, les plaisanteries ignobles de la foule, dévorant du regard le cadavre nu et mutilé du ministre de la guerre, donnaient à l'ensemble de ce tableau un caractère d'outre-monde, insaisissable pour la plume de l'historien. A onze heures, la pudeur d'un jeune homme fit au cadavre l'aumône d'un suaire que ses mains fixèrent au col et aux pieds du malheureux Latour ; à une heure de nuit, le courage d'un garde national de Penzing détacha le cadavre du réverbère et le mit à l'abri de nouvelles insultes, malgré la vive opposition d'un étudiant en droit prétendant qu'il devait être exposé vingt-quatre heures aux regards du peuple pour servir d'exemple aux traîtres. D'après le rapport des médecins chargés de faire l'autopsie, le ministre de la

guerre avait reçu quarante-trois blessures, dont trente-et-une avaient été faites pendant qu'il respirait encore.

Tandis que la révolution de Vienne se suicidait en assassinant, au profit de la cause Magyare, le comte Latour, qu'étaient devenus ses collègues? Les ministres Dobblhoff et Hornbostl, conduits par deux députés de la constituante, étaient parvenus à franchir aisément les portes du palais. Le baron Wessemberg, Alexandre Bach et le baron Kraus n'avaient voulu songer à leur propre sécurité qu'après s'être assurés que le comte Latour, entouré de généraux et d'officiers supérieurs, songeait également à se mettre à l'abri. Des appartements du comte ils s'étaient rendus à l'oratoire qui correspondait avec l'église des jésuites. Mais, ainsi que nous l'avons dit, la fatalité, ou plutôt la trahison, qui veillait elle-même dans l'intérieur du palais, avait, en murant la porte de communication, enlevé aux ministres une chance assurée de salut. Après avoir vainement cherché une autre issue, car les escaliers principaux étaient gardés par l'insurrection, ils descendent au second étage où un escalier dérobé pouvait encore les dérober aux poursuites des assassins. Arrivés là, le ministre Bach se rappelle qu'il a oublié sur son secrétaire des papiers importants. « Attendez-moi deux minutes, dit-il à ses collègues, je reviens aussitôt. En effet,

il revient un instant après, mais le ministre des affaires étrangères et celui des finances avaient disparu; pendant ces deux minutes d'absence, les insurgés avaient envahi l'escalier dérobé par lequel Alexandre Bach espérait pouvoir s'échapper. Cerné de tous les côtés par les révoltés, qui mêlaient son nom aux cris de mort proférés contre Latour, il jette un regard dans la cour, et commence, pour la première fois, à s'alarmer sérieusement au sujet du ministre de la guerre, car il venait de voir la garnison du palais fraternisant avec le peuple; les défenseurs de l'ordre faisant cause commune avec les partisans de l'anarchie livraient leurs armes à l'émeute et buvaient à pleins verres du vin que de monstrueux désirs, rêvant la puissance du Christ, auraient voulu transformer en sang du comte Latour. Les grenadiers avaient presque tous perdu, dans l'ivresse, le sentiment du devoir et la tradition de l'honneur attachés à la discipline militaire. Dans ce moment, le valet de chambre du ministre de la guerre se présente à la vue de Bach.

— « Qu'est devenu le comte? lui demanda le ministre de la justice.

— « Sauvé!

— « Dieu soit loué, s'écrie Bach; et il ajoute: Maintenant, mon ami, aidez-moi à en faire autant, car, entendez-vous ces cris?» Le peuple criait: Mort

à Bach ! à la lanterne Bach ! Le valet de chambre le conduit par un escalier de service dans l'intérieur de la cuisine . « Ce lieu d'asile serait excellent pour un gastronome, dit le jeune ministre en souriant, mais il est peu sûr pour un proscrit, car je suis sûr que le peuple ne tardera pas à lui rendre visite. » En effet, un instant après les portes furent ébranlées à coup de crosses de fusils. Bach, qui, dans le cours de cette sinistre journée, fit preuve d'un grand courage et d'un rare sang-froid, n'eut que le temps de se jeter dans l'appartement de la maîtresse d'hôtel du comte Latour.

— « Votre Excellence est perdue ! lui dit cette femme ; descendez par cet escalier dans la cave et cachez-vous-y.

— « Non pas, répliqua le ministre, car de la cuisine le peuple se rendra inévitablement à la cave ; je ne veux pas être surpris derrière un monceau de bouteilles ; si je dois être assassiné, je veux l'être en plein jour, pour montrer au peuple égaré comment un homme de cœur sait mourir. » Mais il ne devait point périr, car Dieu, en ses mystérieux desseins, ne voulait accorder à la révolution qu'un seul martyr ; enfin, après de nouvelles investigations plus heureuses, il parvint à trouver un escalier de dégagement qui le conduisit, sans être reconnu, au milieu même de l'émeute. Alors, de son pas ordinaire, sans

manifester aucune émotion aux cris et aux menaces dont il était l'objet, il passa devant la grande garde, traversa le Hof, se rendit au Freiung, où il rencontra des étudiants traînant à bras des canons, et se rendit à l'hôtel des affaires étrangères. Ce fut là qu'il apprit l'horrible fin du ministre de la guerre

D'un instant à l'autre, cet hôtel pouvait être assiégé, le ministre témoigna l'intention de se rendre à la constituante, espérant encore, par le prestige de son talent et la puissance de sa parole, empêcher le dernier terme de la révolution ; mais on lui fit comprendre qu'en agissant ainsi, il s'exposerait à une mort certaine et qu'il devait se garder pour l'avenir. Alors il résolut de se rendre au quartier général du comte Auesperg. Un officier de la garde nationale en uniforme lui prêta son bras, et tous deux, traversant une partie de la ville, le cigare à la bouche, parvinrent sans incident aux glacis, au moment où le commandant en chef discutait les conditions de la reddition de l'arsenal des bourgeois. L'arrivée du ministre changea complétement la nature des négociations entamées, et épargna à l'armée une honte de plus. Il y avait au quartier-général du commandant en chef plusieurs membres de l'assemblée constituante : informés de la présence du ministre de la justice, ils lui demandèrent un entre-

tien et le sommèrent, devant plusieurs généraux, de donner sa démission.

— « De quel droit, messieurs, m'adressez-vous cette sommation ? leur demanda le ministre.

— « De notre droit de représentant du peuple.

— « Comme vous, je suis représentant du peuple.

— « Oui, mais vous avez perdu sa confiance.

— « Si vous parlez du peuple qui a trempé ses mains et ses lèvres dans le sang du comte Latour, je m'honore d'avoir encouru sa disgrâce : mais au fait, messieurs, que voulez-vous ?

— « Nous vous l'avons dit, votre démission.

— « Ma démission ! je la refuse : sachez, messieurs, que je suis ministre de l'empereur ; c'est de lui que je tiens mon mandat, et c'est à lui seul que je dois le remettre. » Le prince de Schwarzemberg, présent à cette scène, admira l'éloquente énergie du ministre, et, lui serrant la main, lui offrit son amitié. Dans la soirée même, Bach changea son chapeau civil contre un képi militaire, et jetant sur son frac un manteau blanc de cuirassier, il se transporta à cheval avec le prince au palais Schwarzemberg, où déjà une partie des troupes avait pris position.

La soirée était magnifique, et le ciel parsemé d'étoiles ; de six à sept heures et demie, un calme religieux succéda aux tumultueux orages de la journée ; si quelque bruit encore troublait le silence, c'était

celui des pas d'une patrouille ou bien la voix d'une sentinelle avancée. D'heure en heure, des fusées, sifflant dans les airs, et retombant en pluie de feu, envoient des signaux aux habitants des campagnes, dont les Viennois implorent en vain les sympathies et le secours.

Deux jours après, apprenant que l'empereur, désireux de mettre fin à la guerre civile, était sur le point d'accorder de nouvelles concessions à l'émeute victorieuse, le ministre Bach donna sa démission et se réfugia d'abord chez un conseiller de son ministère, ensuite chez sa mère qui, trompée par de fausses nouvelles, pleurait son fils mort. Enfin, après avoir passé quelques semaines dans une douce retraite, il partit dans les premiers jours de novembre pour Olmütz, où cordialement reçu par l'empereur, il attendit des jours meilleurs et l'occasion de rendre à la monarchie de nouveaux et signalés services.

CHAPITRE VII.

Conduite de la constituante dans la journée du 6 octobre. — Les clubs en permanence. — Séance nocturne. — Le prix du sang. — Siége de l'arsenal. — Reddition. — Une statue de la sainte Vierge. — Pillage de l'arsenal. — Mascarade. — Quartier-général des troupes. — Départ de la famille impériale pour Olmütz. — Manifeste de l'empereur du 6 octobre. — Proclamation adressée aux peuples de l'Autriche par la constituante. — Effets produits dans les provinces par les événements du 6 octobre. — Ordre du jour du maréchal Radetzki. — Emigration. — Arrivée du ban sous les murs de Vienne. — La constituante lui envoie un député. — Pourparlers. — Marche d'une armée hongroise sur Vienne. — Situation de la capitale. — Position des armées. — Panorama militaire. — Premiers engagements. — Messenhauser. — Décrets. — Préparatifs de défense. — Mutilation d'un cadavre. — Portrait du général Bem. — L'armée hongroise passe la frontière. — Proclamation magyare.

La multiplicité des événements qui ont rempli la journée du 6 octobre ne nous a point permis de les embrasser d'un seul regard et de les exposer simultanément sous les yeux de nos lecteurs; examinons-les rapidement par un coup d'œil rétrospectif.

Pendant que l'insurrection aiguisait ses poignards sur les pavés de la cour du ministre de la guerre, les membres de la diète constituante, convoqués extraordinairement, s'étaient réunis en séance; nous

avons vu le rôle qu'ils jouèrent dans le moment où ils auraient dû se porter en masse au secours des ministres menacés; l'envoi d'une simple députation parut suffisant à l'acquit de leur conscience facile; un seul homme parmi eux eut le courage d'exprimer son horreur pour le crime, cet homme fut le docteur Borrosch.

Après avoir vainement protégé la personne du comte Latour, il rejoignit ses collègues et leur proposa d'envoyer une adresse loyale à l'empereur pour le prier de rétablir la tranquillité publique au moyen de son autorité souveraine. Le ministre Hornbostl, le baron Pillersdorff, Skoda, le prince Lubomierski et Borrosch, sont chargés de présenter à l'empereur l'adresse en question. Sur la motion du représentant Wienkowski, la constituante décide qu'on exprimera à l'empereur le désir de voir les ministres Dobblhoff et Hornbostl conservés aux affaires. Elle arrête, en outre, qu'on demandera la révocation du ban, nommé commissaire plénipotentiaire en Hongrie; enfin, elle vote, à une grande majorité, cet incroyable amendement :

« La constituante désire que Sa Majesté accorde une amnistie générale à tous ceux qui ont pris part aux événements de ce jour. »

Et, chose plus incroyable encore, ce fut l'ex-ministre Pillersdoff, rédacteur de l'adresse, qui osa

demander à l'empereur ce bill d'indemnité pour l'assassinat.

De retour dans la nuit, à onze heures et demie, le baron Pillersdorff monte à la tribune et rend ainsi compte de sa mission :

« L'empereur nous a reçus avec sa bonté habituelle à Schœnbrunn, puis, après avoir lu votre adresse, il a déclaré qu'il prendrait en considération ses divers articles et qu'il y répondrait. Mais sur l'observation que nous lui fîmes faire, qu'une déclaration, signée de sa main, serait bien plus efficace pour rétablir l'ordre, Sa Majesté consentit à nous remettre le document suivant :

« A la constituante,

« En agréant la prière du parlement, nous formerons un nouveau ministère populaire, auquel nous attacherons nos ministres actuels Dobblhoff et Hornbostl. Dès que ce ministère sera formé, nous délibérerons sans délai sur les mesures nécessaires au salut de la monarchie entière, et nous espérons que la population de Vienne, confiante en la grâce que nous lui avons accordée, contribuera énergiquement au rétablissement d'un ordre de choses régulier et légal. »

A la suite de cette lecture, accueillie par les cris de « Vive l'empereur ! » la constituante nomma un

comité de sûreté, composé de dix membres, chargés de rétablir l'ordre et de lui rendre compte, toutes les demi-heures de ses travaux et des événements qui auraient eu lieu.

La séance se prolongea jusqu'à six heures du matin.

De leur côté, les comités des étudiants et les clubs démocratiques, voulant donner plus de force au mouvement, se constituaient en permanence; le premier sous la présidence de Maurice Habrovsky, étudiant en médecine, le second sous celle du docteur Teusenau; les deux comités adressèrent à la constituante une petition identique pour exiger de l'empereur l'éloignement de ses conseillers irresponsables, la révocation des derniers manifestes absolutistes, la reconnaissance expresse de la souveraineté de la constituante hongroise, le renvoi de tous les ministres en exercice, la formation d'un ministère Lœhner-Borrosch, la soumission absolue des troupes au pouvoir civil, l'amnistie pleine et entière des troupes qui avaient embrassé la cause du peuple et la révocation de la loi martiale, etc., etc., etc....

Le comité des étudiants, composé de douze membres, s'était réuni dans une salle basse de l'université; ils étaient là tous debouts ou étendus sur des bancs autour d'une table de bois, discutant de sang-froid les mesures les plus révolutionnaires.

A voir leur figure flétrie avant l'âge par les pas-

sions politiques, leur front pâli par les fatigues du combat, leurs yeux cernés par les excès de la débauche ; à entendre leurs discours, sauvage apologie du meurtre, leurs plaisanteries sur des thèmes monstrueux, on les aurait pris pour des conspirateurs, vieillis dans les repaires des sociétés secrètes ou dans les cachots des bagnes. Ils portaient tous une carte rouge à leur feutre allemand ; des canons de pistolets brillaient à leurs ceintures, ils étaient armés comme les héros du fameux drame de Schiller. Le président, que l'on changeait toutes les deux heures, se tenait debout pour recevoir les rapports et dicter des ordres aux secrétaires. A minuit, une députation magyare se présenta devant eux, ils l'accueillirent avec empressement d'abord, et avec transport, quand un ouvrier, qui en faisait partie, leur dit :

« Citoyens, c'est moi qui ai porté le premier coup à Latour, ai-je bien fait?

— « Vous avez bien mérité de la patrie, » lui répondit le président et le pressant dans ses bras, il lui imprima sur les lèvres un baiser qui sentait le crime : tous les autres voulurent ensuite serrer dans leurs mains la main d'un homme qui se croyait un héros, tandis qu'il n'était qu'un misérable assassin.

Le choc des verres remplis de bière, la lueur douteuse d'une simple chandelle, disparaissant parfois à travers les nuages de la fumée de tabac, les refrains

de la victoire se mêlant par intervalle aux imprécations de la colère, le cliquetis des sabres traînant sur les dalles, tout donnait un caractère fantastique à ces groupes de jeunes hommes qui venaient d'accorder aux meurtriers du comte Latour des honneurs qu'ils auraient refusés peut-être à une bonne action ; et voilà les hommes qui cette nuit fatale tenaient entre leurs mains les destinées de l'empire d'Autriche !

Au moment où le ministre de la guerre rendait le dernier soupir, les troupes, engagées depuis la matinée et refoulées des places et des rues, s'étaient retirées dans leurs casernes ou dans les faubourgs : seules deux compagnies de grenadiers s'étaient jetées dans l'arsenal impérial où déjà plusieurs compagnies de gardes nationaux avaient pris position.

A sept heures et demi, l'arsenal, cerné de tous les côtés, fut attaqué avec acharnement et beaucoup d'intrépidité, car les insurgés combattaient à découvert, des hommes exaspérés et retranchés derrière les murailles.

A huit heures, au moment où les assaillants se pressaient en masse dans la petite rue qui fait face à l'entrée de l'édifice, la porte s'ouvrit tout à coup et démasquant une pièce de canon chargée à mitraille, une grêle de projectiles balaya la rue d'un bout à l'autre. La lutte, suspendue quelques instants par une tentative de négociation, reprit bientôt après avec

une nouvelle force de part et d'autre. L'arsenal, exposé d'un côté au feu des canons, établis sur le bastion des Écossais qui le domine ; d'un autre côté aux feux de mousqueterie qui le prend de front dans la rue de Renngasse, est criblé de boulets et de balles.

Des feux de pelotons et des décharges d'artillerie se succèdent sans intervalle ; les grenadiers et les gardes nationaux, embusqués aux lucarnes et derrière les cheminées des toits, tirent à coup sûr au milieu des masses.

Le son du tocsin, se mêlant aux sifflements de la fusillade, les cris des blessés, les imprécations des combattants, la voix des chefs dirigeant l'attaque et la défense, le bruit du canon, ébranlant à chaque détonation les maisons voisines, le combat, engagé dans un petit espace de terrain, le sang coulant à flots, représentaient dans toutes ses horreurs le sombre tableau de la guerre civile. De part et d'autre, il y eut des actes de dévouement et de grand courage.

Après une canonnade de trois heures, un pan de mur s'écroule ; victoire ! s'écrie le peuple, et il se précipite sans ordre sur la brèche qui lui donne accès dans une partie de l'édifice.

Furieux de ne pouvoir pénétrer plus avant, il attaque l'arsenal avec des torches, il y met le feu. Victoire ! répète-t-il une seconde fois à la vue des flam-

mes qui s'élèvent dans les airs, menaçant de détruire les magasins d'armes, les armures et les munitions que renferme l'édifice embrasé; les flammes s'éteignirent après avoir dévoré le corps de bâtiment isolé qu'elles avaient attaqué.

La lutte reprenant avec une nouvelle intensité, dura jusque dans la matinée. Alors, les troupes décimées par le canon, harassées de fatigue, affamées et manquant de vivres, demandèrent à capituler. Les insurgés, qui s'étaient battus bravement, leur accordèrent les conditions qu'on doit au courage malheureux; ils leur donnèrent la faculté de se retirer enseignes déployées, baïonnettes au bout du fusil, avec tous les honneurs de la guerre.

La seule satisfaction que le peuple vainqueur voulut donner à sa vengeance, fut d'exposer sur le passage des troupes, les corps des nombreuses victimes qui avaient succombé dans la nuit; les troupes durent défiler entre deux haies de cadavres dressés contre les murs des maisons. . . . .

Un fait merveilleux, et que l'histoire peut enregistrer puisqu'elle a pour caution le témoignage d'une ville entière, signala ce combat nocturne. Une statue de la sainte Vierge tenant en ses bras l'Enfant Jésus, est placée dans une niche grillée, au-dessus de la porte principale de l'arsenal; la niche et la statue, exposées pendant douze heures à une grêle de balles,

n'ont pas reçu une seule atteinte; l'une et l'autre se détachaient intactes, au milieu de la façade criblée et percée comme une écumoire.

Après l'évacuation de l'arsenal, les insurgés le pillèrent de fond en comble sans respecter les armures historiques, chefs-d'œuvre d'art, qui reliaient le présent au moyen âge; tous les objets précieux disparurent; aussi la matinée du 7 octobre offrit, sur tous les points de la ville, des scènes étranges, dont le comique faisait diversion à la gravité des événements; on se serait cru dans les plus beaux jours du carnaval, si l'on n'avait pas été en plein courant de la guerre civile; ici, des enfants traînaient derrière eux de grands sabres, à deux mains, datant du siége de Vienne par les Turcs; là des femmes, Jeannes d'Arc de ruelle et de carrefour, profanaient dans leurs mains des armes, chefs-d'œuvre de Benvenuto-Cellini : plus loin, des étudiants, transformés en guerriers du moyen âge, paradaient le cigare à la bouche; des ouvriers avaient échangé les instruments de leur profession contre les épées de Rodolphe premier, de Maximilien second, de Scanderbek ou du prince Eugène. On voyait, çà et là, resplendir des cuirasses sur des blouses et des paletots; çà et là l'on voyait des fronts humides de sueur ployer sous le poids de casques fabriqués pour d'autres générations; le casque de Charles-Quint, lui-même, ombrageait une

tête qui, plus tard peut-être, devait appartenir au bourreau; l'épée du *glorieux vaincu de Pavie,* de notre chevaleresque François Ier, avait passé des mains du grand empereur dans celles d'un prolétaire victorieux qui, ce jour, aurait pu dire à juste titre : *Tout est gagné fors l'honneur*. De même, les armes de Frédéric III, de Rodolphe II, de Joseph II, et d'illustres capitaines, la gloire de leurs siècles, avaient passé en des mains profanes pour attaquer les lois, les institutions, les principes qu'elles avaient si vaillamment défendus. Une vingtaine d'insurgés parcouraient la ville, coiffés des casques enlevés jadis au front des cuirassiers français ensevelis dans leur triomphe à Wagram. Les révolutionnaires, ainsi déguisés en héros, s'efforçaient, partout, de bien jouer leur rôle; un docteur en chirurgie nommé Bleyer, revêtu d'une cuirasse qui lui tombait aux genoux, pérorait sur une table du café Français : il parlait de gloire et de courage, mots sonores étonnés eux-mêmes de se trouver, pour la première fois, sur des lèvres pusillanimes.

Le comte Auesperg avait profité de la nuit pour retirer sans bruit les troupes de leurs casernes, pour les établir dans les jardins du palais Schwarzemberg et au Belvédère, deux points stratégiques qui dominent la ville; instruit dans la matinée que les insurgés s'apprêtaient à l'attaquer, et voulant provisoirement éviter toute espèce de contact avec la population,

il transporta sur-le-champ son quartier général à Enzersdorf.

Pendant qu'il opérait ce mouvement de concentration, les troupes réunies autour de Schœnbrunn recevaient l'ordre de se tenir prêtes à partir, et, bientôt après, celui d'escorter la famille impériale qui se dirigea sur Ollmutz dans l'ordre suivant : trois compagnies de chasseurs, une demi-batterie volante et une division de chevau-légers précédaient les cinq voitures de la cour. Une division de chevau-légers, une demi-batterie volante et trois compagnies de chasseurs marchaient dans le même ordre derrière les carrosses. L'effectif de ce petit corps d'armée montait à 3,500 hommes. Ce voyage de la maison d'Autriche, forcée de fuir pour la seconde fois la capitale, fut semé d'incidents dont quelques-uns durent être réprimés par l'énergie de l'escorte. Les illustres voyageurs arrivèrent le 14 à Olmütz, dont la forteresse formidable offrait un asile sûr contre toutes les éventualités.

Quelques heures après le départ de l'empereur, le ministre Krauss annonça à la constituante qu'il venait de recevoir par un soldat de service au palais de Schœnbrunn, un message cacheté qui renfermait un manifeste signé de l'empereur et un ordre adressé à lui-même pour le contre-signer ; ce document était ainsi conçu :

« J'ai cherché à exaucer tous les vœux de mon peuple, j'ai épuisé avec joie tout ce qu'un souverain peut donner à son peuple en fait de preuves de bonté et de confiance; j'ai cherché à augmenter, par la constitution, l'indépendance, la force et le bien-être général. Bien que l'attentat du 15 mai m'ait chassé du palais de mes ancêtres, je ne me suis pas lassé de concéder.

« Un parlement a été convoqué sur la base la plus large de la loi électorale, pour rédiger, de concert avec moi, la Constitution. Je suis revenu dans ma capitale, sans demander d'autres garanties que le sentiment de justice et la gratitude de mes peuples. Mais un petit nombre d'égarés menace de détruire l'espérance de tout bon patriote. L'anarchie est à son comble, Vienne est remplie d'assassinats et d'incendies. Mon ministre de la guerre, que seule sa vieillesse aurait dû protéger, a expiré sous les coups de bandes homicides.

« Je me confie en Dieu, en mon bon droit, et je quitte la capitale pour trouver les moyens de porter secours au peuple opprimé. Quiconque aime l'Autriche, quiconque aime la liberté doit se ranger autour de son empereur. »

Le baron Krauss ajouta que, comme ministre responsable, il ne pouvait pas, constitutionnellement, contre-signer ce manifeste.

La constituante résolut, après une longue discussion, d'envoyer un *memorandum* à l'empereur et une proclamation aux peuples de la monarchie ; en même temps, elle chargea les ministres Dobblhoff, Hornbostl et Krauss de la conduite de toutes les affaires gouvernementales, et nomma une commission qui, conjointement au nouveau commandant en chef de la garde nationale, le marchand de vin Scherzer, mettait la ville en état de défense. La proclamation aux peuples de l'Autriche était conçue en ces termes :

« Peuples de l'Autriche !

« Les suites de déplorables événements menacent d'ébranler la base à peine posée, de notre nouvel édifice politique. La diète constituante s'est déclarée elle-même permanente et a élu en même temps parmi ses membres un comité permanent pour le maintien de l'ordre et de la sûreté publique. Elle a ainsi conservé la position qu'elle a prise vis-à-vis du trône constitutionnel. Elle a envoyé une députation à Sa Majesté l'empereur constitutionnel pour remplir, d'accord avec l'auguste dépositaire de la souveraineté, les vœux du peuple souverain. S. M., dans [illegible] a paru aussitôt disposée à éloigner du [illegible] hom[illegible] avaient perdu la confiance [illegible] a p[illegible] délibérer sur les affaires [illegible] pa[illegible]reusement S. M. a [illegible]

la résolution profondément regrettable de s'éloigner des environs de la capitale.

« Peuples de l'Autriche ! Peuple de Vienne ! la Providence vous a assigné une mission aussi haute que difficile ; nous devons accomplir une œuvre qui, en cas de réussite, surpassera tout ce que l'histoire du monde présente de grand et de sublime ; nous avons à élever un édifice politique qui réunisse les différents peuples en un peuple fraternel dont la base inébranlable soit l'égalité des droits, dont le même principe soit l'égale liberté de tous. Suivant ce que commande la nécessité et conformément aux lois de la monarchie constitutionnelle, la diète a pris aujourd'hui les résolutions suivantes : 1° les ministres Dobblohff, Hornbostl et Krauss dirigent les affaires de tous les départements ; non-seulement ils veillent à l'ordre dans les affaires, mais ils sont chargés d'en assurer les résultats en réunissant de nouvelles forces, et de présenter le plus tôt possible à S. M. le projet de nouveaux ministres à nommer, et de se tenir en rapports non interrompus avec la diète.

« 2° Il sera adressé à S. M. un mémoire par suite du manifeste de S. M. l'empereur constitutionnel ; il sera informé du véritable état des choses, et il lui sera donné l'assurance sincère que l'amour des peuples pour lui est inaltérable.

« Peuples de l'Autriche ! l'Europe nous regarde avec

admiration, et l'histoire place au rang de ses faits les plus fameux notre élévation à la liberté.

« Dieu protége l'Autriche !

« SMOLKA, *président;* WIESER, *secrétaire.* »

C'est ainsi que s'écoula, dans l'ivresse d'un succès assombri par les appréhensions de l'avenir, le second jour de la révolution d'octobre. Les insurgés chantèrent *victoire*, mais les échos de l'*hosanna* populaire parurent aux hommes sérieux le prélude de chants plus sinistres. Bientôt le *De profundis* de la défaite de la révolution, victime de ses propres excès, devait remplacer le *Te Deum* du triomphe.

Les événements d'octobre produisirent, dans les diverses provinces de la monarchie, les mêmes effets qu'y avait produit la nouvelle des journées de mai. En Bohême, l'irritation fut à son comble, quand on apprit que l'empereur avait été forcé de quitter une seconde fois sa capitale. Les autorités de Prague avaient adressé à la population une proclamation dans laquelle on trouve les passages suivants :

« L'insurrection, le meurtre et la violence ont mis en question, à Vienne, les garanties de la liberté. Nous protestons contre toutes les résolutions illégalement prises par la diète ; nous protestons contre une assemblée qui, n'étant pas en nombre pour prendre de résolutions valables, tente d'attirer à

elle le pouvoir exécutif en excédant son mandat. Nous déclarons notre attachement à la dynastie et à la monarchie constitutionnelle. Nous déclarons solennellement et fermement qu'une Autriche, *une et indépendante*, doit ressortir du chaos dans lequel de perfides organes du renversement ont plongé l'Autriche.....

« Qu'à nous, Bohême, soit réservée par l'histoire la gloire d'être restée fidèle à la monarchie! etc.... »

En Italie, l'armée sous les ordres du feld-maréchal Radetzky exprima son indignation, en apprenant l'assassinat du comte Latour, par des cris de vengeance ; elle aurait marché tout entière sur Vienne, si l'honneur ne l'eût retenue sous les drapeaux. Le vieux maréchal lui adressa, à ce sujet, ce bel ordre du jour, à la date du 12 octobre.

« Quartier-général de Milan :

« Soldats, ou plutôt mes enfants, car vous m'avez appelé souvent votre père, des scènes sanglantes se sont passées à Vienne. Elles ont eu pour origine la discorde qui divise notre chère patrie. Le ministre de la guerre, général d'artillerie, le comte Latour, notre vieux et brave camarade, a été assassiné par une bande de peuple en fureur ; mais l'empereur et sa famille jouissent d'une santé satisfaisante et sont entourés de troupes fidèles.

« Soldats, ne vous laissez pas égarer par des faux bruits et par des mensonges : restez fermes dans la voie que vous avez suivie jusqu'ici. Je ne vous cacherai pas la vérité, mais soyez inébranlables dans votre fidélité à l'empereur et dans votre amour pour la patrie, qui doit nous être également chère à tous.

« Repoussez avec mépris quiconque oserait essayer de vous faire oublier vos serments, vous, les vainqueurs de tant de batailles. Vos actions d'éclat ont rempli le monde entier d'admiration !

« Rois et peuples m'en ont donné des témoignages écrits. Je me suis porté garant de votre fidélité et de votre valeur, vous ne voudriez pas me faire mentir !

« Compagnons d'armes de mes vieux jours, nous vivons dans des circonstances difficiles, mais le trône de l'empereur et la patrie n'en recueilleront que plus de gloire ! N'oubliez pas que nous sommes tous enfants d'une même patrie, et que des séditieux veulent rompre les liens qui nous unissent les uns aux autres depuis des siècles.

« Soldats ! ma confiance en vous est pleine et entière ; j'attends tranquillement l'avenir à votre tête, car nous n'avons pas encore oublié comment on livre et gagne des batailles.

« Vive l'empereur ! vive la patrie ! »

En même temps les députés tchèques, après avoir protesté contre l'assassinat impuni du comte Latour

et les événements qui avaient contraint la famille impériale de s'éloigner une seconde fois de Vienne, s'étaient rétirés dans leurs provinces.

Les jours qui suivirent s'écoulèrent dans la plus vive agitation; la physionomie de la ville n'était rien moins que rassurante; les portes de la capitale étaient toujours fermées et les principales rues barricadées; les étudiants et la garde nationale occupaient les bastions, de formidables batteries s'élevaient sur les remparts au-dessus des portes de la ville. Ces préparatifs de combat, le bruit des armes, augmentaient à chaque instant la terreur des gens paisibles obligés de chercher au loin le calme et la sécurité que leur refusaient leurs propres foyers. Chaque jour des milliers de personnes fuyaient la capitale. Bade, petite ville réputée pour ses eaux, comptait dans ses murs, le 8 octobre, vingt mille fugitifs; le 10 octobre, on évaluait à quarante mille le nombre des personnes qui avaient abandonné Vienne.

La nuit du 9 au 10 fut une des plus agitées qu'avait passées la capitale depuis le bombardement de 1805 par Napoléon. On avait appris d'une manière certaine que l'avant-garde de l'armée du ban, arrivée à Bruch, avait requis soixante mille rations : en un instant, les remparts et les portes de la ville se garnirent de défenseurs.

En attendant le commencement d'une lutte consi-

dérée comme inévitable, des hommes armés sillonnaient la ville; des rassemblements groupés çà et là devant les cafés, causaient avec animation; par intervalle, des coups de fusils se faisaient entendre dans la direction des faubourgs Wieden et Landstrass; des ouvriers en blouse, debout derrière des barricades, renouvelaient, à la clarté des feux de bivouac, les scènes ignobles de la nuit du 26 mai; ils se délassaient dans la débauche et retrempaient dans l'ivresse du vin un courage dont ils avaient donné de sang-froid des preuves incontestables. Les patrouilles et les ordonnances parcouraient la ville en tous sens; les artilleurs attendaient mêche allumée auprès des pièces le signal que devaient donner des fusées lancées du haut de l'église de Saint-Étienne. Tous les regards étaient fixés sur la tour qui, trompant l'attente générale, resta plongée jusqu'à l'aube du jour dans le silence et les ténèbres. On apprit à sept heures du matin que le ban, à la tête de son armée occupait Schwardorf, à quelques milles de la capitale. La constituante lui dépêcha aussitôt le député Prato, qui lui demanda dans quelles intentions il s'était présenté sous les murs de Vienne avec une armée formidable. « Dans l'intention d'attendre les ordres de Sa [illegible] l'empereur et d'agir ensuite en consé[illegible] [illegible]pondit fièrement le baron Jellachich.

[illegible]aite de cette réponse, la constituante en-

voie au ban un second message pour le sommer péremptoirement de déclarer : « Qu'il avait franchi la frontière afin d'échapper à la poursuite des Magyars vainqueurs, et le forcer ensuite à continuer son mouvement de retraite pour la Styrie, sous peine d'être traité en ennemi. La constituante attendrait sa réponse, pour accepter ou refuser la coopération d'une armée hongroise qui marchait au secours des Viennois. »

Le ban, qui venait de pousser ses éclaireurs jusqu'à Ruth-Neusiedl à deux heures de la capitale, répondit :

« Les motifs qui me portent à diriger la marche de mes troupes sur Vienne me sont inspirés par le devoir qui m'est inposé comme soldat et comme citoyen. Comme citoyen, je dois faire tout ce qui dépendra de moi pour mettre un terme à l'anarchie ; comme soldat le bruit du canon indique la direction de ma marche.

« Mon seul but est le maintien de la monarchie sur la base de l'égalité des droits, et de fidélité au monarque. C'est pourquoi le choix de savoir à qui je dois obéir n'est pas douteux ; l'entretien des troupes que j'ai l'honneur de commander se fera par liquidation ; la liquidation ne sera pas a la charge des habitants, attendu que mes troupes bivaqueront.

« Je ne suis point poursuivi par l'armée magyare. Si j'étais attaqué j'opposerais la force à la force. Sur le sol autrichien, je ne connais ni des troupes ma-

gyares, ni des troupes croates, mais seulement des troupes impériales. »

La scission de tous les éléments hostiles entre eux était donc arrivée à son apogée ; d'un côté, une armée, traînant à sa suite une formidable artillerie, marchait au secours de la révolution, que la parole de Kossuth et l'or magyar avaient fait naître. D'un autre côté, les gardes nationales des environs de Vienne appelées au secours de la capitale par les émissaires des sociétés secrètes et par les feux de détresse allumés au sommet de la tour de Saint-Étienne, arrivaient en nombreux détachements sous les murs de la métropole et tombaient dans les avant-postes des troupes impériales, qui les désarmaient et les renvoyaient ensuite dans leurs foyers. Les constituants de Vienne, dont le nombre diminuait chaque jour, déclaraient nulles et non avenues toutes les résolutions des provinces restées fidèles, tandis que les députés tchèques lançaient de Prague une violente protestation contre toutes les mesures adoptées par la diète constituante.

A l'intérieur de la ville, l'attention se concentre sur six points principaux : la constituante, le comité de salut public établi par elle et qui est constamment en rapport direct avec les corps armés ; le conseil municipal, qui ne s'est constitué que le 6 et dans la formation duquel l'élément démocratique et radical

domine ; l'état-major de la garde nationale, qui est chargé de l'organisation de la force armée ; le comité des étudiants, qui non-seulement dirige la légion académique, mais qui est encore considéré par toute la population comme un point central où les nouvelles viennent aboutir. C'est là que les bourgeois, les ouvriers et les prolétaires s'adressent pour avoir des armes et des munitions ; c'est là que sont conduits les soldats déserteurs ou faits prisonniers, les espions supposés, les personnes considérées comme dangereuses, les canons, les voitures de bagages, les caisses capturées ; enfin, c'est là qu'arrivent de quart-d'heure en quart-d'heure les rapports de l'observatoire établi sur la tour de Saint-Étienne ; le comité central des associations démocratiques qui, par son action occulte, par son influence sur les membres des sociétés secrètes, par ses affiches et par ses députations exerce une part considérable dans la direction du mouvement.

Dans l'intérieur de la ville ainsi que dans les faubourgs, l'insurrection, formant un effectif de quatre-vingt mille hommes, occupe toutes les rues, toutes les places, tous les postes, tous les remparts et l'impartialité de l'historien doit le constater, l'insurrection, maîtresse absolue de la ville, ne commet pas le plus léger délit contre les propriétés publiques et particulières : les caisses de la Banque, les trésors des palais

impériaux, les bibliothèques, les monts-de-piété, les églises, la douane, les comptoirs, les boutiques et les richesses des demeures seigneuriales sont respectés avec un désintéressement qui fait honneur à la population de Vienne.

A l'extérieur, et dans un vaste rayon, s'étendent les lignes des différents corps de troupes réunis sous les murs de la ville. Des Ruthènes, des Masures, des Russniakes, des Polonais, des Tchèques et des Autrichiens forment l'armée qui, dans la nuit du 6 au 7 octobre, s'était retranchée, sous les ordres du commandant en chef Auesperg, dans les jardins du palais Schwarzemberg; une partie de cette armée occupe Simmering, sur les bords du Danube, l'autre, les environs du chemin de fer du sud. Les bandes mobiles du baron Jellachich se déploient depuis Klein-Neusiedl jusqu'à Mœdling, sur la lisière de la forêt de Vienne. Des Illyriens en bonnet rouge, des Seressanes drapés dans leurs manteaux de la même couleur, des Croates coiffés du chapeau gris à large bord n'ayant pour uniforme qu'une blouse de toile, pour armes qu'un fusil et une giberne, çà et là de la cavalerie et de l'artillerie impériale. Au fond, à l'orient, le hennissement des chevaux magyars annonçant l'avant-garde de l'armée soi-disant libératrice, tel était le belliqueux panorama que les regards apercevaient du haut de la tour de Saint-Étienne; on aurait dit

que la monarchie s'était donné un grand et solennel rendez-vous militaire sous les murs de la capitale.

Aux premiers engagements qui eurent lieu aux avant-postes, la municipalité décréta que la ville nourrirait tous ses défenseurs et que des pensions de cinq cents francs seraient accordées aux veuves des citoyens morts en combattant, et de cent vingt-cinq francs à leurs enfants, jusqu'à l'âge de 18 ans.

De leur côté, le club central démocratique et le comité des étudiants ne restaient pas inactifs; le premier sommait la municipalité de faire un appel immédiat à l'intervention hongroise, le second l'engageait à rechercher dans les archives secrètes le procédé des fusées à la congrève et à solliciter du corps diplomatique une protestation contre le bombardement de Vienne. Consulté le premier à ce sujet, le ministre de France, sur le concours duquel la révolution croyait pouvoir compter, répondit qu'il ne pouvait prendre l'initiative d'une pareille mesure sans l'invitation officielle du ministre des affaires étrangères. Le 12 octobre, le comte Auesperg opéra sa jonction avec les troupes du baron Jellachich.

Le même jour, Scherzer, commandant en chef de la garde nationale, donna sa démission et eut pour successeur définitif, après deux autres nominations éphémères, Messenhauser (Venceslas) dont les principaux titres à cette distinction qui devait lui être

fatale, furent son titre d'ancien officier de l'armée, sa réputation de courage et son dévouement à la cause démocratique. Messenhauser, enfant de giberne et fils de ses propres œuvres, était né dans les camps et avait eu pour berceau la caisse de son père, simple tambour dans l'armée impériale. Son intelligence précoce l'avait fait remarquer des officiers du régiment qui, s'intéressant à lui, l'avaient placé dans une école préparatoire. Il en sortit en qualité de sous-officier, pour arriver bientôt à des grades plus élevés. Passionné pour la profession des armes, estimé de ses chefs, aimé de ses camarades, il aurait pu faire un chemin rapide, si la part qu'il prit en 1848 à l'insurrection de Lemberg n'eût arrêté sa carrière militaire en brisant son épée.

L'arrivée d'un certain nombre de révolutionnaires cosmopolites donna une nouvelle impulsion au mouvement de la résistance. Par un décret, la municipalité appelle sous les armes tous les individus en état de porter un fusil; on défonce les rues, les barricades deviennent de véritables forteresses protégées par des amas de sable et de fumier; des monceaux de pierres encombrent à chaque étage les fenêtres des maisons, partout l'on fabrique de la poudre et l'on fond des balles, les étudiants, les ouvriers et les gardes nationaux, surtout ceux des faubourgs, rivalisent de zèle et de dévouement, tous appellent de leurs vœux le

signal de la guerre ; deux incidents excitèrent encore en eux ces dispositions belliqueuses.

Dans la matinée du 12, un nombreux détachement de la légion académique partit de la Aula pour se rendre au comité permanent de la constituante. Les hommes qui en faisaient partie escortaient processionnellement un cercueil recouvert d'un drap noir ; ils marchaient deux à deux en silence, mais au tremblement de leurs lèvres et au feu de leur regard, on devinait tout ce que leur cœur renfermait de haine et d'animosité.

La foule, avide d'émouvants spectacles, les suivait également en silence ; le funèbre cortége s'arrêta sur la place Neuen-Markt, où de nombreux groupes s'étaient formés d'avance. Là un étudiant, montant sur une borne, harangua la multitude et se livra à toute la fougue de son indignation contre les prétendues cruautés des troupes impériales..... A l'entendre, Néron, qui des corps des chrétiens imprégnés de résine, se faisait des torches vivantes pour éclairer l'orgie de ses loisirs, était, comparativement aux Croates de Jellachich, un empereur pieux et clément..... « Savez-vous, frères, dit-il, ce que les satellites de la tyrannie font de leurs prisonniers? Ils les tuent.....; mais avant ils les torturent; ils leur arrachent les yeux et la langue, ils leur coupent le nez et les oreilles, ils mutilent toutes les parties saillantes qui

offrent une prise quelconque à leur férocité..... Tu frémis, peuple, jusque dans tes entrailles, que serait-ce donc si tu voyais toi-même la preuve de mes paroles..... douterais-tu de la vérité; peuple, approche donc et regarde !... Dans ce moment, un légionnaire de l'académie, écartant le voile funèbre, montra couché dans le cercueil le cadavre d'un étudiant de l'école Polytechnique..... Approche et vois, reprit l'orateur, vois la manière dont les Croates traitent le chef-d'œuvre de la création. »

Lorsque la vue de cette mise en scène eut produit sur l'imagination facile des masses, l'effet que les meneurs espéraient, ils continuèrent leur marche et se dirigèrent vers la constituante.

Les membres du comité de permanence étaient au grand complet, les étudiants déposèrent la bière au milieu de la salle et l'un d'eux, prenant la parole, s'écrie avec émotion :

« Voulez-vous avoir une preuve de la clémence et de la générosité des sicaires de l'absolutisme; voulez-vous, d'après cette preuve, connaître le sort qui nous attend, si le sort des armes nous est contraire, regardez, » et l'orateur, soulevant par un mouvement rapide le drap mortuaire, montra le cadavre mutilé.

A la vue de ce spectacle, les représentants poussèrent un cri d'horreur, auquel les étudiants répondirent par un cri de vengeance. Un député de la

Gallicie, le prince Lubomierski, présent à cette scène, fut tellement frappé qu'il en perdit subitement la raison.

Quelques heures après, la constituante reçut une députation magyare, annonçant que trente-cinq mille Hongrois étaient arrivés à Bruck sur la Leita pour de là continuer leur marche sur Vienne. Un combat d'avant-poste eut lieu dans la matinée du 14 à la barrière Saint-Marc; les Croates répondirent par le canon aux feux des Viennois. Ce fut ce jour-là que le général Bem offrit officiellement à la révolution de Vienne une épée qui bientôt après devait remporter les premiers avantages qui aient signalé les commencements de la guerre magyare.

Taillé sur le patron des grands capitaines, doué d'un esprit entreprenant, audacieux et passionné, Bem, depuis son entrée au service jusqu'au jour où, renégat, il mourut sous le turban de Mahomet, ne fut qu'un chef de parti. Placé dans un milieu normal, il serait devenu peut-être un grand général; jeté sur un terrain d'insurrection et de barricades, il demeura toute sa vie un aventurier, dont le nom désormais est historique. Colonel au commencement de la guerre de 1831, il sauve, à la bataille d'Ostrolenka, par une audacieuse manœuvre d'artillerie, l'armée polonaise de la poursuite des troupes russes. Condamné par la fortune de la guerre aux tristes loisirs de

l'exil, il abandonne bientôt l'existence paisible de l'émigration pour aller chercher au loin de nouvelles aventures.

La guerre civile venait d'éclater en Portugal ; il forme aussitôt le dessein d'aller y guerroyer à la tête d'un certain nombre de ses compatriotes qu'il entraîne à sa suite ; mais au moment de son départ, un Polonais l'accuse d'être un agent russe chargé de diviser l'action des réfugiés, et il lui tire, à bout portant, un coup de pistolet, dont la balle glisse sur l'unique pièce d'or qui lui reste.

Le courage de Bem, relevé par un sang-froid, une présence d'esprit et une tranquillité égales dans les circonstances les plus difficiles s'inspirait à une conviction profonde qui se reliait au fatalisme. Depuis l'âge de dix ans, il se croyait à l'abri de tout danger de mort. Cette croyance se trouvait à chaque instant justifiée par les événements et basée sur une prédiction qu'une Égyptienne avait faite au futur aventurier. « Mon enfant, lui avait-elle dit en interrogeant du regard les lignes intérieures de sa main, ton existence sera orageuse et semée de phases diverses : tu trouveras sur ton chemin de la gloire, des honneurs, des distinctions, rarement le bonheur ; tu seras soldat et tu assisteras à de sanglantes batailles *sans danger aucun pour toi* jusqu'en 1850. Jusqu'à cette époque les balles glisseront sur ta poitrine, les flots de la

tempête se calmeront sous ton pied, tes habits au feu seront de l'amiante,— mais *redoute* 1850, cette année te sera fatale. »

Cette prophétie authentique devait se réaliser en tous points. Après avoir échappé aux tempêtes de l'Océan, au canon de nombreux combats, à plusieurs tentatives d'assassinat, à des accidents plus ou moins graves, Bem est mort en 1850.

Trahi par la guerre en Portugal, comme il l'avait été en Pologne, Bem revient désillusionné à Paris pour y attendre des jours meilleurs.

Après la révolution de février, il sollicite du gouvernement provisoire un seul mot qui lui servira, dit-il, de levier pour renverser l'Europe des rois. Mais le gouvernement provisoire, remué sans cesse par le levier d'une émeute permanente, avait trop affaire à l'hôtel-de-ville pour avoir le temps de regarder au delà du Rhin; il ne prononça pas ce mot.

Au mois de juillet suivant, il quitte Paris avec le pressentiment de ne plus le revoir. « Adieu, dit-il le jour de son départ à l'un de ses amis qui plus tard devint l'un des plus hauts personnages de la république, adieu, je touche à la fin de ma carrière; je ne reverrais plus la belle France.» Il quitta Paris, la tête remplie de projets d'insurrection et de plans de batailles.

Après avoir passé quelque temps en Gallicie, il se rendit à Vienne, où bientôt après, ainsi que nous ve-

nons de le voir, il trouva sur les barricades un terrain favorable à la nature de son génie.

Les journées du 15 et du 16 se passèrent en pourparlers entre les autorités de la ville et le ban Jellachich; pendant ce temps, le général Bem, qui se retrouvait dans son élément, déployait un zèle à la hauteur des circonstances; il examinait les travaux de défense, indiquait les endroits faibles qui avaient besoin d'être fortifiés; il plaçait de nouvelles batteries; il passait des revues, faisait distribuer des armes; communiquait, enfin, l'ardeur de son âme à des hommes résolus dont l'impatience belliqueuse avait besoin d'être contenue plutôt qu'aiguillonnée. Telle était l'activité de l'état-major de la garde nationale chargé, comme on le sait, de la direction de la force armée, que dans l'espace de quelques jours plusieurs nouveaux corps mobiles s'étaient organisés : l'un d'eux marchait sous le commandement d'un jeune Viennois nommé Édouard Sternau ; un autre corps, prenant son nom des éléments qui le composaient, s'appelait légion polonaise; un troisième corps, la légion italienne, carressant son esprit national, s'estimait heureux de combattre au sein même de la monarchie pour l'indépendance de la patrie; un quatrième, enfin, composé uniquement d'étrangers plus ou moins compromis avec la police de leurs pays, s'était formé au café Français, sous

l'initiative et le commandement d'un Polonais nommé Kupka. En ces temps de perturbation, le café Français était devenu une succursale de la Aula, malgré l'opposition énergique de son propriétaire, parfait honnête homme, nommé Grünholz (1).

Les renforts arrivaient également chaque jour à l'armée impériale, bravant, par leur mode de locomotion, le décret par lequel la constituante avait défendu que les voies ferrées servissent aux transport des troupes.

Dans la journée du 16, l'armée magyare, commandée par le général Moga, auquel le parlement de Pesth avait adjoint le député Csanyi en qualité de représentant, traversa la frontière autrichienne ; elle formait un effectif de trente mille hommes d'infanterie, de trois mille cavaliers et d'une nombreuse artillerie. Les ailes étaient commandées : l'une, par le colonel Yvanka ; l'autre, par le colonel Maurice Perczel. La nouvelle de l'arrivée de cette armée sur le territoire d'Autriche fut annoncée à Vienne par la proclamation suivante :

(1) Ce bon citoyen, capitaine de la garde bourgeoise, payant de sa personne et de son argent en toute occasion, a rendu souvent, au péril de sa vie et aux dépens de sa bourse, de signalés services à la cause de l'ordre. C'est à son courage et à son sang-froid que le gouvernement doit la conservation des instruments précieux de l'Observatoire du palais impérial. Il a rendu également, aux Français domiciliés à Vienne, des services qui méritent une récompense.

« La nation hongroise, dans sa sainte lutte pour sa liberté et son bon droit contre la trahison inouïe dans l'histoire du monde de la camarilla réactionnaire et de ses séides parjures, est pénétrée de la plus vive admiration pour le dévouement héroïque avec lequel les généreux habitants de Vienne se sont soulevés si glorieusement pour empêcher l'augmentation de l'armée du traître Jellachich.

« La nation hongroise déclare devant Dieu et devant le monde qu'elle regardera la liberté de l'Autriche comme la sienne propre, et qu'elle croira toujours de son devoir le plus sacré de contribuer de tous ses efforts au maintien de cette liberté.

« La liberté des deux nations est menacée d'un danger qui leur est commun : la Hongrie repousse résolument tout pacte avec la Camarilla et ses mercenaires parjures, mais elle se déclare devant Dieu et devant le monde l'ami le plus sincère, l'allié le plus fidèle et le frère des peuples autrichiens.

« Elle déclare aussi en même temps être invariablement disposée à régler les intérêts réciproques à la satisfaction mutuelle, sur la base la plus large du droit de l'équité et de l'amour fraternel : à cet effet, elle tend aux peuples d'Autriche sa main loyale et fraternelle. La Hongrie exprime à la diète constituante ses plus vifs remerciements pour les mesures énergiques qu'elle a prises afin d'empêcher l'arrivée

d'une soldatesque réactionnaire destinée à étayer les hordes pillardes de Jellachich, mais se croit obligée d'avertir la constituante que, malgré ses mesures, le rebelle Jellachich a réussi d'augmenter son armée par près de treize mille hommes de troupes autrichiennes, et que notre pauvre patrie est en outre menacée d'une invasion des troupes établies en Gallicie.

« La nation magyare prie les nobles représentants de l'Autriche de s'opposer énergiquement à cet état de choses et de même que nous déclarons traître tout Hongrois qui lèverait une main impie contre la liberté de l'Autriche, nous déclarons également traître à la monarchie autrichienne tout individu qui prêterait secours au rebelle Jellachich, à l'instrument parjure qui a été choisi par la Camarilla pour opprimer la liberté de l'Autriche et de la Hongrie.

« Le rebelle Jellachich pousse au moyen de la mitraille ses hordes dans la lutte contre la liberté : il est très-probable que, serré de près par nos troupes vaillantes, il jettera ses bandes sur le territoire autrichien et qu'il essaiera même de menacer Vienne. La nation hongroise est intimement convaincue, qu'en ce cas, il tombera sans ressource sous l'épée vengeresse des fils libres de l'Autriche ; cependant, la nation hongroise croit de son devoir le plus saint envers Vienne et envers l'Autriche, de suivre précipitam-

ment Jellachich et d'aider le noble peuple autrichien à faire subir à l'ennemi une destruction bien méritée. C'est pour cette raison que les représentants de la nation hongroise ont donné l'ordre à l'armée magyare de poursuivre Jellachich en quelque lieu qu'il se dirigeât. Quoi qu'il en soit, la nation hongroise jure devant Dieu et devant le monde que si ses troupes se trouvaient dans la nécessité de poursuivre en Autriche l'ennemi mis en fuite, ce mouvement s'exécuterait non-seulement sans violer le territoire autrichien, mais que la nation magyare suivrait en agissant ainsi l'élan de sa gratitude, qui lui imposerait comme un devoir d'honneur de ne point laisser les nobles habitants de Vienne sans appui contre l'ennemi commun.

« Puisse la diète constituante recevoir cette déclaration loyale avec un amour fraternel égal au nôtre !

« La nation hongroise déclare que ses troupes s'arrêteront et rentreront en Hongrie au moment même où les nobles représentants de la vaillante Autriche feront parvenir au commandant général de l'armée magyare l'avis que l'ennemi commun a été désarmé par ses propres forces, et que la coopération de nos troupes n'est plus nécessaire à la victoire de la liberté commune.

« Le gouvernement magyar a donné les ordres les plus stricts pour que, dans le cas où l'armée ma-

gyare avancerait en Autriche, elle soit entretenue par les subsides de la Hongrie, même sur le territoire autrichien, qui nous est sacré.

« De cette manière, le peuple autrichien ne serait grevé d'aucun fardeau.

« Salut, considération et amour fraternel.

« *Signé :* Baron SIGISMOND PERENYI, *vice-président de la chambre des magnats.*

« JEAN PALFFI, *vice-président de la chambre des représentants.* »

Par ce manifeste révolutionnaire, les Hongrois violèrent une fois de plus les lois séculaires qui les unissaient à l'impériale maison d'Autriche. La plume qui l'écrivit signa leur perte.

CHAPITRE VIII.

Démonstration de femmes armées. — Députation du parlement de Francfort. — Le prince Windisch-Grætz nommé commandant en chef des troupes impériales. — Proclamation de l'empereur. — Proclamation du prince de Windisch-Grætz aux Viennois. — Position de l'armée. — Séance du comité central. — Incident. — Blocus de Vienne. — Premières hostilités. — Dernier mot du prince Windisch-Grætz. — Nouveaux moyens de résistance. — Sortie de la légion polonaise. — Elle est repoussée. — La constituante est convoquée à Kremsier. — Courage des Viennois. — Siége de Vienne.

Le 17 octobre, la ville de Vienne offrit un spectacle étrange, dont l'honneur de la mise en scène appartenait au comité central des clubs démocratiques qui voulaient, au moyen d'une comédie burlesque, forcer la constituante à décréter une levée en masse. Or, ce jour-là, l'on vit à quatre heures de l'après-midi une longue procession de femmes marchant deux à deux, militairement au pas, au milieu de ce bourdonnement confus, discordant, qui signale au loin tout rassemblement féminin. Parmi ces femmes recrutées dans les bas-fonds démocratiques de la ville

et des faubourgs, on remarquait, çà et là, des citoyennes dont la mise et la tenue semblaient indiquer une condition plus élevée que celle de leurs compagnes; une dame même, qui expie cruellement aujourd'hui dans une maison d'aliénés le vertige révolutionnaire qui s'était emparé de sa raison, portait un immense drapeau tricolore et se faisait distinguer autant par sa démarche belliqueuse, que par la fierté de son regard. Ce fut également une dame qui, lorsque le cortége parvint au lieu ordinaire des séances de la constituante, offrit aux représentants la pétition martiale à laquelle ils promirent d'aviser. A cette démonstration succéda une députation envoyée par le parlement de Francfort, et arrivée dans la matinée; elle était composée de Robert Blum, de Jules Froebel, de Maurice Hartmann et de Albert Trampusch. Cette députation était le résultat d'une motion repoussée par la majorité du parlement et tendant à déclarer que, par la révolution d'octobre, l'Autriche avait bien mérité de la nation allemande. Ainsi, les quatre députés s'arrogeant de leur propre autorité une mission intempestive, illégale, agissant isolément et pour leur propre compte, s'exposaient à de graves responsabilités, ils perdaient le caractère inviolable et sacré attaché au mandat de délégués.

Voici le texte de l'adresse qu'ils remirent à la constituante :

« Viennois !

« Votre manifestation grandiose a excité notre admiration. La lutte sanglante que vous avez si glorieusement soutenue, vous l'avez soutenue pour nous aussi vos frères, nous savons que vous persévérerez dans vos efforts et que vous serez les guides du reste de l'Allemagne, par votre courage et votre énergie. Nous vous envoyons plusieurs de nos amis pour vous témoigner notre haute estime et profonde reconnaissance des services que vous avez rendus à la liberté. »

Ce document était signé par cent trente députés de la minorité.

Soixante mille hommes de troupes impériales se trouvaient déjà réunis sous les murs de Vienne. Animées du meilleur esprit, elles brûlaient du désir de combattre pour réparer l'honneur du drapeau impérial. Le régiment du malheureux comte Latour se faisait remarquer surtout par son impatience à venger la mort de son colonel; mais, fractionnés en différents corps, placés sous les ordres de divers chefs, il leur manquait, pour opérer avec l'homogénéité indispensable aux mouvements des grandes masses, l'unité dans le commandement et l'autorité d'un chef suprême. La résolution de l'empereur, à ce sujet, ne pouvait tarder d'être connue; en effet, on apprit le 18 octobre que le prince de Windisch-

Grätz venait d'être appelé au commandement en chef, par un manifeste impérial daté du 16, et trop important pour n'être pas reproduit en son entier.

« Lorsque les attentats du 6 octobre me déterminèrent à quitter une ville qui était devenue le rendez-vous des passions les plus sauvages et les plus abjectes, je pouvais espérer encore que le délire criminel d'une partie de la population ne durerait pas, je pouvais attendre du sens droit et loyal des habitants de ma capitale, qu'ils feraient tous leurs efforts pour rendre à la loi méconnue le respect qui lui est dû, pour punir le crime et rendre à la ville la sécurité de l'existence et de la propriété.

« Cet espoir a été trompé : non-seulement les chefs de la révolte à Vienne sont parvenus à maintenir, par une terreur qui n'a qu'un seul exemple dans l'histoire, leur pouvoir sur la ville intimidée ou fanatisée en rendant impossible le retour de la légalité ; mais leurs efforts anarchiques se sont aussi étendus hors des murs avec un succès croissant. On a entamé des relations criminelles avec une province voisine qui est en révolte ouverte. On a envoyé dans toutes les parties de mes États des courriers, pour arborer l'étendard de la révolte, sous le faux prétexte que la liberté serait menacée, même là, où l'ordre n'avait pas encore été troublé ; et on a livré à toutes les horreurs de l'anarchie et de la guerre civile mes États

encore paisibles et n'attendant qu'un développement légal.

« Depuis mon avénement au trône, le bien de mes peuples a été la tâche de ma vie, l'histoire de mon gouvernement. Celle des sept derniers mois surtout le prouveront un jour; mais ce serait être infidèle aux devoirs que m'impose la Providence que de laisser se développer plus longtemps des menées qui conduisent au bord de l'abîme le trône et la monarchie, et veulent mettre à la place de la liberté constitutionnelle, que j'ai garantie, un arbitraire sans bornes. En vertu de ces devoirs, je me vois forcé, bien que mon cœur saigne, de résister, les armes à la main, à la révolte qui lève insolemment la tête dans ma capitale et partout ailleurs, et de la combattre jusqu'à ce qu'elle ait été vaincue, jusqu'à ce que l'ordre, la tranquillité et la légalité aient été rétablis, jusqu'à ce que les meurtriers de mes fidèles serviteurs les comtes de Lamberg et Latour aient été livrés aux bras vengeurs de la justice.

« Pour atteindre ce but, j'envoie, des diverses parties de la monarchie, des forces contre Vienne, siége de l'insurrection, et je confie à mon feld-maréchal, lieutenant prince de Windisch-Grätz, le commandement de toutes mes troupes, à l'exception de celles que commande le feld-maréchal comte Radetzky. En même temps j'investis le prince de Windisch-Grätz

de pleins pouvoirs pour qu'il puisse achever le plus promptement possible, suivant ses idées, l'œuvre de paix dans mon empire. Quand la révolte armée sera anéantie et la paix rétablie, la tâche de mon ministère, agissant d'accord avec les membres de la diète constituante, sera d'amener, par un règlement légal de la presse (qui jusqu'à présent a commis tant d'excès !) du droit d'association et de la garde nationale, un état de choses qui, sans attaquer la liberté, assurera force et respect à la loi.

« En annonçant, dans la conscience de mes droits et de mes devoirs, ces résolutions inébranlables à mes peuples, je compte sur la coopération sincère et énergique de tous ceux qui désirent ardemment le bien de leur empereur, de leurs familles, de la vraie liberté, et qui, dans ma présente résolution, verront l'unique moyen de salut pour préserver la monarchie de la dissolution, et eux-mêmes des horreurs de l'anarchie et de la dissolution de tous les biens sociaux. »

Le vainqueur de Prague accepta la mission difficile qui lui était confiée, et se mit en mesure de la terminer le plus promptement possible; son premier soin fut d'adresser la proclamation suivante à la ville de Vienne :

« Habitants de Vienne !

« Chargé par Sa Majesté l'empereur de mettre un

terme à l'état d'anarchie qui règne à Vienne, et nanti des pleins pouvoirs nécessaires dans ce but, je compte sur l'appui sincère et énergique de tous les habitants bien intentionnés.

« Habitants de Vienne, votre ville a été souillée de crimes qui remplissent d'horreur l'âme de tout homme d'honneur; elle est encore en ce moment aux mains d'une faction, petite mais audacieuse, et qui ne recule devant aucun forfait. Votre vie, vos propriétés, sont livrées à une poignée de criminels. Revenez à vous, suivez la voie de la raison et du devoir! Vous trouverez en moi la volonté et la force de vous délivrer de leur domination et de rétablir l'ordre et la tranquillité.

« La ville, les faubourgs et les environs, sont déclarés en état de siége. Toutes les autorités civiles sont soumises à l'autorité militaire, et la loi martiale est proclamée contre les transgresseurs de mes ordonnances.

« Toutes les personnes bien intentionnées peuvent se rassurer; mon principal soin sera de garantir la sûreté des personnes et des propriétés, en même temps il sera procédé contre les contrevenants avec toute la rigueur des lois militaires. »

L'arrivée du commandement en chef sous les murs de Vienne avait donné une impulsion rapide aux préparatifs de l'attaque; le blocus de la place était

presque terminé, surtout du côté du faubourg Leopoldstadt; les avant-postes se trouvaient sur la droite de la colonne dite Spinnerin am Kremz; de formidables retranchements reliaient la Spinnerin am Kremz à l'avenue de Laxemburg, à gauche de laquelle les vedettes croates s'étendaient jusqu'à la montagne de Laa. Les troupes du ban, campées dans la forêt de Laa, occupaient en outre le défilé de cette forêt, trois positions importantes entre le canal de Neustadt et le chemin de fer. Une nombreuse artillerie couvrait la plaine de Simmering; un gros d'infanterie bivouaquait vis-à-vis de l'île Lobau; enfin des forces considérables étaient échelonnées entre Schwechat et Rannersdorf.

Pour faire face aux périls de la situation, le comité central des clubs démocratiques se livrait à toutes les ressources d'une fébrile agitation. Ce comité, qui, dans le principe, marchait de concert avec celui des étudiants, l'avait bientôt dépassé pour suivre une ligne à part et plus radicale. Son président, en l'absence du docteur Teusenau, qui venait de se rendre en Hongrie, pour y travailler révolutionnairement, était alors un nommé Becher, cumulant à la fois les avantages attachés à la renommée d'un écrivain de mérite, d'un musicien distingué, surtout au point de vue critique, et d'un homme d'esprit; malheureusement pour lui, ces avantages étaient effacés par une exagération de



radicalisme voisine de la folie. Becher avait pour digne émule un juif polonais nommé Chaisés. Cet aventurier, qui s'arrogeait le titre de docteur, était l'un des agents les plus actifs et les plus habiles des sociétés secrètes. Pour faire mouvoir à son gré, sous la surveillance d'une police occulte, les fils qui rattachaient les uns aux autres tous les pouvoirs plus ou moins légaux constitués à Vienne ; ce comité central avait eu le soin de les entourer d'affidés sûrs. Ainsi le docteur Becher fut chargé de surveiller le commandant en chef Messenhauser dont on soupçonnait à tort le caractère généreux et sincèrement convaincu. Dans le même but, on adjoignit à sa personne un membre du comité, Fenner de Fenneberg, ex-officier de l'armée impériale. Au comité des étudiants, accusés eux-mêmes de modérantisme, on attacha, comme membre, le nommé Deutsch. Le docteur Jellinck eut la mission d'employer l'influence que lui donnaient ses rapports intimes avec plusieurs membres ultra radicaux de la municipalité, pour la dominer dans l'intérêt de la démocratie. Quant à la constituante, bien qu'elle n'entretînt pas des rapports directs avec le comité central, elle agissait évidemment sous le magnétisme de son action mystérieuse.

Dans sa séance du 19 octobre, à laquelle assistèrent Robert Blum et Froebel, en qualité de membres nouvellement inscrits, ainsi qu'un autre député du

parlement de Francfort, nommé Henri Wuttké, le comité central s'abandonna à la dernière exagération du sentiment démocratique. Le polonais Chaisés prit le premier la parole : après une appréciation fantastique de la situation générale, il somma l'assemblée d'adresser séance tenante à la population de Vienne une proclamation pour lui annoncer que la constituante et la municipalité avaient perdu la confiance du peuple. Il motiva cette accusation équivalant à une mise hors la loi, par l'inaction de ces deux pouvoirs en présence des événements. « Au lieu d'accepter franchement la guerre qu'on nous déclare, dit-il, que font la constituante et la municipalité? Elles se bercent d'illusions, elles s'endorment dans une trompeuse sécurité, et gaspillent en des discussions oiseuses un temps précieux qui s'écoule pour ne plus revenir.» Au moment où la discussion allait s'engager sur cette motion, un membre du comité fit observer que la présence du docteur Wuttké à l'assemblée devait d'autant plus surprendre que les opinions réactionnaires de ce député de Francfort étaient plus connues, puis, l'apostrophant, il l'engagea à faire sa profession de foi politique.

Le docteur Wuttké la fit aussitôt dans un sens de constitutionnalisme modéré, sans déguiser toutefois sa profonde aversion pour l'extrême gauche de Francfort; il prouva d'une manière concluante que les

Viennois s'égaraient dans un milieu absurde en imitant, ainsi qu'ils le faisaient, les allures des peuples du nord de l'Allemagne. Le courage, la franchise de l'orateur, provoquèrent sur les bancs de l'assemblée un murmure de surprise mêlé d'indignation. Le docteur Becher, prenant à son tour la parole, déclara qu'après la profession de foi qu'on venait d'entendre, la prolongation de la présence du député Wuttké serait une insulte pour tous les membres de l'assemblée ; la dignité du comité exigeait que l'intrus de Francfort fût expulsé immédiatement. Cette motion fut combattue par Jellinck, qui fit valoir en faveur du docteur Wuttké les lois sacrées de l'hospitalité. Mais Chaisés, lui coupant aussitôt la parole, vomit une diatribe dont le pathos l'emporta sur le ridicule. D'un bout à l'autre, ce fut un odieux assemblage de figures orientales et de phraséologie fanatique. A l'entendre, tous les grands hommes de l'Allemagne étaient des Lilliputiens auprès des géants révolutionnaires de Vienne, près desquels les héros de la révolution française n'étaient eux-mêmes que des pygmées.

Cette harangue, qui dans une réunion d'hommes se respectant, eût provoqué la protestation du mépris, obtint cependant dans cette assemblée les honneurs de la séance. . . . . Le docteur Wuttké dut quitter la salle ; il se retira lentement, le front haut,

comme il convient à un homme d'honneur qui a le sentiment d'avoir dignement fait son devoir.

L'enthousiasme qui, le lendemain du 6 octobre, avait enivré les esprits, commençait à se refroidir dans certaines régions de la population viennoise. Malgré les moyens galvaniques employés par les meneurs et les comités révolutionnaires, une partie de la garde nationale urbaine refusait ou remplissait fort mal le service actif auquel un décret assujettissait tous les citoyens; plusieurs compagnies avaient dû être désarmées, le blocus de la ville empêchant l'approvisionnement de la ville inspirait, non sans raison, des craintes de famine. Les caisses publiques se vidaient, et chaque jour les espèces métalliques ainsi que les denrées devenaient plus rares; quant au commerce il n'existait plus qu'en grosses lettres sur les enseignes des boutiques désertes. Il était facile à tous les gens sérieux de prévoir, au milieu de l'indiscipline et des éléments de dissolution dont ils étaient partout témoins, que la victoire n'était possible que pour la justice et le droit..... Et depuis longtemps le droit et la justice avaient abandonné la capitale.

Sur ces entrefaites, le général Bem, cédant aux instances du comité central, consentit à prendre, conjointement, avec le général en chef, une part active au commandement; il adressa à ce sujet, aux

habitants de Vienne, une proclamation dont toute l'éloquence se réduisait à des questions de chiffres alimentaires. Depuis longtemps formé au langage révolutionnaire, il savait qu'une promesse d'argent était un argument irrésistible sur les dévouements démocratiques. Ainsi, après avoir décrété l'augmentation de la garde mobile, il fit appel au patriotisme intéressé des volontaires, en accordant chaque jour, indépendamment des rations de vin et de tabac, 25 kreuzers à un simple garde, 30 à un sous-officier, 2 florins à un lieutenant, 4 florins à un capitaine, etc. Les officiers, sous-officiers et soldats des corps d'élite recevaient un supplément proportionnel.

Les grades ne s'accordaient pas aux plus dignes, mais aux plus intrigants; il suffisait d'enrôler un certain nombre de gardes pour obtenir les étoiles, qui, dans l'armée autrichienne, distinguent les différents grades militaires; cinquante hommes pour un lieutenant, cent pour un capitaine, deux cent cinquante pour un major, quatre cent cinquante pour un lieutenant-colonel, etc., etc... Un grand nombre de membres de la garde mobile obtinrent des grades dans leur corps et dans l'état-major de la garde nationale. Ces avancements, en contradiction avec les règles établies de la hiérarchie militaire, s'obtenaient avec une facilité singulière; quelques lignes signées de la main de Chaisés ou de

l'ex-comédien Eckard, étaient, auprès du commandant en chef Messenhauser, des titres suffisants pour accorder plus ou moins d'étoiles au collet d'uniforme des recommandés.

Un nouveau manifeste impérial, en date du 19, parut à Vienne le 21. La lecture que le ministre Krauss en fit à la constituante, fut accueillie par des sifflets malgré l'esprit de conciliation paternelle qui y régnait d'un bout à l'autre. Le même jour, une députation de la municipalité revenue de Vienne, sans avoir pu être admise auprès du souverain, annonça, que d'après les ordres du ministère Wessemberg, le prince de Windisch-Grätz avait seul la mission de pouvoir traiter avec les Viennois.

Le 22, toutes les communications avec Vienne se trouvèrent interrompues: les débarcadères du chemin de fer du Nord étaient remplis de troupes et le quartier-général du prince de Windisch-Grätz touchait à la banlieue; ainsi bloquée, Vienne se trouvait dans une position critique, car la disette commençait déjà à s'y faire sentir, les provisions de bouche se vendaient à des prix fort élevés; le lait était devenu un objet de luxe presque inabordable. Dans cet état de choses, le commandant en chef se prépara, le 23, à prendre l'offensive; il commença par décréter la loi martiale et un décret de mort contre les pillards, puis il attaqua vigoureusement, mais sans succès, les avant-

postes de la barrière de Neussdorf; cet engagement assez vif n'eut d'autre résultat qu'un certain nombre de morts et de blessés de part et d'autre. Le projet d'une sortie nocturne que le général Bem devait exécuter avec une forte colonne de gardes mobiles et huit pièces de canon fut livré aux troupes impériales par un officier de la garde nationale, que Bem fit traduire immédiatement devant un conseil de guerre.

Le sang avait déjà coulé et le canon avait donné le signal de la guerre civile, que la municipalité, espérant toujours arriver à un accommodement, envoya de rechef une députation au quartier-général du prince de Windisch-Grätz.

Le dernier mot du prince se trouve dans cette nouvelle proclamation, que de ses mains il remit aux délégués en leur ordonnant de le porter à la connaissance des Viennois :

« Par suite de l'état de siége et de la loi martiale pour Vienne, publiés dans ma proclamation du 20, j'ai cru devoir poser à la ville les conditions suivantes :

« 1° La ville de Vienne, ses faubourgs et ses environs ont quarante-huit heures après la publication de cette proclamation pour déclarer leur soumission et livrer par légions ou par compagnies leurs armes à une commission établie dans un lieu qui sera désigné et pour désarmer aussi tous les individus qui ne font

point partie de la garde nationale, en indiquant les armes qui sont la propriété des particuliers ;

« 2° Tous les corps armés et la légion académique sont dissous. L'université est fermée : les présidents de la légion académique et douze étudiants seront livrés en qualité d'otages ;

« 3° Plusieurs individus que je désignerai me seront également livrés ;

« 4° Tous les journaux seront suspendus pendant la durée de l'état de siége, à l'exception de la *Gazette de Vienne,* qui se bornera à publier les nouvelles officielles ;

« 5° Tous les étrangers qui se trouvent dans la ville devront justifier la cause de leur séjour ; ceux qui n'ont pas de passe-port quitteront immédiatement la capitale ;

« 6° Quiconque s'oppose à l'exécution de ces mesures, soit en agissant lui-même, soit en excitant les autres à le faire ; quiconque est convaincu d'insurrection ou d'y avoir pris part, ou qui est surpris les armes à la main, est traduit devant une commission militaire.

« Ces conditions devront être remplies quarante-huit heures après la publication de cette proclamation, sinon je me verrais forcé de prendre les mesures les plus énergiques pour forcer la ville à se soumettre. »

La diète constituante protesta, dans une séance fort animée, contre cette proclamation; elle la déclara non-seulement illégale, mais encore attentatoire aux droits du peuple ainsi qu'à ceux du trône constitutionnel héréditaire. Le comité central des clubs démocratiques fit plus que de protester, il jura de s'ensevelir sous les murs de la ville plutôt que d'accepter des conditions réprouvées, selon lui, par les lois modernes de la guerre, et il organisa deux nouveaux corps de volontaires dont l'un, sous le titre de corps démocratique, devait servir sous les ordres de Chaisés, énergumène complétement dépourvu des connaissances élémentaires du soldat.

Le second corps, distinct des autres par le nom de corps d'élite, eut pour commandant le rédacteur du journal la *Constitution ;* ce chef, nommé Hauk, avait servi comme lieutenant dans l'armée impériale. Son immense et chevaleresque courage, les preuves de bravoure qu'il donna pendant tout le siége lui firent décerner par les insurgés le surnom de *Bayard de la révolution viennoise :* mais ce chevalier sans peur n'était pas sans reproche. Robert Blum et Jules Froebel, demandant à combattre sous ses ordres, furent d'emblée nommés capitaines.

Dans l'après-midi du 24, le canon gronda depuis trois heures jusqu'à six heures aux barrières de Neussdorf, du Tabor et de Saint-Marc; interrompue

pendant la nuit qui fut éclairée sur plusieurs points par les flammes de divers incendies, la canonnade recommença dans la matinée du lendemain pour cesser de nouveau au milieu du jour. Sur ces entrefaites, de nombreux renforts arrivèrent au camp des Croates; le général Bem, voulant profiter du mouvement que l'arrivée de ces troupes produisait dans les lignes impériales, se mit à la tête de la légion polonaise et opéra une vigoureuse sortie vers la Brigittenau. Il avait enflammé les cœurs de ses compatriotes par ces quelques paroles : « Vous êtes Polonais, je suis Bem; l'ennemi que nous combattons est l'allié du Russe, la cause que nous servons est celle de la liberté; un Polonais libre et sans armes vaut dix esclaves armés; vous êtes Polonais, vous êtes libres et vous avez du fer, en avant! »

Mais les troupes impériales avaient du fer aussi et leur ardeur était excitée par un seul mot : *Latour*; ce nom pour eux remplaçait les plus éloquentes harangues. En effet, ces braves gens, peu faits aux distinctions métaphysiques, ne voyaient dans la révolution de Vienne qu'un monstrueux assassinat et dans les personnes des rebelles que les meurtriers du ministre de la guerre.

Après avoir repoussé les avant-postes, la légion polonaise s'était jetée avec intrépidité sur les premières lignes des assiégeants; mais reçue vigoureu-

sement par un corps de chasseurs impériaux, le combat s'était engagé avec beaucoup de vivacité. Les Polonais chargèrent plusieurs fois à la baïonnette, mais toutes les fois ils furent repoussés. Les chasseurs restèrent inébranlables dans leur position jusqu'au moment où, prenant à leur tour l'offensive, ils s'avancèrent résolument sur les insurgés et les rejetèrent dans la place. Les Polonais soutinrent dans cette affaire leur réputation en laissant sur le terrain la plusgrande partie de leur légion. Le général Bem, qui paya de sa personne et combattit comme un simple soldat, eut deux chevaux tués sous lui, et ses vêtements percés de trois balles.

Les événements qui se passaient dans l'intérieur et sous les murs de la capitale, se conciliant fort mal avec la nature des travaux d'une assemblée constituante, la diète aurait dû suivre l'empereur ou se transférer dans les environs d'Ollmutz pour y délibérer dans le calme, loin des bruits de la bataille: en agissant ainsi, elle eût rempli son devoir : l'empereur exerça son droit en publiant à ce sujet le manifeste suivant :

« Les événements si douloureux pour notre cœur qui se sont passés dans la capitale de la monarchie et la situation anarchique qui y continue nous ont, à l'effet de sauvegarder le trône et le bonheur de nos peuples, placé dans la triste nécessité de réprimer

l'insurrection par la force des armes, ainsi que nous l'avons annoncé à nos peuples dans nos manifestes des 16 et 19 de ce mois.

« L'ordre légal qui est troublé dans la capitale et les mesures militaires qui y seront prises très-prochainement, empêchent la diète d'y continuer ses délibérations.

« Nous ordonnons, en conséquence, que la diète cesse immédiatement de siéger à Vienne et nous la convoquons pour le 15 novembre de cette année à Kremsier où elle pourra se livrer tranquillement et sans interruption à la grande tâche qui lui est confiée, la confection d'une constitution conforme aux intérêts de nos États.

« En conséquence, tous les députés, élus pour faire partie de la diète constituante, sont invités à se rendre immanquablement le 15 novembre prochain dans la ville de Kremsier pour y continuer leurs discussions relativement à la constitution, lesquelles ont été interrompues, et les mener promptement à bonne fin, sans tenir compte d'aucunes considérations secondaires.

« Nous comptons que tous les représentants du peuple, élus pour faire partie de la diète constituante, fidèles à leurs devoirs envers la patrie, seront exacts à se rendre, au jour indiqué plus haut, dans la ville désignée pour être momentanément le siége de la

diète et qu'ils s'occuperont sérieusement et sans tarder de la solution de la tâche importante qui leur a été confiée. »

Kremsier, où par la teneur de ce manifeste la diète constituante devait se réunir au mois de novembre, est une petite ville située près d'Ollmutz en Moravie.

Le 26, à sept heures et demie du matin, les assiégés attaquèrent, avec du canon, les impériaux sur toute la ligne. Les assiégeants ouvrirent aussitôt un feu très-vif, surtout au Prater où le ban, après avoir fait occuper par cinq bataillons et deux batteries un pont jeté la veille sur le Danube, s'empara de la gare du chemin de fer et poussa même jusqu'au théâtre du Cirque.

Les prolétaires et les étudiants se battirent avec une intrépidité qui aurait fait honneur à de vieilles bandes, et qui les fit admirer même de leurs adversaires; ils se jetaient sur les baïonnettes avec un mépris de la mort montrant les services que vivants ils auraient pu rendre à la patrie, si leurs instincts généreux n'avaient point été pervertis par les séductions d'irréalisables utopies.

A midi, les Croates enlevèrent un moulin à vapeur défendu avec acharnement par la légion académique. Bientôt après le ban fit établir, dans le voisinage du pont de fer intérieur du Prater, des batteries dont le feu dominait les maisons et les chantiers situés sur la rive droite du Danube. Dans une autre

direction, des batteries de douze, établies sur la digue du chemin de fer, ouvrirent leur feu sur la double barricade élevée à l'entrée du Prater et à l'extrémité de la principale entrée de Leopoldstadt, la Jagerzeile. Derrière cette barricade en fer à cheval, véritable forteresse de granit flanquée de seize pièces de canon chargées à mitraille, le général Bem dirigeait en personne l'action des assiégés. Se reportant à son premier métier d'artilleur, il pointait lui-même les pièces : tranquillement assis sur une chaise de paille, il observait, à l'aide d'un télescope, les mouvements des impériaux et attendait que leurs lignes d'attaque fussent découvertes pour donner l'ordre de faire feu. Alors, à la vue des Croates brisés par une pluie de mitraille comme des rameaux d'arbres par une grêle d'orage, il frappait de joie dans ses mains, encourageait les efforts de la défense, pointait de nouveau les pièces et attendait.....

Pendant que le général Bem défendait ainsi l'entrée de Leopoldstadt, l'artillerie des remparts traçait, depuis la barrière du Belvédère jusqu'à celle d'Erdberg, un cercle de feu que les assiégeants ne purent franchir. Les gardes mobiles et nationales conservèrent leur position à la barrière de Matzleinsdorf, sous les boulets d'une batterie impériale élevée au cimetière.

Dans la soirée, le prince de Windisch-Grätz écri-

vit, au bruit des détonnations de l'artillerie, à la lueur des feux de mousqueterie, une proclamation aux Viennois par laquelle il déclarait que le délai de quarante-huit heures qu'il avait accordé s'étant écoulé sans résultat, il ne se contentait plus des conditions antérieures. Il exigeait actuellement qu'on lui livrât le général Bem, le docteur Schutte, Pulsky, agent de Kossuth, et les assassins du comte Latour. Il déclarait, en outre, que, persévérant dans ses intentions premières, il considérait la constituante comme en état de rébellion ouverte contre l'empereur : en conséquence, ses résolutions et ses actes dépourvus de la sanction impériale n'avaient aucune espèce de valeur à ses yeux. Le seul pouvoir qu'il reconnût à Vienne était la municipalité, et il mettait sous sa responsabilité toutes les propriétés publiques et particulières.

La journée du 27 se passa en divers combats, livrés et soutenus avec un égal courage, à la barrière de Mariahif et sur la rive gauche du Danube; il est à remarquer que les combattants, sans autre convention entre eux que celle d'un sentiment très-honorable, respectèrent comme un lieu neutre et sacré l'importante position stratégique de la douane. Cet établissement renfermait alors des marchandises pour une valeur de plus de 100 millions.

Les insurgés, maîtres absolus de Vienne, ont mon-

tré, nous le répétons, pendant leur court interrègne, le plus grand respect pour la propriété publique et particulière ; cette simple inscription tracée sur toutes les portes des monuments et des maisons: *la propriété est sacrée*, était une égide inviolable et plus puissante que les baïonnettes; et, chose digne de remarque dans ces jours néfastes, où le peuple, abandonné à ses propres instincts, pouvait impunément se livrer à tous les excès, la religion, respectée dans ses temples et dans la personne de ses ministres, n'eut à souffrir d'aucune atteinte.

Ce n'est donc point au peuple viennois que l'on doit imputer les crimes et les malheurs de la période révolutionnaire dont nous écrivons l'histoire; seuls les chefs des sociétés secrètes doivent en être responsables, car ce sont eux qui, trompant d'abord, viciant ensuite les instincts généreux d'un peuple réputé bon entre tous les peuples, ont séduit ce peuple par les perfides caresses de la liberté. Cette séduction fut d'autant plus facile que, vierges encore aux sensations désordonnées de la politique, les Viennois ignoraient que, selon Mirabeau, la liberté révolutionnaire, infâme prostituée, n'accorde jamais ses caresses que sur des matelas de cadavres.

CHAPITRE IX.

Matinée du 28 octobre. — Arrivée de l'armée hongroise à Schewechat. — Attaque des faubourgs. — Assaut des barricades. — Lutte acharnée. — Trève funèbre. — Négociations. — Traité de paix. — Position difficile de Messenhauser. — Nobles conseils. — Bulletins de la tour de Saint-Etienne. — Violation du traité. = Messenhauser accusé de trahison. — Violentes discussions. — Il partage le commandement. — Faits divers. — Dernière séance à la *Aula*. — Propositions monstrueuses. — Bataille de Schewechat. — Défaite des Hongrois. — Proclamation du prince Windisch-Grätz. — Seconde trahison. — Bombardement. — Prise de la ville. — Scènes étranges. — Rétablissement de l'autorité légitime. — Etat de siége. — Expiation. — Jugements et exécutions militaires. — Formation d'un ministère. — Le prince Félix de Schwarzemberg. — Abdication de l'empereur Ferdinand. — Avénement de l'empereur François-Joseph.

Nous sommes au 28 octobre, la crise touche à son dénoûment. Le soleil, qui rayonne tristement sur un ciel gris parsemé de nuages, semble devoir éclairer le triomphe ou la mort de la révolution. Tout indique que cette journée sera décisive. Les premières heures de la matinée s'écoulent dans le calme silencieux qui précède toujours es grandes commotions : les portes des maisons sont fermées, les fenêtres mêmes sont désertes, des colonnes armées parcourent la ville, nul homme en état de combattre ne paraît sans ar-

mes; le général Bem, qui a passé une partie de la nuit à cheval pour visiter les positions et fortifier tous les endroits propres à la défense, achève ses dernières dispositions et dirige son attention particulière sur la double barricade, témoin hier de son adresse et de son sang-froid. Le commandant en chef, Messenhauser, annonce par une proclamation l'arrivée de l'armée magyare à Schewechat; cette nouvelle rend à tous les cœurs une espérance que le général en chef regrette de ne pouvoir partager lui-même. On savait par des dépêches interceptées la veille sur un courrier du prince Windisch-Grätz, que les troupes impériales devaient commencer à midi l'attaque des faubourgs de Leopoldstadt et de Landstrasse ; les rebelles pouvaient donc concentrer la plus grande partie de leurs forces sur ces deux points menacés.

A dix heures, le tocsin sonne à toutes les cloches de la ville, la générale bat dans toutes les rues, tous les combattants s'élancent à leurs postes, les bastions se couronnent de défenseurs, et les artilleurs attendent, mèche allumée, près de leurs pièces; des ordonnances, le bras ceint d'écharpes blanches, parcourent au galop tous les quartiers; des cavaliers polonais, coiffés d'une toque rouge doublée d'hermine, sillonnent la route qui conduit du quartier-général au faubourg de Leopoldstadt; le commandant en chef et le général Bem sont prêts à se

porter sur tous les points où le péril réclamera leur présence.

A onze heures et demie, un coup de canon se fait entendre et le combat s'engage aussitôt avec vivacité. Bientôt après l'on voit, de la tour de Saint-Étienne, toutes les lignes des combattants enveloppées dans un double anneau de fumée, déchirée, à intervalles égaux, par les éclairs de l'artillerie. A midi, le prince Windisch-Grätz fait diriger la principale attaque sur la double barricade, construite à l'étoile du Prater. Des chasseurs, des grenadiers et des Croates, embusqués dans les bouquets de bois du Prater, dirigent leur feu sur la première barricade, et s'en emparent sans coup férir. Mais la seconde barricade est debout encore avec ses pièces de canon et ses défenseurs, commandés par le général Bem en personne; c'est là que va se décider le sort de la journée. Les impériaux s'abritent derrière la première barricade qui leur sert de tranchée pour battre en brèche la seconde, mais celle-ci est à l'épreuve du plomb; les grenadiers et les chasseurs reçoivent l'ordre de s'en emparer à la baïonnette; ces braves soldats se précipitent résolûment à travers une grêle de mitraille sur ces masses de granit, dont chaque pierre cache une tête d'homme, dont chaque fente sert d'embrasure à un canon de fusil, dont chaque embrasure s'ouvre devant la bouche béante d'une pièce de canon. Re-

poussés dans cette première attaque de front, les impériaux se reforment et reviennent à la charge; repoussés une seconde fois, ils se reforment de nouveau et s'apprêtent à livrer un troisième assaut. « Laissez-les, cette fois, s'approcher de très-près, dit Bem aux servants des pièces qu'il pointait lui-même comme la veille, et puis à mon signal, faites feu. » Une troisième fois, les impériaux s'élancent avec impétuosité sur la barricade, le capitaine Brandmayer est à leur tête. Ce brave officier, voulant effacer avec son sang la tache faite au drapeau par la défection de sa compagnie, le 6 octobre au ministère de la guerre, a sollicité l'honneur de se faire tuer. « En avant, grenadiers! » s'écrie-t-il, et au même instant il tombe frappé d'une balle en pleine poitrine; son dernier regard sourit à l'aigle d'Autriche, son dernier cri est celui de : «Vive l'empereur! » Les grenadiers, atteints à bout portant, durent se retirer en laissant un grand nombre de morts au pied de la barricade. Le combat sur ce point offrait, dans toutes ses horreurs, le spectacle déchirant de la guerre civile.

Les défenseurs de la barricade regardaient avec fierté les drapeaux allemands et hongrois qui flottaient sur leurs têtes, ils s'apprêtaient même à chanter victoire, quand tout à coup de grands cris s'élevèrent derrière eux, et ils aperçurent au même instant les

Croates qui avaient envahi le faubourg de Leopoldstadt, par celui de Landstrasse et l'avenue de François. Ce mouvement, habilement conçu, rapidement exécuté, fut décisif. Les rebelles tournés, attaqués de front et en queue, exposés au feu des maisons voisines, où les grenadiers repoussés avaient pénétré, durent abandonner précipitamment leur formidable position : plusieurs pièces de canon qu'ils ne purent enlever, tombèrent au pouvoir des impériaux.

Le prince de Schwarzemberg occupait les faubourgs de Leopoldstadt et de Landstrasse, les jardins du palais Schwarzemberg, l'école vétérinaire et l'hôtel des Invalides. Dans la soirée, les assiégeants enlevèrent à la baïonnette la gare du chemin de fer de Gloggnitz et le Belvédère. La gare du chemin de fer fut défendue par les étudiants, avec un acharnement tel, qu'ils ne voulurent accepter aucun quartier, ils furent tous tués jusqu'au dernier. La lutte avait duré neuf heures; la prise de la ville, assurée désormais, n'était plus qu'une question de temps, limitée à quelques heures.

La confusion qui régnait dans l'intérieur était à son comble; un grand nombre d'insurgés, comprenant l'impossibilité de continuer la lutte, jetaient leurs armes et recherchaient un prudent incognito, en substituant au brillant uniforme du soldat le modeste frac du citadin.

La journée avait été terrible, la nuit fut plus sinistre encore ; on eût dit que la malheureuse capitale de la monarchie était entourée d'une ceinture de feu : en effet, les torches de la guerre civile avaient incendié la ville sur vingt-six points différents. Les édifices situés près de la double barricade du Prater, un certain nombre de maisons de la Brigittenau, des chantiers de bois, le théâtre de l'Odéon, toute la ligne des maisons bordant l'avenue de François, les deux raffineries de sucre, les bains de Schuttel, plusieurs bâtiments du faubourg Weissgärber, le gazomètre du Erdberg, cinq maisons à la barrière Saint-Marc, la gare du chemin de fer de Bruk, plusieurs édifices à la barrière et au faubourg de Matzleinsdorf, devenus la proie des flammes, semblaient dresser une échelle de feu de la terre au ciel. Les Viennois furent bien coupables, durant les heures de cette longue nuit, si, fermant l'oreille au bruit sourd de la canonnade, au son lugubre du tocsin, aux signaux de détresse, aux cris de désespoir, s'ils n'ont point ouvert les yeux à la lumière, ils n'ont point compris que le dernier mot de toutes les révolutions est le synonyme de sang et de ruine, de carnage et de destruction.

La journée du 29 octobre commença par une cérémonie funèbre ; les insurgés profitèrent de quelques instants de trêve pour rendre les derniers devoirs à

leurs compagnons d'armes tombés dans les combats des jours précédents. Surpris des vides considérables que la mort avait creusés dans leurs rangs, n'ayant d'autre alternative qu'une capitulation ou une prise d'assaut, ils résolurent, les uns de déposer les armes, les autres de continuer la lutte jusqu'à la dernière extrémité. Les égarés, les gens qui, par un sentiment de peur ou de faiblesse, s'étaient enrôlés sous les drapeaux de l'insurrection, les propriétaires et la bourgeoisie en grande partie appartenaient à la première catégorie; les prolétaires, n'ayant pour tout bien au soleil que leurs personnes inhypothécables, les repris de justice, les étrangers sans patrie, sans foi ni loi, les ouvriers sans foyer et sans travail, quelques insensés de bonne foi, prêts à faire le sacrifice de leur vie à une idée, tous ceux enfin qui préféraient la mort du soldat sur un champ de bataille, à celle du bandit au sommet d'une potence, formaient la seconde catégorie. Ceux-ci, après avoir prié Dieu, auquel ils ne croyaient pas, pour leurs camarades morts et pour le repos de leur âme, dont ils niaient l'existence, se rendirent aux remparts et aux avant-postes.

Dans le courant de la journée, le commandant en chef des rebelles déclara au comité permanent de la constituante, ainsi qu'à la municipalité, qu'en raison de l'impossibilité absolue de continuer une défense désormais inutile et dangereuse pour le salut même de la

capitale, il croyait remplir un devoir de bon citoyen, en engageant les pouvoirs civils d'envoyer une députation au quartier-général des impériaux pour traiter avec le prince de Windisch-Grätz. La municipalité adressa aussitôt une députation au maréchal, et Messenhauser fit porter l'ordre à ses troupes de s'abstenir de tout mouvement offensif jusqu'au retour des délégués municipaux. Ceux-ci, admis en la présence du prince, lui promirent, au nom des etudiants, le licenciement de la légion académique, et en leur propre nom, le désarmement intégral du prolétariat ; quant à l'extradition des otages exigés, ils déclaraient que cette condition était inadmissible, attendu qu'à leur point de vue, elle leur semblait contraire au droit des gens et aux lois des nations civilisées. « D'ailleurs, ajoutèrent-ils, le général Bem n'est pas un émissaire polonais qui se soit volontairement immiscé dans les affaires de Vienne; c'est un chef militaire qui s'est rendu aux prières des autorités légales en acceptant un commandement pour la défense de la ville. Pulszky a quitté Vienne depuis huit jours. Le docteur Schutte n'a pris directement ou indirectement aucune part à nos conflits ; enfin, il nous serait difficile de livrer aux mains de votre Excellence les assassins du comte Latour, puisque nous ne les connaissons pas. » Cette conférence dura près de trois quarts d'heure; le prince

de Vindisch-Grätz, tout en déplorant les malheurs de la ville, et les calamités qui sont la conséquence inévitable d'un siége, persista dans ses premières conditions. « Tout ce que je puis faire, messieurs, dit-il, sans enfreindre mes devoirs de général en chef, est de vous accorder une trève jusqu'à minuit. »

La députation, de retour à Vienne, rendit compte de sa mission au comité permanent de la constituante et au général en chef, Messenhauser; celui-ci, voyant que les membres du comité permanent allaient perdre un temps précieux à d'oiseuses discussions, tira sa montre et dit : « Il est trois heures, messieurs, je connais le prince de Windisch-Grätz ; dans neuf heures il nous annoncera par une bombe que le premier coup de minuit a sonné à la tour de Saint-Étienne : dans ce moment donc il faut peu de paroles, mais des faits; je propose que tous les hommes armés soient immédiatement informés de l'état des choses et sommés d'envoyer à quatre heures sur un point quelconque des délégués munis de pleins pouvoirs pour décider cette question : la ville, doit-elle être défendue, oui ou non ? » Cette proposition fut adoptée; en conséquence, les délégués des corps armés se réunirent à quatre heures précises dans le vestibule de la constituante ; le chef des rebelles, prenant aussitôt la parole, exposa avec beaucoup de logique et de loyauté les difficultés de défendre

l'intérieur d'une ville contre une armée de quatre-vingt mille hommes aguerris, maîtresse des principales positions et pourvue abondamment de munitions; il fit observer avec raison qu'une plus longue résistance, irritant la fureur des assiégeants, exposerait la ville à toutes les horreurs d'une prise d'assaut, au viol, au pillage, à l'incendie. Ce discours, fortifié par arguments stratégiques, produisit une vive impression sur l'esprit des délégués à moitié convaincus déjà qu'une plus longue résistance serait de la folie, sinon un crime.

Seuls quelques Polonais protestèrent contre l'opinion de Messenhauser et la combattirent par l'espérance de l'approche de l'armée magyare dont l'intervention ne saurait être douteuse.

« De la tour de Saint-Étienne, disaient-ils, on voit ses avant-postes et leurs nombreux canons prêts à vomir la mitraille contre nos ennemis. La reddition de la ville, sans une lutte digne d'elle et de nous, serait une lâcheté monstrueuse, tandis que la défaite sur les débris de Vienne serait pour nous un brevet d'immortalité signé par la gloire. Oui, les ruines de Vienne seraient un tombeau digne des géants de la Pologne et de l'Autriche.

— « On voit, messieurs, que vous n'êtes pas Viennois, reprit avec ironie le commandant en chef, et que vous méconnaissez votre époque; vous vous ra-

jeunissez de toute la distance chronologique qui nous sépare du moyen âge. La guerre que vous proposez ne serait que de la barbarie ; les ruines de Vienne ne seraient point votre tombeau, car si, Dieu nous en préserve ! un sort pareil était réservé par votre faute à la capitale de la monarchie, vous seriez ensevelis dans les malédictions et l'opprobre de l'univers entier.

« Soldat, je connais mon métier, je l'ai fait avec honneur ; général en chef, je connais mon devoir et je crois le remplir en ce moment, en vous engageant de nouveau à n'écouter que la voix de la raison et de l'humanité. »

Cette réplique éloquente et chaleureuse fut accueillie avec transport par la garde nationale, et avec un silence glacial par la garde mobile, composée de prolétaires et d'étrangers. Les délégués allèrent aux voix et une grande majorité se prononça pour la reddition de la ville. En même temps, la municipalité déclara que la légion académique et la garde nationale étaient prêtes à déposer les armes et à se soumettre aux conditions du prince de Windisch-Grätz.

Entre neuf et dix heures, une nouvelle députation de la municipalité se rendit au quartier-général des impériaux, et remit aux mains du commandant en chef la déclaration écrite par laquelle Vienne se rendait sans condition, acceptait l'état de siége imposé,

et verrait sans opposition les troupes impériales prendre possession de la ville et des faubourgs dans la matinée du lendemain 30 octobre.

Le prince, sans fixer l'heure de l'entrée des troupes, ordonna la formation d'une commission chargée de régler l'exécution des conditions acceptées.

Dans la matinée du 30 octobre, la municipalité s'empressa de faire afficher, sur les murs de la ville, une proclamation relative aux résolutions adoptées la veille ; les ouvriers, les étrangers et les prolétaires l'accueillirent avec fureur : « Aux armes, s'écrient-ils, nous sommes trahis, » et ils se précipitent sur les bastions. Des bandes armées parcourent les rues, arrachent les affiches, vocifèrent des imprécations contre la municipalité et le commandant en chef ; des groupes se forment à l'université et demandent la tête de Messenhauser ; quelques-uns même, le déclarant traître à la patrie, exhortent le peuple à lui faire subir le sort du comte Latour. Messenhauser, abandonné par ses amis, et voyant sa vie menacée par ceux-là mêmes qui lui avaient mis aux mains l'épée du commandement, donne sa démission, qu'il retire bientôt après, sur les vives instances de la municipalité.

La position du chef des insurgés devenait de plus en plus critique. En butte à la fureur des ultra-révolutionnaires, mais inflexible devant l'accomplisse-

ment de ses devoirs, il adressa une nouvelle proclamation aux habitats de Vienne pour justifier son opinion et soutenir énergiquement la nécessité d'une capitulation honorable :

« La vaillante minorité, disait-il, qui veut continuer la lutte sous le prétexte de sauvegarder l'honneur des armes constitutionnelles, et cela sans tenir compte des conséquences, de l'issue inévitable de cette lutte, ne peut vouloir, de sang-froid, exposer notre ville magnifique à toutes les horreurs qu'entraîne le sac d'une ville prise d'assaut. A Vienne, autrefois le rendez-vous privilégié des étrangers, ne doivent point s'attacher les souvenirs terribles et désastreux qui rappellent Troyes, Jérusalem et Magdebourg.

« Concitoyens, évitez de troubler par des excès qui ne sauraient donner une satisfaction réelle à l'amertume de vos sentiments, la sainteté de notre deuil général. »

Ces généreuses paroles furent infructueuses.

Tandis que les révolutionnaires de la minorité s'apprêtaient à prolonger la lutte, les principaux membres du comité central des clubs démocratiques avaient disparu, après avoir détruit toutes les pièces qui plus tard auraient pu devenir contre eux des documents accusateurs. Comme tous les chefs des partis extrêmes, avides à la curée le lendemain de la

victoire, ils s'étaient éclipsés la veille de la défaite. Le comité des étudiants s'était également dissous. En même temps la municipalité faisait opérer le désarmement, opération facile, car il fournissait aux hommes de paix et de bonne volonté le moyen de se débarrasser sans danger d'un fusil dont la vue seule, bien souvent, leur avait donné le frisson de l'effroi. De tous les côtés, des fourgons chargés d'armes arrivaient à l'établissement du Convict et à la maison des États où provisoirement elles devaient être déposées. Sur la place Saint-Étienne, une compagnie du corps d'élite gardait les abords de la grande Tour, autant pour protéger Messenhauser qui s'y trouvait, que pour en éloigner les curieux accourus en masse sur la nouvelle que l'armée magyare se disposait à attaquer les lignes des troupes impériales.

A onze heures un quart, un grand mouvement s'opéra dans la foule et un étudiant, monté sur une chaise, fit à haute voix la lecture du billet suivant :

« De la tour de Saint-Étienne on voit distinctement un combat engagé derrière Kaiser-Ébersdorf, sans pouvoir distinguer les troupes combattant et suivre la marche de l'action.

« Vienne, 30 octobre 1848, onze heures du matin.

« MESSENHAUSER. »

Cette nouvelle survenue au moment où la position

des rebelles était désespérée, leur parut tomber du ciel; elle fut pour eux le signal de transports inouïs : « Vivent les Hongrois! s'écrient-ils en se précipitant dans les rues; voici, voici les Magyars! tout n'est pas fini, frères; encore une fois courons aux armes, et en avant sur l'ennemi! »

A ces cris, le courage succède à l'abattement, on se félicite, on s'embrasse sur les places publiques; les chefs de parti sortent de leurs retraites, les traîneurs de sabre reparaissent, les étudiants reprennent leur attitude altière, et les gardes nationaux leur uniforme, les prolétaires insultent les membres de la municipalité qu'ils accusent de trahison ; le comité central des clubs démocratiques r'ouvre à grand bruit ses portes; le comité des étudiants s'empresse d'imiter son exemple; le corps d'élite, la légion académique, le corps démocratique ainsi que les légions italienne et polonaise se rassemblent à l'université, et la Aula se remplit de nouveau pour tresser des couronnes et rédiger des harangues aux libérateurs de la patrie.

A une heure, la foule réunie sur la place Saint-Étienne applaudit avec enthousiasme la lecture d'un second billet ainsi conçu :

« De la tour de Saint-Étienne.

« La bataille semble se diriger vers Oberlaa et

Inzersdorf; l'épaisseur du brouillard contrarie la vue. Jusqu'à présent, les Hongrois semblent avancer victorieusement.

« Dans le cas qu'une armée battue s'approcherait des murs de la ville, le devoir de tous les corps militaires constitués serait de prendre les armes, même sans commandement.

« 30 octobre, midi trois quarts.

« MESSENHAUSER. »

A deux heures, ce troisième billet, lancé à grand nombre de copies du sommet de la cathédrale, électrise le peuple :

« De la tour de Saint-Étienne.

« Au dessous de la caserne dite Neugebaeude, un corps de troupes est établi ; l'intensité du brouillard empêche de distinguer si c'est de la cavalerie ou des Croates.

« En ce moment, la lutte est concentrée à la gauche de Schwechat, entre Kaiser, Obersdorf et Mannswoerth.

« Les éclairs du canon sont tellement distincts, que nous pouvons presque juger du nombre des batteries. Depuis une demi-heure, la bataille semble évidemment s'approcher de nous.

« 30 octobre, deux heures.

« MESSENHAUSER. »

De ce moment, les masses populaires ne purent plus être contenues. Le comité des étudiants, pressé de toutes parts, forcé pour ainsi dire de prendre des dispositions, commença par lancer un vote de défiance contre Messenhauser, auquel on proposa de substituer en qualité de commandant en chef, Fenner de Fenneberg. Mais celui-ci déclare qu'il n'accepterait le commandement que dans le cas où Messenhauser aurait remis entre les mains du comité sa démission écrite et signée. Pour remplir cette formalité, plusieurs délégués se rendent aussitôt à la tour de Saint-Étienne, au sommet de laquelle Messenhauser et le docteur Goldmarck observaient à l'aide d'un télescope les diverses phases de la bataille. A la vue des délégués, Messenhauser, devinant l'objet de leur mission, prit ainsi le premier la parole :

— « Que voulez-vous, messieurs ?

— « Votre démission de commandant en chef.

— « Au nom de qui ?

— « Au nom du peuple.

— « Pourquoi ?

— « Parce que vous avez perdu sa confiance.

— « De quelle manière?

— « Demandez-le à votre conscience, elle vous répondra.

— « Si c'est en raison de l'opinion que j'ai émise hier, je persiste aujourd'hui, même à cette heure où

le canon qui gronde nous apprend le secours des Magyars; oui, messieurs, je persiste, car la pensée de continuer la lutte serait contre ma conscience d'homme et contre mes convictions de soldat. D'ailleurs, vous le savez, une convention relativement à la reddition de la ville a été conclue hier entre la municipalité et le prince de Windisch-Grätz. Vainement vous attachez vos regards sur ce champ de bataille, messieurs, vous ne pouvez compter sur la victoire des Hongrois...... et sans cette victoire, la continuation de la lutte serait une faute criante qui ne pourrait produire que de nouveaux malheurs et perdre la ville.

— « Ce n'est point un discours que nous sommes venus chercher ici, répliqua brutalement un des délégues appartenant à la classe ouvrière, mais votre démission. Voulez-vous la donner?

— « A vous? non! car je ne puis la remettre qu'aux mains de l'autorité, de qui je tiens mon mandat. »

. . . .

Après de vives discussions à ce sujet, le comité des étudiants trancha la difficulté par un *mezzo termine* en engageant Messenhauser de partager le commandement avec Fenner de Fenneberg. Pendant ce temps les rebelles, au mépris de la convention acceptée la veille, violaient la foi promise en

tirant de nouveau des faubourgs et de plusieurs points de la ville, sur les troupes impériales.

La nuit du 30 au 31 vit naître l'empire du prolétariat, qui heureusement ne devait durer que 24 heures. Les bandes rebelles parcouraient les rues, raccolaient de vive force toutes les personnes en état ou non de porter les armes, menaçaient de mort celles qui refusaient de les suivre. Oubliant à la fois les droits sacrés du domicile et de l'hospitalité, elles enfonçaient les portes des maisons et obligeaient les étrangers aussi bien que les habitants à s'armer pour aller combattre sur les remparts : malheur alors aux récalcitrants ou à ceux que les insurgés trouvaient cachés dans les endroits les plus secrets de leur domicile ! ils étaient souvent massacrés.

Un concierge, blotti à l'extrémité supérieure d'une cheminée, fut tué d'un coup de fusil tiré d'en bas, perpendiculairement.

Un vieux soldat, qui avait survécu aux grandes guerres, fut tué d'un coup de pistolet pour avoir répondu aux insurgés qui voulaient l'entraîner aux barricades : « Si vous me forcez à reprendre le fusil que j'ai quitté depuis 1815, prenez garde, ma première balle sera pour l'un de vous. »

Une dame, arrivée récemment de la Lombardie et rencontrée portant dans la rue un chapeau jaune orné d'une voilette de dentelle noire, se vit exposée aux

sévices d'une troupe d'étudiants ivres; vainement elle se prévalut de son titre d'étrangère et supplia avec des larmes la pitié de ses insulteurs, elle dut subir publiquement le traitement ignoble que des mains paternelles ont seules le droit d'infliger aux enfants incorrigibles. Quelques jours plus tard, cette même dame, reconnue pour un des agents les plus actifs de Mazzini, fut chassée de Vienne après avoir reçu, des mains du parti contraire, le même traitement que ses amis politiques lui avaient fait subir.

Un prêtre français, de passage à Vienne, et refusant de travailler aux barricades, se vit également en butte à la brutalité des révolutionnaires. Sommé de prendre un fusil, il refusa, disant que : ministre d'un Dieu de paix, il ne souillerait jamais ses mains au contact d'un instrument de guerre; frappé d'un coup de sabre au front, il éleva ses mains au ciel et murmura une prière pour son meurtrier. Il dut son salut à l'intervention d'un étudiant en médecine.

Les femmes elles-mêmes n'étaient pas à l'abri de ces violences; une jeune dame, arrêtée dans la rue au moment où, tenant un enfant dans ses bras, elle fuyait le théâtre de la guerre, fut sommée de prendre un sabre et des pistolets; elle repoussa ces armes, disant avec une rare énergie : « Vous êtes des scélérats.... vous me tuerez, mais vous ne me forcerez jamais à combattre contre l'empereur, votre maître et

le mien. » Cette courageuse dame, dont le nom mérite d'être cité, Anne Weiss, aurait été mise en pièces sans l'intervention d'une blanchisseuse qui la sauva.

Malheureusement toutes les femmes de Vienne n'étaient pas animées des mêmes sentiments. Cette nuit-là, l'on vit un grand nombre de jeunes filles, l'épée nue à la main, monter la garde sur plusieurs points, entre autres, sur la place de l'université.

A minuit, une cinquantaine d'hommes se réunirent dans une salle de la Aula pour aviser aux moyens de sauver la ville en détresse.

La vue d'uniformes divers de formes et de couleurs, le bruit d'un sabre heurtant par intervalles inégaux contre un fusil, indiquaient que ces hommes portaient des armes; un seul d'entre eux était vêtu d'un frac noir, il semblait être un des chefs les plus importants parmi les meneurs réunis à Vienne de tous les points de l'Europe révolutionnée. Le premier il prit la parole pour tracer en traits rapides et parfaitement accentués la véritable situation de la capitale. Selon lui, une résistance désespérée pouvait seule empêcher Vienne de retomber au pouvoir des satellites de l'absolutisme et de la tyrannie; mais la résistance, comme il la comprenait et la voulait, pouvait être la ruine de la ville.

Les avis engagés sur cette question furent partagés. Les Viennois qui formaient la minorité de cette

assemblée nocturne repoussèrent avec énergie une proposition qui devait assimiler leur belle patrie au sort de Troie ou de Carthage. Ils ne condamnèrent point la résistance, mais ils la voulaient dans les limites du possible, c'est-à-dire dans les limites de l'honneur et de la raison. « La révolution ne sera pas moins vaincue, dit l'un d'eux, soit que la bannière impériale flotte au sommet, soit qu'elle soit plantée sur les débris de la tour de Saint-Étienne. »

Les autres, prenant la parole, firent observer que la prise des faubourgs avait mis la clef de la ville aux mains du prince de Windisch-Grätz : que, dans l'intérêt même de la révolution, il importait de transiger. « Comment voulez-vous, disaient-ils, que nos maisons résistent aux bombes quand nos barricades de pierre ont cédé devant les boulets des impériaux ; nous avons perdu la première partie, attendons des jours meilleurs pour gagner la seconde. »

« — Attendre des jours meilleurs, s'écria le premier orateur avec un geste de colère, céder à l'ennemi ! Oh ! vous êtes de lâches et de vulgaires soldats indignes de vivre, indignes même de mourir pour la sainte cause de la liberté ! Vos moyens de résistance ont été brisés par le canon des Croates, dites-vous ; eh bien ! puisque vos barricades de pierres sont insuffisantes pour arrêter la marche de vos ennemis, opposez-leur des barricades de bronze et d'argent.

Windisch-Grätz, le mitrailleur de Prague, vous menace, au nom de l'empereur, de la bombe et de l'incendie, de la corde et de la potence ! eh bien ! secouez contre lui la poussière des empereurs et des tyrans qui pendant tant de siècles ont opprimé les peuples de l'Allemagne. Dans les caveaux funèbres de l'église des Capucins, vous trouverez les matériaux de barricades dignes de vous ; il y a là quatre-vingt-treize tombes, quatre-vingt-treize ! remarquez, citoyens, le beau chiffre ! ouvrez-les d'abord, jetez au vent les cendres des corps réduits en poussière, suspendez à la potence les cadavres qui peuvent supporter le nœud coulant de la corde, puis, avec les cercueils de bronze, d'argent et de plomb, élevez devant le palais impérial la plus belle barricade que la vengeance des peuples n'aura jamais dressée sous le soleil des révolutions. »

A cette proposition infâme, les cendres de Marie-Thérèse, de Charles VI, de Joseph II et du fils de l'empereur Napoléon durent tressaillir d'horreur dans leurs cercueils.

L'orateur reprit : « Pour compléter la vengeance du peuple, vous mettrez les capucins vivants à travers les interstices des cercueils ; de cette manière, le froc servira de ciment à la pourpre, et ce ciment, arrosé du sang des révérends pères, sera mieux à l'épreuve des balles que du ciment romain. »

Jetons un voile sur cette scène horrible, et disons, pour l'honneur de l'humanité, que la majorité de cette réunion, composée d'hommes sans nom, recula devant la responsabilité d'un crime sans exemple et sans antécédent dans l'histoire d'aucun peuple.

La veille, plusieurs étudiants groupés autour d'une table du café Français avaient fait une motion non moins atroce. L'un d'eux avait osé proposer la violation des tombes impériales; un autre, développant cette pensée monstrueuse, avait dit à haute voix : « Arrachons de son cercueil le cadavre de l'empereur François, et pendons-le à la statue de ce tyran élevée sur la place du palais; » puis, s'adressant au maître du café, M. Grünholz, qui avait répondu à cette proposition par un mouvement d'horreur, « Que pensez-vous de cela? lui dit-il.

— « Ce que doit en penser tout honnête homme, répondit celui-ci.

— « Que ce sera un acte de justice...

— « A votre point de vue...

— « Mais au vôtre?

— « Un acte d'infamie.

— « Vous êtes donc aussi, vous, un *jaune et noir?*

— « Je le suis, si par *jaune et noir* vous entendez un homme sincèrement dévoué à son pays et à son empereur; je l'ai toujours été, je m'en fais gloire, et je ne cesserai de l'être...

— « Que lorsque tu seras pendu en compagnie du tyran François.

— « J'aimerais mieux mourir en cette compagnie que vivre en la vôtre, répliqua vivement le courageux Grünholz, et il ajouta : Malheur au premier d'entre vous qui m'offrira la corde ! »

Confondus par cette vigoureuse réponse, les étudiants s'étaient retirés en proférant des menaces.

A une heure, une députation de la municipalité se rendit au camp du prince de Windisch-Grätz pour lui annoncer que la majorité des habitants, animée des meilleures intentions, était prête à se soumettre à toutes les conditions exigées, mais que le terrorisme exercé par le prolétariat déterminé à s'ensevelir sous les ruines de la ville la condamnait fatalement à l'impuissance.

Le prince Windisch-Grätz répondit que puisque la population honnête de Vienne ne se reconnaissait pas la force de secouer le joug du prolétariat, il appartenait au général en chef de l'armée impériale de recourir aux moyens nécessaires pour soumettre les rebelles. La députation finit par solliciter encore un délai dont elle espérait profiter pour désarmer les prolétaires, soit par la persuasion, soit à prix d'argent.

A huit heures du matin, lorsque tout semblait indiquer que les Magyars avaient été repoussés, les

ouvriers recommencèrent le feu près de Lerchenfeld et de Waehring, mais les gardes nationaux, moins belliqueux que la veille, parcouraient les rues sans but et sans plan arrêté; les murs se couvraient d'affiches lues avec avidité, mais sans résultat. Dans l'une, le malheureux Messenhauser signait son arrêt de condamnation en déclarant accepter comme *alter ego* Fenner de Fenneberg et Redel pour *délibérer encore une fois avec eux sur la capitulation de la ville.*

Cette déclaration n'était-elle pas une protestation formelle contre la sainteté d'une promesse, contre le droit d'un fait accompli? Quelques heures plus tard, Messenhauser annonça que les Magyars, trahis par le sort des armes, étaient en pleine déroute, et que la défense de la ville ne devait plus compter sur leur intervention.

En effet, l'armée hongroise, sous le commandement en chef du général Moga, avait engagé la bataille par l'attaque simultanée des villages de Schwechat, Rannersdorf, Mannswörth et Kaiser-Ébersdorf. Sur l'ordre du prince Windisch-Grätz, le général Lichtenstein, se mettant à la tête de l'aile droite de la cavalerie, s'était porté à leur rencontre, tandis que le ban Jellachich, commandant le premier corps d'armée, avait jeté son infanterie sur la rive gauche du torrent de Schwechat pour la soustraire au feu de l'artillerie ennemie. Arrêtés dans leur mouvement par des ob-

stacles imprévus, les trente-cinq escadrons du général de Lichtenstein éprouvèrent un moment d'hésitation ; alors le chef d'état-major, général Zeisberg, prit à son tour l'offensive et s'avança avec le régiment de cuirassiers Walmoden, deux bataillons du régiment Khevenhüller, une batterie de 12 et une de 6 ; il plaça ses batteries si favorablement sur les hauteurs qui dominent le village de Schwechat, qu'après une courte mais vive canonnade, l'artillerie du centre ennemi éteignit son feu. Le moment était décisif; le général Kempen s'ébranle à son tour avec l'aile gauche et combine son mouvement avec la cavalerie du général Lichtenstein.

Le sol tremble sous la charge précipitée des cavaliers; l'air est déchiré par les détonnations d'une nombreuse artillerie ; les cuirassiers de Walmoden font des prodiges de valeur; le combat s'engage sur toute la ligne aux cris de : Vive l'empereur !

Les impériaux, enflammés du désir de venger sur les Hongrois qui l'ont provoquée avec de l'or, la mort du général Latour, rivalisent de courage et d'intrépidité. Les Magyars, protégés par les avantages du terrain et par une formidable artillerie, résistent d'abord avec opiniâtreté, mais, forcés de céder à l'élan irrésistible des Autrichiens, ils opèrent un mouvement de retraite qui bientôt se change en une véritable déroute. Kossuth, le premier, donne l'exemple

de la fuite, en rejetant la honte de sa défaite sur l'inaction des Viennois prudemment retranchés derrière leurs barricades. Le sauve qui peut est général; les rebelles, poursuivis jusqu'à une heure du matin par la cavalerie du général Lichtenstein, arrivent dans le plus grand désordre au village de Schwadorf, surpris eux-mêmes d'avoir échappé à une destruction totale. Ils durent leur salut autant à la rapidité de leur fuite qu'aux ténèbres de la nuit.

Du champ de bataille même, Windisch-Grätz avait annoncé en ces termes à Messenhauser la défaite de l'armée magyare : « Un corps d'insurgés hongrois a osé pénétrer sur le territoire autrichien et s'avancer jusqu'à Schwechat : je l'ai attaqué et repoussé avec une partie de mes troupes réunies à celles du ban, après lui avoir fait éprouver une perte considérable. Quelques détachements sont à leur poursuite. Cet avertissement a pour objet de tranquilliser les esprits bien intentionnés qui pourraient concevoir des craintes sur l'apparition de ce corps, et en même temps de prévenir les malveillants qui auraient cru trouver dans cette circonstance un élément à leur projet et qui n'ont pas eu honte de rompre, de la manière la plus odieuse, l'arrangement déjà conclu. »

Cette proclamation manqua son but : loin de rassurer les esprits bien intentionnés, elle excita davantage encore la fureur des malveillants, car ils

étaient les maîtres de la capitale. Le comité des étudiants avait perdu son prestige; la municipalité était sans autorité; le club central s'était une seconde fois éclipsé ; la garde nationale avait de nouveau repris son habit civil; les membres de la constituante faisaient les morts; enfin, le prolétariat régnait en souverain absolu dans la plus complète anarchie.

A onze heures, le tocsin sonnant malgré la défense du comité des étudiants à la tour de Saint-Etienne, donna le signal de la reprise des hostilités. Alors des aides de camp s'élancent sans ordre sur les remparts pour commander l'attaque. Le canon gronde sans intervalle sur plusieurs points à la fois; des feux de mousqueterie sont dirigés sur les maisons de Léopolstadt occupées par les troupes impériales qui ne répondent pas. La canonnade, redoublant d'intensité dans l'après-midi, décide le prince de Windisch-Grätz à jeter de nouvelles troupes dans les faubourgs, et à établir des batteries au palais de Schwarzemberg, ainsi qu'aux écuries impériales. A trois heures, tous les faubourgs se trouvaient au pouvoir des impériaux, le feu des rebelles se tut, des drapeaux blancs furent arborés sur tous les bastions, et une députation de la municipalité, escortée par la garde du palais, se dirigea sur les glacis pour rendre solennellement les clefs de la ville; mais à peine était-elle arrivée près des troupes, qui de leur côté avaient fait un mouvement

en avant, que les drapeaux blancs disparurent, et qu'une grêle de mitraille foudroya les bataillons du prince Windisch-Grätz. Deux fois en vingt-quatre heures, les insurgés, coupables de trahison, s'étaient mis eux-mêmes hors la loi; la répression fut terrible. « Plus de ménagements, s'écria le maréchal, j'ai fait tout ce qui dépendait de moi humainement pour épargner la ville ; que le sang versé retombe sur la tête des traîtres qui la trompent et l'égarent. » Alors les bombes, décrivant dans les airs leurs étincelantes paraboles, apprirent aux Viennois consternés qu'en temps de révolution les honnêtes gens qui par leur faiblesse ou leur lâcheté semblent faire cause commune avec les ennemis de l'ordre et du droit, s'exposent volontairement aux conséquences d'une apparente complicité. Malgré l'éclat des grenades, le sifflement des fusées, les feux croisés de la mousqueterie, les rebelles conservèrent leurs positions jusqu'à cinq heures; mais alors, apercevant deux bataillons des régiments frontières s'élancer au pas de course pour s'établir sur une brèche ouverte à la porte du palais impérial, ils abandonnèrent leurs armes et s'enfuirent dans toutes les directions, après avoir massacré un garde national qui avait arboré un drapeau blanc.

A cinq heures et demie, une partie des troupes victorieuses pénétra dans la ville par la porte du palais

impérial, à travers les sinistres clartés de nombreux incendies. Les flammes, enveloppant le palais d'une zone de feu, formaient une auréole au clocher des Augustins et s'élevaient ensuite en longues spirales. Le ciel de Vienne était rouge comme celui de Naples, lorsque la main de Dieu éclaire le Vésuve.

A huit heures, plusieurs autres bataillons firent leur entrée par la porte Carinthie; peu à peu les régiments se massèrent sur les places publiques, dans les principales artères, dans les grands centres, de sorte que le lendemain, au point du jour, toute la ville était militairement occupée.

C'était la fête de la Toussaint, la population religieuse, délivrée du joug révolutionnaire, se rendit dans les églises pour y rendre grâce à la Providence d'avoir mis un terme à la guerre et remercier les saints patrons de la ville de leur efficace intercession près de Dieu. Cette bonne population de Vienne, pieuse et croyante, ne doutait pas que Dieu n'eût choisi la fête de saint Étienne afin d'accorder à la capitale de la monarchie le rameau d'olivier pour bouquet.

Dès que l'armée eut effectué son entrée, les portes de la ville, entourées de surveillance, furent aussitôt fermées, et le drapeau impérial, salué par le son des cloches et les salves de l'artillerie, fut solennellement

arboré au sommet de la tour de Saint-Étienne, près de la croix, divin étendard du Rédempteur.

Pendant ce temps, les scènes les plus étranges se passaient dans l'intérieur de la ville, offrant à chaque pas des contrastes qui eussent été plaisants en des circonstances moins graves. Sur la place du Hof, les grenadiers campés devant le palais du ministère de la guerre, brisaient en mille pièces le candélabre où le cadavre du malheureux comte Latour avait été exposé aux insultes des bourreaux et de leurs complices : de même, s'ils l'avaient pu, ils auraient fait disparaître du sol la partie qui avait servi de théâtre au crime. Le palais de l'université, abandonné par les étudiants et les *invincibles* de la veille, représentait l'intérieur d'un marchand de bric à brac, ou, mieux encore, celui de la boutique d'un fripier bien achalandé ; on ne voyait de toutes parts que des fusils jetés les uns sur les autres, des gibernes, des baïonnettes, des sabres entassés en monceau, des ceintures tricolores, des plumes avariées, des uniformes râpés, des feutres allemands, etc.

Ici, dans ces maisons, la peur faisait un auto-da-fé des feuilles ultra-révolutionnaires, des pamphlets ignobles, des caricatures immondes que la sympathie ou la curiosité avait collectionnés depuis les journées de mars ; là, dans les boutiques des chirurgiens-perruquiers, les révolutionnaires portant au menton un

brevet de patriotisme, faisaient à la patrie le sacrifice de leurs barbes démocratiques; rajeunissant ainsi les traits de leur visage, ils croyaient échapper aux regards inquisiteurs de la police; ceux-ci, dont les lèvres imberbes n'étaient pas en rapport avec la maturité de leur cœur, et dont les formes sveltes se prêtaient à une transformation, se réfugiaient en des vêtements de femme; ceux-là cherchaient dans un habit religieux, naguère encore objet de leurs sarcasmes, un abri que leur refusait un uniforme accusateur. D'autres, peu scrupuleux sur le choix des moyens, trouvaient un asile dans les maisons noires des rues isolées, séjour privilégié de la débauche et de la honte : après s'être faits les soutiens de la révolution, ils devenaient, sans changer de métier, les souteneurs des filles publiques. D'autres enfin, recourant au suicide, n'échappaient à la justice humaine que pour comparaître, avec un nouveau crime de plus, devant la justice de Dieu.

Un des premiers soins du prince de Windisch-Grätz après le rétablissement de l'autorité légitime à Vienne, fut de publier la proclamation suivante:

« En faisant entrer dans la capitale les troupes sous mes ordres, je dois, en conformité de ma proclamation du 23 octobre, faire connaître les mesures dont je regarde la mise à exécution comme indispensable pour le rétablissement de l'ordre légal, profon-

dément ébranlé. La ville s'était, à la vérité, soumise le 30 octobre ; cependant elle a violé, par la plus honteuse trahison les dispositions prises alors, de sorte que, sans égard à l'acte de soumission, je prends les dispositions suivantes :

« 1° La ville de Vienne, ses faubourgs et ses environs, jusqu'à une circonférence de deux milles, sont déclarés en état de siége ; les autorités locales sont, pour la durée de cet état, soumises à l'autorité militaire, conformément à la disposition contenue dans le paragraphe 9.

2° La légion académique et la garde nationale sont dissoutes, mais cette dernière, sous la réserve de sa réorganisation.

« 3° Si le désarmement général n'est pas encore terminé, le conseil communal devra le faire dans un délai de quarante-huit heures après la publication de cette proclamation. Après ces quarante - huit heures écoulées, la dernière sommation de livrer les armes sera publiée et, douze heures après que celle-ci aura été affichée, il sera procédé à des perquisitions domiciliaires : quiconque possédera des armes, quelles qu'elles soient, sera arrêté et traduit devant une commission militaire : sont exceptés de ce désarmement, la garde de sûreté, la garde militaire de police, la garde des finances qui demeurent en acti-

vité, et les fonctionnaires qui sont autorisés à porter, avec leur uniforme, des armes au côté.

« 4° Toutes les associations politiques sont dissoutes, les rassemblements de plus de dix personnes dans les rues ou sur les places publiques sont interdits ; tous les cafés et cabarets de la ville seront fermés chaque soir à onze heures, ceux des faubourgs et de la banlieue à dix heures. Les contrevenants seront arrêtés et traduits devant une commission militaire.

« 5° La presse reste limitée provisoirement d'après l'article 4 de la proclamation du 23 ; l'impression, la vente et la publication de placards, gravures et de brochures, ne sont permises qu'après que l'autorité militaire y a consenti. Les transgressions de cette disposition subiront le traitement désigné dans l'article précédent.

« 6° La disposition contenue dans le paragraphe 3 de la proclamation du 23 octobre, et suivant laquelle tous les étrangers qui se trouvaient à Vienne, sans pouvoir légitimer le motif de leur présence, en seront expulsés, est étendue à tous les Autrichiens qui se trouvent à Vienne dans la même situation. L'autorité, chargée de l'exécution de cette mesure, se fera donner, par les propriétaires des maisons, le nom des personnes qui les habitent et pourra ainsi se convaincre du nombre des individus qui se trouvent

dans ce cas. Le propriétaire de maison qui tairait le nom d'un des habitants de sa maison, ou ne le ferait pas connaître dans le délai fixé par la police, serait arrêté et traduit devant une commission militaire.

« 7° Quiconque est convaincu : premièrement, d'avoir tenté d'amener les troupes impériales à l'infidélité ;

« Deuxièmement : quiconque excite, par ses paroles ou par ses exemples, à la révolte ou obéit à de semblables invitations ;

« Troisièmement : quiconque ne se retire pas, en cas de rassemblement à la première sommation de la police ;

« Quatrièmement : quiconque est pris les armes à la main dans un rassemblement est traduit devant une commission militaire.

« 8° Toutes les barricades de la ville et des faubourgs seront enlevées complétement par le conseil communal, et le pavé sera rétabli. Il est formé une commission mixte, sous la présidence du général Cordon, que j'ai, en même temps, nommé commandant de la ville : cette commission réglera toutes les affaires occasionnées par l'état de siége. Le gouvernement de la Basse-Autriche et les autorités de Vienne seront soumis aux ordres de cette commission. »

Le désarmement s'opéra sans difficultés.

L'heure de l'expiation avait sonné. La justice humaine, interrompue par la violation des principes sacrés du droit et de l'autorité légitime, allait reprendre son cours sous la protection des baïonnettes qui, cette fois encore, avaient sauvé la monarchie, l'empire, la société peut-être! la tranquillité était rétablie, les boutiques commençaient à se rouvrir, la confiance à renaître. L'ordre régnait à la surface, mais bien des passions mauvaises grouillaient encore au fond de la situation. La révolution avait été vaincue, mais non anéantie; et ses principaux chefs n'avaient pas attendu l'heure de sa défaite pour se dérober à celle du châtiment. Cependant quelques-uns d'entre eux, Robert Blum, Jules Froebel, Alfred Becher, Herman Jenninek, entre autres, furent arrêtés et livrés aux tribunaux militaires. Wenceslas Messenhauser se constitua lui-même prisonnier quand il apprit le décret d'accusation lancé contre lui par le prince Windisch-Grätz.

Plusieurs chefs importants, Bem et Hauk furent de ce nombre, parvinrent à s'évader, malgré les commissions mixtes placées aux portes de la ville pour surveiller le passage des personnes suspectes.

L'évasion de quelques-uns d'entre eux fut accompagnée de circonstances bizarres et même dramatiques. L'intrépide Hauk prit, dans un corbillard, la place d'un mort, pour traverser vivant la ville et les

faubourgs encombrés de troupes qui toutes avaient son signalement; Bem s'échappa, dit-on, sous les habits d'un officier croate, et le docteur Schutte sous la livrée d'un laquais de bonne maison.

La première exécution militaire eut lieu le 9 novembre: ce fut Robert Blum qui commença le martyrologe révolutionnaire, qui si longtemps a fait les frais de la polémique allemande ultra-démocratique (1). La lecture de l'arrêt de la cour martiale qui prononçait contre lui la peine capitale lui fut faite dans sa prison, à six heures du matin; il l'entendit sans manifester la moindre émotion : « Je m'y attendais, dit-il, cette sentence n'a donc rien d'imprévu pour moi. » Cependant il implora, comme dernière grâce, qu'on lui accordât le temps nécessaire pour écrire à sa femme une lettre d'adieu : « Que mon sort ne te décourage pas, lui écrivit-il, élève nos enfants de manière qu'ils ne fassent pas honte à mon nom.... Maintenant je suis prêt, dit-il quand il eut terminé ces quelques lignes, partons. » Le cortége arriva à sept heures à la Brigittenau, lieu choisi pour l'exécution. Blum n'avait pas perdu un seul instant sa force de caractère : « Eh bien ! mon ami, dit-il à l'un des cuirassiers de son escorte, me voici

(1) Nous avons sous les yeux la liste des jugements des commissions militaires : il y a eu, du 9 novembre 1848 au 31 mars 1849, cent quarante-cinq condamnations, dont vingt-trois capitales.

donc arrivé au dernier relai de mon voyage ; » alors, il manifesta le désir de ne pas avoir les yeux bandés ; mais n'ayant pu obtenir cette faveur, il se les banda lui-même, puis il s'agenouilla pour ne plus se relever : trois balles l'étendirent roide mort.

Robert Blum, né en 1807, à Cologne, d'une famille pauvre, recueilli enfant par les bontés d'une tante, peu fortunée elle-même, entra dans la vie sous les tristes auspices de la misère. Tour à tour ouvrier, soldat, garçon de théâtre, régisseur d'une troupe de comédiens ambulants, journaliste folliculaire, il ne commença sa carrière politique qu'en 1844, à Leipzik. Rédacteur en chef d'un journal important, il se fit, à cette époque, l'un des plus zélés sectateurs du fameux abbé Ronge, l'apôtre du catholicisme allemand (Deutsch-Katholicismus). La chappe dont le prêtre hérétique se revêtait, ainsi que l'abbé Châtel à Paris, n'était qu'un manteau révolutionnaire, fabriqué pour couvrir les manœuvres des sociétés secrètes. Robert Blum n'était pas sans talent ; sa voix métallique, sententieuse et lente, était par moment incisive comme un bruit d'acier. Son cœur appartenait à la nuance la plus colorée du parti démocratique allemand.

Quelques jours après la mort de Blum, le 16 novembre, Messenhauser entendit à six heures du matin la lecture du jugement qui le condamnait à la

peine de mort ; il craignait d'être pendu, aussi ne put-il s'empêcher de manifester un mouvement de joie en apprenant que la cour martiale lui accordait la mort du soldat. Dans cet instant suprême, l'assurance d'être fusillé fut, pour l'ex-commandant en chef de la garde nationale, une véritable consolation. L'exécution devait avoir lieu à sept heures ; Messenhauser demanda qu'elle fût remise à huit heures : « Je veux être prêt à paraître sans peur devant Dieu, dit-il au prêtre venu pour l'assister en ses derniers moments, comme je paraîtrai bientôt devant les grenadiers chargés de me fusiller. Triste destinée que la mienne, ajouta-t-il avec un sourire amer. Le 29 octobre, les prolétaires de Vienne voulaient me pendre comme traître, et voilà que les soldats de l'empereur vont me fusiller aujourd'hui comme coupable de trahison ! »

A sept heures et demie, Messenhauser, réconcilié avec celui qui possède seul le pouvoir des miséricordes absolues, donna lui-même le signal du départ. Une nombreuse escorte l'attendait à la porte de la prison ; il se mit au milieu d'elle, et d'un pas ferme, le front haut, mais sans ostentation, il se rendit à pied dans les fossés de la ville près de Neuthoz. « C'est donc ici que nous devons nous quitter, » dit-il en serrant la main du prêtre qui lui montrait le ciel, tandis que les troupes formaient un carré ; puis, après avoir reçu à genoux la bénédiction que la re-

ligion donne aux agonisants, il embrassa avec effusion le crucifix, rejeta loin de lui sa casquette ainsi que son manteau, mit la main sur son cœur et, debout, il commanda lui-même le feu. . . . . .

On se rappelle que l'ouverture de la diète constituante, prorogée et transférée à Kremsier, devait avoir lieu le 15 décembre ; plusieurs raisons, dont la plus importante était la formation d'un ministère, firent ajourner la première séance au 22 novembre. Le nouveau cabinet fut constitué le 21, de la manière suivante :

Le prince Félix de Schwarzemberg, président du conseil, ministre des affaires étrangères ;

Le comte François Stadion, ministre de l'intérieur et provisoirement de l'instruction publique ;

Krauss, ministre des finances ;

Le général, major, baron Cordon, ministre de la guerre ;

Alexandre Bach, ministre de la justice ;

Chevalier de Bruck, ministre du commerce et des travaux publics ;

Le chevalier Thienfeld, ministre de l'agriculture.

Le nom du personnage éminent placé à la tête de ce cabinet fut salué avec transport, non-seulement par l'Autriche monarchique, mais encore par tous les gouvernements qui songeaient enfin sérieusement à quitter les voies de la révolution. Digne rejeton d'une

antique et princière famille d'Allemagne, le prince Félix de Schwarzemberg, né le 20 octobre 1800, à Krumau, en Bohême, a conduit de front et avec un succès égal la carrière diplomatique et la profession des armes. Soldat et diplomate, il ceignit l'épée en 1818 au régiment de cuirassiers Constantin; il débuta dans la carrière politique en 1824, à Saint-Pétersbourg. Aux qualités complexes qui faisaient de sa *personnalité* deux individualités bien distinctes, il dut bientôt un avancement rapide.

D'un pas égal, il franchit tous les échelons de la hiérarchie militaire, tous les degrés de la diplomatie, et dans chaque pas il trouva un nouveau grade, une dignité nouvelle; bien jeune encore, sa poitrine disparaît sous un plastron de plaques et de croix. Dans une période de vingt-quatre années, représentant à l'étranger la majesté de l'empire autrichien, il parcourut avec des chances plus ou moins romanesques toutes les capitales de l'Europe. C'est ainsi qu'après avoir passé par Saint-Pétersbourg, Rio-Janeiro, Londres, Lisbonne, Madrid, Paris, Berlin, Turin, Parme et Naples, il arrive en 1848 sur les champs de bataille de l'Italie. Alors le roi Charles-Albert, entraîné plus encore par la révolution que par son génie ambitieux, venait de prononcer son fameux *Italia fara da se*. Le prince Schwarzemberg, lisant dans l'avenir, traduisit ainsi cette pensée orgueilleuse : l'*Italie se perdra d'elle-*

même. Dès lors, commandant une brigade sous les ordres du maréchal comte Nugent, il fournit, comme soldat, les preuves d'énergie que, sur un autre terrain, il avait données comme diplomate. A la tête des troupes, toujours sur le premier plan, dans la direction des boulets, il se fit remarquer par son brillant courage. Quoique blessé, il voulut combattre à Custozza, et prendre ainsi sa part de la victoire mémorable qui termina la première campagne de l'Italie. D'une fermeté de caractère égale à son courage personnel, le prince Schwarzemberg joignait à de hautes connaissances politiques et militaires, un coup d'œil sûr, réfléchi, quoique rapide, une rare intelligence et de profondes conceptions. Sous d'apparents dehors de froideur, il possédait un cœur de feu. Causeur aimable et entraînant, il séduisait par les grâces de son esprit et captivait par l'esprit de son cœur. Doué d'une facilité énorme en toutes choses, il menait également de front, sans jamais sacrifier les unes aux autres, les affaires et les plaisirs, les secrets de la politique et les mystères du sentiment; ardent, impétueux, oubliant, dans la fougue des passions, qu'un demi-siècle venait de sonner pour lui, opposant à la froide raison de l'âge mûr la verdeur d'une âme de vingt-cinq ans, il possédait au suprême degré les défauts qui, dans tous les temps, chez tous les peuples, ont accompagné les natures

supérieures et fait ombre aux qualités des plus grands hommes. Quoi qu'il en soit, le prince de Schwarzemberg devait donner à l'Autriche l'impulsion qui, la sortant du chaos révolutionnaire, lui rendit bientôt, avec le repos, la paix et la prospérité, son rang suprême parmi les nations.

Dans l'état des choses, la mission de ce ministère, composé d'hommes d'intelligence et d'énergie, était difficile, car tout avait été remis en question et le problème de l'avenir était encore à résoudre; un événement d'une importance énorme vint à son aide en simplifiant la situation.

Le 2 décembre, à dix heures du matin, tous les membres de la famille impériale se réunirent dans la salle du couronnement de l'archevêché, où se trouvaient déjà le prince de Windisch-Grätz, le baron Jellachich, le grand maître de l'archiduc François-Joseph, tous les ministres et le conseiller de légation, baron Hubner, remplissant les fonctions de secrétaire.

A dix heures un quart, l'empereur et l'impératrice précédés, l'empereur de son aide de camp général, le prince Lobkowitz, et de son grand maréchal landgrave de Furstenberg; l'impératrice, de la grande maîtresse landgrave de Furstenberg, entrèrent dans la salle et prirent place sur les siéges qui leur avaient été préparés; après avoir engagé les membres de la famille impériale à s'asseoir, l'empereur annonça à

l'assemblée que des raisons d'un ordre supérieur l'avaient décidé à prendre la résolution irrévocable d'abdiquer la couronne impériale en faveur de son neveu, l'archiduc François-Joseph appelé directement au trône, puisque les mêmes raisons avaient également décidé son frère, l'archiduc François-Charles, de reporter ses droits de succession sur la tête de son fils déclaré majeur.

A la suite de cette déclaration solennelle, l'empereur Ferdinand ordonna au prince président du conseil des ministres de lire les actes de son abdication et de la renonciation de l'archiduc François-Charles. Après la lecture de ces actes, signés à l'instant par l'empereur, l'archiduc François et le prince Schwarzemberg, Ferdinand salua l'archiduc François-Joseph comme son successeur et le proclama empereur et roi sous le titre de : François-Joseph Ier. Alors le nouveau souverain se mit aux genoux de l'empereur et de l'archiduc François pour recevoir leur bénédiction. Ensuite tous les membres de la famille impériale prêtèrent foi et hommage au jeune prince appelé, en des circonstances si critiques, à régner sur le trône de l'empire d'Autriche. L'empereur Ferdinand et l'impératrice quittèrent Ollmutz le même jour pour aller se fixer définitivement à Prague. Ferdinand fit connaître à ses peuples son abdication par un manifeste qui, tout en rappelant que le bonheur de ses sujets avait été

la pensée incessante de son règne, reconnaissait que des forces plus jeunes que les siennes devaient être appliquées aux difficultés des temps.

Depuis ce jour, une ère nouvelle a commencé pour l'Autriche ; l'illustre prince, dont le premier sceptre fut un glaive de combat, le premier trône un affût de canon, et le premier palais une tente de bivouac, François-Joseph s'est montré constamment, par son intelligence, par son courage, par son énergie, à la hauteur de la mission souveraine que la Providence lui a confiée pour la gloire de son empire et pour le bonheur de ses peuples.

Dès le début de son règne, l'Autriche, naguère écrasée par la guerre civile, par la guerre étrangère et par la révolution, s'est relevée plus radieuse et plus puissante que jamais.

L'aigle impériale, froissée un instant par la tempête, a de nouveau déployé fièrement son aile pour planer sur les espaces qui lui appartiennent par la force du droit, et qu'elle saurait défendre au besoin par le droit de la force. D'un regard assuré, elle regarde le passé pour y trouver un enseignement, le présent pour lui donner un souvenir heureux, et l'avenir pour attendre la prospérité sans égale que lui promet le sceptre de son illustre empereur.

FIN.

RÉCAPITULATION.

CE QU'ILS ONT DIT ET CE QU'ILS ONT FAIT.

Sur les barricades fumantes des principales capitales de l'Europe, les révolutionnaires, surpris eux-mêmes de leur incroyable victoire, ont écrit, sur leurs drapeaux républicains, cette devise empruntée au divin code du Christ : *Liberté, égalité, fraternité*. Ils ont dit : La liberté pour tous : et qu'ont-ils fait ? Ils ont imposé la licence. Ils ont dit : L'égalité sera désormais une vérité : et qu'ont-ils fait ? Ils ont passé le sinistre niveau de la misère sur leurs malheureuses patries. Ils ont dit : La fraternité, apportée

sur la terre par l'homme Dieu, fera le tour du monde : et qu'ont-ils fait? Ils ont propagé les haines de Caïn, répandant à travers l'Europe leurs émissaires, aussi dépourvus de sagesse et de prudence, que pleins de colère et de nullité.

Ils ont promis aide et secours au travailleur ; et qu'ont-ils fait ? Ils ont désorganisé le travail, ils ont ruiné le maître aussi bien que le manœuvre, ils ont créé des ateliers nationaux qui, sous leurs mains fatales, se sont transformés en ateliers de paresse, de débauche ou en dépôts de mendicité. Ils ont dit : L'homme ne sera plus exploité par l'homme, et qu'ont-ils fait ? Ils ont exploité la société entière, pour en faire un marchepied à leurs intérêts et à leur ambition.

Ils ont dit : Plus de faveurs, plus de priviléges, plus de népotisme, plus d'agiotage, plus de cumuls, plus d'intérêts privés ; le règne de l'incapacité et du favoritisme s'est pour toujours écroulé sous les débris de la monarchie ; et qu'ont-ils fait ? Ils ont livré à l'ostracisme les hommes d'intelligence, d'expérience et de savoir ; ils ont enrayé les rouages politiques qui faisaient mouvoir le char des États ; ils ont décrété l'ingratitude, et méconnu les services rendus, puis, ils se sont rués comme des vautours affamés sur les places et les honneurs ; ils se sont partagé les emplois et les gros appointements, les

châteaux et les palais, les voitures et les chevaux, le vin même des caves royales.

Ils ont dit : Respect à la religion, à la propriété et à la famille, et qu'ont-ils fait? Ils ont laissé attaquer, conspuer, insulter, profaner les uns et les autres ; ils ont donné le baiser fraternel à des hommes qui, le blasphème aux lèvres, ont osé dire à l'Europe : Dieu, c'est le mal ; la famille, c'est l'égoïsme ; la propriété, c'est le vol.

Ils ont dit : Nous aurons désormais un gouvernement fort, glorieux et à bon marché ; et qu'ont-ils fait? Ils ont maculé le drapeau de la patrie, ils ont rayé et dissous les armées régulières pour enrégimenter des lansquenets de bagne et de carrefour ; ils ont écrasé les contribuables d'impositions ; ils ont sucé jusqu'au sang les mamelles de leur pays ; ils ont desséché ses artères jusqu'à la phthisie ; ils ont vidé les caves de la banque, les caisses du trésor, étouffé le crédit à coups d'émeutes ; ils ont conduit rapidement l'Europe sur la pente de la banqueroute.

Lorsque les capitales, réveillées en sursaut sur les abîmes de la révolution, réclamaient l'ordre et la confiance, ils ont laissé parader dans les rues et trôner sur les places publiques l'insurrection à l'œil hagard, à la voix avinée, aux bras nus, aux cris farouches ; ils n'ont rien fait pour l'écarter de la boutique du marchand ; ils n'ont rien fait pour empêcher

la boutique du marchand de fermer sa porte devant la ruine et le désespoir.

Ils ont tout détruit, tout bouleversé, tout nivelé, tout remis en question, et tant qu'ils ont pesé comme le rocher de Sisyphe sur les destinées de leur pays, ils ont fatalement parodié le psaume des prophètes saints, en abaissant la montagne des intelligences au terre à terre de leur orgueilleuse nullité.

Le jour où les révolutionnaires de Paris, capitale de l'exemple et de l'entraînement, ont donné l'impulsion, en ramassant le pouvoir tombé dans le sang du boulevard des Capucines, à la lueur des torches qui éclairaient la promenade des cadavres assassinés, ce jour-là, les révolutionnaires européens ont été frappés d'impuissance et de stérilité, et depuis ils n'ont pas eu une seule idée généreuse; ils n'ont pas commis une seule bonne action; ils n'ont pas produit un seul acte utile; ils n'ont rien inventé, rien trouvé, rien créé; ils ont marché de tâtonnements en tâtonnements, d'essais en essais, d'avortements en avortements, de défaillances en hontes, de fautes en crimes. Vainement ils se sont appuyés sur la plume de leurs rhéteurs et sur le poignard de leurs assassins; vainement ils ont fait appel aux plus mauvaises passions du cœur humain; ils ont régné dans le ridicule et sont tombés devant les sifflets de l'histoire....; ils sont morts; paix et pardon aux trépassés!

D'après ce qu'ils ont dit et ce qu'ils ont fait, d'après ce qu'ils voulaient faire et ce qu'ils auraient fait, si Dieu, dans sa miséricorde, ne s'était levé devant leurs monstrueux desseins, les peuples finiront-ils par ouvrir les yeux à la lumière? finiront-ils par comprendre que le salut, pour eux, se trouve dans *l'union réciproque des droits* et des devoirs qui les lie à l'hérédité légitime et paternelle de leurs princes? finiront-ils, enfin, par repousser les conseils insensés et les séductions perfides des hommes qui, depuis trop longtemps les trompent et les égarent ?

Dieu le veuille !

TABLE DU TOME SECOND.

CHAPITRE I.

CHAPITRE II.

TABLE DU TOME SECOND.

CHAPITRE I.

CHAPITRE II.

CHAPITRE IX.

